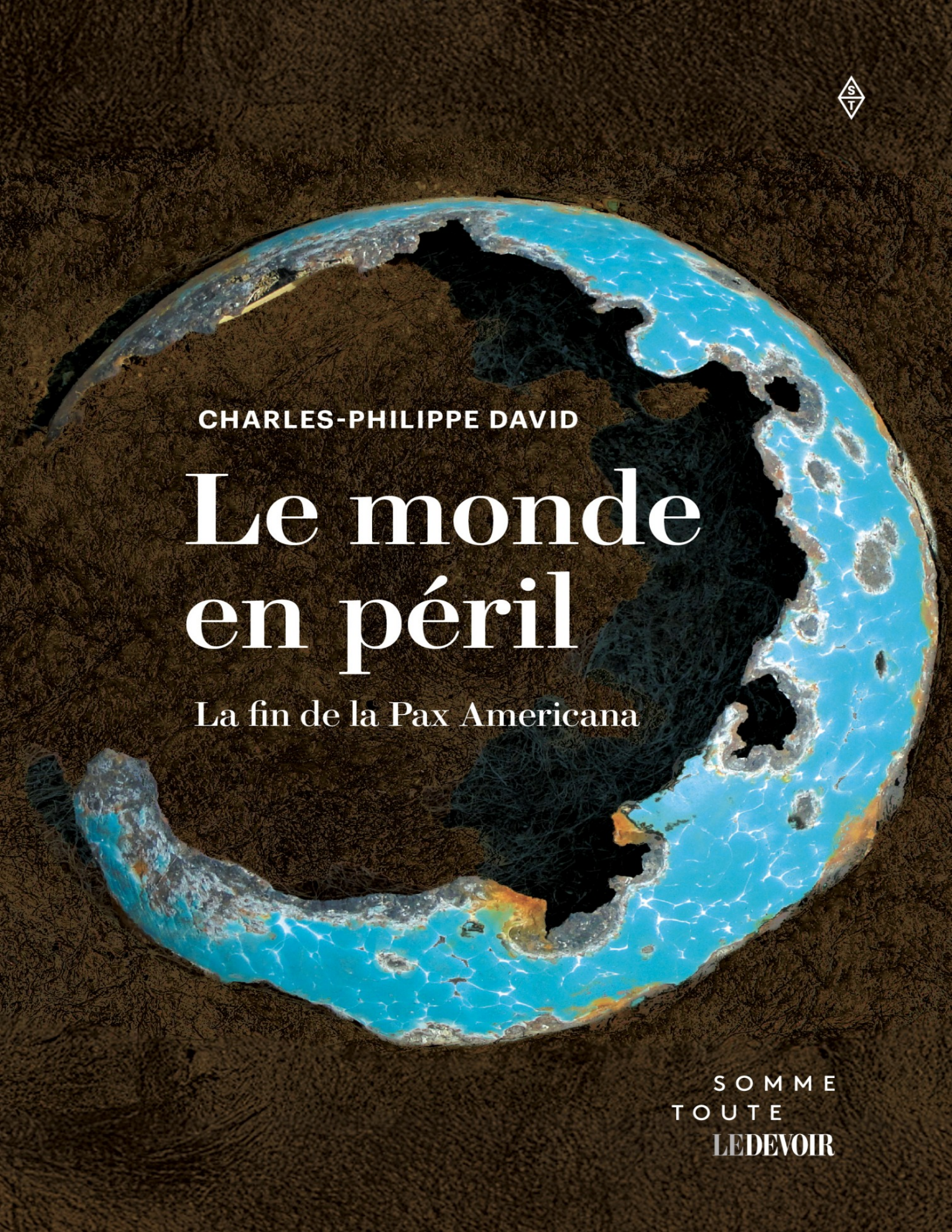


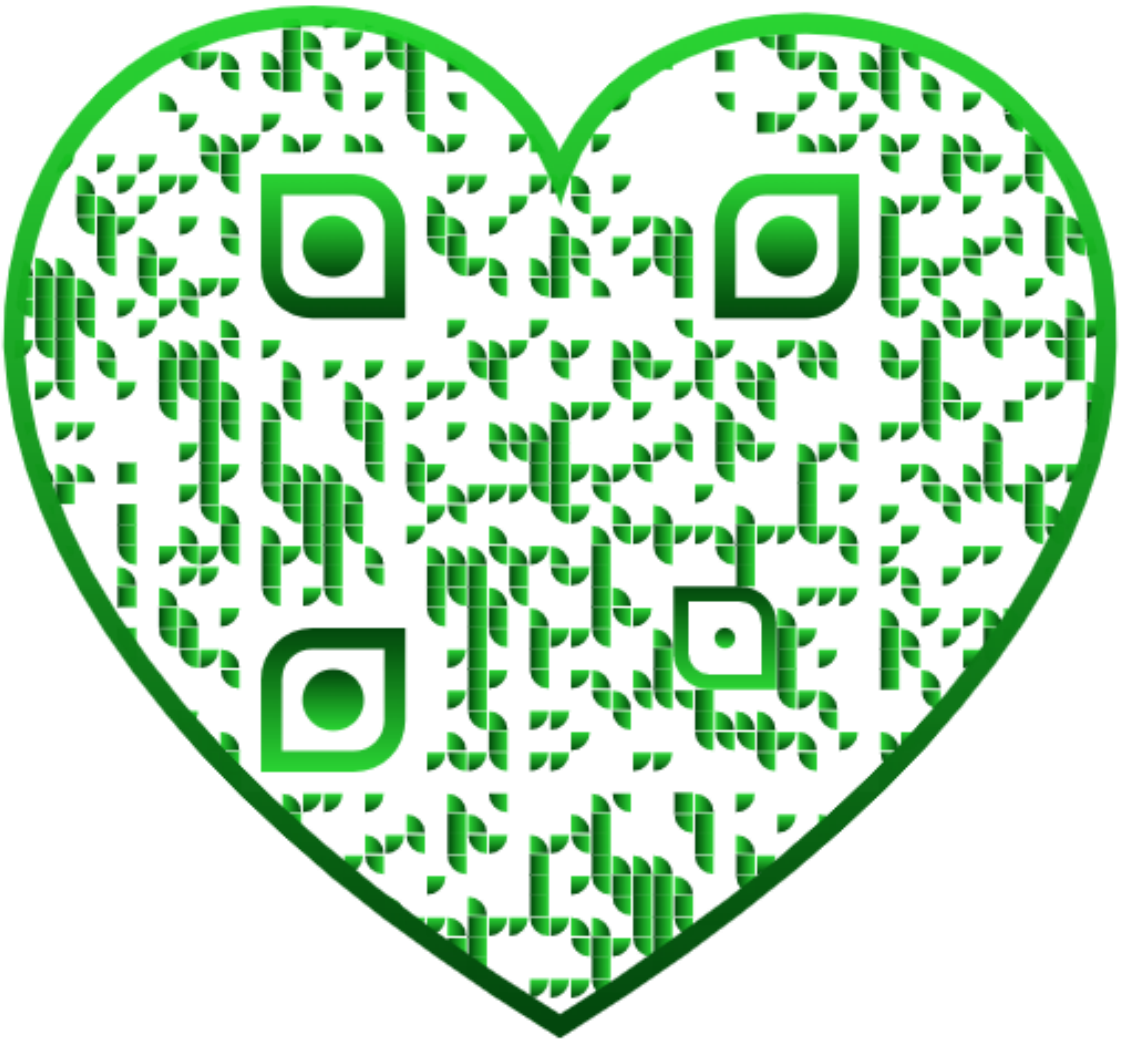
CHARLES-PHILIPPE DAVID

Le monde en péril

La fin de la Pax Americana

SOMME TOUTE

LEDEVOIR



CHARLES-PHILIPPE DAVID
Le monde en péril
La fin de la Pax Americana
SOMME TOUTE

Le monde en péril

La fin de la Pax Americana

CHARLES-PHILIPPE DAVID

ÉDITIONS SOMME TOUTE

LE DEVOIR

Le monde en péril

a été publié sous la direction littéraire de Paul Cauchon.

Conception de la couverture : Claire Dazat
Mise en pages et adaptation numérique : Studio C1C4
Révision : Pierre Rouve
Correction : Maxime Bélanger

© 2026 Charles-Philippe David et Somme toute/Le Devoir

ISBN 978-2-925291-94-7 ♦ epub 978-2-925291-96-1 ♦ pdf 978-2-925291-95-4

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada
Titre : Le monde en péril / Charles-Philippe David.
Noms : David, Charles-Philippe, auteur.
Identifiants : Canadiana 20260021105 | ISBN 9782925291947 (couverture souple)
Vedettes-matière : RVM : États-Unis—Relations extérieures—2021- | RVM : États-Unis—Politique et gouvernement—2021- | RVM : Risque géopolitique. | RVM : Relations internationales. | RVM : Trump, Donald, 1946-
Classification : LCC E895.D384 2026 | CDD 327.73009/052—dc23

Nous remercions le Conseil des arts du Canada de l'aide accordée à notre programme de publication et la SODEC pour son appui financier en vertu du Programme d'aide aux entreprises du livre et de l'édition spécialisée.

SODEC Québec | Conseil des arts du Canada | Canada Council for the Arts

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada (FLC) pour nos activités d'édition.

Financé par le gouvernement du Canada | Canada

Gouvernement du Québec – Programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres – Gestion SODEC

Toute reproduction, même partielle, de cet ouvrage est interdite. Une copie ou reproduction par quelque procédé que ce soit, photographie, microfilm, bande magnétique, disque ou autre, constitue une contrefaçon passible des peines prévues par la loi du 11 mars 1957 sur la protection des droits d'auteur.

Dépôt légal – 1er trimestre 2026
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada

Tous droits réservés

Autres ouvrages de l'auteur

Debating Counterforce. A Conventional Approach in a Nuclear Age, Boulder, Westview Press, 1987, 260 p.

La France face aux nouveaux enjeux stratégiques, Montréal, Éditions du Méridien, 1988, 168 p.

Les choix géopolitiques du Canada : l'enjeu de la neutralité, Montréal, Éditions du Méridien, 1988, 280 p. (sous sa codirection).

Les études stratégiques : approches et concepts, Montréal, Éditions du Méridien/Québec, Centre québécois de relations internationales/Paris, Fondation pour les études de défense nationale, 1989, 536 p. (en collaboration).

La fin de la guerre froide. Ses conséquences pour les relations internationales, Québec, Centre québécois de relations internationales/Paris, Fondation pour les études de défense nationale, 1990, 250 p. (sous sa direction).

La guerre du Golfe. L'illusion de la victoire ?, Montréal, Art Global, 1991, 362 p. (avec Martin Girard et Charles Van der Donkt).

Foreign Policy Failure in the White House. Reappraising the Fall of the Shah and the Iran-Contra Affair, Lanham, University Press of America, 1993, 191 p. (avec Zach Selden).

Au sein de la Maison-Blanche : la formulation de la politique étrangère des États-Unis de Truman à Clinton, Québec, Presses de l'Université Laval/Nancy, Presses universitaires de Nancy, collection « Perspectives américaines », 1994, 521 p. (*Ouvrage traduit et publié en mandarin*).

Les leçons du conflit yougoslave. Des politiques de sécurité à redéfinir, Québec, Centre québécois de relations internationales, 1995, 224 p. (sous sa direction avec Albert Legault).

Environnement stratégique et modèles de défense. Une perspective québécoise, Montréal, Éditions du Méridien, collection « Stratégie/Diplomatie », 1996, 286 p. (avec Stéphane Roussel).

Les Institutions de la paix ? Intégration européenne et perspectives de sécurité, Montréal et Paris, l'Harmattan, collection « Raoul-Dandurand », 1997, 276 p. (sous sa direction).

La consolidation de la paix. L'intervention internationale et le concept des Casques blancs, Montréal et Paris, l'Harmattan, collection « Raoul-Dandurand », 1997, 150 p. (en collaboration).

The Future of NATO. Enlargement, Russia, and European Security, Montreal and Kingston, McGill-Queen's University Press, 1999, 261 p. (sous sa direction avec Jacques Lévesque).

La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie, Paris, Presses de Sciences Po, collection « Références inédites », 2000, 526 p.

Théories de la sécurité. Définitions, approches et concepts de la sécurité internationale, Paris, éditions Montchrestien, collection « Clefs », 2002, 157 p. (avec Jean-Jacques Roche).

Repenser la sécurité. Nouvelles menaces, nouvelles politiques, Montréal, éditions Fidès, collection « Points chauds », 2002, 318 p. (sous sa direction).

La politique étrangère des États-Unis. Fondements, acteurs, formulation, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, 382 p. (avec Louis Balthazar et Justin Vaïsse).

Au sein de la Maison-Blanche : la formulation de la politique étrangère des États-Unis de Truman à G.W. Bush, 2e édition, Québec, Presses de l'Université Laval, collection « Politique étrangère et de sécurité », 2004, 737 p.

La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie, 2e édition, Paris, Presses de Sciences Po, collection « Références inédites », 2006, 463 p. (*Ouvrage traduit et publié en portugais, en espagnol et en mandarin*).

Le 11 septembre 2001, cinq ans plus tard. Le terrorisme, les États-Unis et le Canada, Québec, éditions du Septentrion, 2006, 114 p. (sous sa direction).

Hegemony or Empire ? The Redefinition of US Power under George W. Bush, Aldershot, Ashgate, 2006, 237 p. (sous sa direction avec David Grondin).

Repenser le terrorisme, concept, acteurs et réponses, Presses de l'Université Laval, collection « Politique étrangère et de sécurité », 2007, 434 p. (sous sa direction avec Benoît Gagnon).

Le conservatisme américain, Presses de l'Université du Québec, collection « Enjeux contemporains », 2007, 169 p. (sous sa direction avec Julien Tourreille).

Les missions de paix sont-elles encore possibles ? Afghanistan, Haïti, Darfour, Montréal, éditions Fidès, collection « Points chauds », 2009, 252 p. (sous sa direction).

L'Erreur. L'échec américain en Irak, cinq ans plus tard, Québec, Septentrion, 2008, 232 p. (avec Karine Prémont et Julien Tourreille).

La politique étrangère des États-Unis. Fondements, acteurs, formulation, 2e édition, Paris, Presses de Sciences Po, collection « Références », 2008, 547 p. (avec Louis Balthazar et Justin Vaïsse) (*Ouvrage traduit et publié en mandarin*).

Les États-Unis et le monde après Bush, entrevue de Jean-Frédéric Légaré-Tremblay, Québec, Nota Bene, collection « Entretiens », 2008, 105 p.

Théories de la politique étrangère américaine. Auteurs, concepts et approches, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, collection « Paramètres », 2012, 526 p. (sous sa direction).

La guerre et la paix. Approches et enjeux de la sécurité et de la stratégie, 3e édition, Paris, Presses de Sciences Po, collection « Références inédites », 2013, 556 p.

La politique étrangère des États-Unis. Fondements, acteurs, formulation, 3e édition, Paris, Presses de Sciences Po, collection « Références », 2015, 643 p. (sous sa direction).

Au sein de la Maison-Blanche. La formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis de Truman à Obama, 3e édition, Paris, Presses de Sciences Po, Québec, Presses de l'Université Laval, collection « Politique étrangère et de sécurité », 2015, 1 184 p.

La fabrique de la paix. Acteurs, processus, mémoires, Québec, Presses de l'Université Laval, collection « Politique étrangère et de sécurité », 2015, 348 p. (sous sa codirection)

Théories de la politique étrangère américaine. Auteurs, concepts et approches, 2e édition, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, collection « Paramètres », 2018, 584 p. (sous sa direction avec Frédérick Gagnon).

La guerre et la paix. Approches et enjeux de la sécurité et de la stratégie, 4e édition, Paris, Presses de Sciences Po, collection « Références inédites », 2020, 565 p. (avec Olivier Schmitt).

L'effet Trump. Quel impact sur la politique étrangère des États-Unis ?, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, collection « Politique mondiale », 2020, 162 p.

Comment Trump a-t-il changé le monde ? Le recul des relations internationales, Paris, CNRS éditions, collection « Le nouveau monde », 2020, 142 p. (avec Élisabeth Vallet).

Debating Counterforce. A Conventional Approach in a Nuclear Age, London, Routledge, 2020, 276 p. (réédition).

National Security Entrepreneurs and the Making of American Foreign Policy, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2020, 480 p. (avec Vincent Boucher et Karine Prémont).

La politique étrangère des États-Unis. Fondements, acteurs, formulation, 4e édition, Paris, Presses de Sciences Po, collection « Références », 2022, 464 p. (sous sa direction avec Julien Tourreille).

L'aigle en péril. La politique étrangère américaine à la croisée des chemins, Montréal, éditions Somme Toute / Le Devoir, 2024, 134 p.

Théories de la politique étrangère américaine. Auteurs, concepts et approches, 3e édition, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, collection « Paramètres », 2026, 570 p (sous sa direction avec Frédérick Gagnon).

« Je gouverne le pays et le monde »

Entrevue accordée par Donald Trump à Ashley Parker et Michael Sherer, *The Atlantic*, 28 avril 2025

« Il y a une providence qui protège les idiots, les ivrognes et les États-Unis d'Amérique »

Otto Von Bismarck, circa 1860-1865

Avant-propos

Cet ouvrage est la suite de *L'aigle en péril*, écrit avec les encouragements de mon éditeur si empathique et déterminé qu'est Serge Théroux. Il a souhaité, comme moi, offrir un premier bilan de la présidence Trump en politique étrangère après un an. Ce livre a été écrit rapidement, mais intensément, et je remercie ma petite famille, Élisabeth et Léo, pour leur indulgence et leur patience. C'est un tout un défi physique et mental que d'écrire sur une présidence aussi déroutante et choquante que celle de Trump. Cela n'a pas été un exercice facile, tant les préjugés et les jugements sur lui sont forts (et justifiés). Cet ouvrage prend ainsi, malgré tout, du recul en situant ce président dans l'analyse historique des dirigeants autoritaires, pour ensuite décortiquer tous les éléments de la politique étrangère qu'il promeut. On verra bien si les trois prochaines années confirment, en pire, les pronostics peu rassurants sur la fin de la *pax americana*.

Je voudrais remercier tous ceux et celles qui, chez Somme Toute et Le Devoir, se sont dévoués pour produire ce second ouvrage et assurer sa diffusion. En particulier Pierre Rouve, le réviseur, et Coraline Bouleau, la coordonnatrice éditoriale. Je remercie aussi l'organisation de la Chaire Raoul-Dandurand et son titulaire, Frédérick Gagnon, pour leur appui et leur amitié indéfectibles. Je

remercie Pierre-Luc Brisson de l'Université Laval pour son aide dans le choix des locutions latines. Je remercie tous mes amis qui sont là pour moi et me rendent la vie agréable. Merci à Hélène Carrière de m'avoir permis de prendre des pauses de vélo merveilleuses dans la région de Gatineau. Je salue mon public fidèle qui ne manque pas, régulièrement, de me faire signe et d'engager avec moi des discussions passionnantes sur l'actualité américaine. Enfin, je ne vous oublie jamais, mes merveilleux étudiants qui, au cours des années, ont su stimuler mon appétit à leur enseigner durant les 42 dernières années. Le temps a passé vite et j'ai un peu l'impression de terminer ma carrière comme je l'ai commencée : dans un monde turbulent et en proie aux luttes de pouvoir, comme les livres d'histoire me l'ont enseigné au cours de mes études. Je regrette beaucoup que l'embellie des années 1990, avec les espoirs qu'elle a suscités, ait été si brève. Mais il ne faut pas lâcher. Bonne lecture à toutes et à tous !

Charles-Philippe David
Montréal
Le 1er février 2026

Liste de sigles

AGOA	*African Growth and Opportunity Act* (USA) Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique
BLS	*Bureau of Labor Statistics* (USA)
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud
CIJ	Cour internationale de justice
CPI	Cour pénale internationale
DCI	*Director of the Central Intelligence Agency* (USA) Directeur de la CIA
DHS	*Department of Homeland Security* (USA) Département de la Sécurité intérieure
DIA	*Defense Intelligence Agency* (USA) Agence du renseignement de la Défense
DNI	*Director of National Intelligence* (USA) Directeur du renseignement national
DOGE	*Department of Governement Efficiency* (USA) Département de l'efficacité gouvernementale
EIU	*Economist Intelligence Unit* (Royaume-Uni)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FBI	*Federal Bureau of Investigation* (USA)

	Bureau fédéral d’enquête
FMI	Fonds monétaire international
G20	Groupe des vingt
G7	Groupe des sept
GIEC	Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat
HHS	*Health and Human Services* (USA) Département de la Santé et des Services sociaux
ICE	*Immigration and Customs Enforcement* (USA) Service de l’immigration et des douanes
ICG	*International Crisis Group* (Genève)
IDEA	*International Institute for Democracy and Electoral Assistance* (Stockhom)
MAGA	Make America Great Again
NIC	*National Intelligence Council* (USA) Conseil du renseignement national
NIH	*National Institutes of Health* Instituts nationaux de la santé
NORAD	*North American Aerospace Defense Command* Commandement de la défense aérospatiale de l’Amérique du Nord
NPR	*National Public Radio* (USA)
NSA	*National Security Advisor* (USA) Conseiller pour la sécurité nationale
NSC	*National Security Council* (USA) Conseil de sécurité nationale
NSS	*National Security Strategy* (USA)

	Stratégie de sécurité nationale
PIB	Produit intérieur brut
OCS	Organisation de coopération Shanghai
OMB	*Office of Management and Budget* (USA) Bureau de la gestion et du budget
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONU	Organisation des Nations Unies
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique nord
PDB	*Presidential daily brief* (USA) Rapport quotidien du renseignement au président
R2P	*Responsibility to Protect* Responsabilité de protéger (Assemblée générale de l'ONU)
R x C	Réputation x Crédibilité
RSF	Reporters sans frontières
TDS	*Trump Derangement Syndrom*e
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNRWA	*United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East* Agence de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
USAID	*United States Agency for International Development* Agence des États-Unis pour le développement international
USC	*University of Southern California* (USA)

	Université de Californie du Sud
USMCA	*United States-Mexico-Canada Agreement* (aussi CUSMA) Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACÉUM)
USSC	*US Space Command* (USA) Commandement spatial des États-Unis (USSPACECOM)
USD	Dollar US, dollar américain
V-Dem	*Varieties of Democracy Project* (Stockholm)

INTRODUCTION

L'effet Trump 2.0

La politique étrangère américaine, telle que nous l'avons vécue depuis huit décennies, est révolue. « 2025 est l'année où le vieil ordre mondial s'est clos », conclut *The Economist* dans son bilan de l'année[1]. Déjà, lors de la première présidence de Trump, les observateurs constataient que le monde avait changé[2]. L'effet Trump de 2017 à 2021 a certes été marquant : l'ordre international, le rôle des États-Unis auprès des institutions internationales, la défense des normes démocratiques, l'accroissement des budgets militaires, la subordination des objectifs de politique extérieure à ceux de politique intérieure, tout cela a changé de visage. Enfin les prises de décisions incohérentes et erratiques, les changements fréquents de personnel au sein de la Maison-Blanche et du gouvernement américain ont atteint des sommets inégalés. On pouvait déjà conclure il y a cinq ans à une présidence transformatrice sans précédent. On pouvait croire et espérer que Trump 1.0 constituerait une parenthèse dans l'histoire américaine. Ce fut tout le contraire finalement, dans la mesure où c'est la présidence de Biden qui s'avérera, avec le temps, l'équivalent d'une pause avant que Trump ne revienne en force en 2025. Si

bien que Trump 2.0 effacera vraisemblablement toute éventualité de retour en arrière et à la normale, dans la politique américaine comme dans les rapports des États-Unis avec le monde.

Pendant la guerre froide et les années qui l'ont suivie, les présidents américains successifs ont promu un intérêt national visant la défense et le maintien d'un ordre international plus ou moins stable sur le plan diplomatique, militaire et économique qui satisfasse les États-Unis et leurs alliés, et affaiblisse leurs ennemis. Cette fois, et cela est assez unique, Trump cherche à défendre l'intérêt national américain *contre* l'ordre mondial qu'il juge contraire à cet intérêt. Cette vision originale redéfinit complètement les priorités. On savait que la réélection de Trump mettrait *l'aigle en péril* – personne ne peut affirmer raisonnablement que cela paraissait exclu lors de l'élection historique de 2024[3].

Une année après son retour à la Maison-Blanche, c'est le monde qui semble plutôt en péril avec les décisions du président. On savait que son retour serait turbulent, mais on ne pouvait imaginer la vitesse avec laquelle ses attaques et les mesures qu'il prend seraient à ce point dommageables et dangereuses pour l'avenir du monde. Et ce, pour deux raisons : d'une part, elles sont encore plus agressives, plus incohérentes et plus marquantes que la première version Trump, car celui-ci est maintenant entouré de conseillers imperturbablement loyaux, qui contrôlent mieux son gouvernement ; d'autre part, elles s'avéreront bien plus durables dans le temps que celles de

Trump 1.0. Qu'il s'agisse, entre autres, de l'immigration, des tarifs douaniers, du soutien aux organisations internationales ou de l'aide à l'étranger, il y a peu de chances qu'un « Biden 2.0 » puisse ressurgir et effacer, à la fin de la décennie, les mutations que Trump aura provoquées.

Trump se perçoit d'ailleurs comme un vecteur de changement. En avril 2025, aux journalistes Ashley Parker et Michael Scherer qui lui demandaient quelle était la différence entre son premier et son second mandat, il a déclaré : « la première fois j'avais deux objectifs : gouverner et survivre, [mais] cette seconde fois, je gouverne le pays et le monde[4] ». Il ne s'agit donc plus seulement de reculs dans les relations internationales que nous observions en 2020[5] et qui se sont hélas confirmés (reculs que nous avions répertoriés dans tous les secteurs : diplomatique, commercial, sécuritaire, démocratique et normatif), mais de transformations profondes dans la structure même du système international, qui découlent de la redéfinition du rôle des États-Unis par l'administration Trump. Celle-ci ne cherche pas, en effet, à sauvegarder les règles et les conventions existantes, mais plutôt à les enfreindre, sinon à les détruire. Il est difficile de savoir si le système saura surmonter le « stress Trump » dans les prochaines années, ou d'ici la fin de sa présidence.

Un « président impérial aux États-Unis et un empereur à l'étranger », conclut l'illustre chercheuse et professeure de l'Université Columbia Elizabeth Saunders[6]. Celle-ci n'y a va pas de main morte lorsqu'elle évoque une politique étrangère digne de celle d'un dictateur. Elle estime que Trump, parce qu'il dispose

des pleins pouvoirs et qu'il obéit davantage à une idéologie et à des convictions profondes, peut agir en toute impunité (et rappelle que la Cour suprême américaine a décidé en juillet 2024 de la quasi-immunité du président dans l'exercice de ses fonctions). Saunders affirme sans ambages qu'en matière « de politique étrangère et de sécurité nationale, la présidence possède désormais les attributs d'une *dictature personnalisée*[7] » (nos italiques). C'est tout de même ironique quand on pense que ce pays a été inventé pour se débarrasser du joug de la royauté !

Un tel régime personnalisé et autoritaire est particulièrement propice à de mauvaises décisions, à des politiques contre-productives et à des mésaventures militaires, estime la professeure Saunders. Cela reste à voir, mais, clairement, les risques existent que certains choix présidentiels se retrouvent à la limite de la rationalité et de la légalité – d'autant que l'imputabilité de Trump est, à toutes fins utiles, inexistante, étant donné la soumission des contre-pouvoirs face à son autorité. Bref, les États-Unis dont on redoutait le messianisme après la guerre froide sont aujourd'hui moins à craindre que les comportements égoïstes, erratiques et impérialistes d'un passé que l'on croyait révolu (notons au passage leur méfiance envers toute alliance, caractéristique de leur isolationnisme d'avant 1945, qui ressurgit sous Trump).

Certains analystes se voulaient rassurants et optimistes pourtant, tel Stephen Walt : « une autre présidence Trump ne changera pas beaucoup la politique étrangère américaine », écrivait-il le 22 janvier 2024, en concluant qu'il « n'y aurait que de

subtiles différences entre Biden 2 et Trump 2, pas de transformation radicale[8] ». Le grand expert du sujet se ravisa six mois plus tard en prévenant qu'une victoire du tandem Trump-Vance serait extrêmement dommageable pour la position des États-Unis dans le monde et qu'elle éradiquerait ce qui reste de la « puissance douce » (attractive notamment) qui les caractérisait depuis plus de trente ans, nonobstant l'invasion de l'Irak. Walt mettait en garde ses concitoyens : « ne lui accordez pas une seconde chance et ne dites surtout pas que je ne vous ai pas prévenus[9] ». Car la politique extérieure des États-Unis est devenue plus imprévisible que jamais[10]. Elle remet aujourd'hui en cause les fondements et les orientations traditionnelles auxquelles on s'était habitués : une propension internationaliste et un rôle actif dans la promotion (au moins par principe) de certaines valeurs, comme le libre-échange, la démocratie, les droits humains et la résolution des conflits.

Désormais, la politique étrangère tire dans toutes les directions : isolationnisme, impérialisme, protectionnisme, réalisme, nationalisme, souverainisme, unilatéralisme, transactionalisme. Ces orientations, souvent contradictoires, sont dépourvues de fil conducteur. D'autant que plusieurs écoles de pensée traversent les expressions doctrinales de cette administration et proclament leurs points de vue. Par exemple, les partisans de la primauté de l'hégémonie américaine, ceux qui souhaitent réduire les responsabilités des États-Unis dans le monde, et ceux qui, pragmatiques, veulent instituer des priorités (respectivement surnommés « *primacists* », « *restrainers* » et « *prioritisers* »)[11]. Les deux dernières écoles citées prédominent

actuellement. Il est constamment évident, aussi, que le président ne sait pas lui-même où il se situe parmi ces courants et ces enjeux – hormis ses slogans comme « l'Amérique d'abord » et ses réactions improvisées sur les réseaux sociaux. Trump n'a ni stratégie à long terme (sinon celle des gains et des succès personnels) ni vision sur l'évolution du monde (sauf la sienne, du moment). Cette prise de décision transactionnelle (fondée sur les seules relations personnelles avec les chefs d'État) fait de l'effet Trump un événement unique parmi toutes les présidences, depuis 1945.

Ce livre comporte cinq chapitres qui rendent compte de la première année de Trump dans la conduite de la politique étrangère et comment elle change le monde.

Le chapitre 1 porte sur les personnalités autoritaires et les leçons que tirent l'Histoire et la théorie des relations internationales à propos de ce genre de dirigeant. En quoi des individus comme Trump peuvent-ils faire et font-ils la différence dans la conduite de la politique étrangère et pour le sort du monde ? Quelle influence ont-ils et comment l'évaluer ?

Le chapitre 2 explique (autant que faire se peut) l'approche de Trump, sa doctrine, sa vision du rôle des États-Unis, en quoi l'ordre international s'en trouve bousculé, tandis que la *pax americana* que nous connaissions vole en éclats. Comment cette approche influence-t-elle le cours de la diplomatie, particulièrement face au Proche-Orient et à l'Iran ?

Le chapitre 3 met l'accent sur l'insécurité générale que provoque la présidence de Trump dans les domaines de la défense, des armes nucléaires et du maintien des alliances. La guerre en Ukraine, les rapports au sein de l'OTAN, ceux avec la Russie, ainsi que les relations avec la Chine et Taïwan, y sont abordés.

Le chapitre 4 dévoile la défiance de Trump face aux normes, aux traités et aux conventions démocratiques dans la conduite des relations internationales, et traite spécifiquement de l'enjeu du protectionnisme dans l'érosion significative du système commercial international (en abordant notamment les relations Canada–USA).

Enfin, le chapitre 5 analyse la prise de décision de Trump, le caractère atypique de son style et de sa méthode. Que pensent ses conseillers et quel rôle jouent-ils au sein de son administration ? En quoi consiste la gestion des affaires étrangères avec la mise au pas de la bureaucratie et l'effacement des contre-pouvoirs ?

Le livre conclut sur l'effondrement de la *pax americana* et son avenir oscillant entre *lax americana* et *bellum americanum* (pouvant même au final produire une forme de *ruina americana*). Y a-t-il des lueurs d'espoir et des stratégies peuvent-elles être construites pour survivre à Trump ? Se pourrait-il que tout ne soit pas perdu ?

CHAPITRE 1

Une politique étrangère « personnalisée » et autoritaire

La grande historienne des guerres, notamment de la Première Guerre mondiale, la professeure Margaret MacMillan de l'université Oxford, pose la question avec une acuité évidente : un ordre international déjà fragile peut-il être préservé et survivre en présence d'un dirigeant perturbateur, surtout à la tête d'une grande puissance ? Pour elle, Trump est ce genre de personnage et sa réponse est sans équivoque : il menace l'ordre mondial. « Les leaders qui transgressent les règles et n'en payent pas le prix entraînent les autres à faire de même [...], provoquant ainsi l'effondrement des normes en place depuis des décennies[12] . » L'autrice estime que c'est très exactement ce qui se passe actuellement, avec tous les risques que cela implique pour la stabilité mondiale. Elle ne peut s'empêcher d'établir des parallèles avec la situation qui a prévalu il y a plus de cent ans et dont elle est l'une des grandes spécialistes : « dans la conduite des relations internationales, le danger que des erreurs et des malentendus puissent mener à des confrontations, comme en 1914, est toujours grand, mais ce risque semble aujourd'hui augmenter[13] ». Il n'y a par conséquent aucun doute que Trump, selon elle, pèse lourdement sur le sort du monde. Mais peut-on

croire que la personnalité d'un meneur, un seul au demeurant, soit aussi influente et lourde de conséquences ? L'Histoire nous a appris, hélas, que oui : César, Napoléon, Hitler, pour n'en mentionner que trois des plus notoires. Mais Trump, vraiment ?

Les individus font-ils la différence ?

Dans quelle mesure la personnalité des dirigeants est-elle un facteur central et déterminant ? Les chercheurs sont divisés sur la question. Les historiens répondent généralement par l'affirmative, les politologues sont plus sceptiques. Pour expliquer l'évolution du système international, ceux-ci portent leur regard vers d'autres facteurs : la nature des systèmes politiques, les inégalités économiques, la puissance militaire, les idéologies ou encore les rivalités géopolitiques. Historiens et politologues s'entendent toutefois pour accorder une place centrale aux dirigeants, dans la mesure où ceux-ci prennent des décisions et affrontent des situations pesant sur l'évolution des relations internationales. Le hic est que leurs choix peuvent être fondés sur de mauvais calculs et des perceptions biaisées, notamment s'il s'agit de déclencher une guerre ou choisir de l'éviter, de maintenir une alliance ou de l'affaiblir, de favoriser la coopération ou de faire preuve d'animosité. Un individu comme Trump illustre parfaitement cette situation. MacMillan explique :

> [L]es émotions, le socle des rapports humains, jouent un rôle crucial pour renforcer ou affaiblir des alliances. Le respect mutuel et la confiance sont l'essence même qui les préservent longtemps. [Or] l'absence d'une telle chimie peut aboutir à ce que les relations se détériorent rapidement, et plutôt de façon inattendue, comme on peut le constater actuellement[14].

Les individus font donc bien, pour des raisons diverses, la différence. « Ce sont les individus qui façonnent le monde dans lequel on vit », observe Michael Horowitz[15]. Ils décident et représentent le vecteur par lequel les relations internationales évoluent, au-delà des facteurs structurels et objectifs que sont, par exemple, la démographie, la géographie ou la technologie. « Au final tout est décidé par des individus », conclut Patrick Morgan[16]. Le contexte définit le spectre des choix décisionnels, mais ce sont les humains qui décident d'une action. Autrement dit, les conditions matérielles changent et rendent compte du contexte, mais ce sont les conditions idéelles – en d'autres termes leur perception de la définition d'une situation – qui amènent les décideurs à réagir aux changements.

Cette théorie a amené plus d'un expert à mettre en doute les généralisations sur le comportement des États, ou les explications plutôt simplistes et prévisibles (comme « plus les pays sont puissants, plus ils sont impérialistes »). Il faut plutôt revenir à la source des relations internationales. Celles-ci sont influencées par des individus qui ont constamment la liberté d'agir, la plupart du temps différemment d'un dirigeant à un autre – d'où l'importance d'étudier ces personnes, car, en fin de compte, ce ne sont pas les structures qui dictent leur comportement, mais l'inverse[17]. Trump représente ainsi un agent de changement qui peut transformer ou altérer la structure des relations internationales. Cette interprétation redonne tout son sens à la théorie traditionnelle relative à l'influence des « grands hommes » sur la conduite des affaires mondiales. Ce ne sont donc pas les pays qui agissent, mais leurs

chefs qui s’en chargent et qui les représentent. La nuance est fondamentale pour qui veut comprendre l’effet Trump. Il ne représente pas les États-Unis tel un monolithe, il exprime une vision (certes au pouvoir et en contrôle) de ce pays. Rien n’est donc complètement irréversible pour l’avenir, quoique les défis trumpiens paraissent, cette fois, insurmontables.

Traits de personnalité et relations internationales

Sans la personnalité du président Nixon, il n’y aurait pas eu d’ouverture des États-Unis vers la Chine en 1972. Sans Carter, il y aurait probablement eu une intervention militaire en Iran lors de la crise des otages en 1979-1980. Sans Reagan, peut-être n’aurions-nous jamais vécu le début d’un dialogue entre Washington et Moscou, puis la fin de la guerre froide. Sans Bush père, il n’y aurait peut-être pas eu d’intervention militaire dans le golfe Persique en 1991, et pas d’invasion de l’Irak décidée par son fils dix ans plus tard. Sans Biden et avec Trump, aucune réaction ferme des États-Unis face à l’invasion de l’Ukraine par la Russie en 2022. Ainsi de suite… Notre manuel déjà cité *Au sein de la Maison-Blanche* rend compte de tous ces cas de prise de décision, qui, entre 1945 et 2015, ont influencé le cours des relations internationales et changé le monde. La prémisse est que la personnalité du président et son style décisionnel sont grandement responsables, au final, des décisions prises par les États-Unis, face à chacune de ces crises et sur tous les enjeux cruciaux qui façonnent les relations internationales. En particulier trois dimensions importantes y sont élucidées :

1) Les traits de personnalité des leaders : dans quelle mesure sont-ils investis dans leurs efforts, apprennent-ils sur les enjeux et de leurs erreurs, sont-ils ouverts à la critique et aux débats sur leur prise de décision, sont-ils enclins à prendre des risques ou plutôt les fuir, veulent-ils transformer radicalement ou au contraire préserver un contexte ou une situation, profiter ou non d'une opportunité[18] ? Les traits de personnalité d'un dirigeant comme Trump affectent toujours son jugement. Cela a été vrai pour tous les prédécesseurs de Trump qui ont marqué l'Histoire. On pense à Woodrow Wilson, à F. D. Roosevelt, à Lyndon Johnson ou Richard Nixon, entre autres, qui avaient des défauts de caractère spectaculaires qui ont eu des conséquences profondes sur leurs prises de décision et sur les orientations de leur politique étrangère.

2) L'apprentissage, les valeurs et les convictions des leaders comptent pour beaucoup dans leurs prises de décisions, tout comme leur tempérament et leurs émotions (ce que Trump démontre tous les jours). Le caractère présidentiel, qui constitue un aspect de sa personnalité, peut être défini selon deux axes qui expliquent l'orientation générale du chef de la Maison-Blanche[19]. Celui-ci est-il actif ou passif dans le processus décisionnel ? Adopte-t-il une attitude positive ou négative face aux enjeux ? Clairement, par exemple, Trump serait un hyperactif/négatif, dans la mesure où il cherche à tout contrôler et à peu déléguer, et où il manifeste beaucoup de colère, d'impatience et d'insatisfaction face aux enjeux. Ce qui l'amène parfois à être impulsif dans les décisions qu'il prend. On reviendra sur cet aspect au chapitre 5.

3) La personnalité de type « autoritaire » est troublante. Un spécialiste sur les causes des guerres la qualifie ainsi :

> [U]ne préoccupation constante avec la virilité et la fermeté, une tendance à dominer ses subordonnés, une exigence de déférence en tout temps, le besoin de concevoir le monde de manière très structurée, un inconfort avec le désordre, une préférence pour des choix tranchés, une tendance à la rigidité et au recours aux stéréotypes [...] Les personnalités autoritaires sont nationalistes et ethnocentriques, des caractéristiques toutes deux grandement associées au soutien à la guerre et aux comportements agressifs [...] Des corrélations très fortes ont été établies entre le narcissisme et l'hostilité, l'agressivité et le besoin de pouvoir[20].

Cette description concorde parfaitement avec le cas de Trump, ce qui est peu rassurant, même si l'on exclut parfois l'idée qu'il soit un va-t'en guerre, lui qui, depuis 2016, promet plutôt de la fuir à sa base électorale MAGA (*Make America Great Again*). Dernière particularité de la personnalité « autoritaire » et qui est très pertinente en l'occurrence : ces meneurs sont des menteurs avérés, selon le politologue John Mearsheimer, qui les a étudiés. Ils mentent pour deux raisons : des raisons d'État afin de permettre à leur pays de sauvegarder l'intérêt national et de survivre, et des raisons personnelles qui n'ont rien à voir avec les raisons d'État, « afin de préserver leurs intérêts personnels et ceux de leurs amis[21] ». Encore une fois, le président Trump est un bon exemple de la seconde catégorie.

Croyances et perceptions erronées

La cognition d'un décideur est fondamentale pour comprendre le contenu et la portée de ses croyances. Elle explique les raisons

de celles-ci à la lumière, par exemple, des événements marquants dans l'histoire qui influencent sa pensée, des expériences personnelles, des références dans sa vie à des situations analogues, etc. Elle rend compte des interprétations biaisées et des jugements erronés que le décideur tire de ses convictions. « Les croyances et caractéristiques personnelles et culturelles sont tout aussi importantes que les facteurs démographiques et géographiques », observe l'historienne Margaret MacMillan[22]. Les individus, comme les nations, fait-elle remarquer, ont la mémoire longue – surtout quand il s'agit de revers et de défaites qu'ils ont subis.

Ainsi, la pensée trumpienne sur la lassitude des Américains par rapport à la guerre représente une croyance fondée sur les (désastreuses) expériences de leurs interventions en Afghanistan et en Irak. La liste des possibilités pour des perceptions erronées, résultat de fausses croyances et de mauvais calculs, est infinie. Sur les quatre-vingts dernières années, nous les avons systématiquement retracées[23] : illusions sur des gains qui ne se réalisent pas, surestimation ou sous-estimation de la gravité d'une situation ou d'un enjeu, solutions boiteuses fondées sur le compromis bureaucratique ou la procrastination, décisions consensuelles qui ne résolvent rien. Et, dans la pire des éventualités, la « pensée groupale », lorsque les décideurs et les conseillers se convainquent tous de la justesse, voire de la supériorité et de l'invulnérabilité de leur approche[24]. Deux conséquences découlent de cet état de fait cognitif et s'appliquent au cas de Trump :

1) Normalement les perceptions des décideurs devraient évoluer en fonction des informations et des situations changeantes. Or, tout au contraire, ils s'accrochent trop souvent à leurs images préexistantes sur un enjeu et ne les réévaluent que rarement (à tout le moins cela prend beaucoup de temps ainsi que des pressions tenaces émanant de l'intérieur ou de l'extérieur du système décisionnel). Le spécialiste des guerres Greg Cashman explique que « beaucoup de choses sont ignorées qui ne cadrent pas avec les images du monde existantes ». Les décideurs auraient donc tendance à développer des « perceptions sélectives[25] » et sont, étonnamment, très peu curieux. Les images préexistantes forgent les décisions parce qu'elles simplifient et interprètent les informations reçues. Notre analyse des croyances des décideurs rend en principe plus aisées la présentation et l'explication de leurs prises de décisions. Mais peut-on réellement affirmer que les décisions de Trump sont fonction de ses croyances préexistantes, et si oui, lesquelles ? La tâche n'est pas mince, et cela explique les nombreuses œuvres psycho-biographiques à son propos[26]. De surcroît, un autre facteur, la dissonance cognitive, complique l'analyse et pose problème. Il est d'ailleurs tout à fait présent chez Trump.

2) Les décideurs tentent d'être plus ou moins constants sur le plan cognitif, autrement dit, ils cherchent à atteindre une rationalité optimale et à appliquer leurs croyances de manière durable et cohérente. Cet idéal ne survient toutefois que rarement, et même Trump, qui s'est autoproclamé « le gars le plus intelligent du monde[27] », ne peut échapper à ce que les spécialistes nomment « la dissonance cognitive[28] ». Bien que

cette incohérence soit présente chez tout le monde, citoyens comme politiciens, ses répercussions sont plus importantes quand il s'agit du président américain qui décide de l'avenir du monde. Certains présidents, par exemple, veulent absolument maintenir une régularité dans leurs actions et en fonction de leurs croyances (le cas de Biden à cet égard fut plutôt réussi). D'autres, en revanche, en sont incapables, ce qui a pour effet d'augmenter les aberrations dans la réalisation de leurs objectifs (Trump l'illustre bien). La pire des situations en matière de dissonance cognitive est celle des décisions qui évoluent en sens contraire et qui changent d'orientation selon l'humeur du décideur et les informations qu'il reçoit. Cette situation imprévisible « personnalise » davantage encore la prise de décision, entièrement assujettie alors aux desiderata du décideur. Celui-ci, en outre, ne cherche pas à réduire cette dissonance, mais semble plutôt l'accroître (parlez-en aux chefs d'État qui composent avec les tarifs douaniers qu'impose le président). Avec pour résultat que l'inconstance de la prise de décision et l'irrationalité du processus décisionnel en sont décuplées, ce qui fragilise encore plus les rapports entre États. En fin de compte, la prévalence de cette dissonance déboucherait sur l'instabilité dans la conduite des relations internationales.

Propension au risque et risques de guerre

Le bât blesse quand il s'agit de déterminer si les risques augmentent avec des individus en situation de pouvoir, lorsqu'ils

font preuve de dissonance cognitive ou présentent des traits de personnalité autoritaires, des convictions et des perceptions fortement ancrées. On ne sait jamais à quoi s'attendre dans leurs prises de décisions. Ils peuvent être constants ou inconstants, opiniâtres, mentir, changer d'idée ou s'entêter, faire ce qu'ils disent ou plutôt se contredire. Que représente alors le danger Trump ? Deux axes nous permettent d'en prendre la mesure :

1) Pour expliquer leur évolution, le grand théoricien Kenneth Waltz, évoquait en 1959 la « première image » des relations internationales, celle associée à la nature humaine ; la seconde traitant de la nature des États, démocratique vs autocratique ; tandis que la troisième porte sur la nature anarchique du système international[29]. Les penseurs optimistes estiment que les humains sont généralement altruistes, les pessimistes qu'ils sont belliqueux. Pour expliquer la cause des guerres, Waltz retient de cette première image la conclusion que les pessimistes ont raison : les hommes, comme les États, sont plutôt égoïstes et ne réfléchissent qu'en fonction de leurs intérêts. L'altruisme serait-il une illusion ? On peut ne pas être d'accord avec cette généralisation, mais on ne peut l'exclure non plus, dans la mesure où la dimension réaliste des rapports internationaux (l'égoïsme) semble prédominer sur la dimension idéaliste (l'altruisme), grandement malmenée depuis dix ans. Il estime que cette tendance domine depuis toujours et que « sans compréhension de l'humain, il n'y a pas de théorie du politique[30] ». Waltz ne pourrait mieux décrire aujourd'hui l'effet Trump. La question reste néanmoins entière : sur le continuum optimisme-pessimisme, autrement dit altruisme-égoïsme,

humain bienveillant ou humain méchant, où se situe le président actuel des États-Unis ? Celui-ci souhaite que son héritage soit celui d'un homme recevant le prix Nobel de la paix et non celui de l'artisan d'une guerre qu'il a toujours dit appréhender. Si la théorie de « l'image une » est vraie, peut-il ou voudra-t-il prendre le risque d'un affrontement militaire majeur ? La question mérite d'être posée.

2) Le second axe porte sur la tension permanente entre la raison et la passion. Plus celle-ci est grande et l'emporte sur celle-là, plus grandes sont les chances de guerre et de destruction. Le philosophe Spinoza évoquait déjà cette cause de conflit. Responsable de la Première Guerre mondiale, selon l'historien E. H. Carr, l'hypernationalisme déchaîne les passions et, conjugué à la soif de pouvoir, contribue irrémédiablement à aggraver les tensions. « Les hommes ne sont pas guidés par les préceptes de la raison, mais par leurs profondes passions et cela cause les conflits[31] », écrit-il. Si la nature humaine est la cause des guerres, il ne fait alors aucun doute que les facteurs psychologiques occupent une place importante dans l'analyse des relations internationales. Quand le réalisme triomphe de l'utopie, la défense des intérêts et la sauvegarde du pouvoir se révèlent comme les objectifs centraux des décideurs. Ceux-ci ne réfléchissent pas et n'agissent pas en fonction de critères moraux ou de contraintes légales. La fin justifie les moyens. Bref, pour Carr (et Waltz), les humains sont bien moins pacifistes qu'on le croit. Les aspirations libérales et idéalistes – la paix par le commerce, par la coopération et par le droit – auraient peu de

chances, selon eux, de surmonter les intérêts égoïstes, les passions politiques et la quête de pouvoir[32].

Des dirigeants très différents seraient indispensables pour réformer le système international. L'après-guerre froide nous permettait d'espérer un avenir meilleur, mais les reculs ont été sévères, surtout depuis le milieu des années 2010. Deux facteurs complémentaires ajoutent à la gravité de la situation et atténuent pour l'instant nos espoirs d'effacer les reculs observés, et alimentés par la présidence de Trump.

D'une part, la nature d'un régime politique constitue une variable importante. Les guerres modernes se sont rarement déroulées entre démocraties (bien que celles-ci soient intervenues militairement à maintes reprises dans l'histoire pour dominer des territoires et des colonies). En revanche, elles ont combattu fréquemment des régimes autoritaires ou non démocratiques. Ainsi, la thèse de la « paix démocratique » affirme que s'il y a moins de démocraties dans le monde, plus grands sont les risques de guerre : plus un pays régresse sur le plan démocratique, plus grandes sont les chances qu'il devienne belliqueux. Durant une crise, écrit Michael Horowitz, « les autocraties sont plus enclines à l'escalade que les démocraties[33] ». Les autocrates acceptent de prendre plus de risques en recourant à la force que les dirigeants démocrates. Il y a par conséquent matière à inquiétude, tandis que les États-Unis traversent une période de forte récession démocratique. Le danger d'une dérive autoritaire est réel et l'augmentation des tensions dans le monde découle des politiques de chefs

antidémocratiques. Que surviendra-t-il si les États-Unis ne défendent plus les normes traditionnellement associées au modèle américain ? La propension au risque, des positions belliqueuses, allant de pair avec certains traits de personnalité et la prévalence de manifestations de dissonance cognitive, contribueront-elles aux causes des guerres, comme l'affirment historiens et théoriciens des relations internationales ? Trump les détrompera-t-il ?

D'autre part, la propension au risque est fonction de la crédibilité d'un dirigeant et de sa volonté de préserver ce qu'il estime être sa réputation et celle de son pays. Cette dimension est très pertinente dans le cas du président américain actuel. Comment celui-ci réagirait-il pour préserver sa réputation et éviter une perte importante de crédibilité ? Les conflits internationaux dépendent souvent de cette dimension décisionnelle (pensons seulement aux interventions américaines au Viêtnam et en Irak). Certains présidents (Johnson et Nixon, entre autres) furent obsédés par le duo Réputation-Crédibilité (R x C), tandis que d'autres l'ont écarté, voire critiqué (Obama, par exemple). Leurs divergences quant à l'influence de ce duo sur leurs prises de décisions ont été majeures : son appréciation est une question de jugement et d'interprétation. Le couple R x C constitue-t-il une finalité en soi ? Keren Yarhi-Milo, spécialiste du sujet, répond à la fois oui et non[34]. Ses recherches prouvent que les pays qui ne défendent pas leur R x C lors d'une crise sont deux fois plus à risque d'en affronter une autre dans l'année qui suit ; en revanche, ceux qui ne tombent pas dans le piège de la crédibilité alors que celle-ci n'est pas vraiment en jeu ne mettent pas leur

réputation à l'épreuve. Ils évitent de surestimer la gravité d'une crise et d'être indûment influencés par des biais cognitifs qui les amèneraient à prendre des décisions désastreuses. La perception de la réputation est par conséquent cruciale chez le décideur. Souhaite-t-il prendre des risques pour la promouvoir et la défendre ou, au contraire, choisit-il de la minorer, voire de l'ignorer ?

Quels signaux le décideur cherche-t-il à envoyer au monde ? C'est un euphémisme d'affirmer que Trump est un ardent défenseur de sa réputation et qu'il est sensible à tous les arguments, privés et publics, sur la crédibilité de sa présidence. Il s'apparente plus à un Nixon qu'à un Obama sur cette question. Le duo R x C est certainement central chez lui. Pour autant, est-il crédible et comment sa crédibilité (ou son absence de crédibilité) affecte-t-elle la réputation des États-Unis ? Milo rappelle : « une fois perdue, la crédibilité est difficile à retrouver ». Alors, dans quelle mesure « R x C » encouragera-t-il Trump à prendre des risques, même dans une situation où cela serait contraire à certaines de ses croyances et prédispositions ?

CHAPITRE 2

L’approche Trump

L’analyse d’une « approche Trump » représente tout un défi et rappelle les adages de Yogi Berra : d’abord avec ce président, « ce n’est pas fini, tant que ce n’est pas fini » (on pourrait amender en affirmant que ce n’est jamais fini) ; ensuite, avec Trump, « rien n’est plus difficile à prédire que l’avenir ». Le plus imprévisible, inconstant et improvisé des présidents depuis au moins 80 ans, rend cette analyse en elle-même compliquée et incertaine. Toutefois, on peut déduire des lignes directrices au travers des soubresauts, des déclarations et des actes de cette administration dans les affaires étrangères. Nous présenterons d’abord la doctrine Trump, puis nous évaluerons ses répercussions sur le rôle des États-Unis dans le monde.

La doctrine Trump 2.0

Cette doctrine que nous avions déjà analysée durant son premier mandat, relève du slogan fréquemment énoncé de « l’Amérique d’abord » : celle de l’intérêt national d’abord, celle de la défiance (lire le « doigt d’honneur ») envers l’ordre libéral international et de ses règles et normes contraignantes, celle de

la soumission de la politique étrangère aux impératifs de politique intérieure. Trump vise à redonner aux États-Unis leur grandeur, leur souveraineté, leur identité et leur fierté nationaliste – aux dépens du monde quand celui-ci contredit « l'Amérique d'abord[35] ». En quoi Trump 2.0 est-il différent ?

Que signifie la doctrine Trump ?

Les avis sont nombreux et parfois divergents. Le seul officiel qui ait fait référence à une telle doctrine, le vice-président J. D. Vance, l'a définie en juin 2025, dans le contexte de l'affrontement entre Israël et l'Iran, lors d'un rassemblement politique en Ohio :

> Un, vous articulez clairement l'intérêt américain sur un enjeu ; deux, vous essayez ardemment de résoudre le problème de manière diplomatique ; et trois, quand cela n'est pas possible, vous avez recours massivement à l'usage de la force pour y mettre fin et vous en extirper au plus vite avant que l'intervention ne mène à un conflit sans fin[36].

À une autre époque, celle du président Reagan, on aurait surnommé cette doctrine celle de « la paix par la force », autrement dit l'escalade pour obtenir la désescalade… Le hic est que cette doctrine innove de plusieurs façons contradictoires et inquiétantes.

1) Elle peut parfois être qualifiée de réaliste, car elle défend l'intérêt national, mais sans toutefois promouvoir la dimension « gendarme du monde » longtemps associée à la présence américaine sous toutes les latitudes, et largement dénoncée par certains[37]. Nous l'avons vu, le réalisme trumpien est celui de la

retenue et des priorités, pas celui de la primauté des États-Unis dans le système international. Certaines décisions face à l'Europe, au Moyen-Orient et à l'Asie s'écartent de cette orientation réaliste et contrastent avec celle qui fut l'apanage des administrations précédentes (par exemple la défense des alliances et des accords de sécurité). En d'autres termes, comme nous le constaterons, la volonté hégémonique serait en récession. Trump met en œuvre un réalisme opportun et sélectif qui n'accorde aucune place – même pour la forme – aux valeurs et aux normes, privilégiant plutôt la formule « la force fait le droit[38] ». D'ici la fin de la présidence de Trump, cette doctrine aura totalement transformé le visage de la politique étrangère américaine, avec l'abandon des formes traditionnelles de son réalisme hégémonique.

2) La doctrine Trump 2.0 constitue en fait un retour nostalgique à une époque dite de « l'âge d'or », où les États-Unis constituaient une puissance ascendante, qui affichait avec insolence son succès économique[39]. Plusieurs analystes ont ainsi associé l'actuel président américain au président McKinley (1897-1901), qui était un farouche promoteur de l'imposition des tarifs douaniers, partisan du protectionnisme, et ardent défenseur de l'expansionnisme territorial[40]. C'est en effet sous ce prédécesseur républicain que les États-Unis annexèrent Hawaï, Puerto Rico, Guam et les Philippines, ce qui expliquerait peut-être la fascination, voire l'obsession de Trump pour l'annexion du Canada, du Groenland et du Panama[41]. Une idéologie à la fois antimondialisation et nationaliste animerait aussi la doctrine Trump, fondée sur une volonté quasi autarcique de protéger

l'économie et l'identité américaines. « L'administration Trump est post-libérale, autoritaire et raciste », estime Bret Devereaux, car elle promeut le nationalisme traditionnel des blancs conservateurs, qui constitue une partie importante du socle électoral du président. « Une politique étrangère animée par l'idéologie MAGA », conclut-il[42].

3) Enfin, la doctrine Trump 2.0, plus encore que durant le premier mandat, écarte tout intérêt à défendre l'ordre international. « Qu'est-ce que j'en ai à faire[43] ? », résume la pensée de Trump, qui conçoit la géopolitique internationale tel un gangster jouant une partie de poker. Un voyou dans une partie de Monopoly, diront certains (l'expression est celle du très conservateur périodique *The Economist*[44]). Chaque État peut et doit agir en fonction de ses intérêts, et les États-Unis ne cherchent plus à défendre cet ordre, que ce soit sur le plan sécuritaire, économique ou démocratique. La ligne de fracture chez Trump, explique Matthew Kroenig, réside dans sa vision des « États-Unis contre le monde », car celui-ci a trop profité et abusé de la générosité américaine, particulièrement dans les secteurs du commerce et de la défense[45]. Les alliés de Washington sont particulièrement visés. La grande conférence de Munich, qui s'est tenue en février 2025, concluait d'ailleurs au désordre international croissant et à la montée de la multipolarité causée par l'effacement des garanties américaines. Et à l'irruption des États-Unis comme puissance menaçant cet ordre antérieur. Le rapport de la conférence conclut d'ailleurs que « Washington devient un risque contre lequel il faut se prémunir[46] ». Pour les

alliés de Washington, cet unilatéralisme agressif constitue tout un renversement de situation, en peu de temps[47].

Le document dit de « stratégie de sécurité nationale » (NSS) publié en décembre 2025 par la Maison-Blanche donne tout son sens à la doctrine Trump 2.0. Il réaffirme la primauté non seulement de « l'Amérique d'abord » mais des « Amériques d'abord[48] ». Pour Trump, la puissance prévaut sur les principes démocratiques. La doctrine va jusqu'à énoncer un « corollaire Trump » (en référence à celui de Theodore Roosevelt de 1904) découlant de la doctrine Monroe de 1823 : les États-Unis et leur administration sont en droit d'intervenir dans les affaires de l'entier continent pour protéger leurs intérêts propres (dans la lutte contre le trafic de drogues par exemple) et pour endiguer ceux de puissances étrangères comme la Chine. Elle traduit une vision manichéenne des relations internationales opposant les bons aux méchants. Assiste-t-on ainsi au retour de l'impérialisme et de la notion de sphère d'influence privilégiée des États-Unis sur l'Amérique latine, qui consacrerait de nouvelles fractures géopolitiques à l'échelle mondiale ? Certains observateurs ont associé cette volonté de contrôle hémisphérique à une sorte de « doctrine Donroe » des temps modernes[49]. « L'hémisphère occidental est la chasse gardée des États-Unis », rappelle Richard Hétu[50]. Beaucoup d'énoncés dans cette « stratégie de sécurité nationale » ont surpris les observateurs : l'emphase mise sur les Amériques et non la Chine comme principale menace aux États-Unis, les attaques contre la civilisation européenne et la naïveté des décideurs européens (notamment dans leur gestion de la guerre en Ukraine et sur l'immigration), enfin une volonté

affichée de désengager les États-Unis des affaires du Moyen-Orient. *The Economist* conclut : « Le document NSS envisage un monde plus darwinien [...] Tandis que les présidents précédents juraient vouloir rendre le monde plus sûr pour la démocratie, la version de Trump semble plus encline à le rendre plus sûr pour "l'illibéralisme"[51]. »

La doctrine Trump rejette ainsi en bloc la politique étrangère américaine telle qu'elle a existé. « Trump est le premier président américain depuis 1945 qui remet en question la vision du monde façonnée par la grande dépression, la Seconde Guerre mondiale et la guerre froide », écrit le célèbre commentateur David Frum[52], qui voit dans la pensée trumpienne un accélérateur du retrait américain des affaires du monde.

Que ne signifie pas la doctrine Trump ?

La doctrine Trump est hors norme, à l'image de son auteur. Walt a tenté d'appliquer à celle-ci les approches et théories habituellement associées aux relations internationales, et leur a trouvé peu de correspondance[53]. Elle n'est en rien réaliste, selon l'expert, car elle procède souvent à des choix opposés à cette théorie. Son application consisterait à chercher, par exemple, à renforcer les alliances que l'Hégémon domine, et non à les affaiblir ; elle promouvrait des formes d'équilibrage stratégique pour contrer la compétition entre grandes puissances et non pour l'atténuer en favorisant les positions de celles-ci. La doctrine Trump ne peut non plus être associée à une quelconque forme d'approche libérale, notamment celle relative

aux biens communs pour lesquels les États-Unis gagnent à collaborer avec les autres États pour trouver et mettre en place des solutions collectives[54]. Enfin, cette doctrine contredit tous les préceptes des théories économiques sur les mérites du libre-échange. Bref, « l'agenda de "l'Amérique d'abord" ne découle en rien des postulats de base ou principes du réalisme[55] », pas plus que de ceux du libéralisme. La conclusion est la même chez la spécialiste Emma Ashford[56] : la doctrine Trump ne peut être associée à la conduite de la *realpolitik*, celle qu'un Kissinger pratiquait il y a 50 ans ; elle ne sert pas non plus les impératifs de politique intérieure, sa promotion de politiques commerciales protectionnistes et antimigratoires se faisant au détriment de la croissance de l'économie américaine ; elle ne représente pas non plus un retour à Trump 1.0 et ses positions républicaines plus traditionnelles ; enfin, elle n'offre aucune proposition de réforme des relations internationales pour en améliorer les institutions et les normes. Le chroniqueur George Packer conclut :

> Il n'y a rien de réaliste à aider un adversaire dangereux, attaquer des alliés, briser des accords, extorquer des concessions, menacer des annexions et détruire un ordre qui a gagné à propager l'influence américaine et qui a assuré la stabilité et la prospérité au cours des huit dernières décennies[57].

Les débats sur la doctrine Trump

C'est dans le contexte de l'attaque directe des installations nucléaires de l'Iran, le 22 juin 2025, sur décision de Trump, que le débat a surgi entre trumpistes sur la nécessité et la pérennité d'un engagement militaire américain pour venir en aide à Israël et s'impliquer dans le conflit entre Tel Aviv et Téhéran. Les

divisions au sein des républicains furent notables, notamment avec les réserves manifestées par le vice-président et la directrice nationale du Renseignement, qui évoquèrent les risques d'un plan de « changement de régime » susceptible de trop rappeler celui concernant l'Irak. L'attaque américaine, très limitée, a mis fin à ce débat, non sans toutefois éliminer les divisions au sein de MAGA. Celles-ci se sont d'ailleurs amplifiées par la suite avec les actions répréhensibles menées par Israël à Gaza, tandis qu'on assiste à un effritement des appuis politiques à l'État hébreu au sein même du parti républicain[58]. Plus largement, la signification de la doctrine Trump reste entière :

> [P]arfois, « l'Amérique d'abord » veut dire que les États-Unis sont rendus si diminués qu'ils ne peuvent plus se permettre de défendre leurs alliés ni d'intervenir militairement [...] En revanche, « l'Amérique d'abord » signifie parfois aussi que le pays doit être en mesure de projeter à sa guise la puissance militaire des États-Unis dans le monde[59].

Quelle formule sera la plus fidèle à la doctrine Trump dans les prochaines années ? Nul ne peut deviner, car les contradictions abondent[60]. L'administration Trump est-elle isolationniste ou interventionniste, faucon ou colombe ? Sans doute un peu de tout cela. Le document sur la « stratégie de sécurité nationale », cité plus haut, choisit de rester dans le flou :

> [La politique étrangère de Trump] est pragmatique sans l'être absolument, réaliste sans l'être totalement, axée sur les principes sans être « idéaliste », musclée sans être « faucon », et retenue sans être « colombe ». Elle est motivée par le « réalisme flexible » et par ce qui fonctionne pour les États-Unis – ou, en deux mots, « l'Amérique d'abord »[61].

Malgré sa volonté de reproduire l'idée de « forteresse Amérique » qui a prévalu au 19e siècle, la doctrine Trump

reconnaît qu'elle a des intérêts américains à défendre dans le monde[62]. Au final, elle s'apparente davantage à la vision unilatéraliste de la politique étrangère, ce qui lui permet de choisir de mener des objectifs différents et de décider « à la carte » de ceux-ci selon le contexte et les enjeux. Elle peut se satisfaire en même temps d'un comportement isolationniste face aux institutions internationales et d'une attitude unilatéraliste afin de promouvoir une intervention militaire comme celle contre l'Iran. Elle peut vouloir délaisser la coopération et le multilatéralisme tout en menant une campagne diplomatique qui satisfasse l'intérêt personnel de Trump et assouvisse son ego pour les victoires et la reconnaissance (un prix Nobel).

Une donnée politique dont la doctrine Trump doit tenir compte est l'opinion publique américaine, notamment MAGA (comme sur l'attitude face à Israël). Les Américains, majoritairement, *s'opposent* aux plans de l'administration Trump. « Ils sont peu attirés par un comportement belliqueux sur la scène internationale[63] ». Parmi eux, 70 % désapprouvent le nouveau nom donné au golfe du Mexique (devenu golfe de l'Amérique), 60 % s'opposent aux tarifs imposés au Canada et au Mexique, 56 % critiquent le retrait annoncé du traité de Paris sur la lutte contre les changements climatiques, 53 % rejettent l'annexion du Groenland, 68 % celle du Canada ou du Panama, enfin 60 %, sans surprise, affirment préférer que les États-Unis se concentrent sur leurs problèmes internes et s'impliquent moins dans ceux à l'étranger. Il n'empêche que, selon un sondage récent de l'Institut Reagan, 64 % des Américains souhaitent le maintien de l'engagement international des États-Unis, 68 %

appuient l'OTAN, 62 % veulent que l'Ukraine gagne sa guerre contre la Russie, et 60 % sont d'accord que les États-Unis doivent défendre Taïwan[64]. « L'Amérique d'abord » constitue de toute évidence un boulevard à double sens : un objectif constant pour Trump, un doute persistant dans l'opinion publique. La différence d'ailleurs entre les Américains favorables à la politique étrangère du président, et ceux qui ne le sont pas, demeure négative, autour de – 17 % en moyenne, selon les sondages menés par la firme You Gov[65].

Que retenir de la doctrine Trump ?

Au final, que faut-il comprendre de la doctrine Trump ? Selon le politologue connu Hal Brands :

> Trump propulsera les États-Unis non pas vers l'isolationnisme, mais vers un horizon bien plus dangereux pour le monde que ce que ses prédécesseurs ont envisagé [...] Les États-Unis seront moins engagés, mais plus agressifs, prédateurs, unilatéraux et illibéraux que jamais dans leur histoire[66].

Pour l'auteur, la doctrine Trump évoque l'image d'une boule de démolition et non celle d'un outil de construction du système international. Elle représente par conséquent une rupture dans l'évolution de la politique étrangère américaine des quatre-vingts dernières années, et ce, de trois manières :

1) Tout d'abord, comme nous l'évoquions dans *L'aigle en péril*, la doctrine consacre l'avènement de la « nation dispensable », c'est-à-dire la réorganisation du monde pour contrer l'effet Trump : une concurrence plus vigoureuse des grandes puissances (Chine et Russie principalement), tandis que les alliés de Washington

coopéreront davantage pour assurer, entre eux, leur sécurité et leur prospérité. La domination des États-Unis n'en sera que diminuée. Un découplage progressif entre ceux-ci et leurs alliés traditionnels se mettra en place, malgré les efforts pour conserver leurs relations en mode statu quo. Kori Schake conclut que « Trump, en voulant projeter l'image d'un pays craint plutôt qu'apprécié, risque de faire en sorte que les États-Unis s'avèrent trop brutaux pour être aimés, mais suffisamment négligés pour ne pas être redoutés[67] ».

2) La vraie analogie de cette doctrine se retrouve dans le modèle que propose la présidence de Andrew Jackson (1829-1837). Ce premier président provenant du sud des États-Unis (le Tennessee) adopta une politique très nationaliste et populiste, priorisant les enjeux intérieurs aux dépens de la politique étrangère, et optant pour le recours à la force chaque fois qu'un problème devait être réglé. La victoire chez ce président était plus importante que la compassion, rappelle l'historien Walter Russel Mead, qui a fait de Jackson l'un de ses quatre grands modèles d'analyse de la politique étrangère américaine (les autres étant Jefferson, Hamilton et Wilson)[68]. Pour le commentateur David Brooks, la quête débridée du pouvoir serait ce qui résume le mieux Trump, qu'il décrit comme l'équivalent moderne de Jackson, « assoiffé de pouvoir, impulsif, narcissique et poussé par l'animosité[69] ». S'il fallait une preuve que les deux présidents se ressemblent, rappelons que le portrait de Jackson trône au-dessus du bureau ovale, parmi les autres figures présidentielles retenues par le chef de la Maison-Blanche.

3) Il faut sans doute aussi percevoir, à propos de la doctrine Trump, le risque d'une « sur-rationalisation » pour donner, malgré tout, un sens logique aux initiatives du président. Compte tenu du style décisionnel de Trump, que nous analyserons plus loin et qui est unique, il est illusoire d'espérer qu'une telle doctrine soit appliquée rigoureusement et de façon cohérente. Elle constitue un guide général, une impression d'ensemble, mais elle ne peut en aucun cas rendre compte de chaque décision, tant le chef de la Maison-Blanche est imprévisible et impulsif. En 2017, le professeur Drezner comparait celui-ci à un « *Toddler-in-Chief*[70] », un mouflet intempestif aux humeurs changeantes. Et le périodique britannique *The Economist* de conclure :

> La substitution des caprices présidentiels à une théorie cohérente des relations internationales fait en sorte que la géopolitique est moins prévisible et plus dangereuse. Monsieur Trump n'est ni un globaliste, ni un isolationniste, ni un adepte des sphères d'influence régionale. Il fait tout simplement ce qu'il veut, et cela change fréquemment[71].

Trump lui-même constitue, en tant qu'individu, une rupture dans l'évolution de la politique étrangère américaine. Il ne faut ni tomber dans le piège de surestimer le message de sa doctrine ni sous-estimer le caractère unique du messager. « Le slogan "l'Amérique d'abord" signifie tout ce que Trump lui fait dire », note, sarcastique, l'éditeur en chef diplomatique du périodique britannique[72]. Les changements de pensée associés à la doctrine Trump ont et auront d'importantes répercussions sur le rôle des États-Unis dans le monde, et propulseront un cortège de turbulences, que nous subissons déjà depuis plus d'un an. Quels effets cette doctrine aura-t-elle sur ce rôle au bout du compte ?

La fin du leadership américain

Les mises en garde sont sévères, les pronostics sont graves. Après huit mois d'évaluation, Stephen Walt conclut :

> [La politique étrangère de Trump] constitue la plus grande liquidation volontaire de l'Histoire, du statut et de l'influence géopolitique d'une grande puissance [...] Le dommage sera étendu, pérenne et difficile à réparer[73] .

Tandis que Rebecca Lissner et Mira Rapp-Hooper, qui associent l'approche Trump à une sorte de tabula rasa, préviennent :

> Quand Trump quittera la Maison-Blanche en janvier 2029, il n'y aura aucun retour possible [...] Dans quatre ans la plupart des piliers de la grande stratégie américaine – les alliances, les organisations multilatérales et les traités internationaux – auront été diminués au point d'être méconnaissables[74].

L'avenir sera post-américain et la primauté des États-Unis dans le monde sera révolue, avertissent les experts. Même Stephen Walt, maintes fois cité, avoue « que Trump, en voulant détruire l'ordre mondial, transforme le rôle des États-Unis de protecteur en assaillant, celui d'un État déliquescent[75] ». Un scénario imprévu par l'auteur. « Le vieux rêve d'un ordre international libéral est chose du passé », conclut Michael Hirsh[76]. « Le vieil ordre mondial est mort et les partisans, comme les critiques, de l'ordre international libéral qui a prévalu peuvent prononcer son oraison funèbre », renchérit Daniel Drezner[77].

Pour plusieurs des hauts fonctionnaires de l'administration Trump, la défense de cette hégémonie libérale au cours des trente dernières années a constitué une grave erreur, et les priorités doivent être révisées. Par exemple, moins d'implication au Moyen-Orient et en Europe, plus en Asie de l'Est. Selon eux,

l'intérêt national américain dicte une diminution de ses engagements dans le monde. Cette vision est aussi celle du « projet 2025 », le guide des politiques devant être adoptées, publié par la Heritage Foundation avant la campagne électorale[78]. Les chapitres portant sur la politique étrangère recommandaient plusieurs des objectifs que vise aujourd'hui l'administration Trump : la fin à la guerre en Ukraine par la négociation, une position plus ferme face à la Chine, un plus grand partage du fardeau de la défense avec les alliés des États-Unis, la modernisation des armes nucléaires américaines, une approche plus agressive de la frontière et face à l'immigration, une atténuation des politiques de lutte contre les changements climatiques et de promotion du virage vert, la diminution des effectifs du gouvernement et le recours systématique aux tarifs douaniers[79]. Le titre du « projet 2025 » semblait promettre une redéfinition du leadership américain dans le monde. Ironie des faits : c'est davantage un programme pour y mettre fin qui en découle. « La longue période d'un internationalisme libéral mené par les États-Unis est terminée », écrit l'historien américain Andrew Preston[80]. Cette abdication du leadership ne peut être mieux illustrée que par l'absence d'une délégation américaine de hauts responsables lors du forum annuel de sécurité qui s'est tenu à Halifax en novembre 2025. L'organisateur interprète ainsi cette décision malheureuse des États-Unis :

> [E]lle traduit non seulement la volonté de sauter leur tour de cette conférence, mais leur volonté de prendre du recul sur des décennies de leadership, de traditions et de pensée stratégique. C'est une retraite dans le silence au moment même où le leadership américain est essentiel[81].

Peut-on, par conséquent, parler de la fin de ce leadership, et pourquoi ?

RIP l'ordre international libéral

Une majorité des spécialistes qui commentent et écrivent sur les régimes politiques dans le monde sont d'accord pour affirmer que nous sommes entrés, depuis Trump 1.0, dans une glissade antidémocratique qu'ils associent à la montée de la tendance illibérale dans les relations internationales[82]. Pour la première fois depuis la fin de la guerre froide et en conséquence de la fin de l'hégémonie de l'ordre libéral international, le modèle démocratique semble moins attirer et subir la concurrence ouverte du modèle autocratique[83]. La montée du populisme, dont Trump est l'exemple parfait, est l'une des causes principales de cette tendance. Non seulement le retour de Trump 2.0 remet en cause le modèle libéral (que l'on peut décrire comme l'état de droit), mais il incite les compétiteurs autoritaires que sont la Chine et la Russie à accroître leur influence au détriment de celle des États-Unis, dont le rôle n'en est que diminué, pour trois raisons.

1) Les valeurs qui sous-tendent l'ordre libéral international sont battues en brèche. Aujourd'hui, cet ordre s'écroule sous nos yeux. L'administration Trump détruit l'infrastructure du système international contemporain que les États-Unis ont construit : le rejet des règles commerciales, la non-reconnaissance des règles du droit international, notamment celles de la Cour pénale internationale (CPI), les attaques contre la souveraineté des

États, l'abandon de traités internationaux, ne sont que quelques exemples spectaculaires du retrait américain de son rôle de primat. Ce sont pourtant les États-Unis qui ont conçu et maintenu cet ordre néolibéral dont ils ont largement bénéficié. S'ils n'y croient plus et l'abandonnent, qui contrôlera les règles du jeu ? La Chine ? Qui sera le prochain Hégémon dans ce cas, et quel ordre s'ensuivra ? Subirons-nous une plus grande anarchie ? Le retour à la loi du plus fort et au chaos de la jungle en relations internationales, tel qu'il prévalait au cours des siècles derniers ? Patrick Stewart, le commentateur attitré de la fondation Carnegie, évoque la question de façon originale : « À quoi aurait ressemblé le monde post-1945 s'il avait été dirigé par l'Allemagne nazie, le Japon impérial, l'Union soviétique, voire l'Empire britannique[84] ? » Rien, selon lui, ne pouvait remplacer les États-Unis pour gérer et maintenir un ordre multilatéral appuyé par des règles et des normes largement acceptées. Trump porte ainsi le coup de grâce à ce rôle de champion multilatéral qu'ont été les États-Unis.

2) Avec Trump, les institutions internationales ont perdu beaucoup de leur légitimité, voire de leur raison d'être. Ces institutions ont développé avec le temps la notion d'intérêt collectif, et ont été bénéfiques à la grande majorité des États, dont les États-Unis. Pensons, entre autres, au Fonds monétaire international (FMI), à la Banque mondiale, à la Cour pénale internationale (CPI), à la Cour internationale de justice (CIJ), à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), à

l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), au Groupe des sept (G7), au Groupe des vingt (G20). L'existence des institutions a favorisé l'expansion du multilatéralisme comme jamais dans l'Histoire. Nombre d'experts s'interrogent. Sans le leadership américain, et avec le retrait annoncé par Trump de plusieurs d'entre elles, comment ces institutions pourront-elles être préservées et perdurer ? Un ordre libéral, sans les États-Unis, est-il envisageable[85] ? Comment assurer un commerce, une monnaie d'échange, une sécurité, un développement prospère et stable dans le monde, si celle qui est (encore) la plus grande puissance sur la planète déclare forfait ? Le défi sera de taille pour les alliés des États-Unis et, pour l'instant, les espoirs de préserver les institutions sans l'aide de ces derniers semblent bien ténus.

3) Le pouvoir d'attractivité des États-Unis est fortement réduit. Ce résultat est bien illustré par la chute de popularité du passeport américain : pour la première fois, celui-ci ne figure plus parmi les dix premiers, se retrouvant en 2025 au 12e rang des passeports les plus populaires (à égalité avec la Malaisie) alors qu'il occupait le 7e rang en 2024 et qu'il était au premier rang il y a dix ans[86]. Pire encore, les États-Unis occupent le 77e rang des nations qui ouvrent leurs frontières aux visiteurs sans visa (seulement 46 nationalités sont exemptées actuellement de cette exigence). Pour le créateur de la notion de « puissance douce », Joseph Nye (qui a écrit son dernier article juste avant de décéder en mai 2025), Trump 2.0 signifie la fin du siècle et du modèle américains (en référence à la prédiction de Henry Luce en 1941 sur l'arrivée

d'un tel siècle). Pour Nye et son célèbre collègue Robert Keohane, ce déclin est engendré par la (fausse) croyance chez Trump que la puissance brute produit de meilleurs résultats que la puissance douce. Selon les auteurs, cette croyance est, en réalité, contre-productive. Dans un monde interdépendant, les États-Unis ont avantage à exercer leur influence par la diplomatie multilatérale plutôt que par les coups de force unilatéraux. En privilégiant ceux-ci au détriment de celle-là, « Trump néglige une dimension importante de la puissance américaine (l'attractivité de la "puissance douce") : il affaiblira le rôle des États-Unis[87] ». La stratégie de Trump échouera et placera l'aigle américain en position précaire. Au lieu de rendre l'Amérique meilleure à nouveau, et plus forte, il l'étiolera, concluent Nye et Keohane.

Clairement, nous assistons à la désintégration de l'ordre international et du leadership des États-Unis, qui ont prévalu au cours des 80 dernières années.

RIP la *pax americana*

L'heure est aux priorités, affirment Jennifer Lind et Daryl Press[88]. Les « *prioritisers* », tel le haut fonctionnaire Elbridge Colby, ont le vent dans les voiles auprès de l'administration Trump. Ils offrent en principe un compromis entre l'isolationnisme et l'internationalisme comme on les a connus, respectivement, durant l'entre-deux-guerres, puis après 1945. Le rôle de l'Hégémon bienveillant dans le système international est, selon eux, révolu. La priorité pour les États-Unis est de gérer la

multipolarité, surtout la puissance croissante de la Chine, et réduire leurs engagements ailleurs dans le monde – particulièrement au Moyen-Orient et en Europe. Ce repositionnement reflète des changements substantiels à la fois dans la puissance américaine et dans la vision du rôle de celle-ci. Au final, la *pax americana* s'essouffle pour des raisons matérielles et idéelles.

1) Sur le plan matériel, c'est-à-dire les moyens de la puissance des États-Unis, la domination américaine s'effrite, bien qu'elle demeure incontournable, particulièrement dans le domaine militaire et le secteur financier. Si la richesse des États-Unis représentait la moitié du PIB mondial en 1945, elle n'en constitue plus que le septième, 80 ans plus tard. Sur le plan stratégique, l'arrivée de Trump accélère la résurgence d'un monde multipolaire. La Chine et la Russie ont nettement haussé leurs capacités militaires, leur influence géopolitique et leur volonté de dominer leurs sphères d'influence traditionnelles (Asie de l'Est et Europe de l'Est, respectivement). La multipolarité accroît la quête de puissance tant sur le plan de la sécurité régionale pour les grandes puissances que sur le plan commercial pour s'assurer des marchés d'exportation. Pékin et Moscou, surtout, l'Inde aussi, contestent l'hégémonie américaine, cela est visible tant dans l'accélération de leur réarmement que dans leur quête de soutiens diplomatiques mutuels, et parmi les pays du sud. Le sommet de l'Organisation de Shanghai pour la coopération (OSC) tenu en Chine au début de septembre 2025, a consacré à cet égard un rapprochement spectaculaire entre Pékin et New

Delhi pour contrebalancer et dénoncer l'effet Trump et l'hégémonie américaine[89].

La révolution de l'information, de la robotisation et de la miniaturisation des armements offre aux compétiteurs des États-Unis des alternatives efficaces. La concurrence technologique et les marchés d'approvisionnement représentent deux secteurs où l'hégémonie américaine est mise à mal et où son protectionnisme ne sera d'aucun secours. La fragilité croissante de l'économie des États-Unis (augmentation de l'endettement budgétaire et de la dette publique, dollar affaibli, inflation persistante, productivité stagnante, désinvestissement du gouvernement dans les industries du savoir et de l'innovation, infrastructures vieillissantes, notamment[90]) rend le pays vulnérable face aux économies montantes que sont la Chine et l'Inde. Amy Zegart estime que les fondations de la puissance américaine se disloquent (son analyse précède l'arrivée de Trump). Un indicateur pour elle révèle l'ampleur de la chute : « en 2022, les États-Unis venaient au 34e rang des pays dans la maîtrise des mathématiques, derrière la Slovénie et le Viêtnam[91] », un secteur pourtant primordial de l'éducation pour un pays qui aspire à demeurer une grande puissance. Si bien qu'une immigration des talents en sol américain est indispensable pour compenser les lacunes. Mais les politiques antimigratoires de Trump vont en sens contraire.

Le savoir, c'est le pouvoir, rappelle Zegart. Elle a calculé qu'en 1980, les universités américaines délivraient 78 % de leurs diplômes en sciences informatiques et en génie civil à des

citoyens américains ou des résidents permanents, mais que cette proportion était tombée à 32 % en 2022. D'où l'immense importance du million d'étudiants étrangers qui fréquentent normalement les universités chaque année, dont le recrutement a dramatiquement chuté en 2025 (de 17 % selon les statistiques officielles[92]). Quel sera leur nombre à la fin de la présidence de Trump ? Les fonds alloués à la recherche, qui représentaient 1,9 % du PIB en 1964, ne représentaient plus que 0,7 % en 2020 (encore moins en 2025, avec les coupures de financement aux universités décidées par le gouvernement). Zegart redoute que les politiques du président n'aboutissent, à terme, à une forme d'auto-sabotage. Selon l'indice de puissance mondiale des nations élaboré par des chercheurs de l'Université de Denver, les États-Unis sont en déclin et la Chine en croissance – elle les dépassera vers 2040, d'après leurs prédictions[93]. Un rapport récent d'un institut d'études stratégiques australien estime que la Chine mène sur les États-Unis dans 66 des 74 champs de recherche de pointe[94]. La rivalité sino-américaine est inéluctable pour de nombreux historiens qui évoquent le « piège de Thucydide », soit l'affrontement entre une puissance montante et une puissance déclinante, qui mène généralement à une guerre. Ils estiment que ce n'est pas le président Trump qui pourra éviter les risques de ce piège. Le rapport de la conférence de Munich, de février 2025, déjà évoqué, concluait d'ailleurs que « l'absence de guerre majeure depuis près de 80 ans entre les principales puissances mondiales ne peut plus être désormais, dans le nouveau climat multipolaire confirmé par le retour de Donald Trump, un exploit tenu pour acquis[95] ».

2) Sur le plan idéel, celui des finalités de la puissance des États-Unis, la *pax americana*, qui voulait préserver un système international libéral, fait désormais place à une vision qui n'est plus celle de Keynes ou de Locke, mais celle de Thucydide ou de Hobbes. « Le fort fait ce qu'il peut faire et le faible subit ce qu'il doit subir », postulait Thucydide. Rien n'est plus contraire aux théories néolibérales sur la démocratie, le commerce et la coopération ! Avec Trump, la force fait loi. Les relations internationales marqueront-elles un retour à l'époque des rivalités du 19e siècle entre les grandes puissances, lorsque les sphères d'influence et la loi du plus fort prévalaient ? L'ère de la « longue paix », comme l'avait surnommée l'historien John Lewis Gaddis, telle que l'avaient conçue les États-Unis après 1945, est-elle révolue[96] ? Certains pensent que oui : « les menaces de Trump marquent l'aube d'un ordre plus ouvertement coercitif dans lequel l'intimidation économique remplace le libre-échange et la coopération internationale[97] ». La finalité de la politique étrangère américaine n'est plus la sauvegarde d'un ordre mondial fondé sur des normes et des règles, ni celle de la primauté au service de cet ordre, mais l'exercice du pouvoir unilatéral afin de servir les seuls intérêts de Trump. Selon Michael Beckley, « Washington sera de plus en plus tenté de faire cavalier seul[98] ». Cela se traduira par un emmurement pour protéger le pays de l'immigration, l'érection d'une économie-forteresse, le refus de participer à des interventions militaires collectives (comme en Ukraine), la méfiance envers les alliances, enfin le délaissement des institutions multilatérales et de la diplomatie (sauf aux fins personnelles du président).

Le but de cette politique étrangère n'est plus de « dissuader par sa présence, mais de détruire à distance », conclut Michael Beckley. Michael Hirsh parle de « retrait volontaire du rôle d'Hégémon global » – une sorte de nouveau « Munich », selon lui[99]. L'Occident, « l'Ouest » comme on a eu l'habitude de le surnommer, « est en voie de disparition en tant qu'entité géopolitique cohérente », estime Patrick Stewart avant de conclure que « Trump lui aura asséné un coup fatal[100] ». Le système international n'en sera que plus affaibli et instable – tout le contraire des objectifs traditionnels de la *pax americana*. Les « alliés » d'autrefois voudront sans doute préserver les acquis de celle-ci, mais sans les États-Unis qui seront perçus (ainsi que nous l'écrivions) comme une grande puissance déliquescente et agressive. Ils ne voudront ni capituler face aux exigences de Washington, ni coopérer avec le géant américain, ayant perdu confiance en ce dernier. Leur stratégie sera de louvoyer afin d'obtenir des polices d'assurance contre le risque américain[101]. « De nation indispensable, la nation américaine deviendra insupportable », observe Kori Schake[102]. « Nous ne nous comportons plus comme une grande puissance, mais comme une *grosse* puissance qui effraie les autres pays, incluant nos amis », écrit l'un des éditorialistes du *New York Times*[103] (notre italique). « L'Amérique d'abord, signifie que les alliés prennent le bord et glissent au deuxième, troisième rang, voire au dernier », prévient *The Economist*[104]. L'héritage laissé par les présidents modernes qui se sont succédé depuis 1945 s'est volatilisé. La fiabilité de la *pax americana* est désormais chose du passé.

L’approche Trump fonctionne-t-elle ?

La question est de savoir si le monde peut se passer du leadership américain, de la « nation indispensable » sans laquelle la paix, la stabilité et la prospérité du système international sont impensables (ce qui ne veut pas dire que ce leadership ait toujours œuvré en ce sens, loin de là)[105]. La grande leçon géopolitique de 2025 que l’on peut tirer est : « Qu’arrive-t-il lorsque le policier du monde est celui dont vous devez vous méfier[106] ? » La réponse est que les grands gagnants sont la Chine et la Russie, les grands perdants sont les alliés des États-Unis et sans doute les Américains eux-mêmes. Jumelée à l’avenir incertain de la *pax americana,* la doctrine Trump pave la voie à l’instabilité et aux ambitions géopolitiques (y compris territoriales) de la Chine et de la Russie. En outre, les alliés des États-Unis doivent se substituer à eux dans la gestion de leur sécurité et leurs alliances. « Trump a réussi à accomplir en quelques mois ce que Moscou et Pékin recherchent depuis 80 ans : fracturer l’alliance atlantique », note l’ancien professeur et politicien canadien Michael Ignatieff[107]. Plusieurs conséquences découlent de l’approche Trump.

1) Les grandes puissances concurrentes des États-Unis, estime Drezner, peuvent vouloir passer leur tour et attendre les meilleures opportunités de rivaliser avec Trump, tout en augmentant leurs capacités. Elles peuvent même vouloir le cajoler afin de profiter de la situation. « Trump accomplit le travail pour nous », pourraient-elles conclure, non sans raison. Comme l’affirma Napoléon dans un moment de grande lucidité,

« il ne faut jamais contrarier un ennemi qui commet des erreurs », ce que Moscou et Pékin ont compris très vite sous Trump 2.0[108]. Rien, de leur point de vue, ne vaut un adversaire qui choisit de se tirer dans le pied. D'ailleurs, il a été stupéfiant d'entendre le premier ministre chinois à la tribune de l'ONU, en septembre 2025, *défendre* l'ordre international libéral et le multilatéralisme, tout en dénonçant implicitement la doctrine de « l'Amérique d'abord » et sa version de la paix par la force :

> [L]'histoire nous rappelle que lorsque la force fait la loi, le monde risque la division et la régression. Si la loi de la jungle récidive, la société humaine fera face à plus de brutalité et de violence. Nous devons, par conséquent, comme membre de la grande famille mondiale, faire respecter la justice tout en protégeant nos intérêts[109].

Peut-on vraiment faire confiance à la Chine pour sauvegarder l'ordre libéral mondial ? Évidemment, il n'est pas exclu non plus qu'un scénario belliqueux ou encore un scénario de dissuasion survienne, si le président américain choisit de défier ce pays et/ou la Russie (en jouant d'ailleurs l'un contre l'autre[110]). Son imprévisibilité décisionnelle, que nous analyserons plus loin, rend ces deux scénarios tout à fait envisageables.

2) Le chef de la Maison-Blanche rend les États-Unis imprévisibles, ce qui a pour effet de nuire à la stabilité interne et externe du pays. Tantôt ils imposent des pénalités douanières à leurs alliés et partenaires, tantôt ils concluent avec ceux-ci des ententes commerciales. Tantôt ils leur font preuve d'un certain soutien stratégique (OTAN, Ukraine, Asie de l'Est), tantôt ils les dénoncent et exigent des investissements plus conséquents de leur part. Tantôt ils sont ouverts à certaines collaborations,

tantôt ils sont réfractaires à s'engager. La politique étrangère est entièrement soumise aux humeurs du président, et cela altère profondément la réputation du pays sur la scène internationale. Les sondages de la firme de recherche Pew sont à cet égard édifiants et déprimants : seuls 28 % des répondants, dans une vingtaine de pays, estimaient au printemps 2025 que les États-Unis étaient un allié fiable. Ils étaient 75 % un an auparavant[111]. L'approche Trump ne fonctionne pas si les critères de succès sont : apporte-t-elle des bénéfices pour les États-Unis, renforce-t-elle leur réputation de chef de file du système international, est-elle largement appuyée par les Américains et dans le monde[112] ? Au contraire, les États-Unis n'ont aucun nouvel ami depuis le retour de Trump (sauf peut-être occasionnellement Poutine et Netanyahou), la dérive multipolaire du système international qu'ils ont encouragée diminue leur primauté. Ils ont choisi d'exercer exclusivement leur puissance dure au détriment de leur puissance douce, nuisant ainsi à leur réputation. Enfin le public américain doute, majoritairement, du bien-fondé des politiques de leur président, ce qui contribue à son impopularité. Avec quel résultat ?

La plupart des pays ont dû s'ajuster à la nouvelle réalité diplomatique, en négociant âprement – et séparément – avec les États-Unis, souvent à l'avantage de ces derniers. Les rapports internationaux, sans la *pax americana* d'avant Trump, profitent aux intimidateurs et encouragent le recours à la force. Une ère nouvelle est en train de naître. Le monde devient plus trumpien, plus reptilien disent certains, dans la mesure où l'approche de ce président fait des émules et réjouit les chefs autoritaires[113]. Le

principal ennemi des États-Unis, affirme Stephen Walt, s'avère finalement être eux-mêmes. L'administration Trump appliquerait toutes les recettes de l'échec : incompétence diplomatique, soumission totale des conseillers du président, pensée groupale, attitude combative envers tous les pays (ou presque), violation des normes, des règles et des accords existants, démantèlement des rouages de la puissance et de l'administration des affaires étrangères, entre autres[114]. Les États-Unis s'affichent dans un rôle « plus erratique, contradictoire et contre-productif que jamais », conclut Walt[115], et « plus dangereux qu'auparavant pour l'avenir de la géopolitique mondiale », estime Peter Feaver[116]. Sans nul doute sur le plan diplomatique, l'échec de l'approche Trump se vérifie, entre autres exemples, face à l'Iran et à Gaza.

L'approche Trump et les crises d'Iran et de Gaza

L'attaque aérienne américaine des B-2 contre trois installations nucléaires iraniennes, dont l'usine d'enrichissement de Natanz et celle, souterraine, de Fordo, le 22 juin 2025, aura été la première intervention du genre en sol iranien par les États-Unis depuis l'échec de l'opération de sauvetage des otages, sur ordre du président Carter, en avril 1980. Le recours à la force, loin d'être un triomphe dans la lutte contre la prolifération nucléaire, démontre plutôt l'échec de la diplomatie et du traité de non-prolifération. Trois mois auparavant, la communauté du renseignement des États-Unis avait estimé dans un rapport que l'Iran n'était toujours pas en mesure de construire une arme

nucléaire, ce qui contredisait le discours de Trump et faisait planer le doute sur l'urgence du recours à la force[117]. Le président américain a succombé toutefois aux demandes et au plan de guerre du premier ministre Benyamin Netanyahou[118]. En même temps, la dégradation de la situation horrible de la population à Gaza, conséquence de la campagne militaire israélienne depuis les attentats du Hamas le 7 octobre 2023 en Israël, est largement dénoncée par les organisations humanitaires, juridiques et onusiennes comme constituant un génocide et un crime de guerre de la part du gouvernement de Tel-Aviv. Là encore, le soutien américain à Netanyahou est indéfectible et rien de la part de Washington n'est entrepris véritablement pour soutenir de manière impartiale la création d'un État palestinien, qui représenterait peut-être le début d'une solution politique et diplomatique. Bref, la diplomatie sous Trump n'est plus l'apanage qu'elle était jadis dans l'exercice de la puissance américaine. Trump, en réalité, n'a aucune idée de comment pratiquer la diplomatie, note Walt[119].

1) Le bombardement américain des sites nucléaires iraniens, à la demande du gouvernement israélien (mais sans consultation du Congrès américain) lors de la guerre de douze jours en juin 2025 entre Israël et l'Iran, représente l'aboutissement d'une volonté de mettre fin au programme d'enrichissement de l'uranium, nécessaire à la construction tant redoutée de bombes nucléaires par le gouvernement iranien. Faut-il le rappeler aussi : c'est le président Trump qui avait mis fin, en mai 2018, à l'entente signée par Obama et plusieurs pays avec Téhéran trois ans plus tôt. Sous le coup de sanctions sévères imposées par les États-Unis

notamment, l'Iran avait décidé de maintenir son programme nucléaire, à des fins présentées comme civiles, mais sans jamais éliminer les doutes sur sa volonté de se doter secrètement de l'arme nucléaire. L'administration Biden n'avait pas été en mesure de rétablir l'accord de 2015. Celle de Trump, au-delà de quelques pourparlers initiaux qui ont d'ailleurs inquiété Tel Aviv[120], n'a jamais caché son désir d'en terminer avec ce programme en appliquant le maximum de pression. Israël a fourni le prétexte parfait pour la mise en œuvre de ce plan d'attaque depuis longtemps envisagé. Bien qu'il ait été salué comme efficace, le bombardement américain a suscité tout un débat au sein du mouvement MAGA, craignant la fin de « l'Amérique d'abord » avec une escalade du conflit et une implication plus forte des États-Unis qui viserait un changement de régime en Iran[121]. Il n'empêche qu'en l'absence d'une entente diplomatique et d'une coopération internationale, il reste improbable que la seule attaque de juin 2025 mette un terme aux velléités nucléaires de Téhéran. De leur côté, les agences de renseignement militaire américaines sont d'avis que les travaux d'enrichissement vont reprendre au cours des prochains mois, et estiment que plusieurs centaines de kilogrammes d'uranium enrichi ne sont toujours pas pris en compte et n'ont sans doute pas été détruits. Elles ont estimé que l'attaque américaine avait retardé, mais pas éliminé, le programme nucléaire iranien – une annonce qui a déplu à Trump : il a renvoyé sur le champ le directeur de l'Agence de renseignement de la défense (DIA)[122]. La détermination de l'Iran ne semble donc pas avoir été entamée, ni sa volonté de continuer à développer l'option

nucléaire. D'aucuns pensent qu'une autre guerre, plus sanglante encore, est prévisible entre l'Iran et ses deux ennemis jurés[123]. Entre-temps, aucun effort diplomatique américain n'a été entrepris pour repousser cette éventualité et reprendre les pourparlers avec Téhéran. En outre, le régime de sanctions contre l'Iran a été restauré par les pays du G7[124]. Dans cette région, tous les États demeurent sur le qui-vive.

2) Sous Biden déjà, l'appui américain à Israël, indéfectible, choquait l'opinion publique américaine, entre autres, tandis que le gouvernement de Netanyahou procédait à la destruction systématique de Gaza et au déplacement massif des Gazaouis. Cela a d'ailleurs, en partie, coûté des appuis électoraux importants aux Démocrates lors des élections de 2024 (par exemple au Michigan, où se retrouve une population arabo-américaine importante). Sous Trump, la situation a considérablement empiré et le soutien du président à Israël s'est montré encore plus évident. On a souvent eu l'impression, en fait, que le premier ministre israélien a pris le dessus sur le président américain et l'a influencé, et non l'inverse (comme cela fut illustré lors de la guerre avec l'Iran)[125]. Cet appui s'est traduit par l'envoi, à plusieurs reprises, de stocks de munitions, d'obus, de missiles, de bombes et de batteries antimissiles (au total 21,7 milliards USD entre octobre 2023 et septembre 2025[126]) ; par le renseignement partagé avec Israël ; par de multiples vétos au conseil de sécurité de l'ONU afin de s'opposer aux résolutions condamnant Israël et exigeant la reconnaissance de deux États ; par les quatre rencontres entre le président et le premier ministre, visant à démontrer l'appui des États-Unis (et ce, en

dépit des rapports parfois animés entre les deux chefs d'État[127]). Malgré ce soutien indéfectible de Trump, l'opinion publique américaine et notamment celle de MAGA a commencé à gravement se fracturer. Tandis qu'une majorité écrasante d'Américains a soutenu Israël après les attentats horribles du 7 octobre, ils ne sont plus que le tiers à approuver les actions de Tel Aviv. Pour la première fois, un sondage NYT/Sienna dévoile que les Américains sont plus nombreux désormais à appuyer les Palestiniens que les Israéliens (35 % contre 34 %, alors qu'ils étaient 20 % contre 47 % en octobre 2023). En particulier les jeunes de 18-29 ans sont 61 % à appuyer les Palestiniens et 9 % seulement à soutenir les Israéliens[128]. La gauche progressiste démocrate et la frange isolationniste MAGA exigent une réduction de l'aide militaire à Israël, dénoncent les abus de la campagne militaire et le traitement inhumain de la population à Gaza, prise en otage et privée d'aide humanitaire, que lui inflige l'armée israélienne (un traitement que Drezner associe à l'apartheid, jadis, en Afrique du Sud[129]). Le gouvernement de Netanyahou a carte blanche de Washington, pour l'instant. Hormis les demandes par l'administration Trump pour l'acheminement de l'aide humanitaire, il n'y a aucune pression pour agir avec fermeté envers Israël. Stephen Walt, cinglant, avance : « Tout ce que [Trump] avait à faire était de dire à Netanyahou que l'aide américaine cesserait s'il n'acceptait pas un cessez-le-feu, ne mettait pas sur pause ses plans d'annexion de la Cisjordanie, et ne traitait pas avec sérieux la solution des deux États[130]. »

En ce sens, nous avons assisté à une démission diplomatique des États-Unis, pendant presque deux ans, incapables d'agir et réfractaires à s'offrir, au minimum comme médiateur, ou à contraindre le premier ministre à consentir d'abord à un cessez-le-feu, puis à un début de négociation en vue d'une solution au drame palestinien. On a encore pu constater l'impuissance américaine lors de l'attaque israélienne du 9 septembre 2025 contre une cible présumée du Hamas à Doha au Qatar : Trump et sa porte-parole durent même avouer ne pas avoir été mis au courant par Tel Aviv[131]. Les États-Unis restent indéfectiblement alignés derrière l'État hébreu. Pour la bande de Gaza, Trump n'avait d'ailleurs trouvé rien de mieux à dire, en février 2025, qu'elle pourrait être reconstruite (sans les Palestiniens qui pourraient être « relocalisés » vers la Jordanie et l'Égypte, entre autres pays d'accueil) et qu'il se proposait d'acquérir le territoire pour le relever et le transformer en riviera, en « côte d'Azur », selon ses dires[132]. Un plan à cet effet est même concocté depuis avril 2025 et a été publié fin août sous le titre « La grande fiducie pour la reconstruction, l'accélération économique et la transformation de Gaza[133] ». Jamais un président américain, auparavant, n'aurait imaginé ou osé prononcer ces mots et proposé un tel plan. Il n'empêche que celui-ci débouchera finalement sur un accord conclu entre Netanyahou et Trump, le 29 septembre 2025, que ce dernier n'hésite pas à qualifier de « l'un des plus beaux jours de la civilisation[134] », en vue d'un cessez-le-feu et de l'établissement d'une autorité sur Gaza, placée sous l'égide d'un « comité de la paix » présidé par le président américain, dans le but de sécuriser, gérer et

reconstruire l'enclave, largement détruite. Il reste à voir dans quelle mesure ce plan en 20 points tiendra la route. Au moins, cette fois, les Gazaouis ne seraient pas tenus de s'auto-exiler et forcés de quitter leur territoire[135].

À ce stade, on se remettrait à croire que les États-Unis sont redevenus « la nation indispensable » de la fin des années 1990[136]. L'obtention de ce cessez-le-feu a germé sérieusement dans l'esprit de Trump suite à l'attaque par Israël contre le Qatar[137]. Ralliant une vingtaine de pays qui l'ont appuyé, Trump a lancé les négociations pour une paix durable, « perpétuelle », selon ses dires : « Aucun président n'était prêt à le faire, sauf moi, et, pour cette raison, nous avons un Moyen-Orient différent [...] Cette réinitialisation régionale aurait été impossible sans un ingrédient essentiel : moi[138]. » Le sommet tenu le 13 octobre 2025, en Égypte, a constitué surtout « une mise en scène médiatique pour satisfaire l'ego de Trump[139] ». Celui-ci n'a manifesté aucune empathie à l'égard des Palestiniens, toute son attention portant sur la libération des otages israéliens, lors de son discours à la Knesset. Depuis, l'une de ses principales activités consiste à gérer au jour le jour le premier ministre israélien, une mission que le correspondant américain du périodique *The Economist* décrit comme un « *bibisitting* » constant et des pressions sans relâche[140]. Sans doute pourra-t-on conclure, à l'instar du chroniqueur Howard French, que « l'idée que le sommet au Moyen-Orient fut un grand succès a été largement exagérée [...] Il n'y a que très peu de détails sur la façon par laquelle la paix et l'ordre seront

maintenus à Gaza, ni comment un État palestinien viendra à exister[141] ».

Le leadership américain s'est considérablement métamorphosé sous Trump, et cela transforme, sous nos yeux, la nature et le fonctionnement d'un ordre mondial de moins en moins libéral, de plus en plus multipolaire, de moins en moins respectueux des normes et des règles de droit, car de plus en plus axé sur la paix obtenue par la force. La quête de sécurité devient alors la priorité des pays, les États-Unis donnant le signal d'un réarmement massif, ce qui, dans ce domaine, consacre leur prédominance militaire pour un certain temps encore.

CHAPITRE 3

L'insécurité Trump

Une étape importante et historique a été franchie en octobre dernier avec le budget fédéral américain pour 2026 : pour la première fois de son histoire, le budget de la défense se rapproche dangereusement du cap des 1 000 milliards USD. Une augmentation de 70 milliards par rapport au budget de 2025 (qui était de 892 milliards USD). Trump et son secrétaire à la Défense ont annoncé cette hausse en avril 2025[142]. La tendance était bien amorcée avant l'arrivée de Trump, après l'onde de choc de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022. Depuis, chaque année, la course aux armements prend de l'ampleur, comme le rapportent les données publiées par l'International Peace Research Institute (SIPRI) de Stockholm et l'International Institute for Strategic Studies (IISS) de Londres – les deux centres les plus reconnus au monde sur ces sujets[143]. À la fin de l'année 2024, les dépenses militaires mondiales ont augmenté pour la dixième année consécutive et atteignent presque, elles aussi, le cap historique des 3 000 milliards USD en 2025. L'OTAN à elle seule, États-Unis compris, compte pour la moitié de cette somme. L'augmentation prévue de 9,4 % est la plus significative depuis la fin de la guerre froide (un record en fait pour l'année).

Les États-Unis représentent à eux seuls plus du tiers environ de cette somme, et trois fois plus que son concurrent le plus proche, la Chine (dont le budget est estimé à plus de 300 milliards USD), et bien plus que la Russie (approximativement 150 milliards USD). Le budget américain de la défense équivaut à la somme des budgets dans ce secteur allouée par les quinze pays suivants sur la liste des dépenses militaires – dont douze sont alliés aux États-Unis. Celui de l'OTAN, sans les États-Unis, dépasse à lui seul les budgets cumulés de la Chine et de la Russie (509 milliards USD versus 462 milliards). Ce réarmement massif est bien entendu accompagné d'une hausse de production des industries d'armement, ainsi que des exportations d'armes (de l'ordre de 30 milliards USD annuellement), dont les États-Unis sont responsables à environ 43 % ; d'une augmentation des conflits armés et du nombre de victimes qu'ils entraînent (10 000 morts au combat en 2025, et des centaines de milliers de civils) ; d'une modernisation à un rythme accéléré des forces nucléaires. Dans tous les domaines, la défense et la sécurité occupent une place prépondérante, particulièrement dans la politique étrangère des États-Unis et dans leurs relations avec leurs alliés. À bien des égards, le retour de Trump accroît l'insécurité dans le monde.

Priorité au réarmement et à la défense

Au-delà de la hausse des dépenses militaires, plusieurs enjeux marquent la présidence de Trump : les politiques de réarmement et l'absence de contrôle des armements, la prolifération des

armes nucléaires et des défenses antimissiles qui découlent de ces politiques et de cette absence, la gouvernance des forces armées et leur rapport incertain avec le pouvoir politique. Enfin, le scénario le plus craint par le Pentagone : une possible guerre entre les États-Unis et la Chine, notamment à propos de Taïwan.

Plus d'armement et moins de paix

Les chiffres sont clairement faramineux. Tous les pays de l'OTAN ont atteint la cible de 2 % de leur PIB alloué à la défense à la fin de 2025, et promettent de l'augmenter, d'ici 2035, à 3,5 % dans le secteur militaire, et à 5 % dans des domaines connexes de la défense. Certaines de ces augmentations sont spectaculaires, comme celle de la Pologne, qui a fait croître de 31 % son budget militaire en 2025 (4,48 % de son PIB, soit le plus haut niveau de l'OTAN), la Suède l'ayant augmenté de 34 % et l'Allemagne de 28 %. L'heure est à la course aux armements, toujours avec l'objectif de concevoir la paix par la dissuasion. *Si vis pacem*, *para bellum*. Comme l'expliquait le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte : « Si vous n'atteignez pas les 5 % [du PIB], vous pouvez avoir vos programmes de pension de vieillesse et votre système de santé, mais vous feriez mieux d'apprendre à parler russe[144] ! » Les menaces sont-elles imminentes ? Si la protection américaine était celle des 80 dernières années, sans nul doute la réponse serait plutôt négative et les exigences de défense seraient moins pressantes. Mais Trump a décidé que nous devions tous en faire plus (ce qui, notons au passage, ne diminue en rien le budget américain). La nouvelle stratégie de défense élaborée au

Pentagone place en priorité la protection de « l'Amérique d'abord » et du continent américain[145]. C'est par conséquent l'engagement et les objectifs de la défense des États-Unis qui changent et forcent leurs alliés à hausser leurs dépenses et à assumer davantage de responsabilités.

Les quatre plus grandes industries américaines de la défense – par ordre d'importance Palantir, suivie de RTX, puis Lockheed Martin et Northrop Grumman – possèdent pour plus de 500 milliards USD en actifs capitalisés. Elles fournissent une quantité astronomique d'équipements et de munitions à la défense, et sont capables d'innover pour lui offrir des technologies de pointe (par exemple, des milliers de drones de surveillance et d'attaque, dont une partie est dirigée vers les marchés d'exportation). Or, les débats font rage sur l'insistance devant être accordée aux moyens traditionnels (chars d'assaut, avions de chasse, bombardiers, navires de guerre) versus les nouvelles technologies (drones, plates-formes furtives, missiles hypersoniques, cyberattaques)[146]. Sans doute un compromis sera-t-il nécessaire entre les anciens et les nouveaux moyens. La domination américaine dépendra des choix qui seront faits. Que convient-il de construire, d'abandonner et de réformer ? Telles sont les questions qui préoccupent grandement le Pentagone. Compte tenu des délais d'innovation, de production et de déploiement, ces décisions impliquent une vision à long terme. Autrement dit, la guerre de demain est conçue aujourd'hui. Plusieurs experts craignent qu'avec l'intelligence artificielle, l'autonomisation et la robotisation des équipements, et en l'absence de réforme majeure du système de recherche et

d’acquisition, les États-Unis puissent finalement perdre leur suprématie militaire – et une guerre – au profit particulièrement de la Chine (les coupures drastiques par Trump dans les budgets civils de R&D n’arrangent certainement rien)[147].

Le raisonnement qui sous-tend toutes ces augmentations est celui qu’une guerre majeure entre grandes puissances est de plus en plus perçue par les analystes et les politiciens comme inévitable. Pour Daniel Drezner, la peur d’une telle grande guerre la rend en fait encore plus probable. « Il y a des parallèles troublants entre le comportement des grandes puissances qui prévaut aujourd’hui et celui qui prévalait entre elles dans les années 1930 », écrivait-il un an plus tôt, dans la foulée du retour de Trump[148]. Les reculs de l’hégémonie américaine, de l’interdépendance commerciale et de la dissuasion nucléaire représentent pour lui les indicateurs d’une situation géopolitique qui ira en s’aggravant entre les États-Unis, la Russie et la Chine. Pire encore, selon la professeure Sarah Paine, du collège naval de Newport, une nouvelle guerre froide est en cours entre le club des autocrates solidaires, qu’elle surnomme les « CRINK » (Chine, Russie, Iran, Corée du Nord), et les États-Unis, et elle n’est pas prête de se résorber[149].

Ce contexte d’insécurité assombrit les horizons de paix et aucun effort de désarmement n’est entrepris, alors que c’était régulièrement le cas à l’époque de la guerre froide et de l’après-guerre froide, et que des accords étaient conclus entre les États-Unis et la Russie[150]. Le seul traité encore en vigueur, *New START*, expire normalement en février 2026 et n’a été renouvelé

provisoirement que pour un an (par Poutine mais pas par Trump), ce qui pave la voie à une course aux armes nucléaires sans limites et sans contraintes, pour la première fois depuis les années 1970 (voir plus loin notre section sur la modernisation de ces armes). Le monde n'en sera que plus dangereux avec un réarmement nucléaire prévisible de la part des trois grandes puissances (et qui pourrait être accompagné par une reprise des essais nucléaires, un recul catastrophique, mais que Trump n'a eu aucune difficulté à autoriser). D'autant que le président de même que son secrétaire à la Défense sont plutôt inexpérimentés et mal informés (du moins, de par leurs choix d'information). En outre, les exportations d'armes sont florissantes, mais sujettes aux priorités de l'administration : l'Arabie Saoudite a signé, lors de la visite de Trump à Ryad en mai de l'an dernier, puis lors de celle du prince Salman à Washington, en novembre, un pacte nucléaire ainsi qu'un accord d'acquisitions pour 142 milliards USD[151], tandis que l'Ukraine, de peine et de misère, se voit promettre des bouchées de pain (à ce jour, sous Trump, moins d'un milliard en aide militaire, rien de comparable avec les sommes consenties par son prédécesseur). Enfin, les traités sur les armes conventionnelles sont mis à mal par la recrudescence des conflits armés, comme celui en Ukraine. Les préoccupations sécuritaires l'emportent sur les considérations humanitaires, par exemple avec le (re)déploiement des mines antipersonnel, en dépit du traité les interdisant depuis la signature du traité d'Ottawa de 1997 (les pays baltes s'en sont retirés). Il en est de même pour le recours aux bombes à sous-munitions, qui sont employées en plus grand

nombre, tuant en majorité écrasante des civils, en violation d'une convention signée par 124 pays en 2008 (non ratifiée par seize pays, dont la Chine, la Russie et les États-Unis ; tout récemment, la Lituanie s'en est retirée)[152].

L'horloge de l'apocalypse

La publication *Bulletin of the Atomic Scientists*, la revue des savants et politologues qui commentent les actualités sur l'énergie et les armes atomiques et qui décide de l'état du danger que représente la menace nucléaire dans le monde, a décidé le 27 janvier 2026 de réduire à 85 secondes avant minuit l'imminence du danger. Cette horloge existe depuis 1947 et ses aiguilles ont bougé 26 fois dans l'histoire (son écart de 17 minutes avant minuit, le plus éloigné du terme redouté, est survenu en 1991, à la fin de la guerre froide). La décision des savants et des éditeurs de ramener l'écart à moins d'une minute et demie nous met au plus proche de l'apocalypse, dans toute l'histoire de l'horloge. C'est dire le danger que pose le réarmement nucléaire des grandes puissances et leurs déclarations.

1) Les investissements dans la modernisation des armes nucléaires par les États-Unis sont astronomiques et nous ramènent aux pires années de la guerre froide[153]. Ils sont évalués à plus de 1 000 milliards USD sur les dix prochaines années (1,5 milliard sur 30 ans) pour le seul budget américain. Les raisons de cette modernisation sont : le vieillissement des équipements et de l'arsenal ; la modernisation en cours par la

Russie et celle, spectaculaire, de la Chine (en clair, les États-Unis seront confrontés dans ce domaine, pour la première fois de leur histoire, à deux adversaires dotés de milliers d'ogives) ; enfin, l'assurance de sécurité offerte aux alliés, quoique celle-ci soit devenue incertaine après les déclarations de Trump (voir plus loin). La modernisation en cours transformera le visage de la dissuasion nucléaire américaine : un nouveau missile intercontinental sol-sol, mobile et à têtes multiples, un nouveau missile mer-sol également à têtes multiples, embarqué sur des sous-marins lanceurs d'ogives nouvelle génération, et un nouveau bombardier stratégique B-21 furtif. Il est probable que cette modernisation requière la reprise des essais nucléaires, comme l'a annoncé Trump, à la fin octobre 2025, en violation du traité existant[154]. La progression de la Chine, qui dispose actuellement de 500 ogives, mais qui sera en mesure, selon les prévisions, d'en déployer 1 500 d'ici 2035, s'approchera dangereusement des seuils déjà atteints par les États-Unis et la Russie (1 700 autorisées par le traité *New START* de 2010, qui vient à échéance, comme on vient de le souligner, en 2026 sinon 2027[155]…).

2) Parallèlement, et en l'absence de traités qui en limiteraient le développement et le déploiement, les avancées dans le domaine de la défense antimissile et des armes antisatellites sont très inquiétantes[156]. D'une part le projet du « dôme d'or », décidé par décret de l'administration Trump le 27 janvier 2025, vise à doter les États-Unis d'une défense étanche « presque à 100 % » contre toute attaque de missiles balistiques et de croisière, d'où qu'ils proviennent dans le monde – tant durant leur phase d'ascension

que leur phase terminale. Ces milliers d'intercepteurs dispersés sur le territoire américain et dans l'espace (avec des satellites recourant aux armes laser) représentent un coût minimal de 175 milliards USD, qui atteindra sans doute les 500 milliards USD. Non seulement le projet a été vivement critiqué pour son irréalisme, qui rappelle trop l'initiative de défense stratégique tout aussi fictive du président Reagan en 1983, mais également pour ses conséquences en termes de stabilité stratégique. En effet le « dôme d'or » ne pourrait intercepter des centaines, voire des milliers de missiles, et aurait pour effet de fragiliser la dissuasion nucléaire et non de la renforcer : celle-ci repose sur la certitude de représailles en cas d'attaque nucléaire d'une grande puissance contre une autre. D'autre part, le nouveau commandement spatial, créé par Trump en 2019, a pour responsabilité de développer de nouvelles armes antisatellites afin de détruire les satellites militaires ennemis et de protéger les satellites américains, conçus pour servir dans le cadre des moyens envisagés aux fins du « dôme d'or » (40 % d'augmentation budgétaire dans ce seul secteur en 2026). La militarisation de l'espace sera donc en pleine expansion et intégrera les nouvelles technologies d'interception électronique, appuyées par l'intelligence artificielle, sans oublier les moyens physiques traditionnels[157]. Le nombre d'armes antisatellites croîtra exponentiellement.

3) Enfin, il n'y a plus (ou presque) d'accords en vigueur pour freiner et contraindre le développement des armes nucléaires. Les neuf puissances qui en sont dotées ont dépensé l'an dernier près de 100 milliards USD dans la modernisation de leurs

arsenaux (dont la moitié par le Pentagone). En outre, le traité de non-prolifération a été mis à mal par l'attaque des installations nucléaires sur l'Iran de juin 2025. L'avenir est, à cet égard, incertain, dans la mesure où des pays tels que la Corée du Sud ou l'Arabie Saoudite, voire la Pologne ou le Japon (ce qui semblait il n'y a pas si longtemps inimaginable) pourraient être tentés de s'équiper en armement nucléaire afin de satisfaire leurs besoins de sécurité, surtout si les garanties américaines s'estompaient[158]. Des spécialistes estiment même que la prolifération pourrait être une *bonne* chose pour atténuer « l'insécurité Trump[159] ». Dans ce contexte, le commandement des forces nucléaires et l'autorité politique sur celui-ci sont des enjeux cruciaux. « Les décideurs de demain seront-ils aussi prudents que le furent Kennedy et Khrouchtchev pour résoudre la crise des missiles à Cuba en octobre 1962 ? », se demande Jeffrey Goldberg[160]. Que signifiera une crise nucléaire si elle implique trois puissances adverses dotées de la bombe, ce qui serait sans précédent, mais aussi des leaders incompétents comme Trump ? Sans oublier, ce qui n'arrange rien, le recours grandissant à l'intelligence artificielle dans la gestion de l'arsenal nucléaire et aux fins de la dissuasion, surtout si ce nouvel outil, l'IA, permet de localiser avec précision les moyens de représailles ennemis (les sous-marins nucléaires ou les centres de commandement militaire[161]). Enfin, que penser des menaces du recours à l'arme nucléaire comme l'a fait Vladimir Poutine à plusieurs reprises lors de la guerre en Ukraine, pour dissuader les États-Unis d'intervenir ou d'envoyer certains équipements militaires à Kyiv[162] ? D'autant que le tabou nucléaire s'efface avec

le souvenir de son utilisation, il y a 80 ans. Avec les nouvelles technologies, estime un spécialiste, « les anciennes formules de contrôle des armements, essentiellement numériques, ne suffiront plus[163] ». L'appel au désarmement nucléaire du président Obama lors de son discours à Prague de 2009 est définitivement resté lettre morte. Il n'est plus qu'un lointain souvenir.

La gouvernance civilo-militaire

La nouvelle équipe de la Défense, menée depuis un an par le secrétaire Pete Hegseth, est déterminée à changer la culture du Pentagone pour le soumettre aux directives du président Trump. L'objectif est axé principalement sur la volonté de mettre fin à tous les programmes jugés « woke », qui favorisent l'inclusion et la diversité parmi les employés, et de subordonner les prises de position des hauts gradés de l'armée aux politiques dictées par la Maison-Blanche. La « guerre contre les guerriers[164] », pour Hegseth, est le combat contre le « wokisme » au sein des forces armées. Plusieurs aspects des directives présidentielles sont troublants. D'abord, la décision de changer le nom du département de la Défense pour celui de département de la Guerre. Cette annonce a une portée considérable pour l'ordre international, écrit l'éditorialiste du *Devoir*, Marie-Andrée Chouinard, car :

> [E]lle traduit une transformation américaine du pouvoir et de la diplomatie [...] Aux concepts de protection, de réaction et de prudence stratégique, auxquels le mot « défense » renvoie, ce sont les instruments de guerre qu'il a choisis pour naviguer sur les flots houleux de la politique étrangère[165].

Il y a ensuite le retrait annoncé des femmes en matière d'armes et de situations de combat[166], la décision de réinstaller les monuments confédérés, la réduction de certains effectifs civils pour soumettre entièrement la bureaucratie du Pentagone aux objectifs de l'administration, un nouveau système d'acquisition plus performant et moins coûteux[167], le remplacement de nombreux généraux compétents nommés sous Biden par des généraux jugés plus « politiques », donc loyaux en tout temps et ne contredisant pas les décisions du président et du secrétaire à la Défense, une réduction de 20 % des effectifs de généraux et amiraux quatre étoiles[168], enfin l'utilisation des forces armées à des fins domestiques, par exemple la lutte antimigratoire à la frontière avec le Mexique (plus de 6 000 militaires y sont déployées), ou le rétablissement de l'ordre dans les villes américaines (notamment par le déploiement de la garde nationale dans plusieurs villes démocrates). Le Pentagone a d'ailleurs mis sur pied, en août 2025, une force de réaction rapide pour intervenir dans une situation où des émeutes ou des turbulences seraient appréhendées, comme celles de juin 2020 lors des manifestations à la suite de l'assassinat de George Floyd par des policiers de Minneapolis (le recours aux militaires dans ce cas violerait la loi *Posse Comitatus* de 1878[169]).

Ces abus d'autorité, souvent à la limite de la constitution et de la légalité, confirment le vent d'autoritarisme qui souffle depuis la Maison-Blanche et la volonté de celle-ci « d'instrumentaliser les militaires aux fins personnelles de Donald Trump », écrit l'éditorialiste en chef de *La Presse*, Stéphanie Grammond, qui ajoute : « la loyauté envers Trump est plus importante que les

compétences militaires[170] ». Elle rappelle le renvoi du chef d'état-major (qui est noir), et de l'amiral du corps des fusiliers marins (la première femme nommée à ce poste). Tout ceci menace la neutralité de l'armée, conclut-elle. Qu'arriverait-il d'ailleurs si Trump voulait se maintenir au pouvoir en 2028 en exigeant le soutien des hauts gradés qu'il aura tous nommés entre-temps ? Ceux-ci lui obéiraient-ils ou respecteraient-ils la constitution ? La question mérite d'être posée dans la mesure où la dérive autoritaire de Trump est de plus en plus évidente. Et celle-ci détonne sur le rôle normalement attendu des militaires, estime la spécialiste des rapports civilo-militaires Risa Brooks, qui émet cette mise en garde :

> [L]es militaires en uniforme, qui sont résolument non partisans par tradition et selon la loi, seront appelés à *s'*aligner sur les priorités partisanes de l'administration et à faire écho à sa vision idéologique [...] Une armée absorbée par des missions controversées de sécurité intérieure perdra la confiance du public[171].

La volonté de soumettre les hauts gradés de l'armée à la volonté politique présidentielle – et sa croisade contre les « ennemis de l'intérieur[172] », a été illustrée par la rencontre de Trump et de Hegseth avec les quelque 800 généraux et amiraux, tenue à Quantico en Virginie, le 30 septembre 2025. Une telle rencontre est non seulement inhabituelle, mais a constitué un acte de politisation sans précédent des rapports civilo-militaires[173].

Les relations avec la Chine et l'enjeu de Taïwan

S'il y a un consensus au sein du parti républicain et de la classe politique américaine, depuis les années Obama, c'est celui de la

nécessité de contrer la puissance montante qu'est la Chine. Les trois principaux courants qui traversent l'administration Trump et que nous avons analysés (les tenants de la primauté, ceux du pragmatisme et ceux de la priorisation) s'entendent au moins là-dessus. Tous les moyens doivent être mis en œuvre pour endiguer la Chine. D'autant que celle-ci ne se gêne plus pour dénoncer ouvertement l'hégémonie américaine et proposer un ordre international « alternatif » (c'est-à-dire exempt des valeurs occidentales, comme la démocratie ou les droits humains), fondé sur la lutte contre les États-Unis et leur protectionnisme. Guy Taillefer, ancien chroniqueur au *Devoir*, rappelle la mise en garde du célèbre conseiller de Jimmy Carter et grand expert de la géopolitique, Zbigniew Brzezinski, qui avait déclaré en 1997 : « le pire des scénarios serait une grande coalition de la Chine, de la Russie et peut-être de l'Iran, unis par leur détestation commune des États-Unis[174] ». On y est 30 ans plus tard… Le sommet de Tianjin du début septembre 2025, réunissant une vingtaine de pays eurasiatiques (en majorité autocratiques ou illibéraux), dont l'Inde, l'Iran, la Corée du Nord, la Chine et la Russie, a consacré un tournant dans la création « d'un bloc anti-hégémonique » qui fasse contrepoids à l'influence américaine et puisse en contester la primauté[175]. Le président Xi Jinping veut faire de la Chine l'acteur central de la transformation du système international et structurer celui-ci selon les préférences de Pékin[176]. La parade militaire qui s'est déroulée à Pékin dans la foulée du sommet a voulu « présenter la Chine comme un rival militaire redoutable pour les États-Unis[177] ». Xi proclame son objectif : « le but est de repositionner la Chine comme défenseur des règles de l'ordre

mondial de l'après-guerre[178] ». On croirait entendre tous les présidents américains qui se sont succédé depuis 1945, sauf un. Le retour de Trump a accéléré une évolution dans laquelle c'est la menace des États-Unis qui rallie ces pays entre eux pour créer ce bloc géopolitique (le réalignement de l'Inde avec la Chine est l'un des résultats les plus spectaculaires et inquiétants de ce ralliement). Comme l'explique *The Economist* :

> [U]ne nouvelle réalité s'installe. Le spectacle de la Chine à Tianjin aurait été impensable il y a juste cinq ans. La liste d'invités du président Xi ne démontre pas pour l'instant que la Chine mène le monde, mais elle démontre l'ampleur du dommage que Trump fait aux intérêts américains[179].

Deux enjeux stratégiques font par conséquent de l'endiguement de la Chine par les États-Unis une proposition périlleuse pour la sécurité internationale.

1) La Chine perçoit les États-Unis comme une puissance en déclin. Pékin augmente la pression sur les pays de l'Asie de l'est et du sud-est pour accroître sa domination stratégique en mer de Chine méridionale et sur l'archipel du Pacifique. Pékin affirme de plus en plus agressivement sa souveraineté économique sur les récifs et la chaîne insulaire à l'intérieur d'un périmètre maritime grandissant, où se déploient ses flottes (aérienne et navale) ainsi que des installations militaires de toutes sortes, notamment avec la construction de certaines fortifications[180]. Une crise est par conséquent probable et imminente d'ici la fin de la décennie à propos des demandes territoriales que Pékin adresse aux pays visés par ses ambitions expansionnistes, comme le Japon, le Viêtnam, les Philippines ou encore la Malaisie. Tous possèdent une souveraineté reconnue sur

plusieurs de ces îles et récifs. Les politiques de Trump à cet égard sont plutôt incertaines, voire incohérentes : tantôt fermes contre la Chine, tantôt accommodantes envers elle, tantôt dures à l'égard des alliés des États-Unis – de qui elles exigent des concessions commerciales et plus d'investissements en défense, tantôt ouvertes aux compromis. Une entente entre Washington et Pékin pourrait-elle se faire sur le dos des alliés, afin de reconnaître un nouvel équilibre du pouvoir en Asie de l'Est ? Rien ne peut être exclu avec Trump. D'autant qu'il n'a jamais défendu le droit à l'indépendance de Taïwan.

2) Après l'Ukraine, la défense de Taïwan est le sujet sur toutes les lèvres. Pékin voudra-t-il, à brève échéance, envahir l'île, qu'il considère comme son « territoire sacré », ou recourir à la force pour l'encercler avec un blocus qui la contraindrait à obtempérer aux desiderata de la Chine[181] ? Le président Xi Jinping a décidé que les forces armées chinoises seraient prêtes à une offensive militaire en 2027 (Poutine avait aussi annoncé en juillet 2021 sa non-reconnaissance de l'existence de l'Ukraine). La réaction américaine, au-delà du succès ou non d'une telle offensive de Pékin contre Taïwan, reste la question principale : Trump déciderait-il, à l'instar de Biden, d'entrer en guerre contre la Chine pour défendre et sauver Taipeh ? Nombre d'experts en doutent. Le spécialiste de la géopolitique Ian Bremmer pose la question :

> [S]i Trump ne prend pas les risques et n'assume pas les coûts d'une aide à l'Ukraine pour repousser l'invasion russe, quelle confiance peut avoir Taïwan que Trump engagera les troupes américaines et l'argent des contribuables pour défendre un « allié » qui se trouve à des milliers de miles des côtes américaines[182] ?

En outre, les États-Unis seront-ils en mesure de dissuader la Chine si les pays d'Asie se rallient davantage à Pékin qu'à Washington ? Les plus importants exercices militaires chinois autour de l'île, comme ceux de décembre 2024 et d'avril 2025, impliquaient à chaque fois une vingtaine de navires de guerre et 50 à 70 avions de chasse. Sont-ils un prélude à l'offensive tant redoutée, ou des tests en vue d'une invasion planifiée[183] ?

Une attaque contre Taïwan ou un blocus du détroit de Taïwan seraient un événement dévastateur pour l'économie mondiale (du moins celle des semi-conducteurs), les routes commerciales, l'avenir de la démocratie dans le monde et la dissuasion en Asie de l'Est. Elle renforcerait beaucoup la puissance et le poids de la Chine sur l'ordre international et ferait reculer la force maritime des États-Unis. Le danger d'un tel scénario est si grand que les décideurs du Pentagone, au premier chef le sous-secrétaire responsable des politiques Elbridge Colby (en principe un « *prioritiser* »), estiment qu'il faut redéployer les moyens militaires américains, actuellement en Europe et au Moyen-Orient, vers le théâtre du Pacifique. En même temps, Trump ne parle pas, comme Biden, de « menace existentielle » à propos de Taïwan, pour appuyer et justifier sa demande de plus grands investissements de l'île dans sa défense. Le président (de même que Colby) a estimé à 10 % du PIB le seuil que Taipei devrait atteindre, mais qui n'est actuellement qu'à 3,3 %. Il a même été jusqu'à suspendre temporairement son approbation d'une aide militaire de 400 millions USD en septembre 2025 – une première significative, encore, dans les rapports entre Washington et Taipeh[184]. Il se ravisera 3 mois plus tard en annonçant 8 contrats

de vente d'équipements militaires pour un total de 11,1 milliards USD. Si les États-Unis n'intervenaient pas, conclut la conférence annuelle de Shangri-La, à Singapour, en juin 2025, personne d'autre n'interviendrait, ni le Japon, ni l'Australie, ni les Philippines, ni la Corée du Sud[185]. D'où l'importance cruciale pour Taïwan de la *pax americana*. Mais celle-ci sera-t-elle au rendez-vous ? Le vacillement américain sur cet enjeu demeure inquiétant[186]. D'autant que la stratégie américaine qui a prévalu jusqu'à ce jour a tenu dans le déploiement des moyens maritimes suffisants, défensifs et offensifs, pour enrayer sinon détruire une offensive navale, terrestre et aérienne chinoise. Sans eux, estime la spécialiste Sarah Payne, les États-Unis peuvent dire adieu à leur prétention d'être une puissance géopolitique planétaire, et à leur influence pour réguler l'ordre mondial[187]. Les exercices américains en Asie de l'Est et du Sud visent à maintenir cette prétention, mais celle-ci apparaît moins assurée, compte tenu des progrès importants de la marine chinoise et de la menace sérieuse que posent les missiles sol-mer chinois contre les navires américains[188]. De toutes les manières, c'est Trump qui décide au final de l'attitude de Washington face à la Chine et qui détermine le sort des États-Unis en Asie.

L'avenir de l'alliance atlantique, des relations avec la Russie et du conflit en Ukraine

Ian Bremmer redoute la perspective d'une abdication américaine en tant que chef de file du système international, qu'il prédisait

depuis plusieurs années dans son infolettre, sous le titre évocateur : *GZero Daily* [Global Zero Leadership][189]. Une telle récession géopolitique serait, selon lui, catastrophique, non seulement en Asie de l'Est, mais en Europe. D'où l'importance de préserver l'OTAN et de trouver, pour l'Ukraine, une fin de la guerre qui ne soit pas favorable à la Russie. Tous les Européens – et les Canadiens – sont à peu près d'accord sur ces objectifs, tous, mais un Américain s'obstine, celui dont l'avis compte le plus : Trump. Son imprévisibilité sur le plan diplomatique et sa propension à se comporter tel « l'homme fou » qui change d'idée à tout propos contribuent à la désintégration de l'ordre qui prévaut depuis 80 ans (y compris en Europe). On assiste, pour citer l'International Crisis Group (ICG), à « un changement paradigmatique. La question est de savoir si celui-ci se concrétisera aux tables de négociations ou sur les champs de bataille[190] ».

Les rapports transatlantiques

La conception, chez Trump, des relations entre les États-Unis et leurs alliés repose sur sa conviction que ceux qui l'appuient recevront sa protection et son soutien, tandis que ceux qui le critiquent ou ne l'appuient pas se buteront à son immense, persistante et résolue irritation. Pensons au Danemark, qui n'a pas apprécié sa volonté d'acquérir le Groenland[191], ou au Canada qui a maille à partir avec les tarifs douaniers qui lui sont imposés. Amadouer le chef de la Maison-Blanche est clairement un sport extrême, un objectif qui s'avère aussi vital dans les

chancelleries occidentales que celui de dissuader la Russie d'une attaque contre l'un de leurs pays. Convaincre un président foncièrement transactionnel de l'importance de la solidarité et de défendre ses alliés n'est pas une mince tâche. Comme on le constatera, conserver aussi son engagement envers l'Ukraine relève d'un défi quotidien, surtout quand il préfère exercer ses pressions sur Zelensky plutôt que sur Poutine. La hausse des budgets militaires des pays membres de l'OTAN n'est pas seulement une décision destinée à plaire à Trump : elle vise à protéger l'Europe, au pire des cas, sans les États-Unis. Quand on considère que l'économie russe ne représente que 5 % de celle de l'OTAN, il devrait théoriquement être possible pour l'organisation de se débrouiller sans une participation américaine directe. Le hic est que cela est inenvisageable dans la réalité, tant l'apport des États-Unis demeure incontournable et crucial[192].

Toute l'incertitude repose ainsi sur l'engagement des États-Unis à maintenir les relations transatlantiques et à défendre l'Europe. Or, à cet égard, « les États-Unis ne sont plus un partenaire fiable ou de bonne foi pour les leaders européens [...] et le problème est que le continent est paralysé sans le leadership américain », écrit avec justesse Ian Bremmer. Il ajoute après la publication de la « stratégie de sécurité nationale », en décembre 2025, que « Washington considère désormais l'Union européenne comme un problème qu'il faut résoudre et non comme un allié qu'il faut appuyer[193] ». En outre, les prises de position de Trump, souvent favorables à celles de Poutine, représentent une menace constante pour les dirigeants européens. Preuve en est leur

réaction immédiate après le sommet d'août 2025 entre les deux chefs d'État à Anchorage : ils se sont précipités à Washington avec le président ukrainien pour plaider leur cause auprès de Trump. Les alliés s'inquiètent davantage encore de l'éventualité que le soutien matériel des États-Unis, plutôt hésitant et un jour peut-être illusoire, ne remette alors en question les valeurs (leur soutien idéel) qui sont au cœur des relations transatlantiques : par exemple la coopération, la confiance, la diplomatie, le libre commerce, le modèle démocratique – valeurs pourtant considérées comme acquises avant Trump. La méfiance prévaut désormais. Un rapport récent du service de renseignement militaire danois va jusqu'à déclarer que « les États-Unis représentent une menace potentielle pour la sécurité nationale du pays et celle de la région[194] ». Cette déclaration provient d'un allié fidèle de Washington.

Le journaliste David Sanger cite la professeure Kori Schake : elle se demande qui, en l'absence de valeurs communes, « nous aidera pour des opérations essentielles à la sécurité des États-Unis, ou qui va sympathiser avec nous s'il y a un autre "11-Septembre", au vu du comportement du gouvernement américain[195] ? ». Il n'est pas exagéré d'affirmer que le chef de la Maison-Blanche constitue le plus grand écueil pour la survie de ces relations, et pour l'Europe, depuis 1945. Se pourrait-il que celle-ci se « dé-américanise », va jusqu'à s'interroger le *New York Times*[196], non sans raison et d'autant plus que le processus est en cours. Au printemps 2025, comme nous l'écrivions, seuls 28 % des individus sondés dans une dizaine de pays européens estimaient l'allié américain « fiable » ; ils étaient 75 % à le penser

un an auparavant[197]. Les rapprochements entre pays européens, les accords avec de nouveaux partenaires pour leurs fournitures militaires, le projet de protection nucléaire du territoire de l'OTAN par la France et la Grande-Bretagne, et des réunions plus fréquentes des dirigeants européens, sans Trump, sont la preuve que les choses changent et que les États-Unis sont désormais considérés par les Européens comme, plus ou moins, des ennemis[198].

L'état des alliances : OTAN, Asie

Sans doute l'Europe, affirme un éditorial du périodique *The Economist*, requiert-elle un plan pour assumer la responsabilité de l'OTAN[199]. Mais il lui faut entre-temps garder monsieur Trump dans ses bonnes grâces (le secrétaire général Mark Rutte l'a d'ailleurs surnommé « *Daddy* » lors du sommet du 24 juin 2025). Une façon de faire est de lui donner ce qui lui importe le plus, à savoir plus d'engagement dans l'augmentation des budgets militaires de la part des pays européens membres de l'OTAN, et du Canada. Ceux-ci ont prévu cette augmentation, à hauteur de 5 %, d'ici 2035[200]. Le budget actuel consenti par les pays européens au sein de l'OTAN est de 509 milliards USD (un peu plus de 2 % de leur PIB à la fin de 2025[201]). Cette somme devra au moins doubler pour atteindre 5 %, un objectif faramineux. Heureusement, il n'a pas été question d'un quelconque retrait de troupes et d'équipements militaires américains du théâtre européen, pour le moment. Il n'a pas été question non plus de la Chine, étonnamment. Le débat reste donc entier sur la capacité

de l'Europe à se défendre sans les États-Unis[202]. « Le protecteur américain redoute d'être piégé, le protégé européen craint l'abandon[203] », selon une formule consacrée qui est encore plus d'actualité avec Trump. Si le président russe décidait d'une autre attaque contre, cette fois, un pays membre (par exemple un pays balte), l'OTAN privée des États-Unis pourrait-elle contenir et refouler une telle attaque ? Dans la réalité actuelle, la réponse courte est non, avec pour conséquence « qu'une absence américaine des zones de combat renforcerait l'influence russe sur l'Europe[204] ». On a eu un avant-goût de ce débat lors de la panique causée par l'attaque russe de drones sur la Pologne, les vols suspects de drones sur plusieurs aéroports européens, et les incursions d'avions de chasse russes dans le ciel de l'Estonie en septembre 2025. Trump peinait à prendre la défense de Varsovie, puis il s'est ravisé en incitant les membres de l'OTAN à abattre les avions russes en cas de récidive, ce qui constituerait toute une escalade.

Les défis pour l'OTAN sont de taille : renforcer les forces de réaction rapide provenant des membres européens jusqu'à 100 000 soldats en 10 jours et 200 000 en 30 jours ; interopérabilité entre les forces strictement européennes ; beaucoup plus d'équipements produits en Europe (munitions, chars, pièces d'artillerie, missiles, avions de chasse, drones, radars, entre autres). À quoi s'ajoute, nous l'avons vu, le partage ou l'extension de la dissuasion nucléaire française et britannique pour garantir la sécurité des membres de l'OTAN[205] et, enfin, un plus grand engagement des nouveaux membres nordiques (Suède et Finlande) pour assurer la défense du flanc nord.

Encore une fois le dilemme reste entier, car « sans les troupes américaines, les Européens peineront à atteindre ces objectifs, à moins d'investir encore plus », conclut le chef du comité militaire de l'organisation de défense[206]. Le comportement de Trump oblige à admettre désormais l'indépendance de l'Europe au sein de l'OTAN, mais d'ici à ce qu'elle l'acquière dans les années à venir, elle demeure, aux dires de l'ancien secrétaire Anders Rasmussen, « dans un état de vulnérabilité existentielle et essentiellement toute seule[207] ». Rien de rassurant.

Il n'y a pas d'organisation équivalente à l'OTAN en Asie de l'Est et du Sud-Est. Ce sont essentiellement des accords bilatéraux qui cimentent les relations de défense entre les pays du Pacifique et les États-Unis. C'est le cas de pays alliés, tels le Japon, la Corée du Sud ou encore les Philippines. Les États-Unis y disposent de bases aériennes et navales, et même de postes de commandement, qui leur permettent un stockage d'armes et un déploiement de troupes dont la mission première est de dissuader la Chine tout en maintenant la domination américaine sur les routes maritimes. Par ailleurs, de nouvelles alliances, telle l'alliance tripartite AUKUS (Australie, Grande-Bretagne, É.-U.), mise sur pied il y a cinq ans sous Biden, sont fragilisées par les réticences de l'administration Trump à exporter la technologie des sous-marins nucléaires en Australie. Le même sort et la même incertitude guettent le « Quad », une association quadripartite fondée il y a près de 20 ans entre les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde, qui fut mise sur pied pour contrer les ambitions militaires de la Chine. Le refroidissement des relations est particulièrement notable entre Washington et New Delhi. Les

rencontres du quatuor se font rares sous Trump, hormis une brève cérémonie de reprise de contact en janvier 2025, mais rien de concret depuis. Il n'y a pas d'alliance formelle en vue : « des rayons de roue sans moyeu », comme ironise *The Economist* pour parler des accords de sécurité entre les États-Unis et leurs alliés en Asie[208].

Les moyens financiers ne sont pas suffisamment au rendez-vous, selon Trump, qui ne cesse de le rappeler aux partenaires de l'Asie de l'Est comme il le fait avec ceux de l'OTAN. Ainsi, les budgets de défense des cinq principaux alliés de Washington dans la région (Japon, Corée du Sud, Philippines, Thaïlande et Australie) équivalent à moins de la moitié du budget militaire chinois. L'administration Trump exige davantage, au moins 150 milliards USD de plus – par année – sans parler de Taipei, à qui elle demande un investissement égal à 10 % de son PIB (prévu pour atteindre 3 % en 2026). Elle exige enfin qu'ils s'engagent davantage pour endiguer la Chine et défendre Taïwan, ainsi que pour soutenir financièrement les forces armées américaines déployées sur leur territoire (notamment au Japon et en Corée du Sud, et, en plus grand nombre bientôt, en Australie et aux Philippines), en défrayant les coûts à un meilleur niveau et en acceptant une hausse du coût d'acquisition des armes qui servent à les défendre[209].

Le retour des sphères d'influence ?

De nombreux observateurs des relations internationales pensent que la géopolitique est entrée (ou retournée) dans une

ère de (re)constitution des blocs et des sphères d'influence. Une ère qui a connu une longue histoire au cours des siècles et qui a constitué la principale raison des conflits majeurs et des guerres dans le monde. Est-il possible que l'on revive ces temps ? Les avis sont partagés, quoique le seul fait de poser la question évoque, en soi, tout un recul des relations internationales. D'une part, les sphères d'influence sont régulées par une grande puissance dans sa région limitrophe, d'autre part, elles reposent essentiellement sur la projection de la force et de la puissance dure. La notion de « sphères » rappelle Yalta en 1945, quand les États-Unis et la Russie se sont partagé l'Europe. Le même sort attend-il l'Ukraine si Trump accepte, 80 ans plus tard, la même logique ? La Russie va-t-elle réussir à conserver sa mainmise sur une part (réduite) de l'Europe et de l'Asie centrale ? La Chine va-t-elle concrétiser ses ambitions territoriales en mer de Chine méridionale et face à Taïwan ? Les États-Unis souhaitent-ils vraiment reprendre le contrôle du canal de Panama, dominer ouvertement le Venezuela, ou acquérir le Canada et le Groenland ? James Monroe se réincarne-t-il en Trump deux cents ans plus tard, comme le laisse penser la nouvelle « stratégie de sécurité nationale » de décembre 2025[210] ?

On aurait cru au contraire, après la fin de la guerre froide, que les sphères d'influence et les blocs géopolitiques seraient chose du passé – et ce, en raison de la propagation de la démocratie, de l'interdépendance économique et des institutions internationales, toutes associées à l'ordre mondial libéral. L'invasion de l'Ukraine nous ramène, hélas, aux luttes géopolitiques du 19e siècle. Elle nous rappelle que « le recours à

la force sert les intérêts nationaux » et qu'une grande puissance peut « trouver normal d'agir encore de la sorte », écrit Monica Duffy Toft[211]. L'idée selon laquelle la conquête territoriale serait chose du passé en sortirait, au contraire, diminuée[212]. Si ces deux évolutions (re)deviennent la norme, alors un monde multipolaire sera indéniablement plus dangereux et instable que durant la guerre froide.

Le retour des sphères d'influence est accompagné par celui des blocs géopolitiques. On en distingue trois aujourd'hui : un bloc occidental qui se maintient tant bien que mal, malgré Trump ; un bloc eurasiatique autocratique et anti-occidental mené par la Chine et la Russie et plusieurs membres des BRICS ; enfin, le groupe des États pivots, qui comprend notamment le Brésil, l'Argentine, l'Afrique du Sud et l'Inde, associés au *Sud global*[213]. La caractéristique de ces derniers est d'être parfois non alignés, tantôt « multi-alignés » sur l'un des deux autres blocs, au gré de leurs préférences. Ce qui condamne à terme le maintien de l'hégémonie libérale américaine. Il est tentant pour le président américain d'imiter la prouesse géopolitique d'un Kissinger il y a plus de 50 ans, qui cherchait à diviser ses adversaires. Kissinger, au début des années 1970, avait réussi à recruter la Chine dans le camp américain pour s'opposer à l'URSS. Or, certains détectent la même volonté nostalgique aujourd'hui chez Trump : devenir un « Kissinger inversé » en amadouant Poutine afin de contrer la Chine. Cette vision est cependant irréaliste et incomparable avec la situation de jadis : Moscou et Pékin sont bien plus proches en 2026 qu'ils ne l'étaient en 1966, alors qu'un conflit couvait entre les deux géants communistes. Trump peut bien déclarer,

comme il l'a fait dans le bureau ovale en mars de l'an dernier « qu'il est un étudiant de l'Histoire et qu'il a tout vu », il énonce une analogie historique qui ne tient pas la route[214]. Une telle « initiative Kissinger » ne peut réussir dans le contexte géopolitique actuel[215]. Il est concevable en revanche que le président américain veuille et puisse se rapprocher à la fois de Moscou et de Pékin afin de (re)créer une sorte de concert des grandes puissances, soit une collusion et une gestion commune entre elles des enjeux de sécurité, qui consacreraient l'abdication finale du leadership américain au sein du bloc occidental[216]. Autant la vision, chez Trump, est celle de la compétition avec Pékin et Moscou, autant il admire les autocrates, ce qui rend imprévisible son comportement envers les grandes puissances. Une chose est sûre : les sphères d'influence et le bloc eurasiatique sont là pour durer, au moins jusqu'à la fin de sa présidence, et tant que Xi et Poutine restent au pouvoir.

Les rapports avec la Russie

En ce sens, il est utile de rappeler que Trump estime être le maître des négociations et que rien ne flatte plus son ego que de conclure des « *deals* » (et, par la même occasion, s'enrichir si possible). Ainsi s'explique sa revendication d'avoir réalisé plusieurs accords entre pays pour mettre fin à des conflits (Arménie et Azerbaïdjan, Inde et Pakistan, Rwanda et République démocratique du Congo (RDC), Syrie et ses voisins, entre autres), même s'il n'est, en fait, que peu ou pas responsable de leur aboutissement. « D'ailleurs, ses "*deals*" s'avèrent éphémères, car

ils ne résolvent pas les désaccords fondamentaux », conclut *The Economist*[217]. Qu'importe, le chef de la Maison-Blanche veut être perçu comme l'homme de la paix qui mérite le prix Nobel. Il n'hésite pas à prétendre : « je suis doué pour résoudre des guerres. Je suis doué pour faire la paix[218] ». On peut comprendre sous cet angle son intérêt et son empressement à conclure des accords, en toutes situations et avec tous les pays, y compris ceux qui sont des adversaires déclarés des États-Unis, comme l'Iran et la Corée du Nord.

On a, en revanche, de la difficulté à comprendre sa volonté de s'entendre à tout prix, ou presque, avec la Russie, pour mettre fin à la guerre en Ukraine. Trump change d'idée à propos de Poutine comme il change de chemise : tantôt il lui sourit et lui tend la main, comme lors du sommet d'Anchorage, tantôt il le menace de sanctions sévères s'il n'y a pas de cessez-le-feu en Ukraine (comme il l'a fait avant et depuis le sommet). Tantôt il manifeste son admiration et son empathie envers le leader russe, tantôt il proclame son irritation et sa désapprobation face aux images des attaques russes diffusées à la télévision, ou celles dont lui parle la Première Dame, excédée[219]. En réalité, malgré les ultimatums de Trump, l'économie russe est très peu vulnérable aux sanctions américaines, sauf celles qui affectent ses exportations de pétrole et de gaz naturel. Les sanctions « secondaires » contre la Chine et l'Inde (qui a été frappée de surtaxes douanières de 25 %) pourraient et pourront faire très mal à Moscou. Le hic est qu'elles sont appliquées inégalement et irrégulièrement. La raison de cette frilosité est sans nul doute attribuable à la volonté de Trump de ne pas irrémédiablement

froisser Poutine. Veut-il garder les canaux de communication ouverts et constants, afin de régler le conflit ukrainien ? A-t-il un plan d'entente stratégique avec lui pour contrer la Chine ? A-t-il peur de lui en raison d'un chantage de la part du chef du Kremlin (le vieux scandale sexuel du « Kompromat », selon lequel Trump aurait eu des relations avec des prostituées, filmées par le KGB, lors du concours de miss univers à l'hôtel Ritz-Carlton à Moscou en novembre 2013, bien que ces allégations n'aient jamais été prouvées[220]) ? Il est impossible encore de résoudre cette énigme, d'autant que Poutine est un joueur de poker redoutable et qu'il sait mieux que quiconque comment manipuler Trump par la flatterie, les propositions chocs, et les offres lucratives[221]. Toujours, ou presque, à l'avantage du leader russe.

Les deux chefs d'État se sont entretenus par téléphone plusieurs fois, et longtemps. Ils se sont aussi rencontrés en personne à Anchorage, pour la première fois depuis leur sommet de 2019 à Helsinki. Les affinités entre eux sont évidentes, notamment sur le plan idéologique. Elles reflètent leur attachement à certaines valeurs nationalistes, voire suprématistes – le rapprochement entre la droite évangélique américaine au sein de MAGA et le nationalisme russe promu par Poutine est assez révélateur (comme l'a démontré la visite spectaculaire de Tucker Carlson à Moscou en février 2024)[222]. Tous deux rejettent l'agenda libéral des relations internationales. On peut deviner ce que recherche réellement Poutine : une reconnaissance de sa légitimité internationale par Trump (tandis qu'il a été accusé de crimes de guerre par la Cour pénale internationale) ; la levée des sanctions contre son pays ; des accords commerciaux et énergétiques ; et,

idéalement, un compromis entre lui et Trump sur l'Ukraine, par-dessus la tête de Zelensky. Tout en faisant oublier l'ingérence russe dans les élections de 2016 qui a, sans nul doute, contribué à faire élire Trump alors que celui-ci a toujours nié cette ingérence (voir sur celle-ci le rapport Mueller divulgué durant la première administration[223]).

Que recherche Trump ? Selon ses dires, « éteindre les incendies partout dans le monde » et « être l'artisan de la paix ». Au contraire, juge Fabien Deglise, « Donald Trump ne semble pas très bien comprendre les motivations et les objectifs de ses amis autocrates et radicaux, avec qui il a toujours cru pouvoir discuter entre grands et forts pour mettre un terme à ces conflits [Ukraine et Gaza] ». Deglise conclut avec raison à « un jeu de dupes dont Trump sort perdant [alors que ses amis] poursuivent leurs sombres desseins tout en laissant croire qu'ils l'écoutent »[224]. François Brousseau, pour sa part, résume en quelques mots, et fort justement, l'effet Trump : un « show de boucane[225] ».

Le sort de l'Ukraine

Quatre moments forts marquent l'évolution de la politique de l'administration Trump face à l'Ukraine. Le 28 février 2025, la première visite de Zelensky à Washington se déroule très mal et le monde entier est témoin de l'humiliation sans précédent que subit le dirigeant ukrainien de la part du vice-président des États-Unis[226]. Le 15 août de la même année, se déroule le sommet d'Anchorage entre Poutine et Trump, où celui-ci déclare avoir

« compris les doléances » du président russe, ce qui ne manque pas d'engendrer un mouvement de panique parmi les alliés occidentaux[227]. La semaine suivante, le 18 août, cinq chefs d'État européens ainsi que la présidente de la Commission européenne et le secrétaire général de l'OTAN accompagnent Zelensky à la Maison-Blanche pour obtenir de Trump son appui à un cessez-le-feu qui garantisse, notamment, la sécurité de l'Ukraine[228]. Le 21 novembre 2025, enfin, un nouveau plan de paix américain est présenté ; il est jugé irrecevable par l'Ukraine et ses alliés mais, dès la fin de ce même mois, une version amendée prend en compte les objections de Kyiv. Ce plan est toujours à l'étude au moment d'écrire ces lignes, et toujours refusé par Moscou.

Les espoirs de paix demeurent, quoique la Russie refuse de négocier une résolution du conflit directement avec le président ukrainien[229]. L'incertitude plane, car, au-delà des promesses de défense de l'Ukraine et du déploiement envisagé de troupes européennes, la façon dont le territoire ukrainien bénéficierait de garanties de sécurité équivalentes à celles de l'article cinq de l'OTAN n'est pas établie. En outre, Trump a exclu de déployer des soldats américains en sol ukrainien, ce qui ne manque pas de diminuer la valeur de ces garanties[230]. Encore faudrait-il que survienne un accord préalable, ce qui est encore loin d'être accompli. En effet, quelles solutions envisager pour une paix en Ukraine ? Accorder à la Russie les territoires qu'elle a conquis, voire plus ? C'est très improbable. Garantir que l'Ukraine sera un pays neutre, en partie désarmé, et qui ne sera jamais admis dans l'OTAN, afin de rassurer Moscou ? Cela, par contre, semble très probable. Remettre à plus tard l'adhésion de Kiev à l'UE ? Voilà

qui est très incertain. Quel compromis le Kremlin est-il prêt à consentir pour convaincre Zelensky et ses alliés européens ? Trump les écoutera-t-il finalement ou les ignorera-t-il pour s'entendre directement (ou discrètement) avec Poutine[231] ? Ou, à l'inverse, se fâchera-t-il avec celui-ci et fera-t-il pleuvoir les sanctions contre la Russie et livrera-t-il des armes à l'Ukraine, comme la promesse (non tenue) de livrer à celle-ci des missiles Tomahawks, pour finalement adopter une politique similaire à celle de son prédécesseur ? Voudra-t-il faire plier Zelensky pour lui faire accepter des concessions, ce qui équivaudrait à une trahison, ni plus ni moins, de Trump envers l'Ukraine ? Celui-ci a déjà négocié, le 30 avril 2025, un accord qui donne aux Américains l'accès aux minéraux critiques et aux métaux rares ukrainiens. Quel autre compromis faudra-t-il encore ? Quel est le plan de match, s'il y en a un ?

Dans tous les cas de figure, Trump ne pouvait évidemment pas régler la guerre en Ukraine « en 24 heures » comme il l'avait promis durant la campagne électorale, ni en 24 jours et sans doute pas en 24 mois – à moins de céder aux conditions de Poutine malgré les objections de Zelensky. Les pressions sur Moscou de la part de Washington ne sont pas, pour l'instant, au niveau de celles exercées par l'administration Biden. L'une des plus grandes différences entre celui-ci et Trump, au-delà de leurs visions divergentes du conflit, est la réticence du second à vouloir aider l'Ukraine à la hauteur des promesses du premier[232]. Par exemple, le sous-secrétaire Colby a refusé en juin 2025 la demande d'armes offensives acheminée par Kiev[233].

Le financement et l'exportation des armements requis pour l'effort de guerre de l'Ukraine se sont taris et ne sont compensés que par la contribution supplémentaire consentie par les alliés européens et canadien. Fidèle à l'adage de Yogi Berra, Trump ne finit jamais de nous surprendre et c'est très vrai sur l'Ukraine. En marge de la réunion de l'ONU en septembre 2025, il a affirmé que « l'Ukraine, avec l'aide de l'Union européenne et de l'OTAN, peut récupérer tout le territoire perdu au profit de la Russie ». David Sanger, le célèbre chroniqueur du *New York Times*, se demande : « A-t-il changé soudainement ses allégeances, ou se lave-t-il les mains du conflit ukrainien en cherchant à s'en désengager ? »

La complaisance de Trump envers Poutine, son ouverture à une négociation d'échange de territoires, sa détermination à agir tel un médiateur, manifeste encore lors du sommet d'Anchorage ou lors du dépôt du nouveau plan de paix, ont-elles finalement atteint leurs limites ? Souhaite-t-il vraiment que l'Ukraine gagne la guerre ? Rien n'est moins sûr. « Comme souvent avec les déclarations de politique étrangère de Trump, il est difficile de deviner ce qu'il pense réellement, et impossible d'assurer qu'il ne changera pas encore d'avis. Il est tout sauf constant », rappelle Sanger, qui conclut : « ses positions sont davantage guidées par l'irritation [...] que par une analyse stratégique[234] ». Les volte-face trumpiennes furent encore mises en évidence le 17 octobre 2025, quand le président tenta en vain de convaincre Zelensky d'accepter un cessez-le-feu, de céder à la Russie les territoires du Donbass qu'elle avait conquis, et refusé, pour le moment, d'exporter en Ukraine des missiles Tomahawk d'une portée de

1 600 kilomètres[235]. Elles furent encore plus spectaculaires un mois plus tard, lors de l'annonce d'un plan de paix en 28 points qui aurait consacré la capitulation de l'Ukraine[236].

En particulier, l'obtention de tout le Donbass par la Russie, une amnistie pour tous les crimes commis, la garantie que l'Ukraine ne joindrait jamais l'OTAN, serait neutre et réduirait considérablement ses effectifs militaires permirent aux « mauvaises langues » d'affirmer que ce plan avait d'abord été concocté au Kremlin puis validé par l'envoyé spécial américain Steve Witkoff. Celui-ci, qui avait ainsi fait preuve d'un amateurisme évident, dut revoir complètement son plan pour le soumettre à nouveau quelques jours plus tard (désormais articulé en 19 points). « Un accord à tout prix », « Munich 1938 », « trahison », « le pire des sapins », commentent les observateurs qui concluent à l'ineptie de la diplomatie trumpienne[237]. D'autres y voient plutôt une volonté cynique, et opportuniste, du clan Trump : faire des affaires lucratives avec Moscou, notamment en Arctique, et tirer profit de l'extraction des métaux rares en Russie et dans la zone polaire[238]. La géopolitique au service d'intérêts financiers mafieux ? Sans doute, dans la mesure où ni le département d'État ni les alliés européens et canadien n'étaient informés des tractations entre Witkoff et son homologue milliardaire russe Kirill Dmitriev, grand ami de Poutine. Ils n'avaient pas eu connaissance non plus de la levée de certaines sanctions américaines contre des pétrolières russes au début de décembre.

Clairement, la gestion de ce conflit qui a ouvert sa quatrième année en février 2026 est entrée dans une nouvelle phase. Simon Shuster résume : « Tandis que Trump souhaite la fin de la guerre, il semble garder toutes les carottes pour la Russie et brandir tous les bâtons à l'Ukraine[239]. » Trump, finalement, semble plus dangereux pour Zelensky que pour Poutine, ce qui revient à un renversement complet de situation par rapport à l'administration Biden. « Ses instincts penchent constamment vers l'accommodement des grandes puissances, comme lorsqu'il déclare que l'Ukraine "n'aurait jamais dû initier la guerre" et "aurait dû chercher un compromis"[240]. » Pourtant, fait à noter, quelque 60 % d'Américains continuent d'appuyer l'Ukraine (y compris l'adhésion de celle-ci à l'OTAN). Il n'empêche qu'il n'y a guère de motifs pour se réjouir sur les possibilités futures, conclut la spécialiste des conflits de la région, la professeure Aurélie Campana, qui écrit :

> [S]ans véritable pression sur la Russie, l'initiative de Trump [pressé d'en finir avec le dossier ukrainien] mènera à une nouvelle impasse. Sans véritables garanties de sécurité pour l'Ukraine, toute paix négociée risque de conduire à une résurgence du conflit dans les années qui viennent[241].

Un tel résultat ne serait en rien conforme à l'art du « *deal* » que Trump se vante tellement de maîtriser.

CHAPITRE 4

La défiance Trump

La politique étrangère « personnalisée » et autoritaire du président Trump se traduit dans les faits par une défiance généralisée et des assauts constants contre les fondements politiques et économiques des relations internationales, visant particulièrement des institutions et des normes qui aident à régir celles-ci. L'ordre mondial est à un point de bascule en raison du travail de sape et d'érosion systématique qu'il subit. D'une part, les fondements démocratiques sont fragilisés par des reculs passés et présents que les deux présidences Trump auront contribué à alimenter. D'autre part, les normes de fonctionnement du système international sont mises à mal à cause du rejet par les États-Unis des règles et des institutions qu'ils ont eux-mêmes créées après la Seconde Guerre mondiale. La *pax americana* ne peut perdurer en l'absence d'un ordre mondial qui serve l'intérêt américain. Or, comme on l'a vu, cet ordre échappe peu à peu à l'hégémonie des États-Unis sur le plan de la sécurité. Il faut craindre qu'il en aille de même sur le plan économique, avec un protectionnisme commercial qui, loin de renforcer la puissance américaine, l'affaiblira. La défiance Trump, tant sur le plan normatif que commercial, aura pour

effet, et comme risque, à terme, de faire des États-Unis une nation « dispensable » (et non indispensable comme ils se sont perçus depuis 80 ans).

L’érosion des normes dans le monde

Les normes contemporaines du système international ont été largement conçues par des démocraties, au premier chef par les États-Unis. Sans l’ordre libéral mondial qui a prévalu depuis huit décennies, l’ONU, les institutions financières (FMI ou OMC), le système juridique fonctionnel (CIJ ou CPI) n’existeraient pas, pas plus que les valeurs centrales qui, peu à peu, ont pris de l’importance, telle la règle tacite d’inviolabilité des frontières. Sans un tel ordre, l’exception devient la règle et se traduit par davantage d’anarchie dans le système international, de quête de puissance et de volonté de recourir à la force. Sans prévalence de la démocratie, la paix sera moins assurée et les règles de droit encore plus mises à l’épreuve. C’est le grand danger qui nous attend en l’absence de *pax americana* : moins de *pax democratica* et moins d’ordre international.

La récession démocratique

Les reculs des droits démocratiques, de la démocratie en général, sont observables depuis une dizaine d’années, sur l’ensemble de la planète et chez son chef de file démocratique que sont les États-Unis. Si le régime politique américain délaisse son caractère démocratique, les régimes politiques dans le

monde le seront moins aussi. Les données démontrent que la démocratie recule, l'autocratie avance et les États-Unis basculent. Les présidences de Trump sont en partie responsables de l'accélération de ces tendances.

1) Les chiffres divulgués par l'Economist Intelligence Unit (EIU), qui publie en février de chaque année son *Democracy Index*, sont limpides et démontrent que la chute démocratique s'accélère. Le nombre de démocraties dites « à part entière » ou « imparfaites » est de 74 en 2024, avec une moyenne mondiale de l'indice de démocratie se situant à 5,17 sur 10, tandis qu'il se trouvait il y a dix ans à 5,55, un glissement inexorable et continu, d'année en année[242]. Le rapport de l'EIU conclut que « la démocratie, sur le plan mondial, est aujourd'hui dans son plus mauvais état, au vu des deux décennies d'histoire de notre index[243] ». En effet, si 30 % de la population dans le monde vit dans une démocratie, 29 pays seulement regroupant 13 % de la population mondiale habitent des démocraties « à part entière » (avec une note de 8 ou plus sur 10). Ceux-ci étaient au nombre de 44 en 2009. À l'inverse, plus d'une centaine de pays, soit 70 % de la population mondiale (46 % du PIB de la planète), sont dirigés par des régimes autocratiques et illibéraux où les droits et libertés sont violés et réprimés[244]. Il est stupéfiant de constater que 45 pays se sont éloignés de la démocratie dite « à part entière » en 2025. Clairement, un nouvel ordre international, illibéral, a le vent en poupe et stimule la coopération entre les pays autoritaires[245]. Les États-Unis se situent pour leur part au 28^{e} rang sur 167 pays, comme « démocratie imparfaite », avec une note qui décline depuis dix

ans et a chuté à 7,85 (le Canada se situe à 8,69). Les rapports d'autres organisations confirment les données de l'EIU. Par exemple, celles d'Amnistie internationale, de Varieties of Democracy (V-DEM), de Scholars at Risk, ou encore de Freedom House, confirment les reculs des droits de la personne, de ceux des universités, de la liberté de presse, et même de la démocratie[246]. Agnès Callamard, la directrice d'Amnistie, rappelle que les données d'aujourd'hui nous ramènent à celles de la fin de la guerre froide. « L'espoir d'ouverture suscité par la chute du mur de Berlin n'est plus qu'un souvenir », affirme-t-elle dans son dernier rapport, tandis que « le nombre de personnes vivant dans des démocraties, dans des pays où s'applique l'état de droit, est revenu en 2023 au niveau de 1985[247] ». Selon Freedom House, 2005 aura été la dernière année à afficher une courbe du progrès démocratique surpassant celle du déclin. Le bât blesse quand on considère que parmi les pays qui ont subi les plus forts reculs, les États-Unis se retrouvent en tête de liste ! Leurs performances sur plusieurs critères sont tout simplement désastreuses : 6,25 sur 10 en matière de culture démocratique, 6,43 sur 10 pour le fonctionnement de son gouvernement. La très grande majorité des pays démocratiques, comme le Botswana, font mieux que le géant américain… La conclusion est déprimante : la démocratie est en état de siège quand on découvre, avec l'institut pour la démocratie de Stockholm (International Institute for Democracy and Electoral Assistance, IDEA), que sur les 74 pays démocratiques dans le monde, 52 sont en récession démocratique, soit 12 de plus qu'en 2017, alors que le nombre de pays autocratiques a doublé entre-temps[248].

On compte aujourd'hui, selon l'IDEA, trois fois plus de démocraties en recul que de démocraties en expansion, quatre pays sur neuf se retrouvant en pire situation démocratique que cinq ans auparavant[249]. C'est en 2021 que l'IDEA a qualifié pour la première fois les États-Unis de « démocratie en recul[250] ». Pas étonnant que l'ordre mondial ait abouti à un point de bascule, et qu'ils en soient en partie responsables.

« Si l'hôte ne donne pas l'exemple, ses convives ne le suivront pas », explique Yascha Mounk de l'Université Johns Hopkins[251]. Comment des États peuvent-ils être attirés et conquis par le modèle démocratique si Trump ne promeut pas la démocratie et cherche plutôt à la saper, aux États-Unis et ailleurs ? Comment les reculs observés pourront-ils être enrayés dans les années à venir ? Le défi semble insurmontable tant le cancer antidémocratique a gagné du terrain en sol américain, selon Mounk, qui exprimait déjà ses craintes en 2022, dans une entrevue avec Alexandre Sirois : « la survie de la démocratie américaine telle que nous la connaissons n'est pas garantie. C'est troublant. Et on va se le dire bien franchement, c'est angoissant[252] ». L'organisme Freedom House souligne aussi que les droits et libertés ont reculé partout dans le monde, pour la 19e année consécutive, et notamment aux États-Unis qui se retrouvent, sur ce plan, à égalité avec le Panama, la Roumanie et la Corée du Sud[253]. Ce qui se passe aux États-Unis a des répercussions ailleurs, comme la sauvegarde d'élections libres accompagnées de transitions pacifiques, le respect des libertés civiles et la conformité de l'état de droit avec ses institutions et ses contre-pouvoirs. L'expert sur les transitions démocratiques

Larry Diamond opine : « les États-Unis pourraient devenir la première démocratie d'un pays industriel avancé à échouer, c'est-à-dire à ne plus être en mesure de remplir les conditions minimales pour des élections libres et légitimes, ainsi que les politologues les conçoivent[254] ». La fin de la démocratie américaine ? Les conséquences seraient, estime Diamond, fatales pour l'avenir : « ce qui surviendra pour la démocratie aux États-Unis déterminera le sort de la démocratie dans le monde ». En cas d'implosion politique américaine, les reculs démocratiques seront sans doute irréparables et irréversibles. L'avenir dira bientôt, avec les élections de mi-mandat, s'il y a lieu d'être pessimiste ou un peu plus optimiste.

2) La raison pour laquelle les démocraties sont en chute n'est pas que les autocraties sont en hausse (elles ont toujours existé), mais que les régimes « hybrides », autrement dit les démocraties dites « illibérales » sont en forte augmentation[255]. On entend par démocraties « illibérales » les régimes où est maintenue une apparence de démocratie avec des élections et des règles parlementaires, mais où, en réalité, les décisions sont prises en marge de l'état de droit (la situation en Turquie ou en Hongrie, par exemple). Parmi les caractéristiques qui définissent la nature illibérale d'une démocratie hybride, notons : les restrictions à la liberté de presse, les campagnes de désinformation et les cyberattaques, notamment contre d'autres États ou les opposants, la mise à mal de la séparation des pouvoirs, l'affirmation identitaire nationaliste, enfin le rejet des élites. Les États-Unis en sont presque rendus là[256].

Le risque est désormais qu'avec Trump, ils sombrent dans la tentation autoritaire. Anne Applebaum, qui a étudié abondamment les régimes autocratiques, pense que les États-Unis ne sont pas à l'abri d'une telle dérive[257]. Déjà, l'image de « l'homme fort » que projette Trump renvoie à la stratégie de l'intimidation, qui est le lot des autocrates, dont il se sert pour parvenir à ses objectifs, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des États-Unis[258]. En particulier, le culte de la personnalité, l'attitude prédatrice, la volonté d'extorquer, l'autorisation donnée pour des arrestations arbitraires, la culture de la peur, la propagande, les mensonges et les faussetés, le non-respect des contre-pouvoirs, la xénophobie, la non-imputabilité, sont parmi les attributs habituels du comportement de tels dirigeants. Faut-il alors se surprendre quand 31 lauréats de prix Nobel, provenant d'une trentaine de pays, mettent en garde les Américains sur la montée du fascisme dans leur pays ? « Le monde glisse vers l'autocratie à un rythme alarmant et cette tendance inclut les États-Unis [...] La nouvelle vague d'autoritarisme porte des traits clairement fascistes[259] », préviennent-ils. Cette glissade rappelle à certains experts celle de la république de Weimar, au début des années 1930, lorsque les contre-pouvoirs abdiquèrent peu à peu en faveur du chancelier nazi, qui put ainsi être élu, démocratiquement, puis assumer les pleins pouvoirs et gouverner par décrets. « La démocratie ne meurt pas subitement [...] L'extrémisme ne gagne pas seul. Il réussit parce qu'on le lui permet », rappelle un historien[260]. Ce à quoi on assiste, souligne le spécialiste du sujet Diamond, « est la montée

d'un fascisme larvé – une combinaison d'ultranationalisme, de xénophobie, d'autoritarisme et de nostalgie toxique[261] ».

Par ailleurs, la violence aux fins politiques et la radicalisation gagnent du terrain aux États-Unis[262]. Déjà 10 % des Américains estimaient en juin 2024 que le recours à la force était justifié pour empêcher Trump de retourner à la Maison-Blanche. Les enquêtes menées un an plus tard par le centre de l'Université de Chicago sur la sécurité et les menaces, sous la direction de l'expert Robert Pape et conjointement avec la National Public Radio (NPR) et la maison de sondage Marist, ont dévoilé que « 40 % des démocrates étaient favorables au recours à la force pour destituer Donald Trump, pendant que 25 % des républicains appuyaient l'utilisation de l'armée contre les citoyens américains pour mettre fin aux manifestations contre le programme de monsieur Trump[263] ». Fait alarmant : ces chiffres ont doublé entre juin 2024 et juillet 2025, note Pape. L'assassinat de l'influenceur Charlie Kirk en septembre 2025 offre une preuve supplémentaire de la glissade. L'affaiblissement des institutions et du débat démocratique conduit, selon Stephen Marche, auteur de *La prochaine guerre civile*, à « la violence comme expression légitime de la volonté politique [...] Une fois que les feux de la violence ont été allumés, il est pratiquement impossible de les éteindre[264] ».

Dans la foulée de l'assaut contre le Capitole le 6 janvier 2021, de nombreux sondages avaient démontré que de plus en plus d'électeurs étaient favorables au recours à la violence contre des opposants politiques : 15 % jugent fondé un tel recours lorsque

l'adversaire politique, ou le parti adverse, gagne (on trouve une majorité de républicains dans ces sondages, 18 % contre 13 % de démocrates)[265]. L'émeute du 6 janvier 2021 s'est produite quand Trump, à la suite de son échec électoral en 2020, s'est comporté tel le « pyromane-en-chef ». Ne croyant plus en la démocratie, un tiers de la population sondée est attirée par de tels chefs autoritaires[266]. Ce rejet est particulièrement prononcé dans la population blanche américaine, qui se voit graduellement perdre son statut de population majoritaire (prévu pour les années 2040). On reste sans voix devant l'annonce que 41 % d'Américains se disent prêts pour une dictature et feraient preuve de docilité, voire de soumission à son égard (ce que Timothy Snyder surnomme « l'obéissance anticipée[267] »). La théorie du « grand remplacement » attise les velléités des suprématistes. Le président Trump ne dénonce rien de cela, ni durant son premier mandat ni dans son second. Au contraire, il professe toute son admiration envers les dictateurs. Il attise en outre une hyperpolarisation qui caractérise la vie politique américaine depuis les années 2000. Les carences et les inepties de la démocratie aux États-Unis sont nombreuses et ne font pas l'objet de réformes : seulement 27 amendements constitutionnels ont été adoptés sur quelque 12 000 propositions depuis 1789, si bien qu'elle périclite[268]. Une des assises de la démocratie américaine, la liberté d'expression, décline de manière inquiétante : IDEA estimait en septembre 2025 que cette liberté était à son plus bas par rapport aux 50 années précédentes, tandis que plus d'un pays sur deux enregistre depuis cinq ans un fléchissement notable[269]. Un autre

centre de recherche, The Future of Free Speech, a calculé que les États-Unis subissent la troisième plus importante chute depuis 2021, après le Japon et Israël, sur les 33 pays qu'il a évalués. Ils se retrouvent au neuvième rang[270].

3) Il est clair que le président Trump « ne veut rien savoir d'être le leader du monde démocratique », souligne Alexandre Sirois[271]. Le président, selon Andrew Coyne, « se range désormais du côté des dictatures [...] et fait des États-Unis un État paria[272] ». Pour Applebaum, citée plus haut, la politique étrangère sert d'abord et avant tout les intérêts financiers du dirigeant autocratique et ceux de ses associés, et non l'intérêt national. La politique étrangère serait donc désormais au service de kleptocrates dont le seul but est de profiter du pouvoir et non de servir leur pays. Se pourrait-il qu'il y ait à ce point une « fatigue de la démocratie » ? C'est ce que l'on pourrait conclure des élections de 2024 dans le monde et de celle tenue notamment aux États-Unis. Le chroniqueur du *Financial Times*, Martin Wolf, rappelle que 60 % des Américains nés dans les années 1940 affirment qu'il est essentiel de vivre dans une démocratie, mais qu'à peine 30 % de ceux nés dans les années 1980 le pensent aussi. L'auteur associe le rejet démocratique à l'insatisfaction économique, particulièrement face à la mondialisation[273].

La visée démocratique semble susciter moins d'enthousiasme et plus de passivité, d'autant que « la moitié des électeurs estiment qu'elle ne représente pas les gens ordinaires », d'où « le succès de politiciens populistes qui expriment leur sentiment antimigratoire[274] » afin de trouver des raisons, des ennemis,

pour réagir à l'insatisfaction. Leur élection ne comporte rien de bon pour l'avenir de la démocratie. D'autant que de tels dirigeants s'entourent de conseillers soumis et, surtout, largement incompétents, qui vont jusqu'à contester les faits et la science. C'est ce que l'on surnomme une kakistocratie, soit le règne des gens foncièrement médiocres. C'est le terme qui décrit le mieux l'administration Trump, comme nous le verrons dans le prochain chapitre. Par comparaison, les autocraties sont souvent perçues comme des rivaux sérieux dès qu'il s'agit d'innovation et d'investissement (le cas de la Chine), un modèle qui ne se soucie pas du respect des droits humains[275]. Cette mise en garde d'Anne Applebaum, il y a cinq ans, demeure d'une actualité brûlante :

> [S]i les États-Unis renoncent à promouvoir la démocratie dans leur politique étrangère, si l'Amérique cesse de s'intéresser au sort des autres démocraties et des mouvements démocratiques, alors les autocraties prendront notre place comme sources d'influence, de financement et d'idées[276].

Il faut craindre très exactement ce résultat avec la présidence de Trump.

Les assauts sur l'ONU et le droit international

On peut deviner que quelque chose ne tourne pas rond dans le système international quand une entente postale, vieille de 150 ans, est annulée par l'administration Trump, au début de septembre 2025. L'Union postale universelle, créée en 1874, s'est vu imposer pour la première fois de son histoire des droits de douane américains qui ont fait chuter entièrement ou

partiellement 80 % du trafic international vers les États-Unis. En tout, 88 opérateurs postaux ont suspendu leurs services. C'est un reflet de la nouvelle réalité : les normes, les institutions, les traités et les règles de droit s'érodent et sont progressivement abandonnés pour faire place à l'appât du gain, du profit et de la loi du plus fort – ces nouvelles « normes » émanent de la Maison-Blanche. Le système onusien est particulièrement mis à mal (conseil de sécurité, FMI, OMC, missions de paix, traités internationaux), tandis que Trump prône toujours une approche essentiellement nationaliste, qui fait fi de l'intérêt commun[277]. Avec pour conséquence que :

> [S]ans confiance et en l'absence de cadre international qui favorise la coopération, il sera de plus en plus difficile pour les pays d'affronter les défis du 21e siècle, tel qu'enrayer une course aux armements dans le domaine de l'intelligence artificielle ou encore collaborer pour gérer l'espace[278].

La puissance américaine n'exerce plus aucune influence dans ces domaines, ni dans la sauvegarde des normes qui prévalent au sein de la communauté internationale. Les États-Unis ne montrent plus la voie. Le consensus qu'ils avaient forgé il y a 80 ans – sur les mérites des institutions, des traités et de l'ONU – s'étiole petit à petit. D'autant que les Américains sont de plus en plus « isolationnistes », si l'on en croit les sondages menés par le Chicago Council on Global Affairs qui dévoilent une décroissance d'année en année de la proportion d'Américains estimant que leur pays devrait s'impliquer dans les affaires internationales (seulement 56 % en 2024). Le problème avec une telle attitude, rappelle un chroniqueur du *Washington Post*, est que « même si les Américains voulaient se retirer de la scène internationale, ce

serait impossible : “si vous n’êtes pas là, c’est le monde qui vient à vous” », cite-t-il les diplomates. Leur solution : « multiplier les institutions unissant les pays afin qu’ils ne se battent plus jamais[279] ». Trump, pour sa part, ne croit rien de cela et ne voit aucunement l’intérêt (personnel) de cette solution. Si les Nations Unies furent inventées, racontait Dag Hammarskjöld, l’un de ses anciens secrétaires généraux, « ce n’était pas pour nous amener au ciel, mais pour nous éviter d’aller en enfer ». Avec Trump, on a un peu le sentiment d’y être déjà.

1) À l’instar de la démocratie, les normes ne meurent pas subitement, mais subtilement, petit à petit. Nous sommes dans une telle phase. Déjà, l’inviolabilité des frontières a volé en éclats il y a quatre ans avec l’invasion de l’Ukraine. Le recours à la force d’un État contre un autre (re)devient acceptable, ce qui ne dérange pas Trump, bien au contraire. « Si rien n’est fait, l’érosion de la prohibition de l’usage de la force ramènera la géopolitique à la compétition brute de la puissance militaire », écrivent deux professeurs en droit[280]. C’est tout le système de la paix et de la sécurité collective qui est fragilisé et qui met le monde en danger, un « système maintenu sous assistance respiratoire », écrit Stephen Walt[281]. Preuve en est l’abandon de la norme votée en 2005 par l’Assemblée générale de l’ONU sur la « responsabilité de protéger (R2P)[282] ». Celle-ci n’agit plus pour freiner ou punir les gouvernements responsables de crimes de guerre et de crimes contre l’humanité, notamment contre les populations civiles. Les normes cessent d’exister quand les grandes puissances, notamment celle des États-Unis, ne les respectent plus et font ce qu’elles veulent, entraînant de ce fait

d’autres pays (comme Israël) à ne plus les honorer. Il en va de l’ONU, comme des traités et de la justice internationale : aussi contre-productifs soient-ils, les intérêts nationaux prédominent sur ceux de la communauté internationale. La campagne de dénigrement contre les Nations Unies en est un bon exemple, rappelle Jocelyn Coulon :

> Comme avec tout ce que fait Trump, on a du mal à comprendre exactement pourquoi le président s’en prend ainsi à l’œuvre des… États-Unis. Le comportement des États-Unis […] met en lumière une crise profonde entre [eux] et le reste du monde sur la gouvernance internationale. Washington est déterminé à ne plus accepter aucune contrainte, quelle qu’elle soit[283].

Trump, clairement, se passerait de cette organisation, et l’a d’ailleurs bien rappelé lors de son discours devant l’Assemblée générale du 23 septembre 2025 : « À quoi servent les Nations Unies ? L’organisation a tellement de potentiel, je l’ai toujours dit, mais elle n’arrive pas à la cheville de ce potentiel[284]. » Le président n’a nulle intention de défendre une quelconque norme, et l’a démontré rapidement avec ses annonces du retrait américain de l’Accord de Paris sur le climat ainsi que de l’OMS – le jour de son investiture le 21 janvier 2025. Coulon souligne les autres faits d’armes de l’administration : le retrait de l’UNESCO (à l’instar du traité de Paris, pour la seconde fois en deux mandats), de même que du Conseil des droits de l’homme et de l’agence de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), les sanctions imposées contre une dizaine de juges de la Cour pénale internationale de même contre la rapporteuse spéciale des Nations Unies sur Gaza qui a osé parler de génocide, le refus d’accorder des visas aux délégués palestiniens à la conférence de l’Assemblée générale,

et ainsi de suite[285]. Avec Trump, les États-Unis empruntent la direction opposée à celle des huit dernières décennies : « notre gouvernement est le premier depuis la Seconde Guerre mondiale à renoncer entièrement à l'agenda des droits humains », écrivait le journaliste Mark Danner sous Trump 1.0. C'est, hélas, encore plus vrai aujourd'hui. « Trump ne construit rien, il détruit », conclut-il[286].

Une autre arme favorite de cette administration consiste à couper le financement américain des institutions internationales. Les exemples abondent : la suspension de l'aide aux réfugiés palestiniens et du Fonds pour l'aide aux populations de l'ONU, l'annulation des programmes associés à l'agence des États-Unis pour le développement international (USAID), et les coupures dans le financement même des Nations Unies. Le spécialiste du système onusien au Québec, Vincent Pouliot, rappelle que « les États-Unis, à eux seuls, doivent 1,5 milliard USD [à l'organisation] ». En outre, le budget des missions de paix vivote autant que faire se peut (il n'y a plus de nouvelles opérations et plusieurs prennent fin) et « son budget a été coupé de moitié », souligne l'expert qui conclut : « c'est l'ordre multilatéral fondé au terme de la Seconde Guerre mondiale qui s'écroule aujourd'hui sous le poids et l'impulsion de son principal fondateur[287] ». Rappelons qu'en 2025, les États-Unis assurent 22 % du budget de l'ONU (la Chine suit à 20 %)[288]. La directrice de l'International Crisis Group renchérit : « Les États-Unis, principal architecte des organisations visant à prévenir les conflits, comme les Nations Unies, sont aujourd'hui le pays qui y met le bulldozer. [L'administration Trump] cherche à rompre le

système[289]. » L'ancienne Haut-Commissaire aux droits de la personne, Mary Robinson, opine : « l'Amérique est diminuée par les actions d'intimidation de Trump[290] ». Ce ressac, hélas, ne provoque guère de remous dans l'opinion publique américaine ou ailleurs. « Malheureusement, il n'existe ni défilés pour la Paix ni ministères de la Paix », s'alarme l'actuel Haut-Commissaire aux droits de la personne de l'ONU, Volker Türk, dans la foulée de l'annonce faite par Trump de sa volonté de rebaptiser le département de la Défense en département de la Guerre[291].

Dernier volet du retranchement américain de ses responsabilités internationales : le délaissement des traités, notamment dans le domaine du contrôle des armements (comme nous l'avons déjà évoqué), en particulier pour assurer la prolongation du régime de non-prolifération nucléaire ou celui sur les armes stratégiques[292]. On note aussi le manque d'engagement à faire émerger de nouveaux traités, particulièrement dans le domaine environnemental. L'illustration la plus éloquente et récente est le refus par l'administration Trump de faire pression auprès de plusieurs pays clefs pour faire adopter un traité international interdisant la pollution des plastiques – cédant ainsi aux intérêts corporatifs des lobbies américains du pétrole et du gaz naturel[293].

2) On observe la même tendance avec la place marginale faite au droit international, humanitaire, et aux droits de la personne. Sur le plan domestique, avec les décrets destinés à expulser les migrants, et les étudiants détenteurs de visas qui s'opposent aux actions d'Israël et manifestent contre les politiques de soutien de

l'administration américaine ; ainsi que sur le plan international, avec des décisions contestables sur le plan légal, telles que les attaques contre les navires vénézuéliens dans les eaux internationales soupçonnés de trafic de drogue. Le droit fait place aux coups de force. *Might makes right*, comme le dit l'expression anglaise. Le hic est que la grande puissance qui a défini les règles, lorsqu'elle les enfreint, se transforme elle-même en État hors-la-loi[294]. Surtout si elle semble s'aligner davantage sur les dictatures que sur les démocraties, ce qui est parfois le cas de Trump.

Pour preuve, les menaces d'annexion territoriales, les mesures de rétorsion commerciales, l'appui à des dirigeants populistes (Orban, Erdogan, Milei et Bolsonaro, pour n'en mentionner que quatre), la répression de la liberté de parole et de la presse, enfin des opérations militaires aux fins de politique intérieure, comme la lutte antimigratoire à la frontière sud ou celle contre les narcotrafiquants en eaux internationales. Le modèle présidentiel jacksonien, présenté au chapitre 2, ne se soucie guère des contraintes du droit. La pratique occasionnelle de l'impérialisme, du moins de l'unilatéralisme, n'est soumise à aucune règle. C'est vrai aussi du non-respect de la constitution quand il s'agit de recourir à la force, sans autorisation du Congrès, comme le voudrait le *War Powers Act* de 1973 (ignoré lors de l'attaque contre les installations nucléaires iraniennes en juin ou les navires civils vénézuéliens soupçonnés de trafic de drogues, depuis septembre 2025[295]). Kenneth Roth, l'ancien directeur de Human Rights Watch, le souligne :

> Le comportement de l'administration indigne nombre de juristes qui évoquent une grave dérive potentiellement lourde de conséquences pour l'ordre international [...] Si l'approche suivie par l'administration Trump dans les Caraïbes est tolérée, les autorités américaines se croiront autorisées à abattre qui ils veulent en décidant qu'ils sont en guerre avec eux[296].

L'érosion du système commercial international

Une dynamique similaire est à l'œuvre dans le secteur du commerce mondial. On assiste à la résurgence du protectionnisme, voire à des formes de mercantilisme qui jadis marquaient les rapports internationaux. « Il n'y a pas de retour possible », conclut déjà l'expert des questions d'économie internationale Daniel Drezner, qui renchérit : « le système du commerce mondial que nous avons connu est mort ». Qui plus est, Drezner cite le futur secrétaire d'État, durant sa comparution au Sénat, avant d'être confirmé à ce poste : « l'ordre mondial n'est pas uniquement obsolète, il constitue une arme utilisée contre nous[297] ». Dans le domaine commercial, cet ordre doit être revu et corrigé afin de servir l'intérêt national américain et non les normes libérales ou encore les institutions multilatérales. Aucune de celles-ci n'est d'ailleurs plus détestée que l'OMC : « une vieille garde de bureaucrates du commerce », accuse le représentant américain et négociateur au commerce Jamieson Greer, cité lui aussi par Drezner. Bref, on a la nette impression que, dans ce domaine, l'administration Trump se tire dans le pied et ne comprend pas, ou ne veut pas comprendre, les bénéfices d'un commerce mondial ouvert avec le minimum d'entraves. Constat ironique : Trump hérite, en janvier 2025, d'une économie

en bien meilleure santé que celle qu'il avait laissée à Biden en 2021. Si, pour Drezner, les politiques de Trump 1.0 étaient absurdes, celles de Trump 2.0 accentueront le chaos[298].

Quand on demande aux économistes si les nouveaux tarifs douaniers sont bénéfiques pour l'économie américaine, les réponses sont unanimes : personne ne les appuie (dans un sondage de 2018, durant le premier mandat de Trump, sur 93 économistes sondés, aucun ne leur était favorable[299]). L'un des exemples les plus spectaculaires du peu de considération des conséquences de l'imposition de tarifs douaniers supplémentaires fut la décision, le 6 août 2025, d'infliger des droits de douane de 25 % à l'Inde, ce qui portait le total des tarifs exigés d'elle à 50 % (en raison des achats du pétrole russe par New Delhi). Très mal reçue par le gouvernement de Modi, cette décision a eu pour effet de rapprocher l'Inde de la Chine. Tous les efforts diplomatiques américains des dernières années, sous Biden, furent ainsi anéantis par Trump. Drezner, de nouveau, parle de gaffe personnelle en politique étrangère parmi les plus énormes et stupides de mémoire récente : « Pour New Delhi, c'est un moment déterminant, écrit-il. Xi Jinping n'aurait pu imaginer un script plus favorable aux intérêts chinois[300] . » Cet exemple est représentatif de plusieurs autres, qui démontrent toute la futilité d'une approche commerciale aussi dangereuse que contre-productive.

« Je suis Tariffman »

Les tarifs commerciaux sont devenus une habitude chez Trump, son instrument favori. Ils constituent probablement la seule véritable idéologie qui l'anime, pour la raison toute simple qu'ils vont au cœur des croyances bien implantées chez ce président. Celui-ci répète sans cesse que le mot « tarif » est celui qu'il préfère dans le dictionnaire. Bien que leurs effets négatifs puissent sauter aux yeux (prix des biens de consommation à la hausse, inflation ou stagflation, économie globalement moins efficace), les tarifs sont perçus par Trump comme utiles sur plusieurs fronts. Éric Desrosiers, du *Devoir*, explique les gains potentiels escomptés : « Forcer les entreprises à s'installer aux États-Unis. Générer des revenus fiscaux supplémentaires qui compenseraient (un peu) leur déficit. Et faire pression sur les autres pays dans n'importe quels enjeux, pas nécessairement liés au commerce[301]. » Et, peut-on ajouter, donner à tout prix l'impression de gagner et d'obtenir les meilleurs « *deals* » pour les Américains. Et Trump d'expliquer : « Je suis un grand défenseur des droits de douane, lorsque d'autres pays tentent de profiter de vous [...] cela vous donne le pouvoir de négocier avec [eux][302]. » Par contre, comme le rappelle de manière imagée Miville Tremblay, « négocier avec Trump, c'est tirer à pile ou face : pile il gagne, face vous perdez[303] ». Pour Trump, les tarifs sont un « levier de pouvoir plus qu'un outil commercial », selon Maggie Habermas, qui écrit depuis longtemps sur ce président[304]. Loin de correspondre à une réelle théorie économique, les tarifs, selon elle, lui procurent une source

d’influence (et beaucoup de visibilité). Les tarifs sont pour le chef de la Maison-Blanche une fin en soi et non un moyen. Ils ne représentent pas un plan stratégique, mais plutôt une recette de marchandage. Celle-ci consiste à formuler des demandes maximales pour faire reculer le partenaire ou l’adversaire, et à faire en sorte qu’il présente le résultat, aussi minimal soit-il, comme un gain pour les États-Unis (en réalité pour lui) qui se mesurerait par la réduction des déficits commerciaux. D’où la variation considérable, fluctuante et imprévisible de l’imposition des tarifs douaniers supplémentaires au cours de la dernière année.

Desrosiers reprend : « en gros, il s’agit de lancer des demandes excessives qui sèment la panique [et] à la fin, on conclut une entente dont les clauses sont moins sévères que les menaces initiales, ce qui permet de présenter cela comme un arrangement gagnant-gagnant[305] ». Selon Trump, le commerce mondial est injuste pour l’économie américaine, car celle-ci est perdante et non gagnante dans le processus de mondialisation. Cela, tous les économistes chevronnés le contestent vigoureusement (notons au passage que la mondialisation est, depuis longtemps, contestée par la gauche, car profitant justement *trop* aux entreprises américaines). Ian Bremmer associe cette vision, chez Trump, à une forme de suicide économique, dont « l’objectif d’autarcie et d’autosuffisance est le plus destructif de l’histoire récente[306] ».

Qu’à cela ne tienne. Le président raconte : « je suis comme quelqu’un qui possède une boutique très convoitée où tout le

monde veut venir faire ses achats et je dois protéger cette boutique. C'est donc moi qui fixe les prix[307] ». L'annonce des tarifs du 2 avril 2025, « le jour de la libération » comme il l'a surnommée (mais que le périodique *The Economist* a préféré qualifier de « jour de la ruine[308] »), constitue certes la plus spectaculaire et incompréhensible des annonces commerciales jamais faites par un président américain de l'ère moderne. Une annonce qui surpasse même celles, en leur temps, des mesures protectionnistes décrétées par le président McKinley en 1897, ou celles votées par le Sénat sous le président Hoover en 1930 (la loi Smoot-Hawley[309]). Dans les deux cas, ces mesures furent désastreuses pour l'économie américaine et mondiale. Pour le commerce international, la chute atteignit 66 %. Pourtant, Trump rappelle constamment que les États-Unis ne furent jamais aussi riches qu'au début du 20e siècle, un présumé « âge d'or » grâce aux tarifs douaniers (oubliant que ceux-ci furent abandonnés, car échouant totalement à redistribuer la richesse et contribuant à augmenter énormément la pauvreté). Cette fois Trump, par décret, accroît en moyenne de 20 % les droits de douane universels imposés par les États-Unis au reste du monde, allant d'un minimum de 10 % à des sommets de 46 %, selon le pays visé[310]. Ces tarifs, fondés sur des calculs assez douteux, sont décidés unilatéralement et sans consultation du Congrès[311].

L'idée exprimée est d'assurer « l'indépendance économique » du pays et lui redonner une richesse perdue, entre autres les emplois manufacturiers exportés au profit de la Chine. « C'est de la pensée magique », écrit Stéphanie Grammond, qui souligne l'évidence que le protectionnisme n'est pas, n'a jamais été, la

solution ou la panacée tant vantée par le président : « une opération dont personne ne sortira gagnant[312] ». Daniel Drezner est encore plus cinglant : « l'administration Trump n'a aucune idée de ce qu'elle fait dans le domaine de la politique extérieure économique[313] ». En particulier, l'imposition de droits de douane nuit davantage aux partenaires et alliés des États-Unis qu'à leurs adversaires commerciaux, telle la Chine. En vérité, il est plus facile pour Trump de taper sur les doigts de ses alliés démocratiques, et de les intimider, que sur ceux des grandes puissances autoritaires[314]. Celles-ci ne plient pas l'échine facilement et ne cherchent pas à cajoler le président américain autant que les partenaires des États-Unis. Sans doute, par exemple, parce que la richesse et les nombreux atouts financiers et commerciaux de la Chine la rendent moins vulnérable aux pressions de Trump. Et parce que la domination commerciale américaine n'est plus ce qu'elle était : en effet, si les États-Unis représentaient 20 % du commerce mondial en 2000, ils ne comptent plus que pour 12,5 % en 2025 ; pendant ce temps, la Chine a atteint 14,7 %. Le monde peut-il se passer à terme du marché américain ? La réalité est que « la mondialisation a augmenté la puissance américaine et l'assaut de Trump contre elle ne fait que contribuer à affaiblir les États-Unis », concluent, à l'été 2025, Robert Keohane et Joseph Nye, parmi les plus grands auteurs sur le sujet[315]. Ils préviennent d'ailleurs que les guerres commerciales peuvent contribuer à générer des conflits catastrophiques (que le libre-échange, normalement, cherche à empêcher). L'interdépendance n'est pas, selon eux, l'ennemi des États-Unis, mais plutôt une stratégie gagnante pour diriger et

pacifier un système international en proie aux turbulences. Ce n'est hélas pas du tout l'avis du chef de la Maison-Blanche.

Les conséquences du protectionnisme

Le protectionnisme fait un retour en force et se traduit par l'imposition de tarifs tout à fait inédits depuis 80 ans. Voici une liste, non exhaustive, des hausses réelles des tarifs douaniers imposées par Trump, à la fin de 2025[316] : le Brésil et l'Inde subissent 50 %, la Chine est à 36,5 %, le Canada à 26,1 %, le Japon et le Mexique à 21,2 %, la Corée du Sud à 20,7 %, l'Allemagne à 19 % et la France à 17,5 %. Une centaine de pays suivent avec des tarifs majorés de 10 % ou moins, si bien que la moyenne combinée des tarifs qui, en avril 2025, était de plus de 25 % oscille maintenant autour de 14,1 %. Ce taux constitue à ce stade le plus haut taux de l'histoire des taxes douanières imposées aux pays de la planète par les États-Unis depuis 1930. Tous les secteurs sont affectés : les importations de fentanyl, d'automobiles, de meubles, d'aluminium et d'acier, de bois d'œuvre, de potasse, de pétrole, de métaux critiques, de produits pharmaceutiques, de produits électriques, agricoles, d'équipements électroniques, de produits électroménagers, et ainsi de suite. Les tarifs évoluent en fonction des secteurs, des accords existants et de la réaction éventuelle des pays visés, qui rétorquent, ou pas, à ces tarifs. Sauf de rares occasions et pour quelques pays, que ce soit momentanément ou de manière soutenue, les guerres commerciales internationales ne se sont pas généralisées, tant sur le plan bilatéral que multilatéral. Elles

sont plutôt unilatérales entre les États-Unis et le reste du monde, ce qui crée une situation assez unique. Les pays continuent de croire au libre-échange et au mérite du commerce, à l'exception de Trump, qui prône les vertus du protectionnisme. La défiance est donc américaine et à sens unique. Il n'empêche que les droits de douane américains ne sont pas près de disparaître. Pour reprendre l'expression d'Alexandre Sirois, « une addiction » vient d'être créée, qui s'avérera « une nouvelle réalité » pour longtemps, même après Trump[317].

Le coût financier des tarifs est inquiétant : taux d'inflation à la hausse en raison du prix des biens à la consommation qui augmentent, retour possible de la stagflation, faible croissance du PIB américain, chômage accru, productivité stagnante, entre autres[318]. Les taxes douanières ne font pas seulement mal à l'économie américaine ; elles minent celle des partenaires commerciaux (comme le Canada ou l'Union européenne) et encouragent certains pays à commercer davantage avec la Chine (tels le Japon et la Corée du Sud). Les tarifs comportent ainsi de sérieuses conséquences tant géopolitiques que financières. À titre d'exemple, la monnaie américaine perd de sa valeur contre d'autres devises du fait, d'une part, du protectionnisme tarifaire de Trump et, d'autre part, de la perte de valeur des bons du trésor américain dont le rendement sur intérêt décroît, ce qui les rend nettement moins attrayants pour les pays qui financent indirectement le déficit des États-Unis (la Chine au premier chef). D'ailleurs, Trump a reculé sur l'application des tarifs édictés le « jour de la libération » quand la menace de vente de ces bons s'est propagée rapidement dans les marchés internationaux. Les

investisseurs étrangers ont eu peur et ont perdu confiance dans le dollar. Tel est l'effet Trump sur les marchés, commerciaux autant que financiers. En outre, les revenus générés par les surtaxes douanières, oscillant en 2025 autour de 150 milliards USD, seront à terme insuffisants, voire iront en diminuant, si le déficit américain et sa dette publique augmentent et si les importations diminuent en raison de la réticence des pays à vouloir commercer avec les États-Unis[319]. Le protectionnisme accélère un cercle vicieux, comme à l'époque de McKinley et de Hoover : à force de chercher à protéger l'économie américaine et de dénoncer un commerce mondial ouvert, à estimer que le commerce les rend vulnérables, Trump affaiblira au bout du compte les États-Unis, réduira leur croissance et augmentera leur endettement. C'est en fait un scénario qui guette l'Hégémon américain et dont le chef de la Maison-Blanche sera largement responsable.

La guerre commerciale avec la Chine

Un bon nombre des partenaires des États-Unis, notamment le Canada, le Japon, la Corée du Sud et les pays membres de l'Union européenne ont voulu cajoler et amadouer Trump. Avec plus ou moins de succès, ils ont obtenu des concessions ou des compromis sur l'imposition ou la réduction envisagée des tarifs (notamment un accord le 27 juillet 2025 entre l'UE et les États-Unis pour réduire à 15 % les tarifs américains, contre une promesse européenne d'achat d'énergie et d'investissements aux États-Unis pour 600 milliards USD). Mais un pays a refusé de

jouer le jeu : la Chine. À vrai dire, celle-ci a joué du muscle pour répliquer aux menaces trumpiennes et elle sort gagnante. Rappelons les faits et le court historique de la relation commerciale sino-américaine.

Le surplus commercial chinois se situe, fin 2025, à plus de 1 000 milliards USD, le niveau le plus élevé de la planète[320]. Il atteint des records d'échanges avec l'Afrique, l'Asie, l'Europe et l'Amérique latine (que Trump considère comme « l'arrière-cour des États-Unis », alors que la valeur des exportations chinoises atteint les 500 milliards USD, et surpasse donc le total américain). La production manufacturière chinoise, à elle seule, équivaut au tiers de la production mondiale, soit trois fois celle des États-Unis, et surpasse le cumul des huit pays suivants. La valeur totale des biens et marchandises exportés par la Chine en 2024 est de 3 580 milliards USD. Mais ce sont les exportations vers les États-Unis par la Chine qui constituent le cœur et le moteur de son commerce extérieur : 440 milliards USD en 2024, soit 12,3 % ou le huitième des exportations chinoises dans le monde. Les produits chinois représentent pour le commerce américain 13 % de toutes ses importations (sur un total de 3 360 milliards USD), ce qui fait de la Chine le second plus important partenaire des États-Unis après le Mexique (qui est à 16 %) et la met à égalité avec le Canada (aussi à 13 %). Il n'est donc nullement surprenant que Trump considère la Chine comme son principal adversaire commercial.

Autre fait important : ces importations ont augmenté depuis 2020, notamment entre 2023 et 2024 (de 11 milliards USD), puis

ont reculé durant la première année de Trump 2.0, à raison de 50 milliards USD. Autrement dit, les mesures tarifaires portent leurs fruits, mais on comprend que le principal adversaire des États-Unis diversifie ses marchés et ses routes commerciales, notamment pour profiter des pays de transit des produits chinois. Bref, Trump ne semble pas du tout freiner les ardeurs de Pékin. Au contraire, Xi Jinping a probablement compris que la balance commerciale excédentaire en faveur de la Chine lui octroie le pouvoir, l'influence et les atouts nécessaires pour se mesurer à Trump. Pour le dirigeant chinois, le commerce est un levier de négociation qui place son pays en excellente situation. Voyons comment.

Dès son arrivée à la Maison-Blanche, Trump impose, en février et en mars 2025, deux rondes de tarifs supplémentaires de 10 % à l'endroit des exportations chinoises vers les États-Unis. Puis, lors du « jour de la libération », le président annonce des taxes additionnelles de 125 %, ce qui porte le total des tarifs à 145 %. Tout le monde craint à ce stade une vraie guerre commerciale, tandis que Pékin réplique à son tour avec des tarifs supplémentaires contre les exportations américaines, de l'ordre de 125 %. De toute évidence, la Chine refuse de céder[321]. À la stupéfaction générale, des négociations sont immédiatement entreprises entre les deux capitales, qui suspendent pour 90 jours l'application de leurs nouveaux tarifs. Parallèlement, la rumeur de vente des bons du trésor américain par les Chinois semble avoir eu l'effet désiré : un accord est conclu le 12 mai 2025 pour réduire à 36,5 % les taxes douanières imposées à la Chine (au lieu de 145 %), tandis que Pékin abaissait à 32,6 %

celles imposées aux exportations américaines). Pourquoi ce recul important de Trump ? « Trump a changé de ton quand les tarifs ont affecté la bourse, le marché de bons du Trésor, l'industrie du commerce de détail et les consommateurs », explique le directeur des études chinoises de l'Institut Stimson. De plus, Pékin a menacé de suspendre ses exportations de métaux précieux vers les États-Unis – des métaux essentiels pour les produits manufacturiers, les avions, les automobiles, les téléphones intelligents, les ordinateurs portables et les consoles de jeux vidéo vendus sur le marché américain. « Pour les leaders chinois, les métaux rares constituent la première instance de riposte stratégique efficace de la Chine dans ses rapports [commerciaux] avec les États-Unis », ajoute Yun Sun[322]. Ce développement historique a été très remarqué et démontre non seulement que la Chine peut résister à Trump, mais qu'elle peut combattre et peut-être gagner contre lui. En octobre 2025, de nouvelles menaces tarifaires ont été annoncées par la Maison-Blanche (jusqu'à 100 % d'augmentation sur les importations chinoises, et des restrictions sur les exportations de produits informatiques américains vers la Chine), en réaction à Pékin, qui déclarait vouloir imposer de nouveaux tarifs sur les métaux rares. Assez rapidement par la suite, le président américain a dû reculer et s'est voulu rassurant, annonçant une diminution de 90 % des nouveaux tarifs imposés à la Chine à la suite de sa rencontre du 30 octobre 2025 avec Xi Jinping à Busan, en Corée du Sud. Les deux pays se sont entendus sur les terres rares, le soja et les droits de douane sur le fentanyl, parmi les irritants les plus importants de part et d'autre (Trump a ainsi annulé sa

menace de surtaxe de 100 %, mais maintenu celle en vigueur de 47 % sur les importations chinoises[323]). Pour autant, Washington et Pékin n'ont pas réglé les problèmes structurels de leurs relations commerciales. Des affrontements sont encore à prévoir entre les deux pays et, globalement, l'incertitude perdurera dans les rapports sino-américains.

Cet avenir a des répercussions internationales et forcera tous les pays à s'ajuster, notamment les pays tiers qui servent de transit aux produits chinois exportés vers le marché américain et qui doivent renégocier les tarifs très coûteux qu'ils subissent de la part de Washington (Cambodge, Viêtnam, Indonésie, Thaïlande, Malaisie, Philippines, entre autres[324]). Le principal changement dans le domaine commercial n'est pas tant que la Chine a bien combattu, et montré une voie possible de résistance, mais que les États-Unis se sont métamorphosés de « pourvoyeur d'assurance » en « extracteur de profit[325] ». Ceci a un impact majeur sur la géopolitique, car les partenaires des États-Unis ont perdu confiance en Washington et auront davantage confiance en Pékin – ce qui revient à dire que le monde s'est inversé par rapport aux années pré-Trump. Le sentiment de sécurité et de stabilité n'existe plus, la chute de popularité des États-Unis est spectaculaire, selon la maison de sondages Pew (15 points de moins au Japon en 2025, 20 au Canada et 32 au Mexique, qui sont les trois principaux partenaires commerciaux des États-Unis après la Chine). En outre, si le commerce va mal, il en est de même pour la valeur du dollar américain et sa fiabilité comme monnaie de réserve mondiale. La perte de confiance est notable là aussi, les monnaies étrangères s'étant beaucoup appréciées

par rapport au dollar. Celui-ci n'offre plus la même assurance qu'auparavant et on peut se demander si, à terme, une autre devise (le yuan ou l'euro) prendra sa place. Enfin, qui financera l'endettement des pays et notamment des États-Unis, dans un climat économique international qui risque de se détériorer ? Clairement, le tremblement de terre Trump avantage, pour l'instant, la Chine qui profitera du comportement américain pour se positionner dans les secteurs innovants sur le plan technologique et dans la restructuration du commerce mondial[326]. Trump, bien sûr, pense tout le contraire, mais préviennent Keohane et Nye :

> [P]lus de pays commercent avec la Chine qu'avec les États-Unis. Si Trump croit qu'il peut concurrencer la Chine tout en érodant la confiance de ses alliés, qu'il peut affirmer ses prétentions impériales tout en oblitérant l'aide au développement, défiant les règles de droit et se désengageant des institutions et normes internationales, il est en voie de connaître toute une surprise[327].

Cette perspective, hélas, pourrait être irréversible au-delà de Trump et de 2028.

La relation Canada-US mise à rude épreuve

Jamais les relations Canada-USA n'ont été aussi malmenées que lors de l'ère tendue entre Nixon et Trudeau père. Pourtant, la situation est pire encore aujourd'hui. Trump n'a aucune considération pour son voisin du nord, sauf son appétit déclaré pour les ressources du territoire canadien. Le moins que l'on puisse dire, c'est que personne n'a constaté un quelconque atome crochu entre lui et Trudeau fils. En traitant celui-ci de

« premier ministre du 51e État », Trump a envoyé d'emblée le message de son non-respect de la souveraineté et de l'identité canadiennes. S'il n'était question que de ces épithètes, la relation Canada-USA en sortirait sans doute intacte et attendrait (à nouveau) des jours meilleurs. Or, Trump remet en question les fondements mêmes de cette relation, tant en matière commerciale que sécuritaire. Les conséquences sont infiniment graves et vont redéfinir pour longtemps l'évolution des rapports pacifiques entre les deux alliés, comme on les a connus durant les 200 dernières années. Bien qu'il ne faille pas être totalement alarmiste, il ne faut pas non plus sombrer dans l'angélisme. La relation ne sera plus jamais la même et le Canada, comme tous les autres pays, devra s'ajuster à la nouvelle réalité.

1) Sur le plan commercial, le Canada a une importance cruciale pour le marché américain (77 % des exportations canadiennes y ont été envoyées, pour un total de 421 milliards USD en biens et marchandises en 2024), ce qui fait du Canada le second partenaire commercial (ex æquo avec la Chine) pour le marché américain. Comme il l'a fait pour le Mexique, Trump a imposé des tarifs douaniers au Canada, pour les importations hors Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM) qui a été renouvelé par Trump lui-même en 2018. La portion non couverte des biens importés du Canada équivaut à quelque 63 milliards USD, soit 15 % des exportations canadiennes. Ces taxes douanières supplémentaires décrétées par le président font mal. En particulier les tarifs de 100 % prélevés sur les produits pharmaceutiques exportés vers les États-Unis, de 50 % sur l'aluminium et l'acier (25 % de toutes les importations

américaines proviennent du Canada), de 50 % sur les produits manufacturés contenant du cuivre (cela affecte spécialement les tarifs imposables sur les automobiles), de 50 % sur les meubles de cuisine, de 45 % sur le bois d'œuvre (deux tiers de la production du Canada se rendent vers le marché américain), 25 % sur les camions lourds et les pièces d'autos non couvertes par l'ACEUM, enfin 35 % sur tout autre produit exclu de l'accord de libre-échange, à l'exception du pétrole, du gaz naturel et de la potasse qui sont soumis à un tarif douanier de 10 %.

L'avenir de la relation commerciale entre les deux pays repose fondamentalement sur le renouvellement en 2026 de l'ACEUM. Sera-t-il possible de maintenir un accord de libre-échange complet ? Même le négociateur canadien, le ministre du Commerce, Dominic LeBlanc, en doute ; il soutient devant un comité sénatorial « qu'il faut se faire à l'idée que les relations commerciales entre les deux pays ne seront plus jamais les mêmes[328] ». La moyenne des tarifs imposés au Canada, de 6,7 % sur l'ensemble des exportations (l'une des plus faibles, pour l'instant, appliquées à un partenaire des États-Unis, et ce grâce à l'ACEUM), montre toute l'importance de l'issue de la négociation. Le Canada souhaite inclure le bois d'œuvre dans le renouvellement de l'ACEUM (ce qui n'est pas le cas actuellement), mais exclure la gestion de l'offre et de la vente de produits laitiers américains sur le marché canadien (que souhaite pourtant ardemment l'administration Trump). Déjà le gouvernement de Mark Carney a fait plaisir à celle-ci en abandonnant d'une part la taxe sur les produits numériques (qui devaient entrer en vigueur en juin 2025) et, d'autre part, en

annulant deux mois plus tard les contre-mesures tarifaires que le Canada avait édictées à l'encontre des États-Unis, consécutivement aux annonces du « jour de la libération ». Les pronostics sur le renouvellement de l'accord sont obscurs : certains pensent que le bon sens économique finira par triompher, d'autres estiment que les jours de l'ACEUM sont comptés, au vue de la forte poussée protectionniste aux États-Unis et des exigences démesurées de l'administration Trump (le président nous a encore fait goûter à son comportement intempestif en suspendant les négociations le 23 octobre 2025[329]). D'autant que des consultations publiques et le dépôt d'un rapport très attendu du représentant au commerce international sont prévus sur le sujet à Washington, à l'hiver 2026. Faut-il se préparer à une ère post libre-échange entre le Canada et les États-Unis ? Ou Trump cherchera-t-il à exploiter les négociations pour renforcer son ambition d'une « forteresse Amérique » en subordonnant davantage l'économie canadienne aux intérêts américains ? Dans le contexte, en outre, de la rivalité sino-américaine, quelle sera la position d'Ottawa ? « Il est temps de reformuler notre politique face à la Chine », prévient l'éditorialiste canadienne Stéphanie Grammond, qui prédit : « nous sommes perdants sur toute la ligne. Donald Trump nous force à aller à la guerre avec lui [avec ses tarifs contre la Chine], mais personne ne s'imagine que le président américain défendra les intérêts du Canada le jour où il fera un "*deal*" avec les Chinois[330] ». Du point de vue canadien, il est par conséquent urgent de penser à un plan B.

Certains experts se font rassurants, tel Richard Ouellet qui associe la posture de Trump à un jeu « qu'il ne pourra pas jouer très longtemps », ajoutant : « des fois je me dis que c'est un passage obligé. Que de passer à travers les mesures prises par Trump est probablement un mal nécessaire pour que les Américains s'aperçoivent que le libre-échange entre nos deux pays est essentiel[331] ». Peut-être voit-il juste et la relation commerciale survivra-t-elle, intacte ou presque, au président américain ? Ou, au contraire, le Canada doit-il considérer que la situation est un signal d'alarme et qu'il devrait modifier substantiellement sa stratégie et diversifier ses marchés ? L'exemple de l'achat des F-35 témoigne d'un tel changement, le gouvernement canadien voulant revoir la commande passée des avions de chasse produits par Boeing. À quand d'ailleurs un « *Buy Canadian Act* », se demande Stéphanie Grammond ? « On ne peut pas continuer d'offrir gentiment nos contrats gouvernementaux aux Américains, alors qu'eux-mêmes sont des champions mondiaux du protectionnisme dans leurs appels d'offres », écrit-elle[332]. Il est temps de jouer du coude et d'envisager de nouveaux objectifs pour affronter la nouvelle réalité de la guerre commerciale entre le Canada et son voisin. Par exemple : développer ou accentuer de nouveaux rapports commerciaux (notamment avec le Mexique, l'Europe, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud et la Chine), ou encore soumettre une candidature canadienne formelle pour rejoindre l'Union européenne (une option controversée vu les problèmes légaux associés à une telle adhésion)[333]. Il n'est pas normal à cet égard que le commerce, qui représente 65,2 % du PIB canadien,

n’exporte vers l’Europe que 10 % des biens et marchandises produits par le Canada.

2) Sur le plan de la sécurité, le message envoyé par Trump est plutôt clair : ne faites plus confiance à la *pax americana*, car elle ne vous aidera plus (sauf si le Canada la paye à fort prix, comme la participation au plan du « dôme d’or » de la défense envisagé par le président et appuyé par le premier ministre[334]). Et elle risque plutôt de vous nuire. Dorénavant elle exigera davantage des Canadiens sur le plan de la défense, et les chiffres donnent le vertige. En effet, le budget militaire augmentera notablement sous le gouvernement Carney : en décidant d’une croissance de 3,5 % des dépenses attribuées aux forces armées d’ici 2035, en tout 5 % si on inclut des dépenses connexes, l’OTAN modifiera substantiellement le seuil que devra atteindre le Canada. « Il faudra plus que tripler le budget actuel de la défense [qui est actuellement de 40 milliards]. Il faudrait dépenser 160 milliards en 2035, soit 132 milliards en dollars d’aujourd’hui », calcule Stéphanie Grammond[335]. Une cible effrayante pour un État-providence comme le Canada, qui, afin de combler le déficit, devra sans doute envisager, selon elle, l’augmentation des impôts ou des taxes (faisant passer par exemple la TPS de 5 % à 11,5 %, ce qui signifierait 21,5 % de taxes à la consommation pour les Québécois). Ottawa devra développer une nouvelle stratégie, d’autant que les Canadiens sont coincés, rappelle-t-elle, non seulement entre l’aigle américain et l’ours russe, mais aussi vis-à-vis du dragon chinois, notamment dans le théâtre géographique appelé à devenir crucial pour notre souveraineté et notre défense : l’Arctique.

Contre toute attente, il se pourrait que ce ne soient ni les actions de Moscou ni celles de Pékin qui posent le plus grave problème à court terme, mais celles des États-Unis. L'administration Trump a le potentiel de lancer le plus grand défi de survie au Canada. Que surviendrait-il, par exemple, si des navires de guerre américains empiétaient sur la souveraineté canadienne dans le passage du nord-ouest (comme en 1968 et en 1985 avec successivement l'incursion d'un bâtiment commercial, puis celle d'un brise-glace) ? Que ferait le gouvernement canadien si Trump déclarait que cette zone lui appartient et qu'il l'annexait, fidèle à son offre de faire du Canada le 51e État ? Ce scénario est évoqué avec un sentiment d'urgence par Franklin Griffiths, le meilleur spécialiste canadien sur les enjeux de sécurité dans la zone polaire, et sa réponse est de recommander qu'Ottawa déclare unilatéralement et urgemment que le gouvernement considère désormais ce passage comme un passage international[336]. Dans la réalité actuelle, Ottawa peine à assurer et préserver la souveraineté canadienne sur 40 % de son territoire, si bien qu'elle n'est plus garantie, préviennent les chercheurs[337]. Autrement dit, se pourrait-il que la vision de sécurité du Canada des huit dernières décennies ne soit plus aussi avantageuse pour les intérêts canadiens ? Se pourrait-il que la maxime de Napoléon selon laquelle « les pays ont la politique de défense de leur géographie » soit désormais un handicap et non une vérité pour le Canada ? La géographie de l'Amérique du Nord, mais aussi celle de la région circumpolaire pourraient ne plus être aussi favorables aux Canadiens. Non seulement ceux-ci font face à deux adversaires stratégiques

prévisibles (la Russie et la Chine), mais ils pourraient en outre, se trouver confrontés à une menace provenant des États-Unis. D'ailleurs, dans la foulée de la publication de la « stratégie de sécurité nationale » (NSS) de décembre 2025, le secrétaire Pete Hegseth n'a-t-il pas déclaré que « le Pentagone garantira un accès militaire et commercial américain à des zones stratégiques clés », mentionnant entre autres l'Arctique, et avertissant les voisins des États-Unis qu'ils « devront coopérer, car sinon le Pentagone se tiendra prêt[338] » ? Et ce n'est là qu'un seul scénario, sans en évoquer d'autres qui semblent aujourd'hui improbables ou extravagants. L'ère de gloire des Casques bleus canadiens, gentils et utiles patrouilleurs de la paix dans le monde pendant un demi-siècle, semble bel et bien révolue.

Le premier ministre Carney a déclaré le 29 avril 2025, le soir de sa victoire électorale, que « notre ancienne relation avec les États-Unis était terminée[339] ». Le premier ministre ajoutait en entrevue avec *The Economist*, le 29 septembre 2025, que « le système commercial avec les États-Unis a changé de manière permanente et que les barrières érigées par Trump resteraient après qu'il aura quitté ses fonctions. Le processus d'intégration accru et soutenu avec les États-Unis est terminé. C'est une rupture[340] ». Les Canadiens pensent la même chose, puisqu'ils sont 59 %, selon la maison de sondage Pew, à désigner, à l'été 2025, leur puissant voisin comme la principale menace contre leur pays (ils étaient 20 % il y a cinq ans), et 91 % à vouloir moins dépendre des États-Unis comme partenaire commercial[341]. Quel est l'avenir du Canada si les Américains se fracturent en deux camps résolument opposés (et armés),

désireux d'en découdre de manière violente, ou si Trump, dans un de ses moments de colère, se mettait en tête d'envahir son voisin du nord ? « Nous sommes isolés comme jamais auparavant », juge l'auteur canadien Stephen Marche, auteur de l'ouvrage très remarqué, *La prochaine guerre civile*. Son diagnostic : « le Canada vit la deuxième administration Trump comme un adolescent qu'un père violent a mis à la porte. Nous devons grandir vite et nous ne pouvons pas revenir en arrière[342] ». Pour les Canadiens, la *pax americana* comporte assurément tous les risques de se transformer sous Trump en *bellum americanum*. D'autant, rappelle Marche, que dans la nouvelle NSS les États-Unis entendent « faire des Canadiens leurs vassaux » et qu'ils sont « des adversaires directs de la souveraineté nationale du Canada ». Il recommande que « les forces canadiennes [se] détachent des forces américaines[343] ». L'animosité actuelle émanant de la Maison-Blanche pourrait s'atténuer, le sommet de mi-octobre 2025 qui s'y est déroulé entre Carney et Trump en témoigne, mais il est tout aussi possible que sa défiance s'accentue, comme le prouve son annonce d'une surtaxe de 10 %, deux semaines plus tard, pour se venger d'une pub sur les mérites du libre-échange diffusée par le gouvernement de l'Ontario (et citant l'ancien président républicain Ronald Reagan). Il se pourrait bien que le Canada découvre rapidement une situation assez similaire à celle de la Finlande, flanquée de la Russie, pendant la guerre froide.

CHAPITRE 5

La prise de décision Trump

Les adages de Yogi Berra évoqués à propos de l'approche Trump (en introduction du chapitre 2) sont encore plus utiles pour analyser la personnalité du président. Il est impossible de comprendre la politique étrangère américaine d'aujourd'hui sans tenir compte du style et de la méthode Trump. Ils sont au cœur de l'action des États-Unis dans le monde et sont un miroir de l'exercice, ou non, du leadership américain. Ils expliquent aussi la manière dont les décisions sont prises, l'influence des conseillers quand elle entre en pratique, et l'autorité dont Trump dispose pour exercer ses fonctions présidentielles. L'absence, ou la faiblesse, des contre-pouvoirs témoigne du fait que la politique extérieure américaine est totalement « personnalisée », ce qui est la première caractéristique des régimes autoritaires. Nous écrivions déjà en 2020, à propos de la prise de décision, que « l'État, c'est Trump[344] ». Rien n'a changé aujourd'hui, sinon en pire.

Le style et la méthode Trump

La plupart des spécialistes de la présidence américaine s'entendent pour qualifier Trump de cas assez unique dans les annales de l'histoire. L'un d'eux, le professeur Henry Farrell de l'université Johns Hopkins, a conclu à propos du « style Trump » qu'il n'est pas tant transactionnel que « personnalisé ». « Ses décisions doivent lui permettre de renforcer son autorité personnelle et sa domination tout en diminuant celles des autres[345]. » La seule chose qui compte pour lui, c'est qu'il soit le centre d'attention, comme une araignée au milieu de sa toile. Le président applique les recettes qu'il a apprises durant sa vie de promoteur immobilier[346]. Bien qu'il exprime certaines convictions profondes (les tarifs ou l'immigration) et des traits de caractère récurrents (ses changements d'humeur de même qu'une attitude belliqueuse), les seules lignes directrices de sa politique étrangère sont l'inconstance et l'imprévisibilité. Trump 2.0 est l'un des rares présidents capables de changer d'idée subitement et de se contredire d'une journée à l'autre, plus encore que Trump 1.0. Cette réalité décisionnelle rend le système international extrêmement instable et dangereux.

Un président totalement atypique

Résumer le style Trump et ses caractéristiques personnelles n'est pas une mince tâche, mais on peut regrouper en sept thèmes le caractère du président et son impact sur la formulation de la politique étrangère. Nous analyserons ensuite comment il exerce

son pouvoir sur celle-ci. Mais d'abord, en quoi le chef de la Maison-Blanche est-il atypique ?

1) Le narcissique

Sous l'entrée « narcissisme » dans le dictionnaire, l'Académie française pourrait valider une référence directe à Donald Trump. C'est indéniablement son premier trait de caractère et il est spectaculaire. Tout ce qu'il pense et décide se rapporte à sa personne. On peut même supputer que sa quête de « *deals* » en faveur de la paix dans le monde, par exemple entre Israël et le Hamas, avait pour but unique de gagner le prix Nobel afin que son buste soit enfin sculpté au Mont Rushmore avec quatre autres grands présidents de l'Histoire (Washington, Jefferson, Roosevelt et Lincoln – rien de moins)[347]. Il fait parfois référence à Napoléon, aux rois dans l'histoire et aux dictateurs pour se décrire et affirmer qu'il les envie. « La tendance est indéniable [...] et elle s'est accrue avec les années, ce qui n'est pas fortuit. Elle est le résultat d'un narcissisme malin qui requiert des manifestations constantes de domination sur les autres, ou du moins d'attirer leur attention », avance Andrew Coyne, chroniqueur au *Globe and Mail*[348]. Le culte de la personnalité est ainsi omniprésent chez Trump et cela pose problème, car ce culte constitue, en soi, une menace à la rationalité dans la prise de décision (et fait craindre une dérive autoritaire). Le monde n'a pas affronté une telle menace depuis longtemps, émanant de surcroît d'un président américain. Paul Arcand va jusqu'à le surnommer « le virus TRUMP-25 », en référence à la COVID-19,

« un ego démesuré » qui ne peut être considéré « comme un être rationnel avec qui il est possible de faire de la politique traditionnelle. Oubliez ça[349] ! ». Au-delà de visées stratégiques et d'explications intelligentes, écrit le correspondant de *La Presse* aux États-Unis, Yves Boisvert, on ne peut rien saisir de Trump et « ce qu'il veut vraiment » sans d'abord et avant tout comprendre « qu'il est un homme en manque chronique d'attention [...] Il y a dans la personnalité de l'homme un besoin de ne pas passer inaperçu une seule journée. D'être celui qui mène le jeu. Celui dont on parle. Celui que l'on craint[350] ». C'est le propre d'un narcissique extrême. La motivation constante chez Trump est d'être omniprésent dans les actualités, et surtout, « vu à la télé ». Celle-ci est le média favori de Trump et son principal critère de réussite de ses décisions : comment lui et son message passent-ils, comment sont-ils perçus ? Sans doute aussi est-ce la raison pour laquelle le chef de la Maison-Blanche passe beaucoup de temps à regarder les émissions et ce qu'on dit de lui et de ses politiques[351]. Stephen Walt conclut sur le narcissisme trumpien « qu'aucun président n'a travaillé autant dans le bureau ovale pour sa seule personne et son héritage [...] et afin qu'on se souvienne de lui comme l'un des plus grands présidents[352] ». Pour l'auteur, ceci (le culte de la personnalité chez Trump) explique cela (le tort qu'il cause aux relations internationales). Il rappelle tous les cas précédents dans l'histoire (Napoléon, Hitler, Mao, Staline...) qui ont grandement nui à leur pays et ont changé le cours de la géopolitique mondiale. Rien de rassurant.

2) L’ignare

L’indifférence, l’inexpérience et l’incompétence du président sont on ne peut mieux illustrées que par son choix de mots pour justifier « le jour de la libération » qu’il a annoncé en grande pompe, en dévoilant les tarifs imposés à (presque) tous les pays de la planète. Pourquoi le jour de la « libération » ? Pour soustraire les États-Unis des contraintes commerciales de l’OMC ? Non, car il a déjà utilisé cette expression dans le passé, quand il était à la tête de la Trump Organization, selon ses anciens collègues. Maggie Haberman du *New York Times*, qui a enquêté, raconte que « pour lui, le terme a une signification précise : c’est le premier jour du printemps où il fait chaud [le 1er avril] et où les femmes retirent leurs manteaux et “libèrent” la partie supérieure de leurs corps[353] ». Voilà d’où provient le choix du mot, selon la chevronnée journaliste, qui n’est pas surprise tant que ça. La nonchalance ou l’insensibilité du président engendrent l’incertitude, une forme d’atmosphère chaotique constante, qu’il sème autour de lui[354]. Son manque de connaissances demeure tout aussi spectaculaire. Trump s’informe peu sur les enjeux, autrement que par les émissions de télé. Il ne lit pas et n’écoute pas les présentations qui lui sont préparées par son personnel. C’est une faille qu’exploitent certains interlocuteurs qu’il aime bien, Poutine ou Netanyahou, par exemple[355]. D’anciens collaborateurs du président estiment qu’à force de travailler avec lui, ils finirent par souffrir d’une forme de TDS (« *Trump Derangement Syndrome* »), soit la normalisation ou l’acceptation d’un comportement anormal ou

outrageux[356]. Il faut mentionner aussi cet autre syndrome qu'est la paralysie décisionnelle : Trump mène rarement des réunions, il écoute plutôt tels ou tels de ses conseillers, qui ont tout intérêt à présenter un front uni, ou bien à être parmi les derniers à lui parler, s'ils tiennent à ce que leur avis soit entendu. L'absence de concentration est aussi un problème fréquent avec ce président qui ne s'intéresse vraiment qu'à ses propres paroles. « Une tendance de Trump 2.0 est que l'administration est encore moins bien gérée que sous Trump 1.0 », estime Drezner[357], ce qui explique plusieurs dérapages ou contradictions dans les messages envoyés – que ce soit, par exemple, sur l'annonce des tarifs imposés à l'Inde, la vente d'armes à l'Ukraine ou la mise en œuvre du plan de paix pour Gaza. Bref, l'incompétence dans la formulation de la politique étrangère risque de persister, car « Trump demeure un président mal informé et inexpérimenté [...] qui ne se soucie guère du contenu spécifique des politiques, mais davantage de son image et de la loyauté que lui vouent ses subordonnés[358] ». Cela laisse parfois le champ libre à ceux-ci, comme Elbridge Colby au Pentagone, qui a décidé seul de suspendre l'aide militaire à l'Ukraine, sans que le secrétaire à la Défense et le président en soient prévenus. Enfin, écrit Walt, Trump n'est pas le si bon négociateur qu'il prétend être : « il ne se prépare pas, il n'a pas de subordonnés qui ouvrent la voie, et se présente aux réunions sans savoir ce qu'il veut et avoir défini où se situent ses lignes rouges. Il n'a ni stratégie ni intérêt pour les détails, donc il la joue comme ça lui vient[359] ». Cette improvisation parfois va en sa faveur (l'entente entre Israël et le Hamas), parfois lui joue des tours (le sommet d'Anchorage, avec

Poutine). En général, il manifeste une certaine condescendance face aux experts qui n'abondent pas dans son sens ou le contredisent, signe que Trump est un décideur qui se complaît souvent dans l'ignorance[360].

3) Le fabulateur

Faut-il être surpris que les mensonges et la désinformation soient courants à la Maison-Blanche de Trump ? Cela affecte la politique étrangère. Un bon exemple fut l'humiliation publique du 28 février 2025, tandis que Trump et Vance haranguent Zelenski à la Maison-Blanche en lui reprochant d'être responsable de l'invasion de son pays par la Russie. Une déclaration qui n'a pas manqué de culot ni de fausseté. Cet exemple n'est qu'un parmi d'autres, pensons aussi aux accusations lancées par Trump contre la directrice du Bureau of Labor Statistics (BLS) qui aurait, selon lui, trafiqué les chiffres de l'emploi. L'honnêteté de la directrice, et son refus de se conformer aux chiffres souhaités par le président lui ont valu son renvoi le 1er août 2025. Même scénario pour l'une des membres de la Réserve fédérale, qui avait exprimé une lecture de l'économie différente de celle du président, notamment sur les taux d'intérêt. « Trump n'aime pas les chiffres », résume Yves Boisvert, surtout quand ils ne lui sont pas favorables. Le président ment comme il respire, surtout lorsqu'il s'agit de statistiques. Celles-ci sont tronquées pour le satisfaire. « Voilà ce qu'est un gouvernement autoritaire : toute l'action de l'État est

“personnelle”, car l’État se confond avec la personne du président », conclut le chroniqueur[361].

4) Le parrain

Trump est certainement le décideur-en-chef. Il est le seul maître à bord, car rien ne se crée ou ne se décide sans son aval. Selon les confidences de sa secrétaire générale Susie Wiles, lors d’une entrevue avec *Vanity Fair*, « il a la personnalité d’un alcoolique, dans le sens où il agit avec l’idée qu’il n’y a rien qu’il ne puisse faire. Rien, zéro, rien[362] ». Il est un président extrêmement centralisateur, plus que tout autre chef de la Maison-Blanche auparavant. Colérique et directif, il fait bien comprendre à tous ses conseillers, collaborateurs et ministres que lui seul et personne d’autre ne prend et n’annonce les décisions importantes de son gouvernement. Il n’est ni une marionnette, ni à la solde d’une quelconque oligarchie ou kleptocratie, il est « le patron au sommet de la pyramide et ce sont à ses employés subalternes d’obéir et d’appliquer ses ordres[363] ». L’Exécutif unitaire, une théorie qui promeut les pleins pouvoirs au président, c’est en réalité Trump. Certes il accorde une grande latitude à ses conseillers pour s’occuper des détails, ne s’implique pas dans la gestion de ceux-ci, et laisse libre cours à l’expression d’opinions émanant de différentes factions (plus ou moins radicales) au sein de son administration. Mais tout le monde sait que c’est lui le « *boss* », le roi de la Maison-Blanche. Il est, en tout temps, « le Tsar de la politique étrangère[364] ». Elizabeth Saunders, déjà citée, y fait allusion en parlant du retour

de la présidence impériale : « la présidence américaine a longtemps été impériale. Mais ce n'est pas avant le second mandat de Trump qu'un président a vraiment essayé d'agir tel un empereur[365] ». Peter Baker du *New York Times* explique que Trump, tel un dirigeant autoritaire, s'assure de contrôler l'information (comme dans les cas évoqués plus haut). « C'est un monde post-factuel que recherche Trump », conclut-il[366]. Pour cette raison, comme on le verra, le président n'hésite pas à vouloir mettre au pas la bureaucratie, notamment en la restructurant par le renvoi ou la réassignation des fonctionnaires, ou la politisation du travail (donc en remettant en question la neutralité de la fonction publique et de ses agences indépendantes), et en sanctionnant les employés qui s'opposent à ses décisions[367]. Trump avait confié à Bob Woodward il y a dix ans : « Le vrai pouvoir, c'est la peur[368]. » On peut dire qu'à titre de président, pour une seconde fois, il met parfaitement en œuvre sa maxime.

5) Les courtisans

Cette peur est aussi étroitement liée au culte de la personnalité qu'a engendré Trump. Le président exige la loyauté indéfectible de tous ses conseillers et collaborateurs. D'ailleurs, pour illustrer ce trait de personnalité, *The Economist* écrit :

> La nouvelle définition d'un expert dans le bureau ovale est : quelqu'un qui est d'accord avec Trump. Les messagers de mauvaises nouvelles sont remerciés ; les chefs d'entreprise qui contestent le président sont punis ; les républicains dissidents aussi. La seule réponse rationnelle de tous ceux-ci est de s'excuser[369].

Les conseillers ne semblent donc aucunement perméables aux opinions et aux idées provenant de l'extérieur du cercle décisionnel entourant Trump. Ils doivent constamment approuver, cajoler, s'abstenir de tout antagonisme avec lui. Daniel Drezner avait surnommé Trump 1.0 le « mouflet-en-chef » que ses conseillers devaient gérer[370]. On pouvait imaginer que la pratique se prolongerait sous Trump 2.0. « L'aplavantrisme était dangereux », rappelle Alexandre Sirois à propos du premier mandat, tandis que la garde rapprochée – surnommée « les adultes dans la pièce » – osait tenir tête au chef de la Maison-Blanche. Plus maintenant. Cette fois, « l'équipe qui entoure le président a été triée sur le volet pour minimiser tout risque de contestation des gestes de celui qui [...] se prend pour un roi[371] ». Le choix des collaborateurs de Trump s'est fait uniquement sur le critère de la loyauté et non sur la nécessité que les décisions soient prises à l'issue d'un échange d'arguments. Autrement dit, sous Trump, ce n'est pas une « équipe de rivaux », semblable à celle qu'avait intentionnellement sélectionnée le président Obama (qui voulait recevoir et entendre tous les points de vue), mais celle d'une équipe partisane de béni-oui-oui. Le chef de la Maison-Blanche ne veut plus être contraint par des conseillers et des fonctionnaires qui l'empêchent de mettre en œuvre ses objectifs, et l'une des menaces sérieuses qu'il exerce contre ceux et celles qui le défient est d'éliminer les protections administratives qui garantissent leur emploi (d'où l'idée de réduire et restructurer la fonction publique américaine). Le critère de la loyauté pour les fonctionnaires n'est plus de servir l'intérêt public, mais celui du

président. Il en est un peu de même également pour les dirigeants étrangers : s'ils ne vont pas dans le sens de Trump, s'ils le contredisent ou s'opposent à lui, ils sont réprimandés, humiliés et écartés (sauf rares exceptions, comme Xi Jinping). « Qu'ils approuvent ou non, c'est la façon de faire de Trump, sinon rien, c'est à prendre ou à laisser », conclut Ian Bremmer[372].

6) L'intimidateur

Si la peur est au cœur des relations entre Trump et son entourage, on peut dire que la rage l'est autant. Le président intimide et est capable d'énorme méchanceté à l'égard de ses collaborateurs et alliés, encore plus de ses ennemis. Dans *Le cas Trump*, l'écrivain Alain Roy le décrit comme un homme « dangereux », animé par « des sentiments agressifs », qui a choisi « le pouvoir de l'argent et des menaces pour s'imposer[373] ». Tantôt comparé à un chef de gang ou de clan mafieux, surnommé par Lexington (*The Economist*) le président de la « vengeance », Trump fait sienne l'approche vindicative, pourchasse (judiciairement) ses (anciens) adversaires et collaborateurs qui ont retourné leur veste, le tout pour appuyer et encourager ses loyaux serviteurs. « Il n'y a pas de limite à la rancune de Trump », confie à l'éditorialiste son ancien conseiller pour la sécurité nationale John Bolton[374]. Il est le champion du recours aux discours démagogiques, il vise à canaliser la colère et la frustration de ses électeurs. Sa vision transactionnelle de la joute politique et des relations internationales est celle du jeu à somme nulle, en d'autres termes, à qui perd gagne. Et Trump

veut gagner pour lui d'abord. Ses affinités, d'ailleurs, pour les chefs autocratiques et forts ne sont sans doute pas étrangères à ses coups de force, contre des individus ou des pays. Comment comprendre autrement son comportement face au Panama, au Canada, au Venezuela et au Groenland, sinon comme une volonté de sa part d'intimider pour dominer[375] ? Peut-être faut-il lui tenir tête finalement, comme le fait le président Xi ? L'un des anciens avocats de Trump résume ainsi la personnalité de son client : « C'est un narcissique qui agit uniquement en fonction de son intérêt et par vengeance[376]. » L'intimidation est au cœur de l'ADN du chef de la Maison-Blanche, au point où ses crises de colère et ses mauvaises humeurs tiennent lieu de stratégie. D'après Drezner, qui a étudié le caractère de Trump, « il croit qu'il peut intimider les alliés des États-Unis et soutirer de cette manière des concessions de la part de la Chine et de la Russie[377] ». Le président se transforme en décideur prédateur lorsqu'il pense faire affaire avec un interlocuteur faible.

7) L'électron libre

« Trump rend de nouveau toute sa grandeur à l'incertitude », titre ironiquement un chroniqueur du *Globe and Mail* qui commente les tarifs imposés au Canada[378]. Il ne faut pas s'étonner que l'imprévisibilité constitue la signature par excellence de Trump. La plupart du temps, elle anéantit la crédibilité et la réputation des États-Unis, estime Keren Yarhi-Milo. « Le seul fil conducteur sous Trump est l'absence d'un tel fil », écrit-elle[379]. Il aime faire croire et agit comme un chef

capable de tout, de changer d'idée, y compris de prendre des décisions jugées risquées. Personne ne sait vraiment ce qu'il veut faire ou accomplir, ni comment. Parfois cela lui sourit, comme son obtention d'un cessez-le-feu et la libération des otages israéliens à Gaza. Parfois cela le met dans le pétrin, comme l'imposition des tarifs supplémentaires contre la Chine. Trump fait sienne apparemment la « *madman theory* », la théorie de « l'homme fou » qui placerait constamment ses adversaires et compétiteurs sur leur garde, ne sachant trop à quoi s'attendre d'un tel décideur (il dit de lui-même qu'il est complètement cinglé : « *I'm fucking crazy*. »). La motivation de cette posture est « qu'en agissant de façon imprévisible, Trump fait peur à ses ennemis qui sont forcés de plier[380] ». Le hic est que l'imprévisibilité auprès des alliés des États-Unis nuit grandement à la réputation des États-Unis et diminue d'autant la crédibilité de l'administration Trump. Face aux adversaires elle les contraint peu, ou pas du tout. Elle heurte d'ailleurs parfois plus Washington que la cible visée (pensons à Pékin), ce qui affaiblit la posture de négociation américaine. « Le président ne recherche pas tant la crédibilité que le gain et la victoire rapide que lui apporte la supériorité psychologique sur ses interlocuteurs », écrit Yarhi-Milo. Celle-ci craint qu'à la fin du second mandat de Trump, les États-Unis n'aient plus d'amis (sauf exception, comme Israël). La volatilité est l'ennemi de la crédibilité et, par voie de conséquence, de la réputation, conclut-elle.

Les abus de pouvoir et l'effacement des contre-pouvoirs

Les experts sur la démocratie et son évolution ne cachent pas leur pessimisme quand il s'agit des États-Unis de Trump, et pour cause. C'est le cas des professeurs Levitsky et Way, qui ont fait sensation en 2017 avec leur ouvrage publié sous Trump 1.0 et intitulé *How Democracies Die*. Ils redoutent encore plus, sous Trump 2.0, la glissade vers l'autoritarisme. Leur pronostic est sans appel :

> [L]a démocratie américaine va sans doute se décomposer durant le second mandat de Trump, dans le sens où elle cessera de rencontrer les critères habituellement associés au maintien d'une démocratie libérale, soit le suffrage universel, des élections libres et impartiales, et la protection des droits et libertés individuelles[381].

Les auteurs avaient prédit, et continuent de prédire, les abus de pouvoir et l'effacement des contre-pouvoirs ouvrant la porte à un autoritarisme « constitutionnel », en d'autres termes, une forme « d'anocratie » ou de semi-démocratie illibérale, dans la mesure où la constitution n'est plus respectée et où l'instabilité institutionnelle est endémique. La compétition pour le pouvoir n'existe plus, car elle est dominée par un joueur et un parti – celui du chef au pouvoir. « Un parti républicain radicalisé a abandonné son engagement traditionnel envers les règles démocratiques [...] La constitution seule ne sauvera pas la démocratie américaine », concluent-ils. On verra si cela se vérifiera d'ici 2028, lors de la prochaine élection présidentielle, mais il y a clairement maintenant des indices qui confirment les prédictions des spécialistes et qui témoignent de l'existence

d’une politique étrangère « personnalisée » et autoritaire (voire « dictatoriale », selon Elizabeth Saunders[382]).

1) Les abus de pouvoir sont omniprésents en politique intérieure américaine (notamment sur les enjeux de l’immigration et les poursuites judiciaires contre les « ennemis de l’intérieur », c’est-à-dire les adversaires politiques démocrates du président). Ils sont également visibles en matière de conduite de la politique extérieure. Dans le contexte où Trump n’est pas autorisé à solliciter un nouveau mandat, mais voudrait peut-être le faire, et qu’il demeure, comme président, extrêmement perméable aux intérêts pécuniaires de ses organisations immobilières, la dérive autoritaire pourrait lui paraître attrayante. Un tel chef, qui affectionne les coups de gueule, ne peut qu’être tenté par la soumission bureaucratique et les décisions controversées, à la limite de la légalité. Trump peut vouloir imiter les gestes et les agissements de dirigeants tels qu’Erdogan ou Orban. Avec de graves conséquences pour la conduite de la politique extérieure, écrit Andrew Coyne, car « il aura remplacé la totalité du commandement militaire par de hauts gradés qui lui seront loyaux. Même résultat pour la communauté du renseignement et le FBI. Ça ira en s’empirant. Qui l’arrêtera[383] ? ». Lentement mais sûrement, Trump et son équipe de conseillers ont mis en place un nouveau régime. La parade militaire du 14 juin 2025 illustre éloquemment la glissade autoritaire. Il s’agissait de célébrer notamment le 79e anniversaire du président, à Washington. Avec un spectacle certes impressionnant, mais surtout une démonstration de pouvoir ostentatoire, qu’on associe généralement à des pays comme la Russie, la Chine ou la

Corée du Nord[384]. L'osmose entre Trump et « son » armée (comme il l'appelle) est de plus en plus évidente et inquiétante, atteignant des seuils de politisation sans précédent (pensons au discours du commandant en chef devant les hauts gradés, le 3 octobre 2025, durant lequel il a annoncé vouloir s'attaquer aux « ennemis de l'intérieur » afin de justifier le déploiement de l'armée en sol américain[385]). « Donald Trump a maintes fois répété son admiration pour les régimes militaires », rappelle Fabien Deglise[386].

Les décrets présidentiels sont l'une des pièces maîtresses permettant de disposer de toute la latitude nécessaire en politique étrangère. L'administration Trump a trouvé là une façon d'accroître les pouvoirs de l'Exécutif. Comme le recommandait l'ancien conseiller politique du président, Steve Bannon, il faut « rapidement inonder la zone » avec des tonnes de décrets (à distinguer des proclamations qui n'ont pas force de loi). Ces décrets sont nombreux : une vingtaine le premier jour de son investiture et quelque 220 depuis, soit 5 fois plus en moyenne, en une seule année, que ses 10 prédécesseurs (dont Trump 1.0). Tous les secteurs du gouvernement sont touchés. Ils s'appliquent notamment à la réduction des employés de la fonction publique (par exemple 1 300 licenciements au département d'État, au total, approximativement 75 000 employés « volontairement démissionnés ») ; à l'abolition de certaines agences (dont USAID) ; au renvoi des inspecteurs généraux du gouvernement ; à la réallocation non autorisée des budgets fédéraux (selon une procédure de saisie appelée « *impoundment* ») ; aux tarifs douaniers décidés sans l'accord

législatif, les multiples pétitions à la Cour suprême pour valider ou invalider des décisions judiciaires ; aux arrestations arbitraires dans le domaine de l'immigration[387]. Toutes ces mesures sont le résultat d'une volonté d'accroître les pouvoirs du président. « L'interprétation que fait Trump de l'étendue de ses pouvoirs est si radicale que plusieurs critiques estiment que les États-Unis sont déjà en crise constitutionnelle[388]. » Une crise qu'a alimentée la Cour suprême avec sa décision historique de juillet 2024, instituant l'immunité présidentielle dans l'exercice des fonctions officielles. Brian Myles rappelle alors la critique cinglante de la juge Sonia Sotomayor pour qui « le jugement de la cour vient de décréter que le président est l'équivalent d'un roi au-dessus des lois », tout en prédisant « des jours sombres pour la démocratie américaine[389] ».

Lorsque Nixon déclara, en 1977 : « quand le président décide d'une action, cela signifie que ce n'est pas illégal », tout le monde comprit pourquoi il avait dû démissionner trois ans plus tôt à la suite du scandale du Watergate. Trump abuse infiniment plus que Nixon de ses pouvoirs, et se tire d'affaire. Certains pensent même qu'il va bien plus loin que son prédécesseur, en procédant à une sorte de « coup exécutif », mais il en ressort indemne et sans opposition. « La monarchie serait-elle de retour en Amérique ? », se demande l'auteur David Moscrop, qui rappelle que, selon la constitution, le Congrès fait les lois et le président les applique[390]. Désormais cela semble tout le contraire. Pour paraphraser la description habituelle du régime américain, celui-ci est aujourd'hui « *unchecked* » et « *unbalanced* ». Le roi George gagnera-t-il au bout du compte la guerre d'indépendance d'il y a

trois siècles, si Trump parvient à usurper le pouvoir et à transgresser toutes les normes ? La gouvernance de Trump 2.0 est bien différente, plus agressive que celle de Trump 1.0[391]. Elle met au défi le rôle habituel des contre-pouvoirs. Les images que l'on voit des villes américaines, avec le déploiement des soldats de la garde nationale sont, pour François Brousseau, normalement associées à des régimes totalitaires. « Le pays est gouverné par un tyran putatif qui ne respecte pas l'état de droit », écrit-il, en rappelant aussi que « l'homme de la paix », si vanté lors de la conclusion de l'accord sur Gaza, est celui qui « méprise et écrase le multilatéralisme, le droit international, le commerce régulé[392] ». « Les Américains vivent désormais dans un régime autoritaire », écrit le président de la Fondation Carnegie, qui émet des doutes sérieux sur l'avenir du pays et de l'état de droit[393]. Ce qui nous ramène au constat que Trump, contrairement à tous ses prédécesseurs, ne croit pas en la légitimité de la structure constitutionnelle des États-Unis[394]. Cela représente un précédent effrayant.

2) Timothy Snyder, qui est un expert des régimes fascistes, a répété maintes fois que l'une de leurs caractéristiques est de provoquer parmi la population et les élites une forme de « soumission anticipée », une « obéissance d'avance ». Nous ne sommes pas rendus là, mais nous n'en sommes plus très loin, affirme l'historien[395]. Levitsky et ses collègues estiment que le plus grave danger aujourd'hui « n'est pas tant la répression que la démobilisation[396] ». Un autre expert, le professeur Jason Stanley, parle « d'état de déni », de « peur institutionnelle », où « les gens courbent l'échine ». Bref, selon lui, on ne sent pas

« une résistance vigoureuse[397] ». Il est paradoxal de constater à cet égard que, régulièrement sondée, l'opinion publique américaine désapprouve Trump, réprouve généralement ses politiques et ses positions sur les enjeux, et estime qu'il outrepasse son autorité – mais il ne semble pas infléchir d'un iota sa volonté de mettre en œuvre ses décisions. Peut-être parce qu'il s'en fiche ou qu'il raffole de la polarisation qu'il suscite. L'une des raisons de la « soumission anticipée » est que les garde-fous pour contraindre et freiner l'exécutif et la présidence se sont affaiblis durant les dernières années et notamment depuis le retour de Trump. La situation fait penser à l'image évoquée par les journalistes qui l'ont interviewé et que nous avons cités en exergue de ce livre : « Durant le premier mandat, les conseillers mettaient en garde le président que le four était trop chaud, cette fois, durant le second mandat, personne n'a le courage de lui dire de ne pas toucher le four[398]. » La nuance est importante et explique tout. La législature a démissionné de son rôle en politique étrangère et la Cour suprême ne donne plus l'impression de vouloir s'objecter aux abus de pouvoir du chef de la Maison-Blanche.

Le Congrès a abdiqué son rôle à toutes fins utiles. La plus évidente illustration en politique étrangère est l'étendue des pouvoirs de guerre du président, que la législature peine à contenir, au point d'abandonner presque tout effort pour rappeler l'exécutif à l'ordre[399]. Cela a été le cas d'abord avec l'attaque surprise contre les installations nucléaires iraniennes[400], puis celle contre les navires vénézuéliens en mer internationale[401]. Dans les deux cas, et du bout des lèvres, le

Sénat a donné son accord a posteriori (avec un vote qui a eu notamment pour effet de valider les opérations en mer des Caraïbes). L'administration Trump s'est approprié tous les pouvoirs en ce domaine, en élargissant leur portée et leur application, en qualifiant par exemple les attaques contre les bateaux de « conflit armé », et en n'offrant cette justification que par la suite, sans consultation préalable du Congrès. Il en va pareillement pour les traités, à propos desquels la Maison-Blanche a entièrement usurpé les pouvoirs normalement réservés à la législature. Les exemples abondent, tels les accords passés avec l'Ukraine, le Salvador, sur les expulsions ou sur l'entente de cessez-le-feu à Gaza. « Vous ne trouverez pas d'autre président dans l'histoire américaine qui ait autant personnalisé la mise en œuvre de traités internationaux en évitant le Congrès », écrivent des professeurs de droit international, qui préviennent « qu'à moins que le Congrès réaffirme rapidement ses prérogatives constitutionnelles, l'Amérique pourrait glisser vers une conception monarchique des traités[402] ».

Pour sa part, la Cour suprême est inondée de demandes de révision venant de l'administration Trump, contre les ordonnances prises par les cours inférieures, et visant à ce que la haute cour annule leurs décisions et rende des jugements qui donnent raison au président. Les temps d'attente sont longs et, dans l'intervalle, le président est libre de faire ce qu'il veut. Que ce soit sur les tarifs imposés aux pays étrangers, sur les mesures antimigratoires, ou sur les fonds gelés (illégalement) dans les dépenses gouvernementales (autorisées par le Congrès), Trump agit souvent sans tenir compte des jugements (qu'il perd assez

souvent) édictés par les cours de première instance et attend ceux de la Cour suprême qui lui sont ou lui seront favorables[403]. Et pour cause, car celle-ci « a élargi les pouvoirs de Trump, et il en veut plus[404] ». Par exemple : sur le remplacement de directeurs d'agences indépendantes sans l'aval du Congrès, sur le gel de l'aide étrangère et le pouvoir présidentiel de saisir des fonds, enfin, sur l'imposition unilatérale de droits de douane, à propos desquels on attend la décision finale. Enfin, le président utilise à des fins personnelles (de vengeance) les fonctions du département de la Justice afin de poursuivre des opposants (Jack Smith ou Laetitia James) ou d'anciens collaborateurs (John Bolton ou James Comey) qui l'ont attaqué publiquement. Cette instrumentalisation est également sans précédent et fait craindre pour l'avenir d'une fonction publique et d'un système judiciaire neutre ou impartial[405]. Yves Boisvert décrit toute cette démarche comme de « l'intimidation présidentielle » et conclut : « c'est sa cour qui décidera de l'étendue des pouvoirs présidentiels [...] Quelques braves juges décideront si monsieur Trump est un président ou un roi [...] Trump est en fait le premier président américain ouvertement non-croyant constitutionnel[406] ».

La gestion des affaires étrangères

Si le président est atypique, la formulation de la politique étrangère l'est tout autant. Le processus décisionnel et le choix des conseillers sont tout à fait uniques et presque sans comparaison avec les autres Maison-Blanche de l'ère moderne.

Le grand spécialiste du sujet, Stephen Walt, parle « d'incompétence institutionnalisée », car ni le processus de prise de décision ni le choix des assistants du président ne reflètent l'expertise, l'expérience, le mérite et la capacité de délibération, qualités généralement sollicitées et mises à profit pour gérer la politique étrangère. Walt cite l'un des plus illustres directeurs de la CIA de l'histoire, William Burns (sous Biden), qui qualifie cette gestion de « suicide assisté par une grande puissance ». « Nos rivaux, ajoute Burns, doivent déboucher les bouteilles de champagne. On peut entendre les verres cliquetant au Kremlin et à Zhongnanhai [l'équivalent de la Maison-Blanche à Pékin]. » L'explication de Walt est simple : « Trump préfère la flatterie à la compétence et à l'intégrité[407]. » Il est difficile de croire, dans ces circonstances, que les pays endossent le leadership américain et reconnaissent le sérieux de ses émissaires. D'autant que la prise de décision n'est en rien calculée, mais intuitive. Daniel Drezner avoue être troublé par la décision de faire du Canada un ennemi plutôt qu'un ami, ce qu'aucune rationalité ne peut expliquer, selon lui. Surtout quand une telle politique ne fait que favoriser la Chine. Il estime que les conseillers sont dans le champ, ses mots sont durs, voire grossiers, à leur égard, « tous des enfoirés » (nous les reproduisons en anglais dans la note[408]). Avant d'examiner qui sont ces conseillers que Drezner surnomme « des idiots finis », analysons dans quel état se trouve le système décisionnel.

La mise au pas de la bureaucratie

Il faut comprendre que le président inclut la bureaucratie, qu'il appelle « l'État profond », dans sa liste des « ennemis de l'intérieur ». Son premier objectif est de la mater pour, ensuite, choisir de fidèles et loyaux collaborateurs qui asserviront le processus décisionnel afin de satisfaire les désirs du président. Mais d'abord, quelle est l'origine de cette volonté ?

1) Nous avons évoqué le « projet 2025 ». Le président a nié, pendant la campagne électorale de 2024, en avoir eu connaissance, affirmant qu'en rien ce projet ne dicterait ses décisions. Il s'avère aujourd'hui qu'il reconnaît non seulement que celui-ci dicte l'orientation de plusieurs de ses politiques, mais que des mesures précises découlent des recommandations du rapport – dont la majorité des décrets présidentiels et les coupures drastiques au sein de la fonction publique, notamment avant et durant la crise de fermeture du gouvernement en octobre 2025[409]. Le but que prône le projet, rappelons-le, est « le remplacement massif de fonctionnaires fédéraux par des employés issus de nominations politiques, à partir de listes de candidats potentiels fournies par l'organisation ». Mission accomplie, car de nombreux conseillers de Trump émanent de ces listes et visent le « plein contrôle du pouvoir exécutif[410] ». En outre, des départements sont abolis sans le consentement du Congrès, et des agences comme l'USAID sont démantelées et rapatriées (en versions très réduites) dans les ministères existants, conformément au projet. Des réformes sont aussi lancées, comme la mise sous tutelle politique du département

de la Justice. L'administration était prête pour la mission, dès le départ, avec un plan de prise de contrôle de l'appareil gouvernemental. Les deux tiers des recommandations du projet 2025 auraient été mis en œuvre à ce jour.

2) L'un des moyens de mater la bureaucratie fut la création d'un département de l'efficacité gouvernementale (Department of Governement Efficiency, DOGE), sous la gouverne du richissime Elon Musk, afin de réduire les effectifs de fonctionnaires de quelque 200 000 employés, et le budget fédéral de 2 000 milliards USD (un peu moins du tiers du budget total), comme l'envisageait le « projet 2025 ». On parle ici de « décimation délibérée de la fonction publique fédérale[411] ». William Burns s'exprime dans une lettre ouverte : « il ne s'agit pas ici de réforme mais de rétribution. L'objectif est de casser les gens et les institutions en semant la peur et la méfiance dans toutes les instances gouvernementales[412] ». Cette prise de contrôle efface toute prétention à la neutralité de cette fonction publique. Elle a entraîné de nombreuses démissions volontaires chez des fonctionnaires dont l'expérience était pourtant incontournable dans certains domaines. Par exemple, en ce qui concerne les affaires étrangères, la démission d'un haut fonctionnaire du FBI spécialiste du contre-renseignement et des mesures de contre-espionnage (notamment sur la Chine)[413]. Ou encore le renvoi de l'une des meilleures expertes de la CIA sur la Russie, ayant plus de vingt ans d'expérience, en raison des preuves d'ingérence de la Russie dans les élections de 2016, sur lesquelles elle avait écrit un rapport[414]. Ou encore la dissolution, comme on l'a dit, de l'USAID, une institution au passé plutôt

positif dans le renforcement de l'influence américaine sur les enjeux de développement dans le monde (et d'éradication des épidémies et des maladies pandémiques). Cette agence en particulier était jugée trop « progressiste » et « démocrate » au goût de Trump et ses sbires. Avec pour résultat de réduire la compétence et l'expertise américaines dans les affaires étrangères[415]. Rappelons qu'aux yeux du DOGE, toute cette opération était justifiée pour mettre fin à la fraude, aux abus et au gaspillage. Un ancien fonctionnaire du département d'État confie à Yves Boisvert que « ce qui se passe en ce moment est le "kidnapping du gouvernement"[416] ». Un kidnapping qui, selon les observateurs, pose de réels risques de sécurité, dans la mesure où les pays partenaires des États-Unis sont maintenant réticents à collaborer avec des firmes privées ou des acteurs (tel Musk et le DOGE) qui ne représentent pas officiellement le gouvernement américain (pensons seulement au partage du renseignement). Une perte de confiance envers Washington est inévitable, selon eux[417]. William Burns, cité plus haut, conclut à propos de la dérive autocratique : « il y a un réel danger à punir la dissidence [bureaucratique], non seulement pour notre profession mais pour notre pays [...] On ne gagnera pas contre les autocrates en les imitant[418] ».

3) La prise de décision, habituellement fondée sur une délibération minimale, quant aux options, entre le président et ses conseillers, fait place à la négligence et à l'inattention – tant dans le processus que dans le contenu des décisions. L'approche décisionnelle est tout sauf réfléchie, une « paralysie analytique » comme l'explique Drezner, qui résume la prise de décision en

deux étapes : « 1) Rubio, Vance et Wiles [Susie Wiles est la secrétaire générale de la Maison-Blanche] se rencontrent pour s'entendre, puis 2) ils répètent la même chose dans le bureau ovale. » Voilà, c'est tout. Car, en fin de compte, le président décide en fonction de son humeur, de sa conviction du moment et de qui lui a parlé en dernier. L'auteur conclut qu'un tel processus est « préoccupant[419] ». L'absence de constance et les incohérences sont tout aussi troublantes (les exemples de la politique envers l'Inde et la Russie, ou encore envers l'Ukraine, illustrent l'absence de réflexion et de suivi de la part de la Maison-Blanche). C'est comme si l'équipe décisionnelle ne comprenait pas les effets de ses décisions. En outre, elle n'écoute pas ce qui se dit et s'écrit, ni au sein du gouvernement ni à l'extérieur, sur les mérites de ses options et de ses politiques. La seule approche décisionnelle qui importe est celle de cajoler Trump et éviter de le contredire[420]. Une sorte de pensée groupale « auto-imposée » par l'équipe des conseillers, afin de rester dans les bonnes grâces du président. La loyauté est telle qu'elle s'exerce au détriment de la qualité de la prise de décision. L'autre dimension du processus décisionnel repose sur l'autonomie que s'accordent certains conseillers, tels Elbridge Colby ou Stephen Miller, pour prendre des décisions au nom du président sans qu'il soit mis au courant (sur l'exportation d'armes ou sur l'immigration, respectivement). Cette dévolution de la prise de décision tendrait à démontrer que la fonction traditionnelle du Conseil de sécurité nationale (NSC), qui est de concevoir les options et de coordonner l'application des décisions, est très déficiente. L'une des raisons a d'abord été la

faiblesse du premier conseiller pour la sécurité nationale (NSA), Mike Waltz[421], puis le cumul des fonctions de celui-ci et de secrétaire d'État en la personne de Marco Rubio, enfin le désintérêt du chef de la Maison-Blanche envers cette institution essentielle qu'est le NSC. Celui-ci a perdu son influence et toute sa valeur sous Trump 2.0, au point de rendre le processus décisionnel quasiment dysfonctionnel[422]. Il n'y a définitivement plus « d'adultes dans la pièce » pour ce second mandat. « L'État profond » tant redouté a fait place à « l'État creux », selon l'expression employée par Drezner, une bureaucratie docile, un État « bordélique » et un NSC décimé qui « produisent une politique étrangère inefficace et chaotique et rendraient l'administration très vulnérable si une crise sérieuse survenait[423] ». Dans l'imaginaire de ce président, c'est lui qui remplit le rôle traditionnel joué par le NSC. Il faut espérer qu'une telle crise n'arrive pas.

4) Le choix des conseillers a découlé de cette approche décisionnelle, fondée sur la loyauté d'abord, l'expertise ensuite. Pour comprendre l'influence très variable des collaborateurs du président, il est utile d'insister sur les traits communs.

Premièrement, plus le conseiller ou le ministre est radical, meilleures sont ses chances d'être nommé, et plus il est apprécié. Qu'ont en commun Russell Vought (Bureau de la gestion et du budget, OMB), Robert Kennedy Jr. (département de la Santé et des Services sociaux, HHS), Tom Homan (Service de l'immigration et des douanes, ICE), Stephen Miller (Immigration), Pete Hegseth (Pentagone), Kash Patel (FBI), John Ratcliffe

(Directeur de la CIA, DCI) et Tulsi Gabbard (Directrice du renseignement national, DNI) ? Non seulement plusieurs ont participé au « projet 2025 », ils ont exprimé dans les médias leurs idées très trumpiennes et leurs positions résolument faucons au cours des dernières années. Richard Hétu les qualifie à juste titre de « croisés », en raison de leurs positions hypernationalistes, mais aussi pour leur attitude résolument hostile au wokisme[424].

Deuxièmement, les conseillers partagent la conviction qu'il faut un « changement de régime » au sein du gouvernement américain. Il leur faut gouverner sans contrainte aucune, « combattre les institutions mêmes qu'ils doivent gérer », écrit un éditorial du périodique *The Economist*[425]. Cela consiste à changer l'agenda, à soumettre les bureaucraties, à les amputer au besoin, à propager « le plan Trump » bien préparé, à donner en tout temps raison au président, à ne manifester aucune dissidence, à attaquer et poursuivre – publiquement – les opposants et adversaires du président. Rien ici d'un choix d'équipe fondé sur la diversité et le mérite des points de vue. « Si Lincoln avait su réunir une équipe de rivaux, celle de Trump rassemble une équipe de représailles », estime Evan Solomon[426].

Troisièmement, certains promeuvent ouvertement le nationalisme blanc (voire, plus discrètement, le suprématisme). La composition même du cabinet de Trump ressemble à un club de « mâles alpha », incluant une minorité de femmes (sept sur les vingt-deux membres du conseil des ministres), souhaitant le retour à une société et une histoire anciennes.

Quatrièmement, les moins dogmatiques ou les plus pragmatiques de l'administration, tels Marco Rubio (département d'État), Scott Bessent (Trésor), Howard Lutnick (Commerce) ou Susie Wiles (secrétaire générale), rallient et appuient l'aile radicale et semblent avoir adopté la maxime « agir ou se taire ». Il est particulièrement notable qu'à la Maison-Blanche Trump 2.0, l'harmonie décisionnelle règne, du moins en surface, tout l'inverse de celle des affrontements spectaculaires entre conseillers (Maga-istes vs professionnels) qui prévalait sous Trump 1.0. Ces quatre traits marquants constituent le fil conducteur de la formulation de la politique étrangère depuis un an. Certains conseillers, toutefois, se démarquent. Qui sont-ils ?

Des conseillers plus ou moins influents

L'influence des conseillers se mesure à leur facilité d'accès au président, à l'écoute et au pouvoir que celui-ci leur accorde – notamment leur degré d'autonomie dans l'exercice de leurs fonctions – aux résultats positifs mesurables qu'ils obtiennent dans la formulation des politiques, enfin, à leur visibilité et à leur appréciation par le public. L'évaluation reste assez subjective à ce stade précoce, après une année seulement de la présidence Trump. Il est toutefois possible, à partir des comptes rendus, d'établir l'ordonnancement suivant des conseillers, allant du plus au moins influent. Au contraire de beaucoup de présidences passées, ce ne sont pas les postes traditionnels (secrétaire d'État, de la défense, NSA, DCI) qui récoltent les meilleures cotes, à notre avis. Voici par conséquent le palmarès des dix conseillers

les plus influents de l'administration Trump 2.0, dans le domaine des affaires étrangères. Nous ne traitons ici que des conseillers qui ont un lien avec celles-ci.

1) L'envoyé spécial et plénipotentiaire du chef de la Maison-Blanche, Steve Witkoff, remporte indéniablement la palme. Pour l'anecdote, *The Economist* lui voue un dossier spécial surnommé « *the apprentice* » (en l'honneur de l'émission animée longtemps par Trump). Fait rare : Witkoff n'a aucune compétence en relations internationales. Outre qu'il a été l'un de ses importants donateurs durant les campagnes électorales, il a néanmoins une relation étroite et de confiance avec le président. Et c'est tout ce qui importe. « Ensemble, ils ont accompli toute une improvisation dans les annales de la diplomatie américaine. Trump énonce des demandes farfelues et déclamatoires envers ses alliés comme envers ses ennemis ; puis Witkoff suit avec des négociations secrètes[427]. » C'est ainsi que l'ancien promoteur immobilier s'est retrouvé au centre des dossiers de l'Ukraine, de l'Iran et de Gaza, les dossiers chauds de l'administration, sans compétences ni connaissances particulières de ces conflits et de ses acteurs. « Il est difficile de déterminer un moment dans l'histoire quand les affaires ont eu une telle influence directe sur les questions de guerre et de paix[428]. » Witkoff a rencontré Poutine et Netanyahou chacun à une demi-douzaine de reprises au moins. Selon les observateurs, il négocie tel un homme d'affaires avec la conviction qu'il est possible de parvenir à des solutions rationnelles, des compromis et des résultats concrets. Travailleur infatigable, il se déplace sans arrêt (dans son avion privé) pour rencontrer les protagonistes. Les dimensions

idéologique et affective dans la résolution des conflits ne semblent pas préoccuper l'émissaire, ni le travail préparatoire avec les experts et les fonctionnaires du département d'État dont il ne se soucie guère[429]. Parfois la crédibilité de Witkoff est amoindrie par ses erreurs de compréhension sur les demandes des parties, et par ses qualifications suspectes (telle sa déclaration il y a un an selon laquelle « Poutine n'est pas un mauvais type » ou encore que « la Russie a des revendications légitimes sur les provinces ukrainiennes de l'est[430] »). Il n'en demeure pas moins que, de tous les conseillers, c'est Witkoff en qui Trump a le plus confiance. « Aucun diplomate depuis Henry Kissinger ne s'est vu accorder autant d'influence sur la conduite de la politique étrangère[431]. »

2) Bien qu'il soit surtout un conseiller de politique intérieure, l'influence de Stephen Miller ne connaît pas de limites. Elle est, entre autres, cruciale sur l'enjeu de l'immigration, ce qui a des répercussions pour le Mexique et l'Amérique latine. Il est le secrétaire général adjoint de la Maison-Blanche et touche ainsi à tous les dossiers. Il est le concepteur des politiques d'expulsion de masse d'immigrants jugés « irréguliers ». Ancien de la première administration Trump, il participe encore et toujours à l'écriture des discours présidentiels. « Stephen, c'est le "ça" du président [...] une référence aux théories freudiennes sur la partie la plus chaotique de l'appareil psychique », confie l'un de ses collaborateurs[432]. Richard Hétu surnomme Miller « le non-élu tout puissant » qui « dicte ses volontés aux responsables des départements de la justice, de la Défense et de la Sécurité intérieure[433] ». Il est sans nul doute le Raspoutine, l'idéologue-

en-chef, de Trump. Il est aussi celui qui pousse en faveur de l'établissement d'un État autoritaire avec les pleins pouvoirs accordés à l'exécutif. Ses collègues le surnomment le « premier ministre Miller », ce qui en dit long sur les pouvoirs et l'influence de ce conseiller[434].

3) Le vice-président J. D. Vance (le troisième plus jeune de l'histoire américaine) est l'un des plus influents au sein de l'administration, peut-être parce qu'il semble et veut être le « mini-Trump ». Le meilleur expert de la vice-présidence, le professeur Joël Goldstein, le considère comme le « plus loyal entre les loyaux[435] », ce dont nous avons tous été témoins lors de la fameuse rencontre du 28 février 2025 à la Maison-Blanche, entre lui, Trump et Zelensky. Ancien sénateur de l'Ohio, très radicalement à droite, très opportunément MAGA (rappelons qu'il fut anti-Trump avant de devenir pro-Trump), plutôt « isolationniste », peut-être le prochain président en 2028, Vance ne mâche pas ses mots. Comme il l'a fait durant la conférence de Munich, s'en prenant à la démocratie européenne devant un auditoire tétanisé. Le vétéran reporter George Packer décrit le succès de Vance : « Il s'est transformé en incarnation pleine et entière de Trump – mieux encore, comme une excroissance plus complète de Trump –, car il est plus intelligent et discipliné, moins porté à extravaguer et à tenir des propos grotesques[436]. » Son mandat est large : porte-parole de l'administration, négociateur spécial dans certains dossiers, gestionnaire de projets et recruteur de talents. Il est actif et multitâches, combatif à souhait, dynamique auprès des législateurs, autrement dit l'ambassadeur parfait pour Trump. Son franc-

parler et sa détermination impressionnent certainement le président, qui voit en lui son digne successeur (si on se rend là)[437].

4) En milieu de peloton et en dépit du fait que son amitié virile avec Trump s'est rompue au début de juin 2025, Elon Musk a été pendant presque six mois l'un des conseillers parmi les plus puissants du début de cette administration, et dont le legs reste marquant à ce jour, notamment en raison de la création du DOGE dont nous avons fait mention[438]. Le mal est fait et continue de peser sur le gouvernement américain, comme nous l'a démontré la longue paralysie budgétaire de l'automne 2025. Sa volonté de soumettre les 2,3 millions de fonctionnaires à de nouvelles règles de fonctionnement, en février 2025, a laissé des traces et miné considérablement la confiance des employés envers leur gouvernement. L'amertume et la résistance face à Musk se sont propagées comme une traînée de poudre. La guerre de l'entrepreneur contre « le gaspillage et la fraude » n'était en fait qu'un paravent visant à privatiser une partie de l'énorme bureaucratie américaine et la déréglementer au profit de ses entreprises, notamment Tesla et Space X, (elles ont noué durant la seule année 2023 une centaine de contrats différents avec 17 agences fédérales, pour un montant de trois milliards de dollars US)[439]. Le « perturbateur-en-chef », comme l'a nommé *The Economist*[440], a eu pour mission de rétrécir la taille de l'administration publique, ce qu'il a accompli en partie (3 % du total des employés), mais a lourdement affecté les affaires étrangères. En effet, l'administration Trump a réduit de plus de la moitié le budget du département d'État et de USAID, passant en

deux ans de 65 milliards USD en 2024, à 54 milliards USD en 2025, et 28,4 milliards USD en 2026. En outre, l'administration a mis à pied plus de 1 300 fonctionnaires en juillet 2025, sur les 17 600 que compte le département, soit presque 8 % de ses effectifs[441]. Évoquer par conséquent l'influence de Musk, au début de la présidence de Trump, était un euphémisme tant la relation entre lui et le président était osmotique. Celui-ci donnait la parole à celui-là en premier lors des réunions du Cabinet – au point où Musk a été désigné « le premier ami » de la Maison-Blanche[442]. La relation symbiotique a toutefois tourné au vinaigre et s'est effritée en raison de l'augmentation, par Trump, du déficit du budget fédéral et de la dette publique, à laquelle Musk s'est vivement opposée. Il n'empêche qu'en moins de six mois « aucun citoyen non élu n'a obtenu autant de pouvoir [que Musk] et n'a été responsable devant personne, sauf le président Trump », écrit le journaliste Simon Shuster, qui évoque « le danger d'un non-élu investi d'un pouvoir aussi démesuré et sans contrainte aucune[443] ». Une telle autorité soulève la question plus vaste de l'influence qu'exerce une oligarchie (pire encore une « potogarchie[444] ») sur la prise de décision de Trump. Des intérêts privés orienteraient celle-ci, selon nombre d'observateurs, et Musk n'en a été que l'illustration la plus évidente (d'autres oligarques, tel Peter Thiel, ont aussi été très influents dans le financement électoral, notamment de la campagne de Vance). Cela est indéniable, mais plusieurs des décisions du président, imprévisibles, n'ont pas été dans le sens de Musk (comme sauvegarder son empire « exclusif » sur le marché des voitures électriques et lui permettre de continuer de

les faire construire en Chine)[445]. « La “bromance” fut étincelante et fulgurante, mais s’est évaporée aussi rapidement qu’elle était apparue », conclut Schumpeter pour *The Economist*[446]. La leçon plus large à tirer de l’expérience Musk n’est pas tant qu’une oligarchie s’est installée à la Maison-Blanche, mais plutôt qu’une kakistocratie a triomphé durablement.

5/6/7) On retrouve sur un pied d’égalité les trois conseillers économiques les plus influents sur les négociations dans le secteur commercial. Non tant sur la décision d’imposer des tarifs, car celle-ci est l’œuvre du président, que sur les pourparlers avec les pays visés pour les appliquer. Le trio des « amigos » comprend le secrétaire au Trésor Scott Bessent, le secrétaire au Commerce Howard Lutnick, et le conseiller principal pour le commerce, Peter Navarro. Le premier, dit-on, a mauvais caractère et ressemble en fait à Trump par son comportement intempestif et ses prises de position controversées. Rappelons qu’il traita l’ancien premier ministre Justin Trudeau en mars 2025 « d’abruti ». L’ancien riche gestionnaire financier était pourtant perçu au départ comme l’un de ces « adultes dans la pièce » qui ferait entendre raison au président. Tout le contraire, pense une analyse récente de *Politico*[447]. Il est un propagateur et non un contradicteur de la pensée trumpienne. Il ne craint pas d’affronter les critiques envers le président et de le défendre bec et ongles, à l’intérieur comme à l’extérieur du gouvernement. Le hic, selon Drezner, est que « dans le domaine des relations internationales, Bessent est totalement hors de son champ [et] ne manifeste en rien le comportement de l’adulte dans la pièce[448] ». Le second est

farouchement partisan des tarifs douaniers et celui qui a conçu les calculs suspects du « jour de la libération ». Ancien homme d'affaire, milliardaire de fortune, il avait pourtant admis au réseau FOX, en début de mandat « ne pas savoir ce qu'était un droit de douane avant de rencontrer Donald Trump[449] ». Hormis les doutes sur sa compétence, Lutnick a, dit-on, une personnalité clivante et fait preuve d'un zèle constant pour vendre les mérites des tarifs, et promouvoir des idées inédites, comme celle en faveur de l'élimination de l'impôt sur le revenu. Le troisième vient de l'Université de Californie du Sud (USC). Il est l'architecte du protectionnisme défendu par l'administration. Peter Navarro est l'un des rares anciens de la première administration qui, lui aussi, a défendu Trump au point de faire quatre mois de prison quand il a refusé de témoigner devant la commission d'enquête parlementaire sur l'émeute du 6 janvier 2021. Participant au « projet 2025 », auteur de nombreux ouvrages visant à dénoncer le dogme du libre-échange, il prône l'imposition des tarifs douaniers contre tous les pays ayant un déficit commercial avec les États-Unis, et la relocalisation en sol américain de l'appareil de production d'une entreprise précédemment déplacée à l'étranger. Il offre une caution intellectuelle aux idées de Trump, comme celle de « rendre sa grandeur à l'Amérique ». Navarro est surnommé lui aussi « monsieur tarif » pour sa défense des politiques du président et en particulier pour ses attaques répétées contre celles du président chinois. Ce trio de conseillers reçoit aussi l'appui de collaborateurs moins connus, mais se situant dans la lignée des partisans tarifaires, comme l'économiste Stephen Miran (nouveau gouverneur de la Réserve

fédérale) et l'ambassadeur Jamieson Greer (représentant aux négociations commerciales à la Maison-Blanche).

8) L'ancien sénateur de Floride Marco Rubio est un conseiller puissant, mais pas aussi influent. Il est le premier depuis Henry Kissinger en 1974-1975, rien de moins, à cumuler les postes de secrétaire d'État et de conseiller pour la sécurité nationale (NSA). La comparaison s'arrête là, car Rubio n'a pas l'ascendant de Kissinger sur la formulation de la politique étrangère. Il est en réalité plutôt un secrétaire effacé au sein de cette administration, tandis que Witkoff est beaucoup plus visible. Tout cela tient à vrai dire à la mainmise de Trump sur les décisions finales dans ce domaine, et sur ses rapports personnels avec ses conseillers. La marge de manœuvre du secrétaire est quasiment inexistante. « Petit Marco », comme le surnommait le président durant les primaires de 2016, adhère en tous points aux décisions de Trump. Richard Hétu qualifie ainsi la métamorphose de Rubio : « cette capacité de pousser encore plus loin sa "trumpification", une transformation qui n'a pas d'égal au sein du parti républicain[450] ». Il reste de marbre lors des rencontres avec Zelensky, il ne se prononce pas sur l'immigration (il est le fils d'un exilé cubain), il sabre des deux-tiers le personnel qu'il dirige au NSC, et surtout, il assiste sereinement au démantèlement des institutions qu'il gère, tant l'USAID que son propre département[451]. Les chiffres illustrent l'ampleur des réductions. L'aide à l'étranger des États-Unis – militaire et économique – a représenté en 2024 un budget global de 80 milliards USD, dont 21,7 milliards ont été alloués à l'USAID, soit 1,3 % du budget fédéral et 0,25 % du PIB américain.

La diminution de moitié du budget de l'USAID a pour effet d'amputer de 40 % l'assistance humanitaire totale dans le monde. On estime à un million de morts supplémentaires par année le coût humain de cette réduction, à l'échelle mondiale[452]. Seul un budget résiduel a été rapatrié au département d'État. L'attention est désormais centrée sur la Chine et l'Asie, l'Iran, le Venezuela, l'Ukraine et le Proche-Orient – des dossiers sur lesquels Rubio est peu bavard, à l'exception du Venezuela où il s'est mis en évidence pour provoquer la chute du régime de Nicolás Maduro[453]. À la demande du président, le secrétaire n'a pas renouvelé en octobre 2025 la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA), en vigueur depuis 25 ans, ce qui confirme le désintérêt américain pour le leadership des États-Unis sur ce continent[454]. En outre, les programmes de soutien démocratique prennent fin tandis que le bureau sur les enjeux de la démocratie et des droits humains, au sein du département, est aboli (1,3 milliard USD d'aide sont ainsi éliminés et seront octroyés plutôt à la relocalisation des Sud-Africains blancs aux États-Unis). Apparemment, les objections fondées de Rubio, qui dénonçait auparavant les violations de la liberté d'expression, notamment à Cuba, se sont heurtées aux fins de non-recevoir du directeur de l'OMB, Russell Vought[455]. Rubio s'avère au final le béni-oui-oui par excellence et toute dissidence au sein de son département est sévèrement réprimée[456].

9) Au neuvième rang, on trouve l'ineffable Pete Hegseth, ancien animateur de Fox News et aujourd'hui secrétaire à la Guerre (dorénavant ainsi désigné). Le choix d'Hegseth avait suscité

énormément d'opposition lors de sa nomination et son approbation par le Sénat, en raison de son passé turbulent, de ses prises de position controversées et de ses compétences de gestion jugées insuffisantes pour diriger le Pentagone[457]. Son année à la tête de celui-ci n'a pas fait taire les critiques, au contraire. D'abord, l'appellation « secrétaire à la Guerre » n'a pas été officiellement approuvée par le Congrès. Ensuite, Hegseth n'est pas un acteur central de la prise de décision, plutôt un porte-voix, un influenceur des politiques de la Maison-Blanche. Il ne fait pas partie de la garde rapprochée de Trump. Il n'est pas un conseiller important, au même titre que purent l'être en leur temps des secrétaires à la Défense, tels McNamara, Cheney, Rumsfeld, Gates ou Mattis (sous Trump 1.0). Hegseth répète essentiellement tout ce que dit Trump. Il tient en particulier un discours très radical sur les forces armées, leur formation et leur emploi. En fait, certains observateurs estiment qu'il n'inspire aucune loyauté au Pentagone, ce qui accroît la fracture entre le leadership civil et le commandement militaire (cela restera à démontrer quand viendra le moment de la décision de déployer les forces armées régulières, et pas seulement des contingents de la garde nationale comme c'est actuellement le cas, dans les villes américaines). Pour Daniel Drezner, « Hegseth est inapte [et], fondamentalement, ne comprend pas en quoi consiste ses fonctions[458] ». Ensuite, le « secrétaire à la Guerre » fait sienne l'idée que le département doit devenir plus agressif et réorienter sa mission sur les objectifs de sécurité intérieure (comme le prévoit la révision de la doctrine militaire promue dans le document *National Defense Strategy 2026*[459]). Cette direction n'a

pas l'heur de plaire à certains de ses hauts fonctionnaires, tels Colby, qui souhaiteraient plutôt que la priorité soit accordée à l'endiguement de la Chine. Le département renommé « de la guerre » vise-t-il davantage le combat contre les *wokes* que celui pour la paix et la stabilité dans le monde ? On pourrait le supposer, quoique l'un n'exclue pas l'autre, étant donné les visions parfois expansionnistes de l'administration Trump dans notre hémisphère[460]. Hegseth fait à la fois écho à la doctrine Trump du « repli-sur-soi », et à l'unilatéralisme. Certains l'accusent d'avoir commis des crimes de guerre en autorisant illégalement des frappes en mer contre des bateaux vénézuéliens et leurs équipages de civils, soupçonnés de narcotrafic et ayant survécus aux attaques. « Tuez-les tous » aurait-il ordonné avant l'une de ces opérations. Le secrétaire estime que ces opérations sont conformes au droit américain et international, au motif que les États-Unis sont dans un « conflit armé », ce que contestent la plupart des experts[461]. Enfin, le « secrétaire à la Guerre » a adopté des mesures à la limite de la répression en matière de liberté d'expression, en retirant leurs cartes d'accréditation aux journalistes qui couvrent le Pentagone (ceux-ci refusant de se confiner aux nouvelles règles restreignant leur travail), et en ordonnant à tous les officiers hauts gradés et civils du département de faire approuver par le bureau du secrétaire toutes leurs communications avec le Congrès[462]. Cette directive s'appliquerait même au chef d'état-major, ce qui contrevient à la loi Goldwater-Nichols de 1986. Pour celui qui a violé toutes les clauses de secret en utilisant la plate-forme Signal en mars 2025[463], l'ironie est flagrante. Mais, comme dit

Philip Elliott, « tout est permis à l'ère Trump[464] ». Pour les fins observateurs de son département, Hegseth « va de l'avant avec des réformes qui changeront la taille, la configuration et la mission des forces armées américaines[465] » – comme le souhaite ardemment Trump. Il est prévu notamment que le nombre de généraux quatre étoiles soit réduit de 20 %, et que plusieurs commandements militaires soient abolis et regroupés dans de nouveaux commandements, ceux-ci passant de 11 à 8. Un commandement international et un commandement des Amériques seront mis sur pied pour intégrer ceux qui disparaîtront (Europe, Moyen-Orient, Afrique pour l'international ; commandements du nord et du sud pour les Amériques)[466]. Le Canada ne disposera donc plus de son commandement conjoint avec celui des États-Unis (et distinct de celui du NORAD). Il sera désormais intégré à la nouvelle vision panaméricaine de l'administration Trump.

10) La conseillère qui a le moins d'influence au sein de l'administration est la directrice nationale du Renseignement, Tulsi Gabbard (il en va de même pour le directeur de la CIA, John Ratcliffe[467]). La directrice est non seulement limitée dans son expertise, mais elle n'a pas non plus l'écoute du président. Celui-ci s'est même permis de la contredire sur la menace vue dans le risque d'une arme nucléaire iranienne, que la DNI minorait : « je me fous de ce qu'elle raconte. La communauté du renseignement a tort », a-t-il rétorqué à un journaliste qui lui faisait remarquer la prise de position de sa DNI[468]. Gabbard est une ancienne lieutenante-colonelle de l'armée de terre et elle a été une représentante démocrate, de 2013 à 2021, de l'un des

districts de Hawaï au Congrès. Elle s'est métamorphosée en républicaine en 2024, faisant campagne en faveur de Trump durant les primaires. Elle s'est distinguée par ses positions pro-russes notamment. Elle a pour mission, en tant que DNI, de purger et soumettre les services de renseignement, dans le but d'aligner les opinions et recommandations de ceux-ci sur les positions de l'administration. Elle a notamment mis fin aux rapports prévisionnels du Renseignement, de *Global Trends* et de *Strategic Futures*, qui étaient préparés et publiés régulièrement depuis une vingtaine d'années. Il n'y a donc plus d'analyses sur le long terme des menaces et des réponses envisagées par le gouvernement américain. Le Conseil du renseignement national (NIC), pourvoyeur d'avis consultatifs, qui avait un rôle très important ces dernières décennies, a été aboli (il regroupait des analystes internes et externes). L'administration a décidé d'abandonner l'idée et le travail de planification sur les tendances et les menaces au sein du système international. « Le prix à payer pour cet aveuglement stratégique sera lourd », estime Drezner[469]. « Le prochain échec du renseignement ne sera pas une surprise, mais un choix », écrit l'ancien directeur de la CIA Michael Hayden[470]. Il sera surtout le résultat de l'autocensure, de la pensée groupale et du conformisme qui se seront accentués au détriment de la qualité de l'analyse. Un grand auteur sur l'histoire de la CIA, Tim Weiner, va jusqu'à écrire que « la plus grave menace contre les États-Unis se situe actuellement à la Maison-Blanche[471] ». Les démissions forcées ou volontaires d'agents très expérimentés sont nombreuses au sein de la communauté du renseignement depuis un an, sous

prétexte que celle-ci n'effectue plus son travail correctement : entre autres, la mise à pied de la moitié du personnel du bureau de la directrice (plus de 500 employés), le limogeage du chef du renseignement militaire de la DIA en août 2025, de même que le départ de la cheffe de la réserve de la Marine, responsable de ce secteur au Pentagone (qui tous deux mirent en doute le succès du bombardement des sites nucléaires iraniens), l'abolition du poste d'inspecteur général à la CIA, la révocation des accès de sécurité à des douzaines d'anciens officiels d'administrations précédentes, et la démission d'analystes spécialisés depuis longtemps sur la Russie et la Chine[472]. Ces agents chevronnés sont désormais remplacés par des opérateurs politiques. L'instrumentalisation évidente du renseignement compromet l'intégrité de la communauté et est sans précédent. Elle fait courir le danger d'une immense faillite du renseignement à l'avenir (comme le furent les attentats du 11-Septembre). « La performance de Gabbard est spectaculairement faible et hors norme », estime Drezner[473]. Sans compter sur le fait que ni elle ni aucun de ses représentants ne présente au président son rapport quotidien (le *presidential daily brief* ou PDB) sur l'état des menaces dans le monde. Cela en dit long aussi quant à l'importance que Trump accorde à la communauté du renseignement. La relation entre celle-ci et le président, écrit Drezner, est non seulement tendue, mais irréconciliable, compte tenu des nombreuses enquêtes du FBI et de la CIA dans le passé sur le chef de la Maison-Blanche[474]. En politisant le renseignement pour le soumettre à ses préférences et sa

volonté, Trump détruit toute motivation et crédibilité au sein de cette communauté.

Conclusion

L’avenir, entre *lax americana* et *bellum americanum*

Prédire l’avenir de la politique étrangère américaine ressemble à un casse-tête, car Trump relève de « la devinette enveloppée de mystère au sein d’une énigme » pour citer Churchill. Pour autant, trois scénarios sont possibles et définiront les orientations que pourront prendre les États-Unis dans le monde. Les deux premiers sont directement liés à la formulation de la politique extérieure, le dernier résulte de ce qui adviendra du pays lui-même (un scénario hors sujet, mais digne de mention dans ce livre, car comportant des conséquences graves pour le monde). Comme on l’a vu, la *pax americana* est terminée, mais deux variantes sont possibles, tandis qu’une troisième aboutit au pire scénario. Dans tous les cas, des pays comme le Canada devront s’ajuster pour affronter la transformation des États-Unis sous Trump. Quelles sont les stratégies et les sorties de secours à envisager ? Mais d’abord, quelle voie emprunteront les États-Unis sous Trump d’ici la fin de sa présidence ? Quels sont les scénarios ?

Lax americana

L'expression latine « *lax* » signifie « relâchement », « délaissement ». La *lax americana* correspond à la version pure de « l'Amérique d'abord » qui prône le repli sur soi, la préservation d'une forteresse économique et sécuritaire afin de défendre l'intérêt américain en sol américain et qui abandonne toute responsabilité internationale. Cette vision est celle qui a triomphé lors des campagnes électorales de 2016 et 2024. Elle correspond à une forme d'isolationnisme que les États-Unis ont adoptée maintes fois dans leur histoire. Comme au 19e siècle, puis durant l'entre-deux-guerres (1921-1941), les États-Unis peuvent choisir une nouvelle fois de délaisser durablement leur participation et leur leadership au sein des institutions politiques, économiques et sécuritaires internationales. Un tel retrait représenterait une évolution historique équivalente à celle qui suivit le rejet du traité de Versailles, avec un impact encore plus dommageable, un isolationnisme qui, selon de nombreux historiens, aurait plongé le monde dans une ère d'instabilité, responsable de la Seconde Guerre mondiale. Les reculs des années 1920-1930, il y a cent ans, peuvent encore une fois se produire et provoquer le même résultat. La responsabilité de l'administration Trump dans ce scénario serait immense. Ses politiques protectionnistes, sa propension à l'autoritarisme, l'abandon et la maltraitance des alliés et des alliances, le dédain pour les normes internationales constituent autant d'ingrédients pour produire la recette d'une guerre majeure – avec ou sans l'implication des États-Unis. Par exemple, que décideraient ces derniers si la Russie, après l'Ukraine, attaquait ailleurs le

territoire européen ? La *lax americana* représenterait durant la présidence de Trump un choix terrible, dans la mesure où, sans le leadership américain des 80 dernières années, le système international serait sans nul doute abandonné à lui-même, enclin à la dérive et à l'anarchie grandissantes. Michael Beckley prédit à cet égard un ordre stagnant :

> [U]n club fermé de grandes puissances vieillissantes, encerclé par des puissances moyennes, des pays en développement et des pays déliquescents [...] L'ère des puissances ascendantes tire à sa fin, mais ses conséquences immédiates pourraient s'avérer non moins violentes[475].

Seule bonne nouvelle, peut-être, selon l'auteur : ces puissances vieillissantes se retrouveront dans une situation de « paix gériatrique » qui réduirait les risques d'une guerre mondiale et d'une rivalité hégémonique, car l'âge médian des grandes puissances est actuellement de plus de 40 ans, tandis qu'il se situait dans la mi-vingtaine il y a cent ans. Enfin, dans ce scénario, un tel délaissement, sous Trump, des responsabilités internationales des États-Unis, s'accompagnera d'un pouvoir exécutif grandissant et quasi dictatorial, qui transformera le système politique américain en démocratie illibérale. Une telle transformation donnera à la Maison-Blanche les coudées franches pour parvenir à son objectif de renforcer durablement la forteresse Amérique. Un tel scénario n'exclut pas non plus la survenance simultanément de notre deuxième scénario.

Bellum americanum

« *Bellum* » désigne ce qui est « agressif », « belliqueux », « guerrier ». L'avènement d'une ère de *bellum americanum* peut surprendre, car Trump, de prime abord, dit ne pas vouloir d'interventions militaires. En revanche, ses menaces contre le Canada, le Danemark, le Panama, le Venezuela ou la Colombie (sans compter le Mexique) évoquent le comportement impérialiste par excellence des États-Unis au cours de leur histoire. N'est-ce pas l'ancien président McKinley, auquel on compare parfois l'actuel chef de la Maison-Blanche, qui déclara la guerre à l'Espagne en 1898 pour conquérir, notamment, Cuba ? Peut-on exclure que Trump puisse attaquer ou envahir un pays, surtout s'il se trouve dans la sphère d'influence américaine, et agisse unilatéralement pour parvenir à ses objectifs ? Peut-on même imaginer le retour de l'empire américain et de ses coups de force historiques ? Cela paraît invraisemblable, mais Trump envoie parfois de tels signaux, surtout quand il menace directement les chefs d'État de l'hémisphère américain, comme il se l'est permis après la capture de Nicolás Maduro[476].

Le déploiement d'un dispositif naval imposant au large du Venezuela, le plus important depuis la crise des missiles de Cuba et supérieur à celui consenti lors de l'invasion du Panama en 1989, laissait présager une intervention militaire américaine contre le régime de Maduro – une posture assez contradictoire chez Trump qui a toujours dénoncé l'objectif du « changement de régime » associé à l'invasion de l'Irak il y a plus de vingt ans[477]. Puis Trump a décidé de lancer l'opération

« détermination absolue » dans la nuit du 3 janvier 2026, avec des conséquences imprévisibles pour l'avenir du Venezuela. Cela va au-delà du kidnapping de Maduro et de son transfert aux États-Unis pour traduction devant la justice sur des accusations de narco-terrorisme portées contre lui par l'administration Trump. Cette action militaire spectaculaire témoigne de la volonté, par celle-ci, de changer radicalement le cours de la politique étrangère américaine, afin qu'elle soit conforme à la nouvelle « stratégie de sécurité nationale ». La vision d'une sphère d'influence américaine sur tout le continent, l'expression d'une nouvelle doctrine « Donroe », semble réelle, non seulement pour réaffirmer l'hégémonie des États-Unis mais pour contrer celle de la Chine dans ses rapports commerciaux avec l'Amérique latine. Sommes-nous avec Trump à l'aube du retour de l'impérialisme américain ? On pourrait le croire suite à l'intervention au Venezuela[478]. D'autant plus que les menaces du président se multiplient contre plusieurs pays, dont la Colombie, le Mexique, et Cuba – sans oublier le Groenland, l'Iran et le Canada. La perspective de nouveaux conflits et de nouvelles guerres qu'entraîne cette posture n'est pas sans inquiéter la base électorale de Trump, qui redoute de tels engagements militaires. Loin d'être isolationniste, comme elle le croyait, leur président s'avère finalement un interventionniste digne des proclamations et des actions de Theodore Roosevelt à l'époque de la diplomatie de la canonnière du début du 20^{e} siècle[479]. La déclaration du président, annonçant la capture de Maduro, semble provenir tout droit de cette époque : « dans le cadre de notre nouvelle stratégie de sécurité nationale, la domination américaine dans

l'hémisphère occidental ne sera plus jamais remise en question[480] ».

Quel est l'objectif réel visé à long terme[481] ? Opérer un changement de régime à Caracas ? Mettre fin au trafic de drogues ? Mettre en œuvre un plan de démocratisation du Venezuela ? Chercher par un effet domino à affaiblir Cuba et le Nicaragua ? Réaffirmer tout simplement la puissance américaine dans les « Amériques d'abord » ? Mettre la main sur les réserves pétrolières vénézuéliennes ? Diminuer l'influence de la Chine dans l'hémisphère Sud ? Détourner l'attention des problèmes domestiques aux États-Unis ? Les enjeux stratégiques, politiques et légaux ne manquent pas dans une telle perspective et provoquent de multiples controverses, notamment celles touchant au non-respect du droit militaire américain et du droit international[482]. Assiste-t-on au retour d'une politique néo-conservatrice digne de l'ère G. W. Bush/Dick Cheney d'il y a vingt ans, se demande ironiquement Daniel Drezner[483] ? D'autant que l'argument démocratique paraît suspicieux provenant d'un président qui est tout sauf un ardent défenseur de la démocratie aux États-Unis. En revanche, son appui au découpage du monde en sphères d'influences a de quoi inquiéter pour l'avenir des normes et des règles de droit qui prévalent dans le système international (et pour les lois aux États-Unis qui régissent normalement le recours à la force à l'étranger[484]). Car, rien n'empêchera la Russie ou la Chine d'évoquer le précédent vénézuélien pour justifier de nouvelles agressions contre leurs voisins, que ce soit un pays balte ou Taïwan[485]. La norme en particulier de non-intervention contre la souveraineté territoriale

des États est pulvérisée dans la foulée de l'action unilatérale décidée par l'administration Trump, tout comme celle de l'interdiction du recours à la force qui est désormais considérée comme « facultative », affirme une experte du droit international. « L'influence du Conseil de sécurité de l'ONU n'a pas été seulement affaiblie, elle a été anéantie », ajoute-t-elle[486]. « C'est un moment de réinitialisation énorme pour la posture des États-Unis dans l'intervention mondiale », écrit Philip Elliott, et qui ajoute : « c'est un des premiers pas pour déployer un nouvel empire américain[487] ». Le monde assurément sera encore plus périlleux avec Trump et sa doctrine « Donroe ».

L'appareil militaire des États-Unis est le plus puissant du monde et n'aurait, dans son « étranger proche » ou sa cour arrière, aucune difficulté à étendre son emprise et exercer sa puissance, comme il l'a fait trop souvent dans le passé. Cela rappelle de très mauvais souvenirs et constitue tout un défi pour des pays tel le nôtre, voisin de Trump. Une politique étrangère belliqueuse et unilatéraliste est le prolongement de la doctrine de « l'Amérique d'abord », celle-ci dictant aussi sa posture vis-à-vis des pays appartenant à la sphère d'influence américaine. Les trois Amériques – du Nord, centrale et du Sud – risquent de subir davantage les sautes d'humeur et l'appétit en ressources (eau, pétrole, métaux rares) des États-Unis. Le concept d'une « forteresse Amérique » envisagé par l'administration Trump, pourrait désigner des États comme le Canada, le Mexique et les petits pays d'Amérique centrale comme des succursales ou des pays vassaux devant satisfaire les intérêts américains, sous peine de subir les représailles de Washington en cas de refus.

Pour satisfaire les seuls besoins de la Maison-Blanche, Trump se métamorphoserait alors en va-t-en-guerre si l'opportunité se présentait. D'où la nécessité que le Canada, entre autres États, prenne sa défense et sa sécurité très au sérieux.

Ruina americana

Le dernier scénario est l'implosion des États-Unis. L'expression « *ruina* » signifie la « ruine » voire « l'effondrement ». La *ruina americana* correspondrait non seulement à la fin de la *pax americana,* mais aussi des États-Unis tels que nous les avons connus. C'est la thèse de la guerre civile, déjà évoquée, de l'écrivain canadien Stephen Marche dans son célèbre livre de 2022, *USA : La prochaine guerre civile*, qui imagine cinq scénarios d'éruption de la violence dans un climat d'hyperpolarisation, menant à des affrontements entre démocrates et républicains à partir d'événements constituant des catalyseurs (comme une tentative d'assassinat de la présidente démocrate, l'explosion d'une bombe « sale » à dispersion radiologique, une tentative d'insurrection contre le gouvernement à l'image de l'émeute du 6 janvier 2021, un violent événement climatique ou encore une tentative sécessionniste de certains États)[488]. Chacun de ces affrontements mène, selon Marche, à une dictature de droite qui veut rétablir l'ordre. Il prédit que cela entraînera encore plus de tensions, au point de provoquer une guerre civile. Sans doute le scénario de l'effondrement est-il exagérément apocalyptique, mais il a le mérite d'offrir une sérieuse mise en garde. Citons l'auteur : « Certains jugeront qu'envisager la possibilité d'une

guerre civile n’est que de l’alarmisme. Tout ce que je puis affirmer, c’est que la réalité dépasse déjà les prédictions les plus redoutables[489]. » Les États-Unis ne sont pas à l’abri de perdre leur démocratie, ou leur pays tout court, si, à tout hasard, la décentralisation fédérale offrait à certains États une occasion de contester le pouvoir central jusqu’à se soustraire à son autorité (en recourant par exemple aux milices étatiques). Une réédition de 1861 ? Il est clair, pour Marche, que la polarisation, les déficiences systémiques de la structure politique américaine, la perte de confiance dans les institutions et la radicalisation croissante créent un climat propice à un tel conflit. On ne peut donc exclure le chaos, la violence et les réalignements, comme les États-Unis l’ont vécu après la Guerre civile. Tous les scénarios qu’il évoque sont possibles, dans le contexte où, en outre, une présidence comme celle de Trump contribue à la radicalisation. Il est tout aussi possible qu’elle mène à la résignation et à la soumission d’une population lasse et épeurée par le climat autoritaire instauré sous l’égide du président, mais, dans tous les cas, l’auteur a raison de dire que les États-Unis sont en danger et représentent d’immenses risques pour leurs voisins, dont nous sommes, au Canada. Que ferions-nous, par exemple, si des vagues de réfugiés américains réclamaient l’asile en sol canadien ? Cela semble une question hérétique, mais, avec Trump, rien n’est exclu. Il n’est pas interdit de croire que Trump puisse aussi provoquer un effet boomerang contre lui et amener les Américains à offrir leur soutien à des politiciens et des politiques de gauche. Le pays sera certes différent dans quelques années, mais personne ne peut deviner comment il

évoluera ou quelle direction il prendra. Ce qui pose la question de l'adaptation nécessaire du reste du monde à cette évolution. « Les gouvernements étrangers doivent se préparer à une Amérique post-démocratique, à une superpuissance autoritaire, et, par conséquent, beaucoup moins stable », conclut Marche[490].

Quelles stratégies de sortie et comment survivre à Trump ?

Si on ne peut compter sur les États-Unis et leur leadership, il faut réfléchir à des stratégies de sortie. Le constat est unanime et souvent répété : les États-Unis se désengagent du système international, non parce qu'ils y sont forcés, mais parce qu'ils le veulent – un choix sans précédent en 80 ans. « Nous sommes dans la situation du "leadership zéro" sur laquelle j'ai écrit pendant des années, un trône vacant pour la direction du monde que personne d'autre ne veut ni ne peut combler », estime le géopolitologue Ian Bremmer, qui conclut : « Préparez-vous pour une forte turbulence[491]. » Les États-Unis ne sont plus, désormais, la superpuissance fiable. Autre constat : l'ordre libéral international et « l'Occident » qui lui a longtemps été associé, n'existent plus. « L'exceptionnalisme est révolu, car la politique étrangère des États-Unis n'a plus pour mission de promouvoir les idéaux américains, comme elle le faisait depuis longtemps », écrit Daniel Drezner[492]. Quelles sont les lueurs d'espoir, dans ce contexte, pour « la résistance » de pays comme le nôtre ? Peut-on construire un monde libéral post-américain ?

Si le désengagement américain, la *lax americana*, est irréversible et s'ils veulent contrer les répercussions d'une *bellum americana*,

les pays alliés et partenaires des États-Unis devront renforcer leurs liens tant économiques que militaires – et le temps presse. Ils devront s'engager davantage entre eux à défendre la démocratie, défendre leurs territoires, collaborer sur le plan militaire, défendre les normes du commerce et leur appartenance à une communauté internationale. « Entre la Chine et les États-Unis, les États libéraux devront se protéger contre les deux plus grandes économies de la planète et les deux plus importantes armées du monde. Si l'on ajoute la Russie, les démocraties devront confronter trois grandes puissances », résume le professeur d'études stratégiques Phillips O'Brien de l'Université St Andrews[493]. L'auteur va jusqu'à prôner, pour certains États, tels la Corée du Sud, le Japon et des pays européens, la possession d'armes nucléaires pour dissuader toute agression contre eux. Une telle perspective aurait été inimaginable il y a quelques années sous le parapluie et le leadership américains. D'autres stratégies peuvent être envisagées : des alliances nouvelles pour promouvoir le commerce, développer et protéger ensemble les chaînes d'approvisionnement de métaux rares ; des alliances renforcées dans le domaine de la défense et de la sécurité, entre l'Europe, le Canada et les pays de l'Asie de l'Est ; se rappeler que, parfois, la meilleure défense est l'offensive, comme le prônait en son temps Reagan (par exemple, financer les forces démocratiques, utiliser le levier des marchés obligataires pour forcer Trump à reculer, aider activement l'Ukraine, assurer la survie de Taïwan, celle des institutions internationales, comme une sorte de G6 réduit, soutenir l'ONU, créer et rallier des forums d'aide et d'assistance,

développer des partenariats multi-alignés, reprendre le flambeau de la « puissance douce »)[494]. Il faut offrir une alternative fiable et durable qui ne soit ni celle des pays autocratiques ni celle des États-Unis. Il faut concevoir une stratégie de « survie démocratique », comme le propose le professeur O'Brien. La crise actuelle de la gouvernance des relations internationales offre aux puissances moyennes telles que le Canada et d'autres, une occasion de rebâtir les fondations d'un multilatéralisme en mesure de contrer l'unilatéralisme des grandes puissances, comme l'a prôné le premier ministre Mark Carney à Davos en janvier 2026. La coopération doit être renforcée et elle peut l'être, comme notre suggestion que le Canada devienne un partenaire plus étroit de l'Union européenne. Le reste du monde ne doit pas accepter son partage en sphères d'influence, comme le souhaitent Trump, Xi et Poutine. Le monde post-américain n'a pas à être anti-américain, mais il peut exister sans les Américains. Cela prendra du temps et, qui sait par un effet boomerang, fera réaliser à ceux-ci que les États-Unis étaient bien mieux avant que Trump ne devienne président. Si un retour en arrière n'est pas possible, ce qui fait apparemment consensus, il nous faut alors envisager l'avenir au-delà des États-Unis, « survivre à Trump et continuer d'avancer[495] » – ce que nous n'avions jamais imaginé auparavant. C'est là le défi des trois prochaines années trumpiennes.

Post-Scriptum

La seconde année de la deuxième présidence de Trump s'est amorcée de façon spectaculaire, laissant présager une période de tumultes et de dangers. Elle paraît vouloir consacrer non seulement la fin de l'hégémonie américaine telle qu'on l'a connue, mais surtout, l'irrémédiable redéfinition du rôle des États-Unis. De puissance hégémonique voulant préserver l'ordre international, ils se métamorphosent brutalement en une puissance révisionniste cherchant à le détruire – un changement plutôt inédit dans les relations internationales contemporaines.

Entre la capture de Maduro au Venezuela et les menaces du président américain d'annexer le Groenland (en l'acquérant ou en le conquérant), 2026 consacre un tournant marquant et irréversible. « Nous sommes en pleine rupture [et] l'ordre ancien ne sera pas rétabli », a déclaré le premier ministre canadien à la tribune de Davos le 20 janvier dernier[496]. Cette mise en garde du premier ministre a fait couler beaucoup d'encre, la plupart des observateurs la décrivant comme un véritable tournant en relations internationales, qui consacre le déclin de l'Occident mené par les États-Unis, la fin de l'hégémonie américaine et la nécessité pour les puissances moyennes de se regrouper et de reconstruire un nouvel ordre mondial, afin d'éviter que celui-ci ne sombre dans l'obsolescence de toutes les règles l'ayant

jusqu'ici plus ou moins régi. « Si vous n'êtes pas à la table vous êtes dans le menu », a prévenu le premier ministre[497].

Les États-Unis de Trump mettent déjà le monde en péril par leurs politiques unilatéralistes, voire impérialistes, et ils s'avèreront encore plus imprévisibles, belliqueux et dangereux – particulièrement auprès de leurs alliés, un virage en soi historique. Car, en effet, « l'effondrement de l'ordre international fondé sur les règles force même les alliés les plus proches des États-Unis à traiter ceux-ci non pas comme un partenaire mais comme une puissance contre laquelle ils doivent se protéger[498] ».Le Canada, comme le plus proche allié des États-Unis, n'a plus le choix. Stéphanie Grammond écrit : « À moins d'être très naïfs, il faut nous préparer à devoir nous défendre sans la protection du grand frère américain, ce qui ne s'est jamais produit depuis la Seconde Guerre mondiale. » L'éditorialiste en chef de *La Presse* conclut que le Canada doit « développer une véritable filière militaire souveraine pour assurer la sécurité du pays[499] ». Le chroniqueur Andrew Coyne, du *Globe and Mail*, abonde dans le même sens et souligne l'importance de l'action collective pour combler la fin de la *pax americana*, notamment l'instauration d'un article 5 « économique » parmi les alliés – semblable à celui de l'OTAN – pour combattre le protectionnisme de Trump. Coyne souligne la position désormais inédite dans laquelle se retrouve le Canada : « Nous avons combattu pour défendre d'autres nations. Nous n'avons jamais été en guerre pour défendre la nôtre[500]. »

Les grands gagnants de cette reconfiguration du monde sont déjà clairement identifiables : la Chine et la Russie. « Les États-Unis ne sont plus un partenaire fiable [...] La *pax americana* imposée par l'empire américain au contrefort duquel nous avons prospéré est chose du passé », écrit Yves Boisvert[501]. Sur une échelle de Richter géopolitique, Trump semble vouloir accomplir le maximum de perturbation, un séisme sans précédent en temps de paix. L'onde de choc était prévue et prévisible, mais il demeurait difficile d'en prédire l'intensité, et les conséquences dramatiques. « Donald Trump a bousillé en une petite année l'ordre mondial qui a fait des États-Unis le géant qu'il fut depuis 80 ans », ajoute Patrick Lagacé[502]. Ce tremblement de terre n'est ni plus ni moins qu'une révolution dans la conduite de la politique étrangère américaine : la « révolution Trump » embrase le monde.

Les deux premières semaines de l'année 2026 ont marqué le prélude de virages importants et de tendances qui s'accentuent, confirmant celles qui ont prévalu durant la première année de Trump 2.0. Ce président se fait le chantre d'un ordre hobbesien, où l'anarchie règne et le recours à la force est décuplé, un ordre fondé sur les « *deals* » et non les normes, qui « embrasse l'extraction, la corruption et les arrangements transactionnels qu'il peut réviser à volonté[503] ». Parallèlement, il retire les États-Unis d'une soixantaine de groupes et d'agences internationales, dont la moitié sont liés aux Nations Unies, orchestrant à terme l'atomisation de la structure et de la philosophie onusienne, et l'éclipse de toutes formes de multilatéralisme et de conformisme au droit international qu'il abhorre.

Ramène-t-il la politique étrangère à sa version isolationniste d'avant 1945 ? En partie seulement. Car il s'agit d'un isolationnisme partiel et de façade. Car Trump illustre les caractéristiques d'un décideur imprévisible, mégalomane, impulsif et sans filtres, porté par l'émotion plutôt que la raison. L'irrationalité chez ce président l'emporte, la plupart du temps : « La doctrine Trump en action : la puissance américaine comme levier utilisé à volonté, sujet à des changements brusques, et déterminé non par les institutions mais par la personne du président[504] . »

En témoigne cette volonté de « revanche du moufflet-en-chef », cherchant à faire des gains car vexé de ne pas avoir obtenu son si convoité Nobel de la paix[505]. En atteste aussi ce « comportement d'un État cowboy qui n'hésite pas à intimider ses plus fidèles alliés[506] ». Au bout du compte, le triomphe de l'égopolitique sur la géopolitique conduit à transgresser toutes les lignes rouges, sans autre moralité que la sienne – autant dire aucune[507]. Le constat est accablant pour le célèbre commentateur Fareed Zakaria : « Trump incite le monde à craindre l'Amérique [car] les États-Unis se comportent désormais différemment de l'Hégémon traditionnel[508] . » Les États-Unis singent plutôt la Russie, telle une puissance prédatrice qui fait fi des normes et des principes. Trump sape toute la légitimité que son pays pouvait (encore) avoir sur la scène internationale et accentue son isolement à l'égard de ses alliés.

Ce qui s'était amorcé avec son arrivée au pouvoir s'est confirmé un an plus tard, avec l'opération militaire au Venezuela, ses

menaces d'intervenir en Iran ou encore la crise diplomatique autour du Groenland. Même si, comme dans le cas de cette dernière, il n'y a ni rationalité (une action militaire pour prendre possession du territoire, pour l'instant encore danois, constituerait sans nul doute l'une des pires catastrophes de l'histoire de la politique étrangère américaine[509]), ni gain stratégique avéré, ni légalité[510]. Place désormais aux coups de force et aux esclandres, dans la droite ligne de la « doctrine Donroe », qui prétend rétablir la domination des États-Unis sur l'hémisphère nord et sud du continent, de l'Arctique à la Terre de feu[511]. Somme toute, résume le chroniqueur américain du périodique *The Economist*, « L'Amérique d'abord n'implique pas d'être isolationniste. Elle autorise plutôt l'agression américaine dans la poursuite d'un intérêt purement personnel[512] ». L'antiaméricanisme et l'instabilité ne feront que s'accroître, tandis que l'exceptionnalisme américain sera relégué aux oubliettes de l'Histoire. Clairement, nous vivons désormais dans un nouveau monde.

Notes bibliographiques

1. « A New World Starts to Emerge », *The Economist World Ahead 2026*, vol. 456, 22 novembre 2025, p. 9.

2. Voir nos livres, Charles-Philippe David, *L'effet Trump : Quel impact sur la politique étrangère des États-Unis ?*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2020, 162 p. ; Charles-Philippe David et Élisabeth Vallet, *Comment Trump a-t-il changé le monde ?*, Paris, CNRS éditions, 2020, 142 p.

3. Charles-Philippe David, *L'aigle en péril . La politique étrangère américaine à la croisée des chemins*, Éditions Somme Toute/Le Devoir, Montréal, 2024, 132 p.

4. Cité par Ashley Parker et Michael Scherer, « Donald Trump Is Enjoying This », *The Atlantic*, vol. 336, juin 2025, p. 25.

5. Charles-Philippe David et Élisabeth Vallet, *op. cit.*, détaillent tous ces reculs qui, à notre avis, étaient « causés largement par les orientations et les décisions de l'administration Trump en politique étrangère » (p. 13).

6. Elizabeth Saunders, « Imperial President at Home, Emperor Abroad. American Foreign Policy in an Age of Unrestrained Executive Power », *Foreign Affairs*, 16 juin 2025 (consulté en ligne).

7. *Ibid.* (consulté en ligne).

8. Stephen Walt, « Another Trump Presidency Won't Change Much U.S. Foreign Policy », *Foreign Policy*, 22 janvier 2024 (consulté en ligne). C'est l'opinion également de Julien Tourreille, « Trump 2, une politique étrangère plus prévisible qu'il n'y paraît », *La Presse*, 29 novembre 2024 (consulté en ligne).

9. Stephen Walt, « The Trump-Vance Unilateralist Delusion », *Foreign Policy*, 24 juillet 2024 (consulté en ligne). Une position similaire est défendue par Andrew Coyne, « Do Not Remain Calm, A Trump Presidency Really Will be That Bad », *The Globe and Mail*, 20 juillet 2024, p. O1. Lire aussi Daniel Drezner, « World Politics after Trump's Second Term, Spoiler Alert : It Ain't Good », *Drezner's World*, 6 juillet 2024 (consulté en ligne), et « No One Should Kid Themselves about Trump's Second-Term Foreign

Policy », *Drezner's World*, 20 juillet 2024 (consulté en ligne). Drezner explique pourquoi Trump 2.0 n'est pas mieux que Trump 1.0, et que le reste de la planète n'est pas mieux outillée que la première fois pour l'affronter. Il prend le contrepied de la thèse de la continuité qu'ont défendue des auteurs comme Walt, avant sa conversion, et le spécialiste Eliot Cohen dans sa chronique, « Cancel the Foreign Policy Apocalypse. A Second Trump Term Wouldn't Change U.S. Foreign Policy All That Much », parue dans la revue *The Atlantic*, 17 juillet 2024, et prétendant que Trump, cette fois, aura changé, sera bien entouré, et que les dirigeants étrangers sauront mieux l'affronter (consulté en ligne).

10. Charles-Philippe David, *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, Québec, Presses de l'Université Laval, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, 1 183 p.

11. « Donald Trump's Foreign Policy : Stranger Danger », *The Economist*, 30 mars 2024 (consulté en ligne) ; Eric Cortellessa, « If He Wins », *Time*, vol. 205, 27 mai 2024, p. 29-38.

12. Margaret MacMillan, « Stress Test. Can a Troubled Order Survive a Disruptive Leader ? », *Foreign Affairs*, vol. 104, janvier-février 2025 (consulté en ligne).

13. *Ibid*., (consulté en ligne).

14. Margaret MacMillan, « Making America Alone Again. History Offers Few Parallels for Washington's Repudiation of its Own Alliances », *Foreign Affairs*, 21 juillet 2025 (consulté en ligne).

15. Michael Horowitz, *Why Leaders Fight*, Cambridge, Cambridge Unversity Press, 2015, p. 25.

16. Patrick Morgan, *Theories and Approaches to International Politics. What Are We to Think* ?, New Brunwick, Transaction Books, 1981, p. 75.

17. Valerie Hudson, *Foreign Policy Analysis. Classic and Contemporary Theory*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2007, p. 4, 7-9 et 37. Lire aussi Valerie Hudson, *Foreign Policy Decision-Making (Revisited)*, New York, Palgrave, 2002, p. 1-6.

18. Patrick Morgan, *op. cit.*, p. 51-55.

19. Sébastien Barthe, « Le leadership et le style présidentiel », dans Charles-Philippe David et Frédérick Gagnon, *Théories de la politique étrangère américaine. Auteurs, concepts et approches*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 3e édition, 2026, p. 417-451 ; Charles-Philippe David, *Au sein de la Maison-Blanche*…, *op. cit,* p. 207-216 ; Valerie Hudson, *Foreign Policy Analysis*, *op. cit.*, p. 54-56.

20. Greg Cashman, *What Causes War ? An Introduction to Theories of International Conflict*, Lanham, Lexington Books, 1993, p. 40-41 et 42. L'auteur décrit les cas de Wilson et Nixon, p. 42-45.

21. John Mearsheimer, *Why Leaders Lie. The Truth about Lying in International Politics*, Oxford, Oxford University Press, 2011, p. 11.

22. Margaret MacMillan, « Making America Alone Again », *op. cit.* (consulté en ligne).

23. Charles-Philippe David, *Au sein de la Maison-Blanche…*, *op. cit.*, parcourir les chapitres 4 à 13 de Truman à Obama. Lire également nos livres précédents sur Trump 1.0 et Biden, cités plus haut.

24. Greg Cashman, *op. cit.*, p. 70-75 ; Valerie Hudson, *Foreign Policy Analysis*, *op. cit.*, p. 40-53.

25. Greg Cashman, *op. cit.*, p. 53.

26. À titre d'exemple, lire Mary L. Trump, la nièce de Donald Trump, qui est psychanalyste et a écrit un profil inquiétant sur son oncle, qu'elle qualifie d'homme dangereux, dans *Trop et jamais assez : comment ma famille a fabriqué l'homme le plus dangereux du monde*, Paris, Albin Michel, 2020, 331 p.

27. Charles-Philippe David, *L'effet Trump*, *op. cit.*, p. 70.

28. Greg Cashman, *op. cit.*, p. 52-54.

29. Kenneth Waltz, *Man, the State and War. A Theoretical Analysis*, New York, Columbia University Press, 1959, 263 p.

30. *Ibid.*, p. 28.

31. Ernest Hallett Carr, *The Twenty Year's Crisis, 1919-1939*, New York, Harper & Row Publishers, 1939, p. 24.

32. *Ibid.*, p. 95-101. Carr dénonce autant les excès d'utopie que les excès de réalisme, tous deux facteurs de conflit.

33. Michael Horowitz, *op. cit.*, p. 27.

34. Keren Yarhi-Milo, « The Credibility Trap. Is Reputation Worth Fighting For ? », *Foreign Affairs*, vol. 103, juillet-août 2024, p. 116-122.

35. Charles-Philippe David, *L'effet Trump*, *op. cit.*, p. 15-24.

36. Cité par Chad de Guzman, « J. D. Vance Defines the "Trump Doctrine" », *Time*, 25 juin 2025 (consulté en ligne).

37. Michael Hirsh, « Why Everyone in Washington Is a “Realist” Now », *Foreign Policy*, 8 août 2025 (consulté en ligne).

38. « *Might makes right* », comme le dit l’expression anglaise. « Le moins wilsonien des présidents depuis Wilson lui-même », conclut Michael Kimmage, « The World Trump Wants », *Foreign Affairs*, 25 février 2025 (consulté en ligne). Lire aussi George Packer, « The Trump World Order », *The Atlantic*, vol. 336, avril 2025, p. 13-16, et « The Trump Doctrine », *The Economist*, vol. 456, 18 janvier 2025, p. 13.

39. Nancy et Matthew Duss, « America Is Cursed by a Foreign Policy of Nostalgia », *Foreign Affairs*, 3 décembre 2024 (consulté en ligne).

40. Éric Desrosiers, « William McKinley revu et corrigé par Donald Trump », *Le Devoir*, 24 janvier 2025 (consulté en ligne). *The Economist* parle du « Project 1897 », en référence à la première année de la présidence de McKinley, vol. 456, 25 janvier 2025, p. 7.

41. Daniel Drezner, « Why Is Donald Trump so Horny for Territory ? », *Drezner’s World*, 10 mai 2025, associe cette soif territoriale aux vieilles habitudes prédatrices de Trump sur le marché immobilier. Une vision de jeu à somme nulle à laquelle le président adhère et qu’il met en œuvre, quoiqu’en pensent les cibles (édifices ou pays) qu’il veut acquérir.

42. Bret Devereaux, « Ideology Is the Key to Understanding Trump’s Foreign Policy », *Foreign Policy*, 13 juin 2025 (consulté en ligne).

43. George Packer, *op. cit.*, p. 15.

44. « Dealing with the Don » et « Gangster’s Paradise », *The Economist*, vol. 456, 1er mars 2025, p. 9, 16-18. Plus tard, le périodique compare le président Trump au « *Lone Ranger* » dans « A New Sheriff in Town », vol. 456, 28 juin 2025, p. 50. Philip Elliott, « Trump Is Treating the Globe Like a Monopoly Board », *Time*, 7 janvier 2025 (consulté en ligne) ; Yves Boisvert, « Donald le conquérant », *La Presse*, 8 janvier 2025 (consulté en ligne).

45. Mathew Kroenig, « What Is Trump’s Foreign Policy Doctrine ? », *Foreign Policy*, 25 avril 2025 (consulté en ligne).

46. Cité par Fabien Deglise, « Les États-Unis, une nouvelle menace sur le reste du monde », *Le Devoir*, le 11 février 2025 (consulté en ligne).

47. « America’s New Foreign Policy » et « Trump’s Whims are Overriding the National Interest », *The Economist*, vol. 456, 15 mars 2025, p. 9 et 51. Les préférences personnelles de Trump l’emportent sur les intérêts des États-Unis, selon l’éditorial du périodique *The Economist*.

48. Document officiel publié par la Maison-Blanche, « National Security Strategy of the United States of America », Washington, D.C., 4 décembre 2025, 32 p.

49. Jack Nicas, « La “doctrine Donroe” », traduction par *La Presse*, 17 novembre 2025 (consulté en ligne) ; Lindsay Newman, « The Donald Doctrine », *GZero Daily*, 19 novembre 2025 (consulté en ligne).

50. Richard Hétu, « Le monde selon Trump », *La Presse*, 6 décembre 2025 (consulté en ligne). La doctrine énonce les priorités dans l’Hémisphère : plus de déploiements militaires, réduction des flux migratoires, opérations accrues contre le trafic de drogues, défense de la base industrielle américaine, et promotion de l’identité occidentale. Lire l’analyse de Nahal Toosi, « Trump Reveals what he Wants for the World », *Politico*, 5 décembre 2025 (consulté en ligne) ; Rishi Iyengar et Christina Lu, « Trump’s New National Security Strategy Goes Full “America First” », *Foreign Policy*, 5 décembre 2025 (consulté en ligne) ; et celle de Michael Kimmage, « Trump’s Power Paradox », *Foreign Affairs*, 8 décembre 2025 (consulté en ligne).

51. « Deals and Ideals. America First Foreign Policy », *The Economist*, vol. 456, 13 décembre 2025, p. 51.

52. David Frum, « Marauding Nation », *The Atlantic*, vol. 336, janvier 2025, p. 19.

53. Stephen Walt, « What IR Theory Predicts about Trump 2.0 », *Foreign Policy*, 3 février 2025 (consulté en ligne).

54. « La notion d’intérêts communs ne fait pas partie du lexique de Trump », rappelle David Shribman, qui estime que ce président est transformateur, dans « Is Trump Among Most Consequential Presidents in History ? », *The Globe and Mail*, 5 avril 2025, p. A19.

55. Jonathan Kirshner, « Trump’s “America First” Is Not Realism », *Foreign Affairs*, 22 janvier 2025 (consulté en ligne).

56. Emma Ashford, « Four Explanatory Models for Trump’s Chaos », *Foreign Policy*, 24 avril 2024 (consulté en ligne).

57. George Packer, « The Hollow Men », *The Atlantic*, vol. 336, mai 2025, p. 15.

58. « America First, No Exceptions », *The Economist*, vol. 456, 9 août 2025, p. 19-20.

59. « I Came, I Bombed Iran », *The Economist*, vol. 456, 28 juin 2025, p. 22.

60. Lexington : « The Interventionalist », *The Economist*, vol. 456, 9 août 2025, p. 24. Ce débat nous ramène à celui des « *primacists* » vs « *prioritisers* » vs « *restrainers* » évoqué plus haut et qui traverse les différents courants du trumpisme. Anton La Guardia, « A World in Turmoil », *The Economist World Ahead 2025*, vol. 455,

28 décembre 2024, p. 24 ; « Donald Trump's Foreign Policy », *The Economist*, vol. 455, 30 mars 2024, p. 19-21 ; et Patrick Wintour, « How Will Trump Reshape U.S. Foreign Policy ? », *The Guardian Weekly*, vol. 209, 15 novembre 2024, p. 16-17. Parmi les tenants de la primauté, on retrouve les anciens fonctionnaires de la première administration Trump, ceux partisans de la retenue sont bien représentés par le vice-président, parmi les adhérents aux priorités figure, entre autres, Elbridge Colby, sous-secrétaire à la Défense, responsable des politiques.

61. Document official publié par la Maison-Blanche, « National Security Strategy of the United States of America », *op. cit.*, p. 8.

62. Certains vont jusqu'à affirmer qu'une forte majorité de MAGA (73 %) est partisane d'un engagement musclé des États-Unis sur la scène internationale, reflet de « l'Amérique d'abord » qui prône davantage l'unilatéralisme que l'isolationnisme. Lire Adrian Karatnycky, « No, MAGA Is Not Isolationist », *Foreign Policy*, 21 juillet 2025 (consulté en ligne).

63. Daniel Drezner, « The Pretty Prudent American Public », *Drezner's World*, 30 janvier 2025 (consulté en ligne).

64. « Deals and Ideals », *op. cit.*, p. 53.

65. Les derniers sondages peuvent être obtenus en ligne sur le site du périodique *The Economist* [economist.com], section États-Unis.

66. Hal Brands, « The Renegade Order. How Trump Wields American Power », *Foreign Affairs*, 25 février 2025 (consulté en ligne).

67. Kori Schake, « Dispensable Nation. America in a Post-America World », *Foreign Affairs*, 24 juin 2025 (consulté en ligne). Lire la réplique de Daniel DePetris, « The Price of Primacy », *Foreign Affairs*, 19 août 2025 (consulté en ligne).

68. Walter Russell Mead, *Sous le signe de la providence. Comment la diplomatie américaine a changé le monde*, Paris, Odile Jacob, 2003, 400 p. Emma Ashford présente le modèle jacksonien dans « If Trump Is Neither Hawk nor Dove, What Is He ? », *Foreign Policy*, 14 juillet 2025 (consulté en ligne). Russell Mead favorise le modèle hamiltonien (axé sur des politiques réalistes et commerciales ouvertes avec le monde) dans « The Return of Hamiltonian Statecraft », *Foreign Affairs*, vol. 103, septembre-octobre 2024 (consulté en ligne). Daniel Drezner pour sa part conclut que Trump, avec ses menaces d'annexion, n'agit pas tel un « *restrainer* », dans « Donald Trump, American Imperialist. Restraint Had a Nice Rhetorical Run », *Drezner's World*, 23 décembre 2024 (consulté en ligne). Pour lui Trump est un faucon unilatéraliste à l'instar de Jackson.

69. David Brooks, « Everything We Once Believed in », *The Atlantic*, vol. 336, mai 2025, p. 52.

70. Daniel Drezner, *The-Toddler-in-Chief. What Donald Trump Teaches Us about the Modern Presidency*, Chicago, The Chicago University Press, 2020, 272 p.

71. « How to Win at Foreign Policy », *The Economist*, vol. 456, 16 août 2025, p. 7.

72. « With Friends like These », *The Economist World Ahead 2026*, vol. 456, 22 novembre 2025, p. 24.

73. Stephen Walt, « The Top Ten Trump Administration Foreign-Policy Mistakes », *Foreign Policy*, 10 septembre 2025 (consulté en ligne).

74. Rebecca Lissner et Mira Rapp-Hooper, « Absent at the Creation ? American Strategy and the Delusion of a Post-Trump Restoration », *Foreign Affairs*, 24 juin 2025 (consulté en ligne).

75. Stephen Walt, « What I Got Wrong about Trump's Second Term », *Foreign Policy*, 10 mars 2025 (consulté en ligne).

76. Michael Hirsh, *op. cit.* (consulté en ligne).

77. Daniel Drezner, « The Old Order Is Dead », *World Politics Review*, 4 septembre 2025 (consulté en ligne).

78. Paul Dans et Steven Groves (dir.), *Mandate for Leadership. The Conservative Promise*, The Heritage Foundation, 2023, 926 p. ; lire le dossier de Janie Gosselin, « Projet 2025, l'effort unifié du mouvement conservateur », *La Presse*, 5 janvier 2025 (consulté en ligne).

79. Peter Dombrowski, « Trump, Project 2025 and American Grand Strategy », *Survival*, vol. 66, décembre 2024-janvier 2025, p. 17-32.

80. Andrew Preston, « With Trump's Win, a New World Order Emerges », *The Globe and Mail*, 9 novembre 2024, p. O3.

81. Steven Chase, « U.S.' Skipping Halifax Security Forum Looks "Weak", Summit President », *The Globe and Mail*, 9 août 2025, p. A13.

82. Alexander Cooley et Daniel Nexon, « Trump's Antiliberal Order », *Foreign Affairs*, 7 janvier 2025 (consulté en ligne).

83. Une conclusion que tire le rapport de la conférence de Munich de février 2025, citée par Fabien Deglise, *op. cit.* (consulté en ligne).

84. Patrick Stewart, « The Death of the World America Made », *Foreign Policy*, 19 février 2025 (consulté en ligne).

85. Ngaire Woods, « Order Without America. How the International System Can Survive a Hostile Washington », *Foreign Affairs*, 22 avril 2025 (consulté en ligne) ; Michel Audet, « Trump et le retrait de l'UNESCO », *La Presse*, 1er août 2025 (consulté en ligne) ; et Mark MacKinnon, « What Happened to Trump's Isolationism », *The Globe and Mail*, 8 février 2025, p. O7.

86. Ces classements de popularité de passeports sont établis depuis 20 ans par la firme Henley Passport Index, selon les visas exigés par les pays visités pour les détenteurs du passeport américain, et par le Henley Openness Index selon les visas requis pour visiter les États-Unis. Rebecca Schneid, « U.S. Drops Out of Top 10 List of Most Powerful Passports for the First Time », *Time*, 15 octobre 2025 (consulté en ligne) ; Daniel Drezner, « The Decline and Fall of the U.S. Passport », *Drezner's World*, 16 octobre 2025 (consulté en ligne) ; Fabien Deglise, « Le passeport américain ne compte plus parmi les plus puissants du monde », *Le Devoir*, 16 octobre 2025 (consulté en ligne).

87. Robert Keohane et Joseph Nye, « The End of the Long American Century. Trump and the Sources of U.S. Power », *Foreign Affairs*, 2 juin 2025 (consulté en ligne) ; lire aussi Daniel Drezner, « American Soft Power, R.I.P. », *Drezner's World*, 6 mai 2025 (consulté en ligne).

88. Jennifer Lind et Daryl Press, « Strategies of Prioritization », *Foreign Affairs*, vol. 104, juillet-août 2025 (consulté en ligne).

89. Daniel Drezner, « Donald Trump's Biggest, Dumbest Personalist Foreign Policy Flop Yet », *Drezner's World*, 31 août 2025 (consulté en ligne). Trump, avec ses tarifs douaniers supplémentaires, a anéanti des années d'efforts en vue d'un rapprochement diplomatique et stratégique (antichinois) indo-américain.

90. Daniel Drezner, « Worst Economic Experiment Ever », *Drezner's World*, 27 août 2025 (consulté en ligne).

91. Amy Zegart, « The Crumbling Foundations of American Strength. Knowledge Is Power – and the United States Is Losing It », *Foreign Affairs*, vol. 103, septembre-octobre 2024 (consulté en ligne). Ian Bremmer confirmait récemment l'analyse de Zegart en prédisant une chute de la puissance américaine à long terme au profit de gains très éphémères à court terme, qui affecterait notamment la recherche universitaire, le commerce, l'immigration et le domaine de l'intelligence artificielle. « La trajectoire est troublante [...] L'Amérique abandonne son leadership à long terme en échange de victoires à court terme », conclut Bremmer dans « Short-term Nation. America's "Buy Now, Pay Later" Trap », *Gzero Daily*, 5 novembre 2025 (consulté en ligne).

92. Ana Faguy, « New Internatioal Student Enrolment Drops 17 % at US Universities », *BBC News*, 17 novembre 2025 (consulté en ligne) ; « Self-Defeating. The Trump Administration Is Undermining American Soft Power », *The Economist World Ahead 2026*, vol. 456, 22 novembre 2025, p. 26.

93. Lire le compte rendu d'Éric Desrosiers, « Les États-Unis, un empire économique en déclin », *Le Devoir*, 12 novembre 2024 (consulté en ligne). L'indice de puissance mondiale comprend des indicateurs tels que les gains de productivité, le vieillissement de la population, la polarisation du système politique, le niveau de développement et d'influence en matière économique, militaire, sociale, technologique et diplomatique. Déjà en 2015, on prédisait que l'économie chinoise supplanterait celle des États-Unis, or en 2025 le PIB chinois en dollars américains était de 18 000 milliards tandis que celui des États-Unis était de 29 000 milliards. Les prophéties sur la puissance ne sont pas une science exacte peut-on constater… Lire « America the Immutable », *Report on Business*, 18 mars 2025, p. 18 (consulté en ligne).

94. « Xi Jinping's Good Year », *The Economist*, vol. 456, 20 décembre 2025, p. 7.

95. Rapport cité par Fabien Deglise, *op. cit.* (consulté en ligne). Sur le « piège de Thucydide » lire Patrick Foulis, « America's Deterrence Deficit », *The Economist World Ahead 2025*, vol. 455, 28 décembre 2024, p. 12.

96. Graham Allison et James Winnefeld, « The end of the Longest Peace ? », *Foreign Affairs*, 24 novembre 2025 (consulté en ligne).

97. Ivo Daalder et James Lindsay, « The Price of Trump's Power Politics », *Foreign Affairs*, 30 janvier 2025 (consulté en ligne).

98. Michael Beckley, « The Age of American Unilateralism. How a Rogue Superpower Will Remake the Global Order », *Foreign Affairs*, 16 avril 2025 (consulté en ligne).

99. Michael Hirsh, « The New Meaning of "Munich" », *Foreign Policy*, 19 février 2025 (consulté en ligne), et « Trump's First 100 Days : No U.S. President Has Ever Surrendered Global Power So Quickly », *Foreign Policy*, 28 avril 2025 (consulté en ligne). Selon Hirsh, loin de représenter un nouvel âge d'or, la politique étrangère de Trump précipite le déclin, voire la destruction, de la réputation des États-Unis dans le monde. Sa présidence, au final, n'aura rien de comparable à celle de William McKinley, estime-t-il.

100. Patrick Stewart, « What Happened to "the West" », *Foreign Affairs*, 18 septembre 2025 (consulté en ligne). La présidente de la commission européenne va plus loin :

« l'Ouest comme on l'a connu n'existe plus », a-t-elle déclaré en avril 2025, cité par l'auteur.

101. Ce que Alexander Cooley et Daniel Nixon, *op. cit.*, surnomment la stratégie du louvoiement « *hedging* » (consulté en ligne).

102. Kori Schake, *op. cit.*, (consulté en ligne).

103. Bret Stephens, « Is This the End of Pax Americana ? », *The New York Times*, 4 février 2025 (consulté en ligne).

104. « America's New Foreign Policy », *The Economist*, vol. 456, 15 mars 2025, p. 9 (consulté en ligne). L'éditorialiste de la chronique The Telegram ajoute : « Trump brise tous les acquis depuis des décennies sur les intérêts pérennes américains pour les remplacer par ses préférences personnelles », dans « Trump's Whims Are Overriding the National Interest », *The Economist*, vol. 456, 15 mars 2025, p. 51.

105. Marcus Gee, « Why the World Needs American Leadership », *The Globe and Mail*, 19 avril 2025, p. A23.

106. Shannon Proudfoot, « The G7 Was a Perfect Miniature of where the World Is now », *The Globe and Mail*, 21 juin 2025, p. A9.

107. Michael Ignatieff, « Farewell Pax Americana », *The Globe and Mail*, 22 juin 2025, p. O2.

108. Cité par Daniel Drezner, « Getting out of Trump's Way Could Be Russia and China's Best Bet », *World Policy Journal*, 20 février 2025 (consulté en ligne).

109. « China's Moment on the Mic », *Foreign Policy Brief*, 25 septembre 2025 (consulté en ligne).

110. Ce que les commentateurs ont surnommé un « Kissinger inversé », l'administration se rapprochant de la Russie pour contrer les ambitions de la Chine, une stratégie que nous approfondirons plus loin.

111. Chiffres cités par Patrick Stewart, « What Happened to "the West" », *op. cit.* (consulté en ligne).

112. Ian Bremmer, « Is Donald Trump's Foreign Policy… Working », *GZero Daily*, 29 avril 2025 (consulté en ligne) ; Stephen Walt, « This Could Be "Peak Trump" », *Foreign Policy*, 27 janvier 2025 (consulté en ligne).

113. « Welcome to Trump's World », *The Economist*, vol. 455, 9 novembre 2024, p. 9. Un diplomate en poste à Washington évoque les « instincts reptiliens » chez Trump pour expliquer son approche de la politique étrangère, The Telegram : « America First Is a Contagious Condition », *The Economist*, vol. 456, 8 mars 2025, p. 60.

114. Stephen Walt, « America Is Its Own Worst Enemy », *Foreign Policy*, 12 février 2025 (consulté en ligne) ; du même auteur, « How To Ruin a Country », *Foreign Policy*, 7 avril 2025 (consulté en ligne).

115. Stephen Walt, « Why Trump Keeps Betraying His Base », *Foreign Policy*, 21 juillet 2025 (consulté en ligne). Walt attribue les volte-face de Trump à son absence de convictions durables, ses changements fréquents de préférences et ses préoccupations constantes pour son image. Parfois, croit-il, on a l'impression que Trump apprend de son expérience au pouvoir ; puis on constate que cela n'est absolument pas le cas.

116. Peter Feaver, « Trump's Year of Living Dangerously », *Foreign Affairs*, 12 novembre 2025 (consulté en ligne).

117. Doug Saunders, « How Trump's Weakness and Netanyahu's Self-Interest Exploded in Iran », *The Globe and Mail*, 14 juin 2025, p. A15.

118. Eric Cortellessa, « How Bibi Pushed Trump to War », *Time*, vol. 206, 7 juillet 2025, p. 30-31.

119. Stephen Walt, « Trump Has No Idea How to Do Diplomacy », *Foreign Policy*, 10 août 2025 (consulté en ligne).

120. L'envoyé spécial Steve Witkoff a tenu plusieurs rondes de discussions avec les représentants iraniens, à Rome ainsi qu'au sultanat d'Oman, entre avril et juin 2025, sans succès. Ces rencontres ont achoppé sur le niveau d'uranium enrichi autorisé, les mesures de vérification, la levée des sanctions et les garanties de ratification d'un nouveau traité exigées par Téhéran. Plusieurs spécialistes sont d'avis que ces pourparlers n'ont jamais été très sérieux et appuyés par notamment les faucons au sein de l'administration Trump. Howard French, « What Trump Got Right in the Middle East », *Foreign Policy*, 16 mai 2025 (consulté en ligne).

121. Philip Elliott, « Why Trump's MAGA Base Is Splintering Over Iran and Israel », *Time*, 17 juin 2025 (consulté en ligne) ; Richard Hétu, « Requiem pour "l'Amérique d'abord" ? », *La Presse*, 25 juin 2025 (consulté en ligne) ; Fabien Deglise, « Les républicains de Donald Trump se déchirent sur le conflit israélo-iranien », *Le Devoir*, 17 juin 2025 (consulté en ligne). Plusieurs figures de proue dans le camp MAGA se sont opposés à l'intervention américaine en appui à Israël, dont apparemment le vice-président Vance.

122. Howard French, « Trump Is Just Trying to Save Face », *Foreign Policy*, 25 juin 2025 (consulté en ligne).

123. Trita Parsi, « The Next Israel-Iran War Is Coming », *Foreign Policy*, 11 août 2025 (consulté en ligne) ; Eric Brewer, « Israel's Attacks Make an Iranian Bomb More Likely », *Foreign Policy*, 16 juin 2025 (consulté en ligne).

124. Vali Nasr, « Iran's Roads Not Taken », *Foreign Affairs*, vol. 104, septembre-octobre 2025 (consulté en ligne) ; « How to Win the Peace », et Lexington : « Peace in his Time », *The Economist*, vol. 456, 28 juin 2025, p. 9 et 26 ; Josh Black, « Trump's Iran Shambles », *Time*, vol. 206, 28 juillet 2025, p. 19-20.

125. Dion Nissenbaum, « Netanyahu Is Getting What He Wants », *Foreign Policy*, 13 août 2025 (consulté en ligne).

126. Chiffre cité par William Hartung, « U.S. Military Aide and Arms Transfers to Israel, October 2023-September 2025 », *Costs of War*, The Watson School of International and Public Affairs, 7 octobre 2025 (consulté en ligne) ; « Middle East : Direction Unknown », *The Economist*, vol. 455, 9 novembre 2024, p. 34.

127. Trump en a voulu longtemps à Netanyahou d'avoir soutenu Biden lors de l'élection de 2020. En outre, lors de la visite du président dans le golfe Persique en mai 2025, il a refusé d'aller visiter Israël provoquant l'ire du premier ministre. Richard Hétu, « Donald d'Arabie et Bibi l'oublié », *La Presse*, 19 mai 2025 (consulté en ligne). Pour une analyse du refroidissement très temporaires des rapports entre les deux chefs d'État, lire l'analyse de Mathieu Carbasse, « Trump et Netanyahou, la fin de l'amour aveugle », *Le Devoir*, 15 mai 2025 (consulté en ligne) ; « Bibi Bypassed », *The Economist*, vol. 456, 17 mai 2025 (consulté en ligne) ; Ian Bremmer, « Trump Moves to Bring the Saudis Even Closer », *Time*, vol. 206, 26 mai 2025, p. 26.

128. Luke Tress, « After Two Years, US Public Backs Palestinians Over Israel for First Time », *The Times of Israel*, 30 septembre 2025 (consulté en ligne). La maison de sondage Gallup confirme ces chiffres, tandis que ceux de la firme YouGov/Economist avance les chiffres suivants : en 2022, 42 % des Américains désavouaient Israël tandis qu'en septembre 2025 ils sont 53 % ; et 43 % estiment qu'Israël commet un génocide à Gaza. Chez les républicains de moins de 50 ans, l'opinion est désormais divisée 50-50 alors que le soutien était de 63 % en 2022. On observe la même chute parmi les évangéliques, particulièrement chez les moins de 30 ans. Lire le dossier spécial « How Israel Is Losing America » et « Lurching Apart », *The Economist*, vol. 456, 20 septembre 2025, p. 9, 17-19 (consulté en ligne) ; Daniel Drezner, « The Strategic Costs of the Gaza War », *Drezner's World*, 7 octobre 2025 (consulté en ligne).

129. Daniel Drezner, « Americans Are Changing Their Views of Israel. That's a Problem », *Politico Magazine*, 16 août 2025 (consulté en ligne) ; « America First, No

Exceptions », *The Economist*, vol. 456, 9 août 2025, p. 20. L'appui en faveur d'Israël, chez les républicains de 18-49 ans, faiblit notablement selon la firme Pew.

130. Stephen Walt, « The Top Ten Trump Administration Foreign-Policy Mistakes », *op. cit.* (consulté en ligne).

131. « Qatarstrophic Error » et « All Tactics, No Strategy », *The Economist*, vol. 456, 13 septembre 2025, p. 9, 34-35. Par voie de conséquence, Trump signera le 29 septembre un décret exécutif promettant de défendre le Qatar (et l'importante base militaire américaine qui s'y retrouve) si une prochaine attaque survenait. Adam Rasgon, « Trump Promises to Defend Qatar, a Reassurance after Israel's Strike », *The New York Times*, 1er octobre 2025 (consulté en ligne).

132. [s.a.], « Rubio à Netanyahu : Washington totalement aligné derrière Israël », *Agence France-Presse*, 16 février 2025 (consulté en ligne) ; sur le plan farfelu de Trump, « MAGA in Gaza », et « A Deal Too Far », *The Economist*, vol. 456, 8 février 2025, p. 10-11, 34-35. Sur l'échec de la politique américaine au Moyen-Orient et la tendance à son auto-aveuglement, lire Hussein Agha et Robert Malley, « The Lies America Tells Itself about the Middle East », *Foreign Affairs*, 16 septembre 2025 (consulté en ligne) ; et Steven Cook, « The Delusions Driving U.S. Policy in the Middle East », *Foreign Policy*, 15 septembre 2025 (consulté en ligne).

133. Karen DeYoung et Cate Brown, « Gaza Postwar Plan Envisions "Voluntary" Relocation of Entire Population », *The Washington Post*, 31 août 2025 (consulté en ligne).

134. Aurélia End, « Trump et Netanyahou s'accordent sur un plan qui arrêterait la guerre à Gaza », *Le Devoir*, 29 septembre 2025 (consulté en ligne).

135. Ian Bremmer, « Will Trump's Peace Plan End the Gaza War ? » *GZero Daily*, 1er octobre 2025 (consulté en ligne). L'auteur pense que les pressions de Trump à la suite de l'attaque d'Israël contre Doha ont contribué à faire en sorte que Netanyahou accepte le plan de paix, de même que la menace de mettre fin aux accords d'Abraham. En revanche, le leader israélien n'a offert aucune concession réelle sur son contrôle de Gaza.

136. David Shribman, « Trump Affirms that U.S. Is the Indispensable Nation », *The Globe and Mail*, 11 octobre 2025, p. A18. Au contraire, estime *The Economist*, « l'Amérique n'est plus la cité qui brille sur la colline. Au fur et à mesure que des murs sont érigés, elle ressemblera de plus en plus à une forteresse isolée », dans « Fortress Economics », *The Economist*, vol. 456, 11 octobre 2025, p. 10.

137. David Sanger et Adam Rasgon, « Cessez-le-feu à Gaza : Pourquoi maintenant ? », traduction par *La Presse*, 12 octobre 2025 (consulté en ligne). Sanger pense que la

guerre aurait pu se terminer plus tôt, c'est l'attaque contre le Qatar qui a déclenché le changement d'attitude chez Trump. Le plan de ce dernier a été conçu et négocié « comme lorsqu'il concluait des transactions immobilières à New York, en grands concepts, laissant les détails à d'autres ». Les risques de dérapage et d'échec n'en sont que plus élevés.

138. Trump cité par Eric Cortollessa, « How the Deal Got Done », *Time*, vol. 206, 10 novembre 2025, p. 30.

139. Léa Carrier, « Donald Trump, faiseur de paix », *La Presse*, 15 octobre 2025 (consulté en ligne).

140. « Checks and Balance : The Credit President Trump Deserves », *The Economist*, 10 octobre 2025 (consulté en ligne) ; « A New Beginning » et « Deliverance », *The Economist*, vol. 456, 11 octobre 2025, p. 9, 17-20.

141. Howard French, « Trump's Foreign Policy Is Not as Successful as You Think », *Foreign Policy*, 15 octobre 2025 (consulté en ligne).

142. Paul McLeary, « Trump, Hegseth Promise Record $1 Trillion Pentagon Budget », *Politico*, 8 avril 2025 (consulté en ligne).

143. Voir les données du *Military Balance 2025,* publié par l'Institut international d'études stratégiques (IISS) de Londres, Taylor and Francis, février 2025 ; ainsi que celles du *SIPRI Yearbook 2025* publié par le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Oxford, Oxford University Press, juin 2025. Consulter aussi « How Do Countries Rank by Militairy Spending ? », *The Economist*, 16 mai 2025 (graphique consulté en ligne).

144. Cité par Laura-Julie Perreault, *La Presse*, 15 juin 2025 (consulté en ligne).

145. Paul McLeary et Daniel Lippmann, « Pentagon Plan Prioritizes Homeland Over China Threat », *Politico*, 5 septembre 2025 (consulté en ligne). La nouvelle stratégie contredit celle de 2018 tandis que Trump faisait de la Chine la priorité de défense des États-Unis. Cette fois la politique américaine est plus isolationniste, en faveur du désengagement des alliances, quoique totalement sujette aux caprices présidentiels.

146. « Flying Supercomputers », *The Economist*, vol. 456, 17 mai 2025, p. 68-69.

147. C'est la conclusion de l'ancien chef d'état-major Mark Milley et l'ancien CEO de Google Eric Schmidt, « America Isn't Ready for the Wars of the Future », *Foreign Affairs*, vol. 103, septembreoctobre 2024, p. 26-37 ; Lire également « War and AI » et « Model Major-General », *The Economist*, vol. 455, 22 juin 2025, p. 10, 16-19, 64 ; « Is Western Air Supremacy Ending ? », *The Economist*, vol. 455, 21 décembre 2024, p. 47-

48 ; Simon Shuster, dans « Sneak Attack », *Time*, vol. 206, 7 juin 2025, p. 13, conclut que les doctrines militaires sont caduques et doivent être réévaluées à la lumière du développement et de l'utilisation des drones armés.

148. Daniel Drezner, « Fear of a Great Power War Could Be Making One More likely », *World Politics Review*, 21 janvier 2025 (consulté en ligne). Le professeur Odd Arne Westad de Yale estime pour sa part que les États-Unis et la Chine sont sur la pente dangereuse d'un conflit armé, comme l'Allemagne et la Grande-Bretagne le furent dans les années 1890 (ils n'évitèrent pas la Première Guerre mondiale), « Sleepwalking Toward War », *Foreign Affairs*, vol. 103, juillet-août 2024, pages 78-89. L'auteur note que les reproches de Pékin à l'égard des États-Unis sont similaires à ceux de Berlin à l'égard de la Grande-Bretagne.

149. Sarah Paine, « How America Should Deal with the Quartet of Chaos », *The Economist World Ahead 2025*, vol. 455, 28 décembre 2024, p. 27.

150. « Farewell to Arms Control », *The Economist World Ahead 2025*, vol. 455, 28 décembre 2024, p. 55-56 ; « Stop-START Talks », *The Economist World Ahead 2026*, vol. 456, 22 novembre 2025, p. 62.

151. « A New New Beginning », *The Economist*, vol. 456, 17 mai 2025, p. 38 ; « MBS Meets MAGA », *The Economist*, vol. 456, 22 novembre 2025, p. 39-40.

152. « Cluster-Struck », *The Economist*, vol. 456, 26 avril 2025, p. 50.

153. « The Balancing Act Gets Harder », *The Economist*, vol. 455, 6 avril 2024, p. 12-14.

154. « Strategic Insanity », *The Economist*, vol. 456, 8 novembre 2025, p. 23. L'auteur rappelle que « l'ambiguïté dans le domaine de la stratégie nucléaire peut s'avérer dangereuse ».

155. « The New Nuclear Threat » et « On the Eve of Escalation », *The Economist*, vol. 455, 17 août 2024, p. 8, 16-17. Poutine a offert en septembre 2025 de prolonger le traité pour un an, le temps que les négociations puissent peut-être reprendre. Andrew Osborn, « Putin Offers Trump One-Year Extension to Nuclear Weapons Treaty », *Reuters*, 22 septembre 2025 (consulté en ligne).

156. « Fool's Gold or Gold Standard ? » et « Star Wars Returns », *The Economist*, vol. 456, 24 mai 2025, p. 12, 51-52 ; Chad de Guzman, « Golden Dome Development Is Supposed to Be Kept Under Wraps. Details Keep Leaking », *Time*, 14 août 2025 (consulté en ligne).

157. « U.S. Space Command Is Preparing for Satellite-on-Satellite Combat », *The Economist*, vol. 456, 31 juillet 2025 (consulté en ligne). Plus de 200 satellites espions

américains ont été déployés par le Commandement spatial des États-Unis (USSC) en trois ans.

158. Ross Anderson, « The New Arms Race », *The Atlantic*, vol. 336, août 2025, p. 26-35 ; « Extended Uncertainty », *The Economist*, vol. 455, 17 août 2024, p. 24-26 ; The Telegram : « A Nuclear-Armed World Won't Police Itself », *The Economist*, vol. 456, 26 juillet 2025, p. 49.

159. Dans « America's Allies Should Go Nuclear », *Foreign Affairs*, 19 novembre 2025 (consulté en ligne), Morris Graefrath et Mark Raymond reprennent la thèse selon laquelle la prolifération est préférable au statu quo, défendue par le grand théoricien Kenneth Waltz, et vont jusqu'à recommander que des pays comme l'Allemagne, le Japon et le Canada (oui, le Canada) soient dotés de l'arme nucléaire : « Une dissuasion nucléaire canadienne réduirait le risque que les États-Unis doivent se porter à la défense de son voisin du nord », et prémunirait le Canada contre les ambitions annexionnistes de son voisin du sud.

160. Jeffrey Goldberg, « Nuclear Roulette. The Only Way to Win Is to Stop Playing », *The Atlantic*, vol. 336, août 2025, p. 24-25 ; lire aussi dans ce numéro Tom Nichols, « The President's Weapon », p. 61-65. Nichols s'inquiète tout particulièrement de l'implication potentielle de l'IA sur la prise de décision, « une idée spectaculairement dangereuse », conclut-il (p. 65).

161. Sur cet enjeu lire Sam Winter-Levy et Nikita Lalwani, « The End of Mutual Assured Destruction », *Foreign Affairs*, 7 août 2025 (consulté en ligne).

162. Rose Gottemoeller, « The Changing Nuclear Mind Game », *Foreign Policy*, 15 mai 2024 (consulté en ligne).

163. Dan Smith, cité dans « Les risque nucléaires augmentent avec l'émergence d'une nouvelle course aux armements », *SIPRI Yearbook 2025*, *op. cit.*, Communiqué de presse, 16 juin 2025 (consulté en ligne).

164. C'est le titre de l'ouvrage de Pete Hegseth, *The War on Warriors, Behind the Betrayal of the Men Who Kept Us Free*, Northhampton, MA, Broadside Books, 2024, 256 p. Le livre dénonce la féminisation et la « wokification » de l'armée américaine. Lire le compte rendu de Richard Hétu, « Un mâle "alpha" au Pentagone », *La Presse*, 18 novembre 2024 (consulté en ligne).

165. Marie-André Chouinard, « La sémantique comme arme politique », *Le Devoir*, 9 septembre 2025 (consulté en ligne).

166. « Battle and the Sexes » et « Women and the War on Woke », *The Economist*, vol. 456, 11 janvier 2025, p. 12-13, 48-49. Melissa Fung parle de « Apartheid de

genre », dans « By Alienating Women, America's Military Is Undermining Itself », *The Globe and Mail*, 7 juin 2025, p. O5.

167. « Battle for the Pentagon » et « Supremacy in Jeopardy », *The Economist*, vol. 456, 15 février 2025, p. 9, 16-18.

168. « Pete's Purge », *The Economist*, vol. 456, 10 mai 2025, p. 18-19.

169. David Ovalle, « Pentagon Plan Would Create Military "Reaction Force" for Civil Unrest », *Washington Post*, 12 août 2025 (consulté en ligne).

170. Stéphanie Grammond, « La politisation de l'armée américaine est dangereuse pour le Canada », *La Presse*, 13 août 2025 (consulté en ligne). Lire aussi Fabien Deglise, « Une armée américaine sous le joug du trumpisme », *Le Devoir*, 16 novembre 2024 (consulté en ligne).

171. Risa Brooks, « The Dangerous New Civil-Military Bargain », *Foreign Affairs*, 8 avril 2025 (consulté en ligne). Lire également Max Boot, « The Dilemma of Duty Under Trump », *Foreign Affairs*, 15 octobre 2025 (consulté en ligne). Boot met en garde : « il n'y a aucun précédent d'un renvoi aussi rapide d'autant d'officiers seniors sans véritables explications, preuves de mauvais comportement ou de défaillances [...] Le message envoyé est que les officiers qui remettent en question les désirs du président se retrouveront en habits civils [...] Voilà la recette pour une pensée groupale ».

172. La rencontre visait à transmettre la vision trumpienne des « standards militaires et de l'ethos guerrier » auprès des haut-gradés, clairement une mise en garde exprimée à ceux et celles qui ne respecteraient pas les attentes de l'administration. Daniel Drezner, « The Most Bizarre Test of U.S. National Security Is Happening This Week », *Drezner's World*, 29 septembre 2025 (consulté en ligne) ; Janie Gosselin, « Trump appelle à combattre des "ennemis intérieurs" », *La Presse*, 1er octobre 2025 (consulté en ligne).

173. Peter Feaver, « The U.S. Military's Greatest Test », *Foreign Affairs*, 1er octobre 2025 (consulté en ligne). L'expert estime que cette rencontre sans précédent constitue un épisode risqué dans l'évolution des relations civilo-militaires.

174. Cité par Guy Taillefer, « Un monde englué dans ses rivalités », *Le Devoir*, 26 septembre 2024 (consulté en ligne).

175. William Thériault, « Sommet régional à Tianjin, un contrepoids à l'Occident », *La Presse*, 2 septembre 2025 (consulté en ligne) ; Isabel Kua, « Xi et Poutine s'en prennent à l'Occident devant les grand d'Eurasie », *Le Devoir*, 1er septembre 2025 (consulté en ligne). Ce sommet a réuni la grande majorité des pays membres du

BRICS+, de moins en moins défenseurs d'un non-alignement face aux grandes puissances, et de plus en plus favorables à l'émergence d'un monde multipolaire et post-américain. Lire Keith Johnson, « Can BRICS Finally Take on the West ? », *Foreign Policy*, 21 octobre 2024 (consulté en ligne). Le BRICS représente 30 % du PIB mondial.

176. Evan Medeiros, « The Delusion of Peak China », *Foreign Affairs*, vol. 103, mai-juin 2024, p. 40-49.

177. Christian Shepherd, « Xi a lancé un message clair lors du défilé », traduction par *La Presse*, 4 septembre 2025 (consulté en ligne).

178. Cité par Tasha Kheiriddin, « Beijing's New World Order », *GZero Daily*, 2 septembre 2025 (consulté en ligne).

179. « Xi Jinping's Anti-American Party », *The Economist*, vol. 456, 6 septembre 2025, p. 9. Le périodique britannique surnomme l'alliance entre la Chine, la Russie, la Corée du Nord et l'Iran le « quatuor du chaos », dans « Quartet of Chaos », *The Economist*, vol. 455, 28 septembre 2024, p. 51-52.

180. « From Grey Zone to Red Zone », *The Economist*, vol. 455, 18 mai 2024, p. 52-54. Cette offensive maritime chinoise est vraie aussi dans le cas de la zone arctique qui inquiète grandement le Pentagone.

181. « The Taiwan Test » et « A Darker Shade of Grey Zone », *The Economist*, vol. 456, 3 mai 2025, p. 9, 15-18. À noter que 89 pays, la moitié des membres de l'ONU, surtout au sud, reconnaissent la souveraineté chinoise sur Taïwan et l'existence d'une seule Chine. Cela représente une victoire diplomatique pour Pékin.

182. Ian Bremmer, « The Trump, Taiwan, and China Puzzle », *Time*, vol. 206, 12 mai 2025, p. 11.

183. Joy Chiang, « Pékin lance de grandes manœuvres militaires dans le détroit de Taïwan », *Le Devoir*, 2 avril 2025 (consulté en ligne). On a estimé en 2024 à quelque 2 200 les incursions chinoises à l'intérieur et en violation des zones aérienne et maritime exclusives de Taïwan. Lire Charlie Campbell, « Edge of Invasion », *Time*, vol. 206, 10 novembre 2025, p. 37-43.

184. Agence France-Presse, « Donald Trump refuse d'approuver une aide militaire », *La Presse,* 19 septembre 2025 (consulté en ligne) ; Agence France-Presse, « Washington approuve la seconde vente d'armes à Taïwan de l'année », *La Presse*, 17 décembre 2025 (consulté en ligne).

185. Trump a aussi dit en 2024 qu'il « négocierait avant de venir en aide à Taïwan ». Voir « Horns of a Dilemma », *The Economist*, vol. 456, 14 juin 2025, p. 30.

186. Les faucons de l'administration sur la Chine auraient perdu de leur influence, particulièrement au sein du NSC de Trump. Les tensions sur l'enjeu demeurent apparemment vives entre le département d'État, le département de la Défense et le NSC. L'arrivée de Colby au Pentagone semble avoir redonné aux faucons leur volonté de faire de la Chine la priorité stratégique de l'administration. Lire le compte rendu « Clipped Wings. China Hawks Are Losing Influence in Trumpworld », *The Economist*, vol. 456, 19 avril 2025, p. 31-32.

187. Sarah Paine critique le choix d'une stratégie continentale pour les États-Unis, fondée sur l'objectif d'un repli sur soi de la puissance américaine, qui menacera l'ordre mondial et mettra en péril l'économie et le commerce des États-Unis, dans « By Land or By Sea. Continental Power, Maritime Power, and the Fight for a New World Order », *Foreign Affairs*, vol. 104, septembre-octobre 2025 (consulté en ligne). Lire également par Robert Muggah et Misha Glenny, « The Transition from the U.S.-Led Global Order Will Be Rocky », *The Globe and Mail*, 18 mai 2024, p. O2.

188. « Where China Leads », *The Economist*, vol. 455, 9 novembre 2024, p. 32 ; « Unseen Marines », *The Economist*, vol. 456, 24 mai 2025, p. 30-31. Plusieurs experts évoquent un changement irréversible dans l'équilibre du pouvoir régional et la très grande vulnérabilité de l'aviation et de la flotte américaines (avec des bases très éloignées, comme au Japon et à Guam) face aux missiles de courte et moyenne portée lancés depuis le territoire chinois. Par exemple, Sam Roggeveen, « China's Military Is Now Leading », *Foreign Policy*, 3 septembre 2025 (consulté en ligne).

189. Ian Bremmer, « The Great Abdication », *GZero Daily*, 23 octobre 2024 (consulté en ligne), et « What Happens When No One's in Charge : Law of the Jungle », *GZero Daily*, 8 janvier 2025 (consulté en ligne). Bremmer se demande qui définira les règles de l'ordre international s'il y a un vacuum américain.

190. Comfort Ero et Richard Atwood, « 10 Conflicts to Watch in 2025 », *Foreign Policy*, 1er janvier 2025 (consulté en ligne).

191. The Telegram : « The Loneliness of America's Model Ally », *The Economist*, vol. 456, 22 novembre 2025, p. 54. L'éditorialiste évoque l'exemple du Danemark et le bris de confiance avec les États-Unis.

192. Adam Rasmi, « Arms and the Man », *Time*, vol. 206, 7 juillet 2025, p. 35-38.

193. Ian Bremmer, « Trump's Dealmaking with Putin Leaves Ukraine and Europe with Nowhere to Turn », *GZero Daily*, 19 février 2025 (consulté en ligne) ; « The End of the Transatlantic Relationship as we Know It », *GZero Daily*, 26 mars 2025 (consulté en ligne) ; et « It's Official : Trump Wants a Weaker European Union », *GZero Daily*, 10 décembre 2025 (consulté en ligne). Fait anecdotique : dans le document de

« stratégie de sécurité nationale », Bremmer note que l'UE est mentionnée deux fois plus que la Chine. L'hostilité envers l'Europe n'est pas tellement une surprise, car on pouvait s'en douter sitôt Trump élu, lire « America's Allies Brace for Brinkmanship – and Betrayal », *The Economist*, vol. 455, 9 novembre 2024, p. 48-49 ; et plus récemment, The Telegram : « What Donald Trump Means by "Western Civilisation" », *The Economist*, vol. 456, 6 décembre 2025, p. 56 ; aussi « An Unreliable Ally », *The Economist*, vol. 456, 13 décembre 2025, p. 10.

194. Kim Hjelmgaard, « Denmark Says US Is a National Securitry Risk », *USA Today*, 11 décembre 2025 (consulté en ligne) ; et Ian Bremmer, « An Ally Under Suspicion », *GZero Daily*, 15 décembre 2025 (consulté en ligne).

195. David Sanger, « Les alliances américaines fragilisées », traduction par *La Presse*, 2 avril 2025 (consulté en ligne).

196. Damien Cave, « How Trump Supercharged Distrust, Driving U.S. Allies Away », *The New York Times*, 31 mars 2025 (consulté en ligne). Le même argument est avancé dans « Europe's Worst Nightmare », Charlemagne : « One Month Down, 47 To Go », et « Present at the Destruction », *The Economist*, vol. 456, 22 février 2025, p. 12, 45, 51-53. À plusieurs reprises de hauts responsables de l'administration Trump, Vance et Hegseth par exemple, ont déclaré que « les États-Unis ne seraient plus le garant principal de la sécurité européenne », entre autres lors de la conférence de Munich, en février 2025. Ce qui a profondément inquiété les diplomates du vieux-continent, non sans raison, car de tels propos rappellent la capitulation de la Grande-Bretagne, en 1938, à Munich, face à Hitler. En outre, Vance a fait référence, à Munich, aux « menaces intérieures » (celles qui dénoncent la répression de la liberté d'expression, l'insuffisance de la lutte contre l'immigration, la censure contre les politiciens nationalistes, entre autres), bien plus graves que la Russie et la Chine. L'onde de choc a été immédiate tout autant que l'étonnement et l'opprobre qui suivirent ces propos. Sous le titre « Les mauvais augures de Munich », François Brousseau parle dans *Le Devoir* du 17 février 2025 (consulté en ligne), d'une « véritable reddition » américaine devant Poutine, lorsque Hegseth a exprimé son opinion que « la récupération par l'Ukraine de ses territoires perdus est "illusoire" et l'inclusion de ce pays dans l'OTAN hors de question ». « L'art de la capitulation et non "l'art *of the deal*" », écrit-il. Les positions du secrétaire à la Défense remettent en question « le respect de l'inviolabilité de l'intégrité territoriale ».

197. Sondage cité par Patrick Stewart, « What Happened to "the West" », *op. cit.* (consulté en ligne).

198. Stephen Walt, « Yes, America Is Europe's Enemy Now », *Foreign Policy*, 21 février 2025 (consulté en ligne) ; « The Break-up. Trump's Insults Have Soured the

Continent on its Cousins », *The Economist*, vol. 456, 3 mai 2025, p. 38-39. Le sommet du G7 qui s'est tenu en juin 2025 au Canada a confirmé aussi l'immense difficulté d'assainir les rapports entre alliés avec les États-Unis, face à l'unilatéralisme et au mercantilisme de ceux-ci. Konrad Yakabuski, « Keeping It Together », *The Globe and Mail*, 14 juin 2025, p. O4.

199. « America's New Foreign Policy », *op. cit.*, p. 9.

200. « Meltdown Averted », *The Economist*, vol. 456, 28 juin 2025, p. 40-41.

201. Chiffres du SIPRI cités par Laura-Julie Perreault, *op. cit.* ; « The Price of Security » et « Rearmament : How Do We Pay for It ? », *The Economist*, vol. 456, 1er mars et 15 mars 2025, p. 43, 18-19 respectivement. Lire aussi Charlemagne : « The Guns-Plus-Butter Club », *The Economist*, vol. 455, 14 décembre 2024, p. 46, qui reste d'actualité.

202. « Keeping the President Happy » et Charlemagne : « No-Fight Club », *The Economist*, vol. 456, 21 juin 2025, p. 42-43, 46.

203. De Gaulle disait déjà il y a 60 ans que les États-Unis ne sacrifieraient pas New York pour défendre Paris, justifiant ainsi à ses yeux l'acquisition par la France de son arsenal nucléaire, « The Threats to Western Alliance : Hardly a Celebration », *The Economist*, vol. 455, 6 juillet 2024, p. 48-49.

204. « What Putin Wants » et « Would Putin Attack NATO », *The Economist*, vol. 456, 10 mai 2025, p. 8, 13-15. Le chef d'état-major de la France estime pour sa part que la Russie pourrait attaquer d'ici cinq ans, dans « France's Top General Says Russia Could Attack in Five Years », *The Economist*, vol. 456, 26 juillet 2025, p. 43.

205. Ce projet rappelle celui de la force multilatérale européenne envisagé dans les années 1950. « Eurobombs », *The Economist*, vol. 456, 15 mars 2025, p. 48-49.

206. « NATO : How to be Good », *The Economist*, vol. 456, 14 juin 2025, p. 45.

207. « Europe's Post-American Future, Very Well – Alone », *The Economist*, vol. 456, 1er mars 2025, p. 50-51.

208. « Spokes Without a Hub », *The Economist*, vol. 456, 15 mars 2025, p. 41-42 ; « The Quad Should Get Serious at Last », *The Economist*, vol. 456, 1er février 2025, p. 31. Trump a exigé que l'Australie augmente ses investissements en défense, de 2 % à 3,5 %, au risque sinon de voir les contrats d'AUKUS annulés. Ceux-ci sont actuellement réévalués par le bureau du sous-secrétaire Colby, et une rencontre entre le président américain et le premier ministre australien a été reportée plusieurs fois, mais s'est finalement tenue en octobre 2025. Le président a confirmé que les contrats de sous-marins étaient maintenus en échange de l'accès aux

métaux précieux que recèle le sol australien. « Under Review. Will America Walk Away from AUKUS ? », *The Economist*, vol. 456, 21 juin 2025, p. 32-33.

209. « Ramping Up » et « The Guns of Asia », *The Economist*, vol. 456, 16 août 2025, p. 9, 27-28 ; « All that Glitters », *The Economist*, vol. 456, 1er novembre 2025, p. 33-34. Le but des leaders asiatiques alliés des États-Unis est « d'espérer garder Trump de leur côté et si cela échoue, de se défendre entre eux ». Lire également la chronique The Telegram : « Surviving Abandonment », *The Economist*, vol. 456, 20 décembre 2025, p. 53, qui conclut que « les gouvernements asiatiques doivent assumer plus de responsabilité pour leur sécurité ».

210. Rappelons que la doctrine Monroe, énoncée en 1823, proclamait la volonté américaine d'intervenir par la force dans les affaires du continent américain en cas d'ingérence ou d'interférence étrangère présumée.

211. Monica Duffy Toft, « The Return of Spheres of Influence », *Foreign Affairs*, vol. 104, 13 mars 2025 (consulté en ligne).

212. Tanisha Fazal, « Conquest Is Back », *Foreign Affairs*, vol. 104, 21 mars 2025 (consulté en ligne). Margaret MacMillan, « Making America Alone Again », *op. cit.*, pense que le retour des sphères d'influence constituerait un grave danger pour le monde (consulté en ligne).

213. Zeno Leoni et Sarah Tzinieris, « The Return of Geopolitical Blocs », *Survival*, vol. 66, avril-mai 2024, p. 37-54.

214. Cité par Geraint Hughes et Zeno Leoni, « A "Reverse Kissinger ?" Why Trump's Anti-China Rapprochement with Russia Is Likely to Fail », *Survival*, vol. 67, août-septembre 2025, p. 147. Lire aussi The Telegram : « America's Self Isolating President », *The Economist*, vol. 456, 26 février 2025, p. 52, et The Telegram : « Dangerous History Lessons », *The Economist*, vol. 456, 12 juillet 2025, p. 52.

215. Michael McFaul et Evan Medeiros, « China and Russia Will Not Be Split », *Foreign Affairs*, vol. 104, 4 avril 2025 (consulté en ligne). Les auteurs affirment que Kissinger trouverait farfelue l'idée de Trump. Xi et Poutine veulent affaiblir les États-Unis, l'ordre international libéral et rendre le monde plus sûr pour l'autocratie et le modèle d'économie d'État aussi légitime que celui du capitalisme et de la démocratie.

216. Stacie Goddard, « The Rise and fall of Great-Power Competition. Trump's New Spheres of Influence », *Foreign Affairs*, vol. 104, mai-juin 2025 (consulté en ligne). L'autrice rappelle que Trump voit les relations internationales comme un parc immobilier : il faut les gérer tel un condominium. Le hic est qu'un tel concert est difficilement envisageable, car 1) les grandes puissances ne peuvent se diviser le

monde comme auparavant, 2) il masque de profondes divergences idéologiques, 3) il ne peut supprimer les contestations et les contre-effets qu'il entraîne, 4) il ne peut juguler les nationalismes d'États qui refusent de se soumettre, 5) il ne peut enrayer la montée de nouvelles puissances, enfin 6) il requiert une diplomatie adroite comme celle d'un Bismarck – ce que Trump n'est pas.

217. « Is Trump a Good Dealmaker ? » et The Telegram : « Donald Trump Is a Globalist », *The Economist*, vol. 456, 17 mai 2025, p. 9-10, 54. L'éditorialiste pense que l'intérêt de Trump et celui de son plénipotentiaire Steve Witkoff pour des « *deals* » est motivé essentiellement par leur cupidité. « Leur valeur commune est l'argent », conclut le chroniqueur, et ils pensent vraiment naïvement qu'ils peuvent « acheter la paix », en faisant valoir aux protagonistes et aux alliés les bénéfices et profits engendrés par des accords (on pense ici à Gaza, à la Corée du Nord, mais aussi à la Syrie et les pays du Golfe persique).

218. Trump à bord d'*Air Force One*, de retour d'Israël en octobre 2025, cité par Léa Carrier, « Donald Trump, faiseur de paix ? », *op. cit.* (consulté en ligne).

219. Fabien Deglise, « Trump peinturé dans le coin sur la question ukrainienne », *Le Devoir*, 31 mai 2025, p. A4. Deglise évoque les politiques contradictoires de Trump face à Poutine, entre apaisement et exaspération, tout en se voulant rassurant face au mouvement MAGA et leurs porte-paroles au Congrès sur l'imputabilité de l'Ukraine dans le conflit, mais aussi face aux législateurs qui réclament des sanctions supplémentaires contre Moscou. « Le populiste n'a désormais plus de crédibilité », conclut-il. Le message présidentiel change constamment : fin février Trump vilipende Zelensky, début juillet il déclare son mécontentement à l'égard de Poutine.

220. Sébastien Le Fol, « Donald Trump victime d'un Kompromat russe ? », *L'Express*, 7 août 2025 (consulté en ligne) ; Adam Davidson, « A Theory of Trump Kompromat », *The New Yorker*, 19 juillet 2028 (consulté en ligne).

221. « Putin the Poker Player », *The Economist*, vol. 456, 22 février 2025, p. 41-42.

222. « To Russia with Love », *The Economist*, vol. 456, 22 mars 2025, p. 19-20.

223. Selon la Directrice du renseignement national (DNI) dans son rapport annuel publié en mars 2025, les cyberattaques russes continuent et représentent un risque élevé. Fabien Deglise, « La Russie menace toujours les États-Unis, selon les espions américains », *Le Devoir*, 27 mars 2025 (consulté en ligne).

224. Fabien Deglise, « Un jeu de dupes dont Donald Trump sort perdant », *Le Devoir*, 1er août 2025 (consulté en ligne).

225. François Brousseau, « Show de boucane », *Le Devoir*, 19 août 2025 (consulté en ligne). S'il succombe au charme de Poutine, Trump succombera ensuite au charme des leaders européens en visite à la Maison-Blanche, selon Philip Elliott, « Trump Falls For Europe's Charm Offensive », *Time*, 18 août 2025 (consulté en ligne).

226. David Shribman, « There Was No Winner in a Rare Verbal Boxing Match at the Oval Office », *The Globe and Mail*, 1er mars 2025, p. A5.

227. Le sommet est qualifié de très complaisant à l'égard de Poutine, Trump s'est fait enfirouaper d'après Yves Boisvert, « Flop au sommet », *La Presse*, 16 août 2025 (consulté en ligne). Le déroulement du sommet fait craindre chez certains l'abandon de l'Ukraine par Trump comme celui du Sud-Viêtnam par Nixon en 1973. Tony Keller, « The Trump-Putin Summit : it's not Munich, 1938. It's Paris, 1973 », *The Globe and Mail*, 15 août 2025, p. A13. Dans les jours précédant le sommet, l'envoyé spécial Steve Witkoff a rencontré Poutine et semble avoir donné son aval à l'échange de territoires, en faveur de la Russie, afin d'obtenir la conclusion d'une paix. Lire Lexington : « Power Couple », et « Summit of Uncertainty », *The Economist*, vol. 456, 16 août 2025, p. 22, 38-39. Lexington estime que la complaisance de Trump ne peut être expliquée que par des psychologues… Selon l'historienne Margaret MacMillan, « le sommet d'Anchorage fut un triomphe pour la Russie et une honte pour les États-Unis », dans « Leaders' Summits Have Become More Common, But not More Productive », *The Economist*, vol. 456, 23 août 2025, p. 12. L'objectif de la Russie est de gagner du temps selon elle.

228. Andrew Coyne, « The Ukraine Emergency Is Far From Over – Because Donald Trump Is the Emergency », *The Globe and Mail*, 23 août 2025, p. O2, explique la complaisance du président américain ainsi : « Poutine est un dictateur et Trump voudrait en être un. La théorie de Poutine est que "Le fort fait ce qu'il peut faire et le faible subit ce qu'il doit subir". C'est tout à fait la théorie de Trump sur tout. »

229. Yves Boisvert, « Le plus difficile est à venir », *La Presse*, 19 août 2025 (consulté en ligne).

230. « Pentagon Says US Will Play a Minimal Role in Ukraine's Security Guarantee », *Politico*, 21 août 2025 (consulté en ligne) ; Simon Shuster, « Putin's Brush-Off », *Time*, vol. 206, 8 septembre 2025, p. 5-6 ; Eric Ciaramella et Sophia Besch, « Fortress Ukraine », *Foreign Affairs*, 27 janvier 2026 (consulté en ligne). Les auteurs estiment que l'Ukraine aura besoin de presque 400 milliards USD en assistance militaire, ce qui nécessitera que les pays membres de l'OTAN doublent leur aide actuelle.

231. « America, Russia and Ukraine : Grand Bargain ? *The Economist*, vol. 456, 22 mars 2025, p. 10.

232. « Frozen Out », *The Economist*, vol. 456, 8 mars 2025, p. 14-15. Trump redoute l'escalade et un conflit armé avec Moscou, d'où sa réticence à exporter des armes à l'Ukraine. Biden partageait cette crainte et refusait d'envoyer certaines armes, mais il a quand même autorisé l'exportation d'une quantité massive d'équipements militaires (plus de 70 milliards USD d'aide militaire directe sur 128 milliards USD d'aide au total, autorisés par le Congrès entre 2022 et 2024. Toutefois, aucune nouvelle somme n'a été autorisée depuis janvier 2025). Pendant un moment, Trump a même privé Kiev de renseignements névralgiques pour l'aider dans sa campagne militaire – une première.

233. Daniel Drezner, « Elbridge Colby Is Both Cause and Symptom », *Drezner's World*, 15 juillet 2025 (consulté en ligne). Trump subséquemment a annulé cette décision, qu'il ignorait, a-t-il avoué à Zelensky, et dont Hegseth ne l'avait pas informé, en promettant que l'Ukraine recevrait des systèmes antiaériens Patriot – cet épisode en dit long sur la prise de décision de l'administration : « rien ne mène à une bonne politique étrangère [mais plutôt à] des voltefaces constantes et incohérentes », conclut Drezner.

234. David Sanger, « Avec son virage sur l'Ukraine, Trump cherche peut-être à se laver les mains de la guerre », traduction par *Le Devoir*, 26 septembre 2025 (consulté en ligne).

235. [s.a.], « Une rencontre "houleuse" et des pressions de Trump », *Agence France-Presse*, 20 octobre 2025 (consulté en ligne) ; et Adrian Morrow, « Zelensky Presses Trump for Missiles Deal », *The Globe and Mail*, 18 octobre 2025, p. A3.

236. « Ambush Averted » et « The Maze Runners », *The Economist*, vol. 456, 29 novembre 2025, p. 11, 40-41 ; Mark MacKinnon, « U.S. Peace Plan for Ukraine Similar to Putin's », *The Globe and Mail*, 22 novembre 2025, p. A3 ; François Brousseau, « Ukraine, un plan de guerre », *Le Devoir*, 24 novembre 2025 (consulté en ligne) ; Laura-Julie Perreault, « Le pire des sapins russo-américains », *La Presse*, 25 novembre 2025 (consulté en ligne) ; Sam Skove et John Haltiwanger, « Trump Presents Ukraine with a "Very Tough Choice" », *Foreign Policy*, 21 novembre 2025 (consulté en ligne) ; Christian Caryl, « Don't Call This a "Peace Plan" », *Foreign Policy*, 24 novembre 2025 (consulté en ligne) ; et « One Battle After Another », *The Economist*, vol. 456, 13 décembre 2025, p. 46.

237. Daniel Drezner, « The Trouble with Start-Up Diplomacy », *Drezner's World*, 25 novembre 2025 (consulté en ligne). Drezner souligne le dysfonctionnement de l'appareil décisionnel pour expliquer ce fiasco, notamment l'absence de toute coordination au NSC et le manque de supervision de Rubio. La politique

ukrainienne est exclusivement menée par Witkoff qui a le soutien du vice-président et du gendre de Trump (lire notre chapitre sur la prise de décision de Trump).

238. François Brousseau, « Faire la peau à l'Europe », *Le Devoir*, 8 décembre 2025 (consulté en ligne) ; Daniel Drezner, « Five Questions about American Foreign Policy », *Drezner's World*, 30 novembre 2025 (consulté en ligne) ; et « Make Money Not War : Trump's Real Plan for Peace in Ukraine », *Wall Street Journal*, 28 novembre 2025 (consulté en ligne).

239. Simon Shuster, « How the Fighting Ends », *Time*, vol. 206, 14 avril 2025, p. 27-30.

240. The Telegram : « When a Bad Peace Leads to War », *The Economist*, vol. 456, 29 novembre 2025 (consulté en ligne).

241. Aurélie Campana, « Les Russes jouent la surenchère », *La Presse*, 27 août 2025 (consulté en ligne). Cette conclusion est entièrement partagée par Ian Bremmer, « The Ukraine Peace Push Is Failing. Here's Why », *GZero Daily*, 3 décembre 2025 (consulté en ligne) ; et dans « What Will it Cost to Make Putin Stop ? », *The Economist*, vol. 456, 1er novembre 2025, p. 54-55. Plusieurs modèles de règlement du conflit sont possibles mais nécessiteront plus que des garanties verbales, selon John Ikenberry et Harold James, « Would a Peace Deal in Ukraine Last ? », *Foreign Affairs*, 12 mars 2025 (consulté en ligne). Les modèles possibles sont : les règlements après les deux guerres mondiales, l'armistice de la guerre de Corée, les statuts de Berlin ou de Chypre avec la séparation *de facto* de territoires, ou encore le statut spécial de Trieste.

242. Marc Thibodeau, « La démocratie continue de reculer », *La Presse*, 27 février 2025 (consulté en ligne).

243. The Economist Intelligence Unit, « The Global Democracy Index : How Did Countries Perform in 2024 ? », *The Economist*, 26 février 2025 (consulté en ligne) ; « Democracy Indices. Measure for Measure », *The Economist*, vol. 454, 16 septembre 2023, p. 76-77.

244. Le rapport de 2025 de l'IDEA de Stockholm estime à 72 % le pourcentage de population qui vit dans les régimes autocratiques, soit trois personnes sur quatre dans le monde.

245. Nic Cheeseman, Matias Bianchi, et Jennifer Cyr, « The Illiberal International », *Foreign Affairs*, 16 décembre 2025 (consulté en ligne). Les auteurs parlent de la montée en puissance d'un club de pays illibéraux dans le monde.

246. Environ 85 % de la population mondiale vit dans des pays où la liberté de presse a reculé, selon l'institut V-DEM, « Where the Truth Lies », *The Economist*, vol. 453, 7 mai

2022, p. 52-54. Le degré de liberté se situe ainsi à 5 sur 10, à l'instar de celui de la démocratie. La situation est considérée comme bonne pour le travail des journalistes dans seulement sept des 180 États (moins de 1 % de la population mondiale), tandis que 42 pays sont passés en situation rouge, soit très grave, selon l'évaluation faite par Reporters sans frontières, dans son rapport annuel *État de la liberté de la presse dans le monde*, Paris, RSF, 3 mars 2025, 32 p. L'index place les États-Unis au 57e rang de la liberté de presse, juste derrière la Sierra Leone et devant la Gambie. L'index du groupe de recherche Scholars at Risk, Academic Freedom Index a, pour sa part, recensé 400 attaques dans 49 pays entre juillet 2024 et juin 2025, si bien que 38 pays sur 179 ont connu une diminution de la liberté universitaire. Celle-ci s'érode depuis 10 ans et le rapport, note Marc Thibodeau dans son compte rendu, souligne qu'aux États-Unis « le nombre d'attaques contre la liberté universitaire a pratiquement été multipliée par 4, passant de 15 à 20 avant 2023 à 80 en 2024 », dans « La liberté universitaire sous pression à travers le monde », *La Presse*, 3 octobre 2025 (consulté en ligne).

247. Agnès Callamard, *La situation des droits humains dans le monde*, Rapport annuel d'Amnistie Internationale, Londres, avril 2024, p. IX.

248. Yasmeen Serhan, « Half of the World's Democracies Are in Retreat », *Time*, 21 décembre 2022 (consulté en ligne).

249. « The Global State of Democracy 2024 », *International Institute for Democracy and Electoral Assistance*, Stockholm, IDEA, 17 septembre 2024, 23 p. (consulté en ligne). Selon le rapport, un pays sur quatre s'est amélioré sur le plan démocratique, la plus faible progression en quinze ans.

250. « C'est désormais le quart de la population mondiale qui vit dans un pays en recul démocratique », souligne le rapport de 2021 de l'IDEA. Fabien Deglise, « Pour la première fois, les États-Unis sont considérés comme une "démocratie en recul" », *Le Devoir*, 23 novembre 2021 (consulté en ligne).

251. Yascha Mounk, « The Faltering Fight for Democracy », *Foreign Affairs*, 7 décembre 2021 (consulté en ligne).

252. Alexandre Sirois, « Démocratie américaine : attention, danger ! », *La Presse*, 16 octobre 2022 (consulté en ligne).

253. Yana Gorokhovskaia et Adrian Shahbaz, « Freedom in the World 2025 », Washington, DC, *Freedom House*, Rowman and Littlefield, 2025, 1 504 p.

254. Larry Diamond, « A World without American Democracy ? », *Foreign Affairs*, 2 juillet 2021 (consulté en ligne).

255. Alexander Cooley et Daniel Nexon, « The Real Crisis of Global Order, Illiberalism on the Rise », *Foreign Affairs*, vol. 101, janvierfévrier 2022, p. 103-118. Le terme « illibéral » a été inventé par Fareed Zakaria, *L'avenir de la liberté. La démocratie illibérale aux États-Unis et dans le monde*, Paris, Odile Jacob, 2003, 256 p.

256. Francis Fukuyama, « Against Identity Politics. The New Tribalism and the Crisis of Democracy », *Foreign Affairs*, vol. 97, septembre-octobre 2018, p. 90-114. Fukuyama pense que la plus grave menace contre la démocratie provient des guerres culturelles, menées notamment par les mouvements de droite nationalistes blancs, qu'il associe à une forme de « tribalisme », fondé sur la quête ou la préservation de l'identité. Celles-ci ne peuvent mener qu'à des conflits et l'appui au racisme et l'autoritarisme selon lui. Lire également « What Is "White Nationalism" ? », *The Economist*, 14 août 2019 (consulté en ligne).

257. Les articles percutants de Anne Applebaum sont publiés dans la revue *The Atlantic*, « The Beacon of Democracy Goes Dark », *The Atlantic*, vol. 336, novembre 2025, p.132-134 ; « The New Rasputins », *The Atlantic*, vol. 336, février 2025, p. 11-14 ; « Democracy Is Losing the Propaganda War », *The Atlantic*, vol. 335, juin 2024, p. 30-40 ; et « The Autocrats Are Winning », *The Atlantic*, vol. 332, décembre 2021, p. 44-54. Lire aussi son livre *Autocracy Inc.*, New York, Doubleday, 2024, 224 p. ; Gideon Rachman, *The Age of the Strongman*, New York, Other Press, 2022, 288 p.

258. Alexandre Sirois, « L'ère de l'intimidation », *La Presse*, 1er juin 2025 (consulté en ligne).

259. Elisa Manfredini et Andrea Acquistapace, « 31 Nobel Laureates Warn : The Signs of Fascism are Here », *Time*, 15 juin 2025 (consulté en ligne). Lire aussi les œuvres de Timothy Snyder, *De la Tyrannie, 20 leçons du XXe siècle*, Paris, Gallimard, 2022, 128 p., et *The Road to Unfreedom*, New York, Crown, 2018, 368 p. Rien de ce qui arrive avec Trump ne surprend le professeur d'histoire qui a fui son pays pour rejoindre en 2025 la faculté des sciences sociales de l'Université de Toronto.

260. Daniel Ziblatt est l'un des plus grands experts au monde sur Weimar, « Warnings From Weimar », *Foreign Affairs*, 28 août 2025 (consulté en ligne).

261. Larry Diamond cité par Richard Stengel, « History Unended », *Time*, vol. 206, 27 octobre 2025, p. 18.

262. Robert Pape, « Our Own Worst Enemies. The Violent Style in American Politics », *Foreign Affairs*, vol. 103, novembre-décembre 2024 (consulté en ligne). Pape pense que la raison la plus importante de la violence politique est la crise identitaire (provoquée par le changement démographique) et la guerre culturelle qui en découle (la théorie du « grand remplacement »), et qui justifient aux yeux de

millions d'Américains le recours à la violence. Ainsi, le terrorisme intérieur a augmenté de 357 % entre 2013 et 2021 et le nombre de menaces de 400 % entre 2017 et 2023 (de 4 à 20 sur 7 ans). Pape prévoit une période d'instabilité inédite.

263. Robert Pape est cité par Fabien Deglise, « Les États-Unis face à une dangereuse politisation de leur violence », *Le Devoir*, 12 septembre 2025 (consulté en ligne).

264. Stephen Marche, « Le sang appelle le sang », traduction par *La Presse*, 12 septembre 2025 (consulté en ligne).

265. Vincent Brousseau-Pouliot, « Quand le peuple doute de la démocratie », *La Presse*, 14 novembre 2024 (consulté en ligne) ; Karen Stenner, « How To Live with Authoritarians », *Foreign Policy*, 11 février 2021 (consulté en ligne) ; Larry Diamond, « The Capitol Siege Is the Wake-up Call America Shouldn't Have Needed », *Foreign Affairs*, 7 janvier 2021 (consulté en ligne).

266. Lire le rapport du Public Religion Research Institute, « Trumps's Unprecedented Actions deepen Asymetric Divides », Washington, PRRI, octobre 2025, p. 48-54.

267. Expression utilisée par Snyder, *De la Tyrannie…*, *op. cit.*, cité par Isabelle Hachey, « Soumissions américaines », *La Presse*, 14 février 2025 (consulté en ligne).

268. Larry Diamond explique le déclin démocratique par l'absence de réformes de la constitution, « January 6 and the Paradoxes of America's Democracy Agenda », *Foreign Affairs*, 6 janvier 2022 (consulté en ligne) ; Jill Lepore, *We the People : A History of the U.S. Constitution*, New York, Liveright, 2025, 720 p.

269. [s.a.], « La liberté de la presse au plus bas depuis 50 ans, selon un rapport », *Agence France-Presse*, 11 septembre 2025 (consulté en ligne).

270. Lexington : « Protesting Too Much », *The Economist*, vol. 456, 15 mars 2025, p. 37.

271. Alexandre Sirois, « Leur ennemi, c'est nous », *La Presse*, 1er juin 2025 (consulté en ligne).

272. Andrew Coyne, « The Democratic World Will Have to Get along without America », *The Globe and Mail*, 14 février 2025 (consulté en ligne). Le chroniqueur en rajoute à la fin de l'année : « nous vivons actuellement l'hyperinflation d'une forme de "dérangement" présidentiel […] Trump se range systématiquement du côté des dictateurs », dans « Donald Trump, and American Democracy, are Getting Exponentially Worse », *The Globe and Mail*, 6 décembre 2025, p. O2.

273. Martin Wolf, *The Crisis of Democratic Capitalism*, New York, Penguin Press, 2023, 496 p.

274. Oliver Holmes, « Votes of Confidence », *The Guardian Weekly*, vol. 209, 20 décembre 2024, p. 25-27.

275. « Economic Freedom v Political Freedom », *The Economist*, vol. 453, 19 mars 2022, p. 61-63.

276. Anne Applebaum, « The Autocrats Are Winning », *op. cit.*, p. 54 ; Notons au passage que le rapport sur les droits humains émis par le département d'État, en août 2025, a omis de dénoncer la violation des droits dans des pays alliés sur les positions de Trump, tels le Salvador, la Hongrie, l'Arabie Saoudite ou Israël.

277. « The United Nations in Turmoil », *Strategic Comments*, vol. 30, novembre 2024, 3 p. ; Daniel Drezner, « Why Is the United Nations in Such Disarray ? », *Drezner's World*, 6 novembre 2023 (consulté en ligne).

278. « The New Economic Order. The Liberal International System Is Slowly Coming Apart » et « The World's Rules-Based Order Is Cracking », *The Economist*, vol. 455, 11 mai 2024, p. 7, 49-50.

279. Naftali Bendavid, « L'ordre créé après la Seconde Guerre mondiale s'étiole », traduction de *La Presse*, 5 septembre 2025 (consulté en ligne).

280. Oona Hathaway et Scott Shapiro, « Might Unmakes Right », *Foreign Affairs*, vol. 104, juillet-août 2025 (consulté en ligne). Les auteurs rappellent que 150 conquêtes territoriales se sont produites avant 1945, mais moins d'une dizaine depuis – en raison de la norme de prohibition qui a prévalue depuis 80 ans. Trump est le premier président à remettre en question la légitimité de cette norme (en compagnie de G. W. Bush).

281. Stephen Walt, « Collective Security Is on Life Support », *Foreign Policy*, 16 décembre 2025 (consulté en ligne).

282. Robert Fowler, « The UN's Security Council Has Killed the Responsibility to Protect », *The Globe and Mail*, 4 octobre 2025, p. O4. L'ancien ambassadeur canadien conclut à « l'implosion de la *pax americana* ».

283. Jocelyn Coulon, « Les Nations-Unies défiées par Donald Trump », *Le Devoir*, 22 septembre 2025 (consulté en ligne), et « Trump va-t-il faire exploser l'ONU ? », *La Presse*, 10 septembre 2025 (consulté en ligne). Lire aussi « The UN's Grim Future », *The Economist*, vol. 456, 20 septembre 2025, p. 53-54. À noter que dans le budget de 2026 déposé par l'administration Trump, la contribution financière à l'ONU est absente.

284. Discours de Donald Trump devant l'Assemblée générale de l'ONU intégralement retranscrit : « Trump to U.N. : "Your Countries Are Going to Hell" », *Foreign Policy*,

23 septembre 2025 (consulté en ligne). Lire le compte rendu de Laura-Julie Perreault, « Dans un monde parallèle près de chez Donald Trump », *La Presse*, 24 septembre 2025 (consulté en ligne). L'éditorialiste conclut à « une véritable attaque contre l'organisation internationale », car celle-ci selon les dires de Trump « mène un assaut contre les pays occidentaux », faisant référence aux demandeurs d'asile qui « infiltrent la frontière sud du pays » et accusant l'ONU de permettre une telle « invasion ». Finie la protection du droit d'asile selon le président américain.

285. Les États-Unis ne sont pas signataires du traité qui a créé la CPI et c'est la seconde fois que Trump impose des sanctions. Il l'avait déjà fait il y a sept ans, durant son premier mandat, contre des hauts fonctionnaires de la CPI. Voir Janie Gosselin, « Sanctions contre des responsables de la CPI », *La Presse*, 2 octobre 2020 (consulté en ligne) ; et David Luban, « America the Unaccountable », *The New York Review of Books*, 20 août 2020 (consulté en ligne). C'est la première fois de leur histoire que les États-Unis ont posé un tel geste. « La vérité brutale est que les États-Unis ont abandonné leur soutien à la CPI, non pour des raisons légales, mais pour des motifs semblables à ceux de Poutine [soit] de ne pas risquer la possibilité que leurs leaders politiques ou militaires soient traduits en justice pour des crimes de guerre », Fintan O'Toole, « Our Hypocrisy on War Crimes », *The New York Review of Books*, 26 mai 2022 (consulté en ligne).

286. Mark Danner, « Moving Backward : Hypocrisy and Human Rights », *The New York Review of Books*, 4 juin 2020 (consulté en ligne). Le droit de la guerre est aussi menacé tandis que les conventions de Genève, vieilles de plus de 75 ans, s'érodent petit à petit dans la foulée des attaques contre l'Ukraine et Gaza. « No More the Laws of War ? », *The Economist*, 20 juillet 2024, p. 47-48 (consulté en ligne). C'est le fondateur du droit international Grotius qui doit se retourner dans sa tombe face à un tel recul. The Telegram : « Warriors Should Welcome Laws of War », *The Economist*, 2 décembre 2024, p. 49 (consulté en ligne), et « Cry Havoc and Ignore the Laws of War », The Telegram : « Laws of War for a Wicked World », *The Economist*, 9 août 2025, p. 49-50, 51 (consulté en ligne).

287. Vincent Pouliot, « Crise budgétaire : la fin de l'ONU telle qu'on l'a connue ? », *La Presse*, 12 juin 2025 (consulté en ligne). « Deadbeats United », *The Economist*, vol. 456, 3 mai 2025, p. 48. Lire l'analyse de l'IISS, « The UN Adjusts to American Retrenchment », *Strategic Comments*, vol. 31, novembre 2025, 3 p.

288. [s.a.], « L'ONU doit devenir "plus efficace", déclare son chef », *Agence France-Presse*, 12 mars 2025 (consulté en ligne). Rappelons que l'administration Trump a coupé 800 millions USD du budget des opérations de paix, ce qui a entraîné une réduction

de 25 % des effectifs de Casques bleus, en plus de forcer l'ONU à réduire de plus de 2 milliards USD son budget annuel et amputer de 20 % son personnel.

289. Comfort Ero, la directrice de l'International Crisis Group (ICG), est citée par Laura-Julie Perreault, « Quand les architectes du monde sortent le bulldozer », *La Presse*, 15 septembre 2025 (consulté en ligne).

290. Mary Robinson citée par Rishi Iyengar, « Trump Latest Speech to the U.N. General Assembly », *Foreign Policy Situation Report*, 23 septembre (consulté en ligne).

291. [s.a.], « L'ONU s'inquiète de l'omniprésence de la propagande en faveur de la guerre », *Agence France-Presse*, 9 septembre 2025 (consulté en ligne).

292. Ian Bremmer, « Iran Was Hit – Did the Nuclear Non-Proliferation Regime Take the Blow ? », *GZero Daily*, 25 juin 2025 (consulté en ligne).

293. Patrick Schröder, « The World Wanted a Plastics Pollution Treaty, but the U.S. Had Other Plans », *Foreign Policy*, 2 septembre 2025 (consulté en ligne). L'administration Trump a utilisé les négociations commerciales pour faire pression sur les décisions prises par certains pays en faveur de la position américaine visant à reporter les négociations sur ce traité.

294. Keith Johnson, « Has Trump's America Gone Rogue ? », *Foreign Policy*, 24 novembre 2025 (consulté en ligne). L'auteur estime que « le président n'a aucun respect pour la loi ».

295. Sur le *War Powers Act* de 1973, lire Charles-Philippe David et Julien Tourreille, *La politique étrangère des États-Unis. Fondements, acteurs, formulation*, 4e édition, Presses de Sciences Po, 2022, p. 228-235.

296. Cité par Marc Thibodeau, « Destruction d'un bateau en mer des Caraïbes », *La Presse*, 12 septembre 2025 (consulté en ligne). Trump a exonéré d'avance les membres des forces armées pour leurs actions (illégales) en eaux territoriales au large du Venezuela. Keith Johnson, *op. cit.*, conclut : « il y a une différence entre la défense légalement justifiée et l'assassinat d'individus ».

297. Marco Rubio est cité par Daniel Drezner, « The Old World Order Is Dead », *World Policy Review*, 4 septembre 2025 (consulté en ligne).

298. Daniel Drezner, « Economic Statecraft in the Age of Trump 2.0 », *Drezner's World*, 28 décembre 2024 (consulté en ligne).

299. Louis Bellemare, « Des tariffs douaniers seraient tout aussi catastrophiques pour l'économie américaine », *Le Devoir*, 3 décembre 2024 (consulté en ligne).

300. Daniel Drezner, « Donald Trump's Biggest, Dumbest Personalist Foreign Policy Flop Yet », *op. cit.* (consulté en ligne).

301. Éric Desrosiers, « L'autre mur du "Tariff Man" », *Le Devoir*, 2 août 2025, p. A5.

302. Cité dans « Six façons de "trumpifier" le monde », *La Presse*, 1er septembre 2024 (consulté en ligne).

303. Miville Tremblay, « La "merdification" des États-Unis », *La Presse*, 29 août 2025 (consulté en ligne). Lire aussi de l'auteur, « La menace d'un incendiaire », *La Presse*, 13 décembre 2024 (consulté en ligne).

304. Maggie Haberman, « Pour Trump, les tarifs sont un levier de pouvoir plus qu'un outil commercial », traduction par *Le Devoir*, 10 juillet 2025 (consulté en ligne). Lire également Alexandre Sirois, « Comment l'Amérique a accouché du "Tariff Man" », *La Presse*, 27 novembre 2024 (consulté en ligne). Le grand professeur Richard Ouellet, expert sur la mondialisation à l'Université Laval et qui est cité, estime que « le commerce est devenu un instrument politique, un bâton, davantage qu'un instrument de paix ».

305. Éric Desrosiers, « L'autre mur du "Tariff Man" », *op. cit.*, p. A5.

306. Ian Bremmer, « Great Leap Backward », *GZero Daily*, 9 avril 2025 (consulté en ligne).

307. Cité par Naftali Bendavid, « "I Own the Store" : Trump Seeks a Direct Role in the Economy », *The Washington Post*, 18 mai 2025 (consulté en ligne).

308. « Ruination Day », *The Economist*, vol. 456, 5 avril 2025, p. 9.

309. Lire le compte rendu historique par « Free Exchange : Reed Smoot, Eat your Heart Too », *The Economist*, 12 avril 2025, p. 69. L'éditorialiste parle du « choc commercial le plus déstabilisant de l'histoire ».

310. Sarah Champagne, « Que retenir de l'annonce de Donald Trump sur les tarifs douaniers ? », *Le Devoir*, 3 avril 2025 (consulté en line). Les pourcentages ont été déterminés ainsi : le déficit commercial américain avec le Japon par exemple est de 62,6 milliards USD, la valeur des exportations des États-Unis vers ce pays est de 135,8 USD. En divisant le premier montant par le second on parvient au résultat de 0,46. En conséquence, le tarif supplémentaire imposé par Trump à Tokyo est de 46 %, un calcul aussi simple que ça.

311. L'imposition unilatérale des tarifs douaniers par Trump a provoqué plusieurs poursuites et un jugement défavorable de la Cour d'appel fédérale le 29 août 2025. De nombreux experts jugent cette imposition illégale, car elle viole l'esprit des lois

qui permettent au président, dans certains cas très spécifiques, de décider de mesures douanières coercitives – tel le *Trading with the Enemy Act* de 1917, le *Trade Act* de 1974, ou le *Emergency Economic Powers Act* de 1977 – en cas d'urgence de sécurité nationale, ce qui n'est pas véritablement le cas de celles appliquées par Trump. Lire « What Might Hold Tariff Man Back ? ». *The Economist*, vol. 455, 30 novembre 2024, p. 21-22 ; Adrian Morrow, « Most of Trump's Tariffs Illegal », *The Globe and Mail*, 30 août 2025, p. A5 ; « Collision Course », *The Economist*, vol. 456, 31 mai 2025, p. 57 ; « Whose Emergency ? », *The Economist*, vol. 456, 6 septembre 2025, p. 18-19 ; et « Whack-a-Levy », *The Economist*, vol. 456, 8 novembre 2025, p. 69 (les cinq articles élucident les aspects légaux des tarifs). Sans l'approbation du Congrès, le président peut-il outrepasser la notion d'urgence et appliquer les tarifs qu'il veut en toutes circonstances ? La question est en attente de jugement final par la cour suprême.

312. Stéphanie Grammond, « Le pire mot pour Donald Trump », *La Presse*, 3 avril 2025 (consulté en ligne).

313. Daniel Drezner, « American Foreign Economic Policy Is Being Run by the Dumbest Motherfuckers Alive », *Drezner's World*, 3 avril 2025 (consulté en ligne).

314. The Telegram : « The Art of the Deal, Global Edition », *The Economist*, vol. 455, 14 décembre 2024, p. 52.

315. Robert Keohane et Joseph Nye, « The End of the Long American Century… », *op. cit.* (consulté en ligne).

316. « Tracking the cost of Donald Trump's Tariffs », *The Economist*, données mises à jour consultées le 10 septembre 2025 et mises à jour régulièrement sur le site (consultées en ligne). Consulter aussi les sites de la U.S. Tax Foundation à [taxfoundation.org] et du National Bureau of Economic Research à [nber.org].

317. Alexandre Sirois, « Un si puissant voisin », *La Presse*, 11 août 2025 (consulté en ligne).

318. Daniel Drezner, « The exorbitant Price of Trump's Tariffs », *Drezner's World*, 1er avril 2025 (consulté en ligne) ; David Frum, « That 70's Feeling », *The Atlantic*, vol. 336, juin 2025, p. 11-14.

319. Sur les conséquences des tarifs, lire les excellentes analyses du périodique *The Economist,* The Telegram : « Trade Wars Are Coming », *The Economist*, vol. 455, 9 novembre 2024, p. 50 ; « Trumponomics Tees Off » et « America v the World », *The Economist*, vol. 455, 16 novembre 2024, p. 11, 68-70 ; « Get Used to It », *The Economist*, vol. 455, 30 novembre 2024, p. 61-62 ; « Duties Call », *The Economist*, vol. 455, 7 décembre 2024, p. 51-52 ; « Lessons from Trump's Week of Chaos », *The*

Economist, vol. 456, 8 février 2025, p. 56-57 ; « The Age of Chaos » et « The T-Day Landing », *The Economist*, vol. 456, 12 avril 2025, p. 11, 63-65 ; « Tariff-Hopping Mad » et « Uncertain Success », *The Economist*, vol. 456, 12 juillet 2025, p. 59-61 ; « The New Imperial Preference », *The Economist*, vol. 456, 9 août 2025, p. 8. Lire aussi celles de Konrad Yakabuski, « From Gold Standard to Economic Backwater », *The Globe and Mail*, 12 avril 2025, p. O11 ; et de John Rapley, « Beneath the Bluster, the U.S. Is Losing the Trade War », *The Globe and Mail*, 2 août 2025, p. B7.

320. Les statistiques sont compilées à partir du site Trading Economics [tradingeconomics.com] (disponible et consulté en ligne).

321. « L'Amérique devra lutter fort pour gagner cet affrontement bilatéral », conclut l'éditorialiste du périodique *The Economist,* « Neither Up Nor Down », *The Economist*, vol. 456, 14 juin 2025, p. 62 ; « Blowback », *The Economist*, vol. 456, 23 août 2025, p. 58-59 ; Robert Atkinson, « Trump Will Lose the Trade War », *Foreign Policy*, 12 juin 2025 (consulté en ligne) ; « Battle Ready » et The Telegram : « America's Economic-pain War with China », *The Economist*, vol. 456, 3 mai 2025, p. 57-59, 49 (consulté en ligne).

322. Yun Sun, « China Is enjoying Trump 2.0 », *Foreign Affairs*, 15 août 2025 (consulté en ligne).

323. Miranda Jeyaretnam, « U.S. and China Appear to Escalate Trade War for Leverage in Decision-Making », *Time*, 13 octobre 2025 (consulté en ligne). La journaliste cite un expert financier : « les nouvelles mesures annoncées représentent une escalade marquée de la stratégie de Pékin, consistant à exploiter sa domination dans le secteur des métaux rares ». On risque selon lui d'atteindre un point de bascule, voire un point de non-retour, dans les rapports commerciaux entre les deux pays. C'est sans nul doute la raison pour laquelle Xi et Trump tentent d'éviter d'en arriver à ce point. Aurélia End et Isabel Kua, « Trump et Xi s'entendent pour apaiser leur conflit commercial », *Le Devoir*, 31 octobre 2025 (consulté en ligne). Voir aussi « Aversion Therapy » et « The Real Deal ? », *The Economist*, vol. 456, 1er novembre 2025, p. 11, 37-38 (consulté en ligne).

324. Ce sont facilement plusieurs milliards USD qui transitent dans ces pays, « Tariff-hopping Mad », *The Economist*, vol. 456, 12 juillet 2025, p. 59-60 (consulté en ligne) ; « China Plus One Is Dead », *The Economist*, vol. 456, 16 août 2025, p. 58-59.

325. Les expressions sont celles utilisées par Adam Posen, « The New Economic Geography. Who Profits in a Post-American World ? », *Foreign Affairs*, vol. 104, septembre-octobre 2025 (consulté en ligne). Lire aussi de Omer Aziz, « A Game of Influence », *The Globe and Mail*, 18 octobre 2025, p. O9.

326. The Telegram : « China's Golden Opportunity », *The Economist*, vol. 456, 15 novembre 2025, p. 54. L'éditorialiste estime que des accords sont possibles sur tous les fronts entre les deux grands, avec des concessions de part et d'autre sur le commerce, Taïwan, la mer de Chine, la Corée du Nord, et plus encore.

327. Robert Keohane et Joseph Nye, « The End of the Long American Century… », *op. cit.* (consulté en ligne). L'argument similaire est offert par Miranda Jeyaretnam, « Will a Trade War with China Bring Back U.S. Factory Jobs ? », *Time*, vol. 206, 12 mai 2025, p. 7. La réponse de l'autrice est sans surprise « non » et elle fait remarquer : « payer des tarifs est moins onéreux que de relocaliser ». Trump devrait prendre note.

328. Joël-Denis Bellavance, « Un retour au libre-échange complet est peu probable », selon Dominic Leblanc, *La Presse*, 3 octobre 2025 (consulté en ligne).

329. David Shribman, « Trump's Anti-tariff and Outrage Is Symbolic of His Presidency », *The Globe and Mail*, 25 octobre 2025, p. A4 ; Mark Rendell, « The Fight to Preserve North American Trade Is Just Beginning », *The Globe and Mail*, 6 septembre 2025, p. B4, B5 ; Lawrence Herman, « Get Real : The USMCA Is Not Going to Survive », *The Globe and Mail*, 15 août 2025, p. A11 ; Eric Reguly, « Time to Look Past the Soon-to-be-defunct USMCA Deal », *The Globe and Mail*, 9 août 2025, p. B3. Lire sur l'approche trumpienne de la négociation, Yves Boisvert, « Il n'y a pas de tactique magique pour négocier avec Donald Trump », *La Presse*, 25 octobre 2025 (consulté en ligne). « Notre meilleur allié n'est plus fiable […] Soyons lucides, il n'y a pas de pouvoir de négociation devant un intimidateur qui a les moyens de son intimidation », conclut Boisvert.

330. Stéphanie Grammond, « Nouvel ordre mondial. Le Canada coincé entre l'aigle et le dragon », *La Presse*, 6 septembre 2025 (consulté en ligne). L'accord conclut à Beijing par le premier ministre Carney et le président Xi, en janvier 2026, a permis d'aplanir les barrières tarifaires entre les deux pays, notamment pour les voitures électriques exportées par la Chine et les graines de canola exportées par le Canada.

331. Cité par Alexandre Sirois, « Comment l'Amérique a accouché du "Tariff Man" », *op. cit.* (consulté en ligne).

332. Stéphanie Grammond, « À quand un Buy Canadian Act ? », *La Presse*, 28 août 2025 (consulté en ligne).

333. C'est une proposition que faisait déjà l'éditorial à la une du périodique *The Economist*, Charlemagne : « Why Canada Should Join the EU », vol. 456, édition du 4 janvier 2025, mis à jour le 24 mars, p. 37 ; ainsi que le magazine *Macleans*, « Why Canada Should Join the EU », édition du 30 juillet 2025 (consulté en ligne). Sur les obstacles réels d'un telle éventualité lire Ethan Lou, « Hold No Illusions about the

Difficulty of Diversifying Trade to Europe », *The Globe and Mail*, 27 septembre 2025, p. B4, B5. L'auteur rappelle que « la troisième option », proposée par Trudeau père en 1972, a abouti à un échec dans la tentative canadienne de se rapprocher de l'Europe.

334. Steven Chase et Gavin John, « Golden Dome Marks Canada's Shift on Missile Defence », *The Globe and Mail*, 11 octobre 2025, p. A4.

335. Stéphanie Grammond, « Chers Canadiens, êtes-vous prêts à vous serrer la ceinture ? », *La Presse*, 26 juin 2025 (consulté en ligne).

336. Franklin Griffiths, « How It Could Start », *The Globe and Mail*, 4 octobre 2025, p. O1, O5.

337. Antoine Trépanier, « La menace étrangère », *La Presse*, 28 septembre 2025 (consulté en ligne). Le journaliste cite l'un des intervenants : « qu'arrivera-t-il si un sous-marin russe devait sortir de l'eau près de Grise Fiord [dans la pointe sud de l'Ile d'Ellesmere au Nunavut] ? ». Lire aussi de Matthew Bondy, « Canada Is NATO's Soft Underbelly », *Foreign Policy*, 25 septembre 2025 (consulté en ligne).

338. Cité dans « Deals and Ideals », *op. cit.*, p. 52-53.

339. Daphné Lemelin, « Carney promet de diriger un "Canada uni" face à Trump », *Agence France-Presse*, 29 avril 2025 (consulté en ligne).

340. « Mark Carney's Radical Vision for Handling Trumpian America », *The Economist*, 6 octobre 2025 (entrevue consultée en ligne et diffusée le 9 octobre).

341. Géraldine Malone, « De plus en plus de Canadiens considèrent les États-Unis comme une menace majeure », *La Presse Canadienne*, 8 juillet 2025 (consulté en ligne). Un sondage Pew à l'hiver 2025 révélait que 34 % des Canadiens avaient une opinion favorable des États-Unis, une baisse de 20 % par rapport à 2024. Voir « Weighing the Threat », *The Economist*, vol. 456, 13 décembre 2025, p. 36.

342. Stephen Marche, « Le Canada et Trump », traduction par *La Presse*, 18 août 2025 (consulté en ligne).

343. Stephen Marche, « Les illusions agressives d'un pays en décomposition », traduction par *La Presse*, 11 décembre 2025 (consulté en ligne).

344. Charles-Philippe David, *L'effet Trump*, *op. cit.,* p. 70.

345. Henry Farrell, *L'empire souterrain. Comment les États-Unis ont fait des réseaux mondiaux une arme de guerre*, Paris, Odile Jacob, 2024, 296 p. Le professeur Farrell est cité par Daniel Drezner, « Three Ways of Looking at Donald Trump's Foreign Policy Leadership Style », *Drezner's World*, 30 novembre 2024 (consulté en ligne).

346. Lexington présente ainsi la méthode Trump : identifier le problème, exagérer l'enjeu, présenter des solutions extrêmes, déstabiliser les adversaires, prétendre avoir gagné sitôt un début d'apparence de solution, tenir en laisse vos alliés et contrôler vos ennemis. Lexington : « Trump for Dummies : A Ten-step Guide », *The Economist*, vol. 455, 14 décembre 2025, p. 26. Fabien Deglise cite un analyste politique norvégien : « lorsque Trump affirme avoir mis fin à six guerres, je suppose que tout le comité Nobel ne pense pas à lui décerner le Nobel de la paix, mais doit plutôt s'inquiéter de sa santé mentale », dans « Un Nobel de la paix hors de portée de Donald Trump », *Le Devoir*, 30 août 2025, p. B5.

347. The Telegram : « Dreaded are the Peacemakers », *The Economist*, vol. 456, 12 avril 2025, p. 56.

348. Andrew Coyne, « With Trump, It's Only Going to Get Worse », *The Globe and Mail*, 1er mars 2025, p. O2.

349. Paul Arcand, « Le virus Trump », *La Presse*, 8 mars 2025 (consulté en ligne).

350. Yves Boisvert, « Le trou noir de Trump », *La Presse*, 7 mars 2025 (consulté en ligne).

351. Aurélia End, « Comment le petit écran guide la diplomatie de Trump », *Le Devoir*, 7 août 2025 (consulté en ligne).

352. Stephen Walt, « How Trump Will Be Remembered », *Foreign Policy*, 30 juin 2025 (consulté en ligne).

353. Maggie Haberman, *Confidence Man*, New York, Penguin Press, 2022, p. 145.

354. Lexington : « The Unbearable Lightness of Being Donald Trump », *The Economist*, vol. 456, 12 avril 2025 (consulté en ligne).

355. Simon Shuster, « Trump's Learning Curve », *Time*, vol. 206, 9 juin 2025, p. 7-8.

356. Lexington : « The True Meaning of Trump's Derangement Syndrome », *The Economist*, vol. 456, 14 juin 2025, p. 24. Lexington écrit d'ailleurs que deux législateurs républicains au Congrès ont introduit un projet de loi pour autoriser les NIH à mener des recherches sur les origines, les effets et les conséquences à long terme du TDS…

357. Daniel Drezner, « The Trump Administration's Recursive Incompetence », *Drezner's World*, 19 avril 2025 (consulté en ligne).

358. Daniel Drezner, « Elbridge Colby Is Both Cause and Symptom », *op. cit.* (consulté en ligne) ; lire aussi sur la volteface avec l'Inde l'article précité « Donald Trump's Biggest, Dumbest Personalist Foreign Policy Flop Yet », *op. cit.* (consulté en ligne).

359. Stephen Walt, « Trump Has No Idea How to Do Diplomacy », *op. cit.* (consulté en ligne).

360. Thomas Homer-Dixon, « Trump Redux », *The Globe and Mail*, 18 janvier 2025, p. O1, O4. L'auteur fait cette démonstration sur l'enjeu, entre autres, des changements climatiques qui n'intéresse pas du tout Trump. Celui-ci fait partie d'une génération nostalgique qui défend les intérêts et les privilèges de la classe blanche nationaliste, estime le chroniqueur Howard French, qui explique ainsi les choix dans tous les domaines d'un président désintéressé voire hostile face aux nouveaux enjeux, qu'ils soient internes ou internationaux, dans « Why the Economy Can't Explain Trump's Win », *Time*, 15 novembre 2024 (consulté en ligne).

361. Yves Boisvert, « Trump n'aime pas les chiffres », *La Presse*, 5 août 2025 (consulté en ligne). Le chroniqueur parle aussi de « la moronisation des États-Unis », *La Presse*, 31 août 2025 (consulté en ligne), où le secrétaire à la Santé déclare sans preuves que la vaccination des enfants est responsable de l'autisme, déclaration avalisée par le président. La directrice de la santé publique a eu le malheur de les contredire et fut congédiée pour insubordination.

362. Aurélia End, « Trump a "la personnalité d'un alcoolique", selon sa cheffe de cabinet », *Agence France-Presse*, 17 décembre 2025 (consulté en ligne) ; et Philip Elliott, « How Susie Wiles Stepped on It », *Time*, 16 décembre 2025 (consulté en ligne).

363. Benoit Valois-Nadeau, « Qui tire les ficelles à la Maison-Blanche ? », *Le Devoir*, 26 juillet 2025, p. A8.

364. Howard French, « Trump's Favorite Role ? Foreign-Policy Czar », *Foreign Policy*, 3 décembre 2025 (consulté en ligne).

365. Elizabeth Saunders, « Imperial President at Home, Emperor Abroad », *op. cit.* (consulté en ligne). L'autrice note aussi que le Congrès volontairement choisit de ne pas faire obstacle à Trump.

366. Peter Baker, « Tel un dirigeant autoritaire, Trump s'assure de contrôler l'information », traduction par *Le Devoir*, 5 août 2025 (consulté en ligne).

367. Adrian Morrow, « Trump's Master Plan to Overhaul the U.S. », *The Globe and Mail*, 14 décembre 2024, p. A10.

368. Cité par Yves Boisvert, « Le pouvoir c'est la peur », *La Presse*, 27 novembre 2025 (consulté en ligne), faisant allusion au livre de Bob Woodward, *Peur. Trump à la Maison-Blanche*, Paris, Seuil, 2018, 528 p.

369. « America's Missing Opposition », *The Economist*, 6 septembre 2025 (consulté en ligne).

370. Daniel Drezner, *The-Toddler-in-Chief*, *op. cit.*, et « Should the Toddler-in-Chief Be Revived ? », *Drezner's World*, 14 novembre 2024 (consulté en ligne).

371. Alexandre Sirois, « Quand l'aplavantrisme (face à Trump) mène au désastre », *La presse*, 11 avril 2025 (consulté en ligne). C'est l'avis aussi de Daniel Drezner, « The End of Foreign Policy Ideas ? », *Drezner's World*, 23 juillet 2025 (consulté en ligne) ; et d'Adrian Morrow, « Loyalty Preferred Trait Among Controversial Cabinet Picks », *The Globe and Mail*, 16 novembre 2024, p. A4.

372. Ian Bremmer utilise l'expression anglaise « It's Trump way or the highway », dans « The Great Appeasement », *GZero Daily*, 20 novembre 2024. Bremmer estime que cette attitude affaiblira l'influence américaine dans le monde et rendra celui-ci plus dangereux.

373. Lire le compte rendu de Louis Cornellier, « Le cauchemar Trump », *Le Devoir*, 19 avril 2025, p. L31.

374. Lexington : « President Payback », *The Economist*, vol. 456, 8 février 2025, p. 23.

375. The Telegram : « Donald Trump Has a Strong Foreign Policy Hand, but Could Blow It », *The Economist*, vol. 456, 11 janvier 2025, p. 50.

376. Ty Cobb (l'avocat et non l'ancien joueur de baseball) est cité par Adrian Morrow, « Trump's Master Plan to overhaul the U.S. », *The Globe and Mail*, 14 décembre 2024, p. A10. Monsieur Cobb pense que Trump veut revenir à une fonction publique digne des années 1800 qu'on appelait, fort à propos, le « *spoils system* », une fonction publique corrompue et non professionnelle au service de la Maison-Blanche.

377. Daniel Drezner, « A Weekend of Bad Bargaining Takes », *Drezner's World*, 13 janvier 2025 (consulté en ligne).

378. David Shribman, « Trump Makes "Uncertainty" Great Again », *The Globe and Mail*, 8 mars 2025, p. A18.

379. Keren Yarhi-Milo, « The Price of Unpredictability », *Foreign Affairs*, 2 octobre 2025 (consulté en ligne).

380. Roseanne McManus, « The Limits of the Madman Theory », *Foreign Affairs*, 24 janvier 2025 (consulté en ligne). Cette théorie remonte à la présidence de Nixon dans le contexte de la guerre du Viêtnam. L'auteur estime qu'elle représente une faillite complète, et pas seulement pour les États-Unis. Les leaders forts qui l'ont exploité ont, au bout du compte, perdu le pouvoir (Hitler, Khrouchtchev, Hussein,

Kadhafi) et d'autres en subissent les limites (Poutine, Kim Jong Un, Netanyahou). Daniel Drezner approuve cette analyse, lui qui a étudié la théorie et qui conclut que la menace fonctionne mieux dans le cas des alliés et partenaires, mais est peu crédible dans le cas des ennemis des États-Unis, dans « Does the Madman Theory Actually Work ? », *Foreign Policy*, 7 janvier 2025 (consulté en ligne) ; également de Drezner, « How Not to Bargain », *Drezner's World*, 30 avril 2025, et « The Madman Theory Plays Itself Out », *Drezner's World*, 15 mai 2025 (consultés en ligne).

381. Steven Levitsky et Lucan Way, « The Path to American Authoritarianism », *Foreign Affairs*, 11 février 2025 (consulté en ligne) ; et Steven Levitsky, Lucan Way et Daniel Ziblatt, « The Price of American Authoritarism », *Foreign Affairs*, 11 décembre 2025 (consulté en ligne). De nombreux auteurs abondent dans la même direction, prédisant par exemple l'adoption du modèle hongrois aux États-Unis ou encore la survenance d'une « république de Weimar » mettant fin aux règles de droit constitutionnel, aux libertés individuelles et de la presse, celles des universités, suscitant des événements violents qui autoriseraient le recours à des mesures d'urgence par le gouvernement de Trump, et ainsi de suite. Lire Steven Simon, « Trump's Century of Days », *Survival*, vol. 67, juin-juillet 2025, p. 63-72. Simon prédit que « l'Amérique telle qu'on la connaît aujourd'hui semble périssable » (p. 71).

382. Elizabeth Saunders, « Imperial President at Home, Emperor Abroad », *op. cit.* (consulté en ligne).

383. Andrew Coyne, « Trump Is on the Brink of Becoming a Dictator », *The Globe and Mail*, 30 août 2025, p. O2.

384. David Shribman, « The Great Theatre of Donald Trump's U.S. Military Parade », *The Globe and Mail*, 14 juin 2025, p. A7.

385. Yves Boisvert, « La guerre intérieure de Trump », *La Presse*, 4 octobre 2025 (consulté en ligne). Le correspondant insiste sur un point important : « les présidents américains n'ont pas déployé l'armée dans le pays, sauf pendant la guerre de sécession, la période de reconstruction et de manière très ponctuelle ». Le discours de Trump fait passer les États-Unis à un autre niveau d'instrumentalisation de l'armée.

386. Fabien Deglise, « Une dangereuse politisation de l'armée par Donald Trump », *Le Devoir*, 12 juin 2025, p. A8. Cet article a été écrit dans le contexte en outre du déploiement de la garde nationale à Los Angeles au prétexte de protéger les édifices fédéraux et maintenir l'ordre.

387. Eric Cortellessa, « Trump's First 100 Days », *Time*, vol. 206, 26 mai 2025, p. 31-38. Le journaliste souligne que l'une des photos présidentielles que Trump a exigé

d'accrocher dans le bureau ovale soit celle de James Polk, l'un des plus expansionnistes de l'histoire américaine et responsable de la guerre de 1845 contre le Mexique. Tout un message envoyé par Trump.

388. « Order and Chaos », *The Economist*, vol. 456, 22 février 2025, p. 16.

389. Brian Myles, « Vers une présidence impériale », *Le Devoir*, 5 juillet 2024 (consulté en ligne). Lire également Daniel Drezner, « It's Been a Bad Week », *Drezner's World*, 2 juillet 2024 (consulté en ligne).

390. David Moscrop, « King George Won the War », *The Globe and Mail*, 22 février 2025, p. O5.

391. David Shribman, « Trump 2.0 Makes His Governing Style Clear », *The Globe and Mail*, 8 février 2025, p. A9 ; Massimo Calabresi, « The Disrupter in Chief Is Back », *Time*, vol. 206, 10 février 2025, p. 28-29.

392. François Brousseau, « Dictature présidentielle », *Le Devoir*, 2 septembre 2025 (consulté en ligne).

393. Mariano-Florentino Cuéllar, « How to Survive a Constitutional Crisis », *Foreign Affairs*, 18 avril 2025 (consulté en ligne).

394. Julian Zelizer, « Is Trump's Use of Executive Power Really So Different ? », *Foreign Policy*, 30 juin 2025 (consulté en ligne).

395. Snyder est cité par Ashley Parker et Michael Scherer, *op. cit.*, p. 27.

396. Levitsky, Way et Liblatt, « The Price of American Authoritarism », *op. cit.* (consulté en ligne).

397. Pour Jason Stanley, « l'administration Trump est un authentique régime fasciste », cité par Yves Boisvert, « La peur et le déni », *La Presse*, 23 novembre 2025 (consulté en ligne). L'historien associe particulièrement le conseiller Stephen Miller, influent sur les politiques migratoires, aux discours fascisants de Joseph Goebbels.

398. Snyder, *op. cit.*, p. 33.

399. Janie Gosselin, « Des pouvoirs de guerre vastes et dramatiques », *La Presse*, 4 octobre 2025 (consulté en ligne).

400. Christina Lu, « Trump's Iran Strikes Intensify War Powers Debate », *Foreign Policy*, 23 juin 2025 (consulté en ligne). L'Exécutif n'a pas informé au préalable la législature de l'attaque sur l'Iran, comme il se devrait.

401. L'administration Trump a évoqué la loi de 1798 sur les ennemis étrangers pour justifier les frappes américaines dans les eaux internationales, à une quinzaine de reprises, contre les bateaux vénézuéliens. Mais plusieurs juristes renommés ont mis

en doute que ces bateaux constituent des cibles militaires légales et qu'il était légitime de tuer des civils : « Tuer intentionnellement en dehors des conflits armés est illégal », affirme l'un d'eux. Miranda Jeyaretnam, « Is the U.S. at War with Venezuela ? Latest Strike Raises Legal Concerns », *Time*, vol. 206, 13 octobre 2025, p. 16. Cela équivaut à une forme d'exécution extrajudiciaire, estime le sénateur Rand Paul. Trump et son secrétaire Hegseth ont corrigé le tir, le 5 octobre, en informant le Congrès que les États-Unis étaient formellement en guerre contre les cartels de la drogue, justifiant ainsi le recours légitime à la force. Jasper Ward, « Hegseth Says He has Every Authorization Needed for Caribbean Strikes », *Reuters*, 5 octobre 2025 (consulté en ligne).

402. Gregory Fox et Duncan Hollis, « Is Trump Taking Treaties Back to the Middle Ages ? », *Foreign Policy*, 23 septembre 2025 (consulté en ligne).

403. Yves Boisvert, « Et si Trump n'obéit pas aux juges ? », *La Presse*, 11 février 2025 (consulté en ligne) ; et « Trump perd en cour… Et alors ? », *La Presse*, 8 septembre 2025 (consulté en ligne). Le correspondant a calculé que les décrets de Trump ont été invalidés dans 46 cas sur 67 décisions, tandis que 21 ont été approuvés. Boisvert craint que Trump ne fasse qu'ignorer les ordonnances de la cour suprême, rappelant que « les juges n'ont pas d'armée ».

404. Justin Jouvenal, « La cour suprême a élargi les pouvoirs de Trump, et il en veut plus », traduction par *La Presse*, 1er septembre 2025 (consulté en ligne).

405. L'un des motifs de la cour suprême pour donner souvent raison à Trump serait justement de préserver l'institution, croyant que celle-ci survivrait mieux si le président était content de ses décisions. Lire Yves Boisvert, « La vengeance du président », *La Presse*, 23 août 2025 (consulté en ligne).

406. Yves Boisvert, « Trump à l'assaut de la justice », *La Presse*, 6 avril 2025 (consulté en ligne).

407. Stephen Walt, « The Top Ten Trump Administration Foreign-Policy Mistakes », *op. cit.* (consulté en ligne).

408. Daniel Drezner, « American Foreign Policy Is Being Run by the Dumbest Motherfuckers Alive », *Drezner's World*, 24 mars 2025 (consulté en ligne).

409. Connor Greene, « Trump Is No Longer Denying Support for Project 2025 », *Time*, 3 octobre 2025 (consulté en ligne).

410. Stéphanie Yates, « Projet 2025, ou le pouvoir d'un "think tank" à l'œuvre », *Le Devoir*, 11 février 2025 (consulté en ligne). Lire aussi Nik Popli, « Trump's Early Actions Mirror Project 2025, the Blueprint He Once Dismissed », *Time*, 24 janvier

2025 (consulté en ligne). Fabien Deglise évoque les membres de l'administration associés au projet 2025 (Tom Homan au DHS, John Ratcliffe à la CIA, Russell Vought à l'OMB, Caroline Leavitt la porte-parole, et Stephen Miller le chef de cabinet adjoint), dans « Le projet 2025 au cœur du prochain gouvernement Trump », *Le Devoir*, 23 novembre 2025, p. B7. Lire sur les nominations Rachel Leingang, « Project 2025 : The Trump Picks Linked to Rightwing Manifesto », *The Guardian Weekly*, 29 novembre 2024, p. 32d.

411. Debra Thompson, « The Destruction of the U.S. Public Service », *The Globe and Mail*, 1er mars 2025, p. O11.

412. William J. Burns, « You Deserved Better », *The Atlantic*, vol. 336, octobre 2025, p. 10.

413. Michael Feinberg est l'ancien agent du FBI, « Goodbye to All That », *Lawfare*, 3 juillet 2025 (consulté en ligne).

414. « Insecurity Clearance », *The Economist*, vol. 456, 30 août 2025, p. 18-19.

415. Daniel Drezner, « The Trump Administration's Humpty Dumpty Foreign Policy », *Drezner's World*, 7 février 2025 (consulté en ligne).

416. Le fonctionnaire ajoute : « la réduction de l'État, c'est la prise de contrôle par les plus riches [...] sans filet social et sans impôt », cité par Yves Boisvert, « Plaidoyer pour l'amitié », *La Presse*, 9 février 2025 (consulté en ligne). Certains associent cette nouvelle réalité à une « technogarchie » et qui souhaite privatiser en sa faveur les services gouvernementaux, maintenant qu'elle a pris le pouvoir avec Trump. Lire Cullen Murphy, « Feudalism Is Our Future », *The Atlantic*, vol. 336, juillet 2025, p. 11-15. L'ironie du sort est que la fortune de Musk (360 milliards USD) est le produit en partie de ses affaires en Chine, qui représentent 15 % de sa richesse. « Disrupter-In-Chief », *The Economist*, vol. 456, 23 novembre 2024, p. 11.

417. James Goldgeier et Elizabeth Saunders, « Does DOGE Pose a National Security Risk ? », *Foreign Affairs*, 7 février 2025 (consulté en ligne).

418. William J. Burns, *op. cit,* p. 12.

419. Daniel Drezner, « On the Alarm Bells Going Off », *Drezner's World*, 30 septembre 2025 (consulté en ligne). Cette méthode prévaut aussi pour contrecarrer l'influence de certains conseillers sur Trump, comme le cas de Peter Navarro qui a voulu faire pression sur le président pour qu'il augmente les pressions sur la Chine dans le domaine commercial, contre qui Scott Bessent et Howard Lutnick, respectivement secrétaires du Trésor et au Commerce, firent front commun auprès de Trump. Lire

le compte rendu de Daniel Drezner, « The Trump Administration's Recursive Incompetence », *op. cit.* (consulté en ligne).

420. Et d'éviter d'écrire quoi que ce soit de compromettant, explique la journaliste Hannah Natanson, « The First Rule in Trump's Washington : Don't Write Anything Down », *The Washington Post*, 30 juin 2025 (consulté en ligne). Pour cette raison les délibérations sont clandestines, selon les comptes rendus, et empêchent toute expression honnête de points de vue devant Trump.

421. Le premier NSA, Mike Waltz, a été impliqué en avril 2025 dans le scandale du « signalgate », tandis que des informations classifiées furent transmises sans protection à des journalistes sur la plateforme Signal. Waltz fut démis de ses fonctions et ensuite nommé comme ambassadeur aux Nations Unies.

422. Le NSC qui comptait 350 fonctionnaires sous Biden n'en comptait plus que 119 en mai 2025, et l'objectif serait de le diminuer encore plus pour descendre à 60, le même nombre que sous Eisenhower. Une aberration pour les anciens fonctionnaires. Adam Taylor, « White House Dismisses Scores of National Security Staff », *Washington Post*, 27 mai 2025 (consulté en ligne). La philosophie MAGA et la doctrine Trump sont contraires à celles du NSC prônant l'engagement internationaliste des États-Unis depuis sa création en 1947. La faction isolationniste et celle favorable à moins d'engagement veulent réduire sinon abolir cet organisme pourtant indispensable. Lire Michael Singh, « Why the Right Hates the National Security State », *Foreign Affairs*, 11 juin 2025 (consulté en ligne).

423. Daniel Drezner, « The Rise of the Shallow State », *Drezner's World*, 29 mai 2025 (consulté en ligne) ; du même auteur, « There Are No Adults in the Room », *Drezner's World*, 5 avril 2025 (consulté en ligne), et « The Trump Administration's Recursive Incompetence », *op. cit.* (consulté en ligne). Lire aussi de Drezner sur la politique envers l'Ukraine, « The Trouble with Start-Up Diplomacy », *op. cit.* ; l'auteur explique que Rubio ne remplit pas du tout le rôle habituel de coordonnateur du NSC qu'il est censé exercer. Le processus reste informel et soumis aux soubresauts et surprises que réservent les sautes d'humeur du président. « C'est le chaos absolu » conclut un haut-fonctionnaire.

424. Richard Hétu, « Le croisé de Donald Trump », *La Presse*, 15 janvier 2025 (consulté en ligne). Lire également David Smith, « Trump's Flurry of Extremist Staff Picks Spark Fear », *The Guardian Weekly*, 22 novembre 2024, p. 15-17.

425. « The Loyalty Test », *The Economist*, vol. 455, 16 novembre 2024, p. 12. Adrian Morrow, « Trump's Master Plan to Overhaul the U.S. », *The Globe and Mail*, 14 décembre 2025, p. A10.

426. Evan Solomon, « Trump's Team of… Reprisals », *GZero Daily*, 14 novembre 2024 (consulté en ligne).

427. Steve Coll, « The Apprentice », *The Economist*, vol. 456, 20 septembre 2025, p. 57-62.

428. Daniel Drezner, « The Appalling Broken Record of Steve Witkoff Stories », *Drezner's World*, 21 décembre 2025 (consulté en ligne).

429. Daniel Drezner, « With Allies like These Steve Witkoff Does Not Need Enemies », *Drezner's World*, 30 août 2025 (consulté en ligne).

430. Propos rapportés notamment par TF1 Info, « Guerre en Ukraine : "Poutine n'est pas un mauvais type", juge l'émissaire spécial de Trump », 23 mars 2025 (consulté en ligne).

431. Mark MacKinnon, « Can Witkoff Convince Iran to Give Up its Nuclear Program ? », *The Globe and Mail*, 12 avril 2025, p. A12.

432. Propos cités par Fabien Deglise, « Le suprématiste blanc derrière les politiques migratoires de Trump », *Le Devoir*, 21 juin 2025, p. A8.

433. Richard Hétu, « Stephen Miller, non-élu tout puissant », *La Presse*, 17 septembre 2025 (consulté en ligne). Lire également de Hétu son compte rendu sur « La crise de Stephen Miller », *La Presse*, 11 juin 2025 (consulté en ligne), où il relate les propos sévères du conseiller lors de sa rencontre avec les agents de l'ICE.

434. Lire le portrait sur lui offert par Asawin Suebsaeng et al., « Inside Stephen Miller's Reign of Terror », *Rolling Stone Magazine*, 14 septembre 2025 (consulté en ligne).

435. Richard Hétu, « Vance ne s'adresse qu'à une personne, Trump », *La Presse*, 27 avril 2025 (consulté en ligne). Vance s'est converti d'un « jamais Trump » à « seulement Trump ».

436. George Packer, « The Talented Mr. Vance », *The Atlantic*, vol. 336, juillet 2025, p. 59.

437. « J. D. Vance, Great Exhortations », *The Economist*, vol. 456, 5 avril 2025, p. 18-19.

438. « Doge Days », *The Economist*, vol. 456, 1er mars 2025, p. 21.

439. Franklin Foer, « Les oligarques de la tech prennent le pouvoir », traduction du *Courrier international*, nº 1778, 28 novembre 2024, p. 30-32. Foer associe à raison le terme oligarchie à celui de démocratie illibérale.

440. « Disrupter-in-Chief » et « The First Buddy », *The Economist*, vol. 455, 23 novembre 2024, p. 11, 16-19.

441. Matthew Lee, « U.S. State Department Laying Off More Than 1 300 Employees », *The Globe and Mail*, 12 juillet 2025, p. A9 ; John Dinkelman, « Trump's State Department Cuts Are a Self-Inflicted Wound », *Foreign Policy*, 14 août 2025 (consulté en ligne).

442. Fabien Deglise, « Musk, "premier ami" de la présidence », *Le Devoir*, 16 novembre 2025, p. A7.

443. Simon Shuster, « A Thousand Cuts », *Time*, vol. 206, 24 février 2025, p. 9. Lire également de Shuster, « The Kingmaker », *Time*, vol. 205, 9 décembre 2024, p. 37-42.

444. Lawrence Norden et Daniel Weiner, « American Broligarchy », *Time*, vol. 206, 10 mars 2025, p. 27-28. Lire aussi Christian Caryl, « Beware of Trump's Global Broligarchy », *Foreign Policy*, 15 décembre 2025 (consulté en ligne). L'auteur souligne les liens d'affaire étroits entre la famille Trump et des dirigeants étrangers tels ceux du golfe Persique. Il fait référence au népotisme pour décrire leurs rapports financiers.

445. Les intérêts privés sont ainsi associés à une forme de kleptocratie, autrement dit une oligarchie corrompue et frauduleuse qui exercerait son pouvoir au sein du gouvernement et en profiterait, grâce à Trump (par exemple la privatisation des services publics, la réduction des charges fiscales, la diminution des services sociaux, la mise au pas des institutions, etc.). Lire sur ce sujet Jodi Vittori, « American Kleptocracy », *Foreign Policy*, 25 mars 2025 (consulté en ligne). Un autre danger est celui de la fusion entre le pôle technologique et le gouvernement, selon Ian Bremmer : « un ordre émergent dans lequel une poignée de compagnies technos rivalisent avec les États pour exercer leur influence géopolitique ». La relation (rivalité) Musk-Trump représente pour lui cette émergence qui aura un impact déterminant dans l'espace digital et sur le développement de l'intelligence artificielle. Une émergence aussi qui sera au cœur des rapports sino-américains. Bremmer prévoit un « tournant techno-autoritaire [et] anti-démocratique » qui subordonnera l'intérêt public aux intérêts privés. Lire son « The Technopolar Paradox », *Foreign Affairs*, 13 mai 2025 (consulté en ligne).

446. « Shumpeter, Elon Musk, Public Official ? », *The Economist*, vol. 455, 9 novembre 2024, p. 57.

447. Rachel Bade, « "I'm Gonna Punch You in Your F—king Face" : Scott Bessent Threatens an Administration Rival », *Politico*, 8 septembre 2025 (consulté en ligne).

448. Daniel Drezner, « The Silliest, Brattiest Adult in the Room : Is Scott Bessent Really an Adult ? », *Drezner's World*, 25 septembre 2025 (consulté en ligne).

449. Propos cités par Mathieu Carbasse, « Quatre hommes du président », *Le Devoir*, 12 avril 2025, p. B3.

450. Richard Hétu, « Les métamorphoses de Marco Rubio », *La Presse*, 2 juin 2025 (consulté en ligne).

451. Daniel Drezner, « The Fledging, Ideological Deep State Burrowing into the State Department », *Drezner's World*, 27 mai 2025.

452. Par exemple le budget de lutte contre le SIDA a été réduit de 80 % et celui pour l'aide aux réfugiés et les personnes déplacées dans le monde de 87 %. Voir les statistiques dans « Five Charts Explain Trump's Cuts to Foreign Aid », *The Economist*, 15 juillet 2025 (consulté en ligne) ; et « Long Knives », *The Economist*, vol. 456, 15 février 2025, p. 22 ; Gavin Yamey, « Making It Worse », *Time*, vol. 206, 24 février 2025, p. 23-24. De telles coupures « représentent une révolution. La diplomatie financière américaine est désormais uniquement axée sur ses intérêts. L'argent dépensé est pour les leaders qui offrent quelque chose à Trump », dans « Learning to Love Aid », *The Economist*, vol. 456, 4 octobre 2025, p. 61.

453. Richard Hétu, « Venezuela : l'obsession de Marco Rubio », *La Presse*, 27 octobre 2025 (consulté en ligne).

454. Ian Bremmer, « America First, Africa Last ? », *GZero Daily*, 26 septembre 2025 (consulté en ligne).

455. Andrew Roth, « U.S. State Department Told to End Nearly All its Overseas Pro-democravy Programs », *The Guardian*, 26 juin 2025 (consulté en ligne) ; Jessica Stern, « Rubio's Reorganization Plan Is a Wrecking Ball », *Foreign Policy*, 30 avril 2025 (consulté en ligne).

456. À titre d'exemple, le porte-parole du département dans le dossier de Gaza, Shahed Goreishi, a été renvoyé en août 2025 en raison de sa prise de position contre le déplacement forcé de la population palestinienne. John Hudson, « State Department Fires Official after Internal Debates over Israel », *The Washington Post*, 21 août 2025 (consulté en ligne).

457. « Crusader in the Pentagon », *The Economist*, vol. 455, 16 novembre 2024, p. 24 ; « How Hard Is it to Run the Pentagon ? », *The Economist*, vol. 456, 18 janvier 2025, p. 24. Rappelons que son ouvrage *The War on Warriors* en dit long sur sa volonté claire d'en finir avec l'idéologie woke.

458. Daniel Drezner, « Peter Hegseth Is out of His Depth : On the Alarm Bells Currently Going Off », *Drezner's World*, 30 septembre 2025 (consulté en ligne). Sur le passé turbulent de Hegseth, notamment dans ses rapports avec les femmes, lire Drezner,

« Pete Hegseth, American Man ? », *Drezner's World*, 3 décembre 2024 (consulté en ligne).

459. W.G. Dunlop, « Nouvelle stratégie de défense. L'armée américaine compte donner la priorité à la sécurité intérieure », Agence France-Presse, 23 janvier 2026 (consulté en ligne). En plus de la sécurité intérieure, le Pentagone place au cœur de ses priorités l'Amérique latine et la Chine, bien avant l'Europe et le Moyen-Orient, et sans aucune mention à Taïwan.

460. Fabien Deglise, « Trump fait entrer la Défense dans un régime guerrier », *Le Devoir*, 6 septembre 2025, p. A5.

461. Richard Hétu, « Des ordres manifestement illégaux », *La Presse*, 1er décembre 2025 (consulté en ligne) ; Yves Boisvert, « Pete Hegseth, criminel de guerre ? », *La Presse*, 3 décembre 2025 (consulté en ligne) ; et « Drifting with Purpose », *The Economist*, vol. 456, 6 décembre 2025, p. 23-24.

462. « Peter Hegseth Cracks Down on Pentagon Staff Speaking to Congress », *NBC News*, 22 octobre 2025 (consulté en ligne).

463. Lexington : « Signal and Noise », *The Economist*, vol. 456, 29 mars 2025, p. 28 ; Marc Thibodeau, « Le "signalgate" gagne en intensité », *La Presse*, 27 mars 2025 (consulté en ligne). C'est l'ancien conseiller à la sécurité nationale Michael Waltz qui avait mis sur pied le groupe. Il dut démissionner puis a été nommé ambassadeur à l'ONU – une sanction dans son cas. Mais en fait toutes les personnes impliquées dans ce groupe de discussion auraient dû être renvoyées.

464. Philip Elliott, « Protect and Defend », *Time*, vol. 206, 29 mars 2025, p. 9-10.

465. « Pete's Purge », *The Economist*, vol. 456, 10 mai 2025, p. 18-19.

466. Aurélia End, « Le Pentagone préparerait une réorganisation profonde de l'état-major », *Agence France-Presse*, 16 décembre 2025 (consulté en ligne).

467. John Ratcliffe est un ancien représentant du Texas au Congrès, de 2015 à 2020, et a servi comme DNI à la fin du premier mandat de Trump. Il a participé activement au « projet 2025 » et a écrit le chapitre sur le renseignement. En tant que directeur de la CIA, il est très peu visible et peu impliqué, apparemment, dans la prise de décision.

468. Lexington : « The Looking-Glass Wars », *The Economist*, vol. 456, 5 juillet 2025. La DNI était d'avis, trois mois plus tôt, que l'Iran n'avait pas décidé de construire l'arme nucléaire.

469. Daniel Drezner, « Under Trump, American Grand Strategy Is Flying Blind », *World Politics Review*, 1er octobre 2025 (consulté en ligne).

470. Michael Hayden, « Trump Is Breaking American Intelligence », *Foreign Affairs*, 2 juillet 2025 (consulté en ligne).

471. Tim Weiner a écrit la meilleure histoire de la CIA, *Des cendres en héritage. L'histoire de la CIA*, Paris, Perrin, 817 p. (traduction) ; lire sur Trump son article, « When the Threat Is Inside the White House », *Foreign Policy*, 11 juillet 2025 (consulté en ligne).

472. W. G. Dunlop, « Le chef du renseignement militaire américain est renvoyé », *Agence France-Presse*, 22 août 2025 (consulté en ligne). « Spooking the Spooks », *The Economist*, vol. 455, 30 novembre 2024, p. 23-24. « Un tel niveau de châtiment est inédit » écrit le journaliste dans « Insecurity Clearance », *op. cit.,* p. 18-19. Les agents renvoyés figuraient tous sur la liste d'une influence radicale de MAGA, Laura Loomer. John Ratcliffe a aussi entamé des poursuites contre l'un de ses prédécesseurs à la CIA John Brennan.

473. Daniel Drezner, « Is Tulsi Gabbard Okay ? », *Drezner's World*, 13 juin 2025 (consulté en ligne).

474. Daniel Drezner, « MAGA and Intelligence Don't Mix », *Drezner's World*, 11 mai 2025 (consulté en ligne).

475. Michael Beckley, « The Stagnant Order. And the End of Rising Powers », *Foreign Affairs*, vol. 104, 21 octobre 2025 (consulté en ligne).

476. François Brousseau, « Impérialisme, le retour », *Le Devoir*, 27 octobre 2025 (consulté en ligne).

477. « Americas First », *The Economist*, vol. 456, 8 novembre 2025, p. 25-26 ; « Aircraft-carrier Ahoy ! », *The Economist*, vol. 456, 1er novembre 2025, p. 30-31 ; David Sanger, « Trump évalue les options d'attaques contre le Venezuela », traduction par *Le Devoir*, 5 novembre 2025 (consulté en ligne).

478. Yves Boisvert, « Aujourd'hui le Venezuela, demain le Groenland, après… », *La Presse*, 5 janvier 2026 (consulté en ligne).

479. Michael O'Hanlon, « The Illusion of Isolationism », *Foreign Affairs*, 5 janvier 2026 (consulté en ligne). « Les Américains se leurrent en pensant qu'ils sont d'une manière ou d'une autre un peuple intrinsèquement pacifique […] L'histoire de la politique étrangère et de la défense américaine a été presque exclusivement celle de l'engagement », écrit le professeur O'Hanlon.

480. Cité par Richard Hétu, « Les Américains face à la "doctrine Donroe" », *La Presse*, 5 janvier 2026 (consulté en ligne). Lire aussi « Donald Trump Wants to Run Venezuela, and Dominate the Western Hemisphere », *The Economist*, 3 janvier 2026 (consulté en ligne). Le principal conseiller de Trump sur le Venezuela a été et

demeure Marco Rubio, qui souhaite au-delà de la capture de Maduro affaiblir le régime castriste à Cuba, selon le périodique britannique, et repousser l'influence chinoise et russe du continent sud-américain en les privant de l'accès notamment aux immenses ressources pétrolières vénézuéliennes. Cette conclusion est partagée par Richard Hall, « How Trump's Venezuela Takeover Could Change the World », *Time*, 4 janvier 2026 (consulté en ligne).

481. « War and Peace », *The Economist*, vol. 456, 22 novembre 2025, p. 30 ; « The US Pressure Campaign against Drug Trafficking and Venezuela », *Strategic Comments*, vol. 31, novembre 2025, 3 p. ; Keith Johnson, « Trump's Venezuela Fixation Is Not about the Oil », *Foreign Policy*, 2 décembre 2025 (consulté en ligne).

482. Plusieurs observateurs estiment qu'il s'agit actuellement d'une guerre illégale, dont Daniel Drezner, « So How Is the Illegal War Going ? », *Drezner's World*, 16 novembre 2025 (consulté en ligne). Sur les implications politiques et stratégiques lire Ian Bremmer, « Operation Bad Idea », *GZero Daily*, 19 novembre 2025 (consulté en ligne). Une spécialiste affirme même « qu'une attaque militaire contre le Venezuela serait illégale et assimilable sur ce plan à l'invasion de l'Ukraine par la Russie », citée par Marc Thibodeau, « Les États-Unis voudraient précipiter un coup d'État », *La Presse*, 15 novembre 2025 (consulté en ligne).

483. Daniel Drezner, « The MAGA Foreign Policy Evolution », *Drezner's World*, 5 décembre 2025 (consulté en ligne). Une telle conversion trumpienne aurait de quoi contredire tout ce qu'il a affirmé et promis à son mouvement MAGA au cours des dix dernières années. Mais, rappelle David Brooks, le mouvement néoconservateur avait su – pour un moment – rallier l'appui moral de la population en faveur du projet d'invasion de l'Irak et restaurer « la foi dans le rêve américain ». Par conséquent, il ne faudrait pas exclure la perspective de nouvelles interventions. Voir David Brooks, « Bring Back the Neocons », *The Atlantic*, vol. 337, janvier 2026, p. 18-21.

484. Michael Hirsh, « Trump Sets a Devastating Precedent in Venezuela », *Foreign Policy*, 3 janvier 2026 (consulté en ligne). L'analyste note au passage que les présidents des comités responsables au Congrès n'ont nullement été prévenus de l'opération de capture de Maduro.

485. François Brousseau évoque le danger : « la Chine et la Russie peuvent trouver profit dans l'affirmation concrète, par Donald Trump, du droit aux sphères d'influence et à la chasse gardée des empires », écrit-il dans « Changement d'époque. L'intervention américaine accentue la fragmentation du monde », *Le Devoir*, 5 janvier 2026 (consulté en ligne). Le nouvel ordre mondial peut être décrit comme « un monde sans les États-Unis », selon Amitav Acharya, « The World-Minus-

One Moment », *Foreign Policy*, 5 janvier 2026 (consulté en ligne). L'auteur estime aussi qu'avec les actions de Trump la *pax americana* prend fin et que l'ordre international doit être assuré par d'autres pays au sein des forums multilatéraux existants. Il conclut : « pour faire simple, il n'y a pas de retour à la domination géopolitique américaine ou à l'hégémonie libérale 2.0 ». Par ses récentes décisions, l'administration Trump contribue grandement à faire glisser le monde de nouveau dans une culture hobbésienne où régnera la règle du plus fort et non la règle du droit, le propre d'une culture lockéenne qui avait agit tant bien que mal après la guerre froide. Lire Daniel Drezner, « Anarchy is what Donald Trump Makes of it », *Drezner's World*, 8 janvier 2026 (consulté en ligne) ; c'est également la conclusion de Ian Bremmer, « Unmade in America », *GZero Daily*, 7 janvier 2026 (consulté en ligne). Bremmer écrit : « Un succès au Venezuela encouragera le président à redoubler d'efforts sur cette approche et à pousser plus loin - que ce soit à Cuba, en Colombie, au Nicaragua, au Mexique ou au Groenland [...] Voilà ce qui arrive lorsqu'un pays qui a définit les règles ne veut plus les appliquer. »

486. La professeure Elvira Dominguez-Redondo est citée par Fabien Deglise, « Quand Donald Trump ébranle la pierre angulaire de la sécurité internationale », *Le Devoir*, 6 janvier 2026 (consulté en ligne). Le conseiller Miller explique à cet égard que « le monde est gouverné par la force depuis toujours et non par des traités internationaux assimilables à des mondanités », cité par Marc Thibodeau, « L'Europe et le Canada découvrent les visées américaines sur le Groenland », *La Presse*, 7 janvier 2026 (consulté en ligne).

487. Philip Elliott, « Donald Trump is Risking his MAGA Base on Venezuela », *Time*, 3 janvier 2026 (consulté en ligne). Le chroniqueur rappelle le douloureux souvenir de l'Afghanistan et de l'Irak pour mettre en garde sur les risques de dérive d'un changement de régime au Venezuela et une présence de troupes américaines dans ce pays.

488. La traduction française est offerte dans Stephen Marche, *É.-U. : La prochaine guerre civile. Vers l'explosion des États-Unis ?,* Paris, Bushet Chastel, 2023, 301 p.

489. *Ibid.*, p. 14.

490. *Ibid*., p. 15.

491. Ian Bremmer, « America's Revolution : The Enemy Within », *GZero Daily*, 22 octobre 2025 (consulté en ligne), et « The World's Response to America's Revolution », *GZero Daily*, 29 octobre 2025 (consulté en ligne).

492. Daniel Drezner, « The End of American Exceptionalism », *Foreign Affairs*, 12 novembre 2024 (consulté en ligne).

493. Phillips O'Brien, « How to Build a Post-American Liberal Order », *Foreign Affairs*, 12 septembre 2025 (consulté en ligne). Sur l'arrivée d'une ère nucléaire post-américaine et la nécessité d'une coopération et de garanties nucléaires renforcées entre pays, lire Rebecca Lissner, « The Pillars of the Global Nuclear Order Are Cracking », *Foreign Policy*, 5 janvier 2026 (consulté en ligne).

494. Sur l'influence du marché des obligations lire Hélène Baril, « Une arme anti-Trump discrète », *La Presse*, 26 janvier 2026 (consulté en ligne). La chroniqueuse rappelle que ce marché a déjà réussi à forcer Trump, à deux reprises, « à faire de spectaculaires virages à 180 degrés ». La dette américaine est largement financée par ce marché international et la menace par certains pays de réduire leur volume d'obligations américaines offre une possibilité d'inflexion des politiques de Trump (l'Union européenne, par exemple, détient 24 % de ce marché).

495. Jim Tankersley, « Survivre à Trump et continuer d'avancer sur le plan de la politique étrangère », traduction par *Le Devoir*, 30 juillet 2025 (consulté en ligne). « Chaque jour, une nouvelle partie commence », conclut l'auteur.

496. Le discours de Mark Carney au Forum économique mondial de Davos est intégralement publié par *La Presse*, 21 janvier 2026 (consulté en ligne).

497. Lire les analyses suivantes : Campbell Clark, « Carney Rang an Opening Bell in Davos. What Comes Next ? », *The Globe and Mail*, 24 janvier 2026, p. O11 ; Konrad Yakabuski, « The Hard Truths Carney Left Unsaid in Davos », *The Globe and Mail*, 24 janvier 2026, p. O11 ; et John Rapley, « Carney, Trump and a Week that Marked the Decline of the West », *The Globe and Mail*, 24 janvier 2026, p. B1, B5. Tout pourtant n'est pas perdu, selon Michael Hirsh, qui estime que la communauté internationale peut encore espérer fonctionner avec le soutien résolu des puissances moyennes, dans « No, the International Community Isn't Dead Yet », *Foreign Policy*, 28 janvier 2026 (consulté en ligne).

498. Matias Spektor, « The World Will Come to Miss Western Hypocrisy », *Foreign Affairs*, 29 janvier 2026 (consulté en ligne). L'auteur estime que cet ordre mené par les États-Unis, bien qu'appliqué de façon très arbitraire (d'où sa référence à l'hypocrisie), a maintenu tant bien que mal une façade de consensus sur les règles et normes. Désormais, conclut-il, le marchandage et la coercition l'emportent sur la persuasion et le partage de certaines valeurs. L'hypocrisie n'est plus nécessaire car une grande puissance, tels les États-Unis, ne cherche plus à justifier ses actions selon des principes mais tout simplement à exercer sa puissance.

499. Stéphanie Grammond, « Carney au front, avec un bouclier troué », *La Presse*, 24 janvier 2026 (consulté en ligne).

500. Andrew Coyne, « How Must the World Stand up to Donald Trump ? », *The Globe and Mail*, 24 janvier 2026, p. 02, et « Trump Wants to Make an Example Out of us. How Will we Prepare ? », *The Globe and Mail*, 31 janvier 2026, p. O2. Coyne prévient les Canadiens : « Nous sommes sérieusement dans le pétrin, et nous devons agir vite [...] Nous devons prévoir le pire. ».

501. Yves Boisvert, « Requiem pour la Pax Americana », *La Presse*, 21 janvier 2026 (consulté en ligne). Anne Applebaum écrivait déjà à propos de l'action militaire au Venezuela, voir « Spheres of Influence. Venezuela and the end of Pax Americana », *The Atlantic*, 6 janvier 2026 (consulté en ligne). En abandonnant toute référence aux valeurs, elle estime que le président rend la politique étrangère américaine semblable à celle des autres grandes puissances (Russie et Chine) pour lesquelles la force fait loi. Et par le fait même, il pulvérise les acquis du droit international que promouvait nominalement la *pax americana*. Lire la critique cinglante de l'ancien ministre canadien des affaires étrangères Lloyd Axworthy, « Is There Still a Place in the World for the Nobel Peace Prize ? », *The Globe and Mail*, 10 janvier 2026, p. O1, O4. Lire également la critique d'Andrew Coyne, « Why International Law Matters after the U.S. Attack on Venezuela », *The Globe and Mail*, 10 janvier 2026, p. O2.

502. Patrick Lagacé, « La russification des États-Unis, encore », *La Presse*, 21 janvier 2026 (consulté en ligne)

503. Daniel Drezner et Elizabeth Saunders, « Trump's Year of Anarchy », *Foreign Affairs*, 20 janvier 2026 (consulté en ligne). Un bon exemple de ce nouvel ordre fondé sur les « *deals* » est le lancement à Davos du « conseil de la paix » de Trump, qui le préside et auquel ses invités (19 chefs d'État) doivent contribuer 1 milliard USD chacun.

504. Brian Bennett et Nik Popli, « Whatever Trump Wants », *Time*, vol. 207, 26 janvier 2026, p. 44.

505. Daniel Drezner, « Revenge of the Toddler in Chief », *Drezner's World*, 20 janvier 2026 (consulté en ligne). Michael Byers cite Trump pour expliquer ainsi son comportement d'intimidateur : « posséder est ce dont j'ai besoin psychologiquement pour réussir », dans « The Last Stand », *The Globe and Mail*, 17 janvier 2026, p. O3. Lire aussi de John Raine, « The Deals-based International Order ? », *Survival*, vol. 67, décembre 2025-janvier 2026, p. 73-78. L'auteur évoque tous les dangers associés à un tel ordre, fondé sur les intérêts personnels des décideurs et non les intérêts nationaux. Un nouvel ordre fondé sur une sorte de « *pax transactionalis* » ? Certains experts pensent que nous assistons avec Trump à l'émergence d'un ordre mondial « personnalisé » qu'ils définissent ainsi : « des

régimes personnalisés qui montrent constamment qu'ils sont plus imprudents, agressifs et sujets aux conflits que d'autres types de gouvernements. Ils sont plus susceptibles de rompre des alliances, de provoquer des crises et d'initier des guerres stupides ». Peu fiable, « un tel ordre global personnalisé [auquel adhère pleinement Xi, Poutine et Trump] en est un d'incertitude, de corruption et de négociations privées ». Le résultat, concluent-ils, « sera un monde dans lequel les décisions les plus conséquentes reposent sur les caprices des hommes ». Lire Seva Gunitsky et Semuhi Sinanoglu, « The Personalist Global Order », *Foreign Affairs*, 26 janvier 2026 (consulté en ligne).

506. Stéphanie Grammond, « La Chine prouve que Trump se tire dans le pied », *La Presse*, 17 janvier 2026 (consulté en ligne).

507. « Il y a une chose. Ma propre morale. C'est la seule chose qui peut m'arrêter. Je n'ai pas besoin du droit international », Trump a-t-il déclaré en réponse à une question d'un journaliste du *New York Times*, traduction française par Yves Boisvert, « La seule limite, c'est ma moralité », *La Presse*, 10 janvier 2026 (consulté en ligne).

508. Fareed Zakaria, « Trump is Teaching the World to Fear America », *Foreign Policy*, 9 janvier 2026 (consulté en ligne).

509. Casey Michel, « Annexing Greenland Would Be a Strategic Catastrophe », *Foreign Policy*, 6 janvier 2026 (consulté en ligne). L'auteur parle de « désastre de sécurité nationale », de « crime colonial monumental », et « d'expansion impériale ». Une telle annexion consacrerait pour la plupart des observateurs la fin de l'OTAN. Voir notamment Philip Elliott, « Trump's Casual Indifference to NATO's Future Is Spooking the Western World », *Time*, 20 janvier 2026 (consulté en ligne).

510. « The White House Weighs how to Acquire Greenland », *The Economist*, 10 janvier 2026 (consulté en ligne) ; « The true danger posed by Donald Trump », « Donald Trump's expansionist itch has undermined global security », et « Donald Trump's Grab for Greenland Makes no Sense », *The Economist*, 24 janvier 2026 (consulté en ligne).

511. Stephen Walt estime que c'est la volonté de domination sur la sphère d'influence des États-Unis, et non quelconque quête de pétrole, de sécurité ou de démocratie qui a motivée Trump d'intervenir au Venezuela, dans « The "Donroe Doctrine" Makes No Sense », *Foreign Policy*, 8 janvier 2026 (consulté en ligne). Stephen Marche abonde en ce sens : « dans la mesure où Trump et Miller ont un plan, celui-ci consiste à créer un monde dans lequel aucun plan [...] aucun ordre n'est désormais possible, afin que leur pouvoir soit total », dans « Les États aléatoires d'Amérique », traduction de *La Presse*, 12 janvier 2026 (consulté en ligne). Lire « In Donald Trump's

World, the Strong Take what they Can », et « Donald Trump Asserts Control over Venezuela – and all the Americas », *The Economist*, 10 janvier 2026 (consulté en ligne) ; Philip Elliott, « “Trump is Fairly Uninterested in Democracy” : Why Venezuela is Unlike Other U.S. Interventions », *Time*, 10 janvier 2026 (consulté en ligne), conclut au « pire type d’impérialisme ».

512. Lexington : « The Radical Honesty of Donald Trump », *The Economist*, 10 janvier 2026 (consulté en ligne). Le périodique parle du « capitalisme de la canonnière » pour décrire l’approche de Trump et des pétrolières qu’il a rassemblées à la Maison-Blanche, pour planifier le développement du pétrole au Venezuela, dans « America’s Gunboat Capitalism Will Make the World Poorer », *The Economist*, 17 janvier 2026 (consulté en ligne).